

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**La gouvernamentalité chinoise : l'avènement d'une rationalité politique socialiste-néolibérale et l'instauration d'une forme de « gouvernance autoritaire » dans l'exercice du gouvernement en Chine contemporaine**

Présenté par  
Charles Gagnon

Département d'Anthropologie  
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Études Supérieures  
En vue de l'obtention du grade M. Sc.  
en Anthropologie

Avril, 2009



© Charles Gagnon, 2009

Université de Montréal  
Faculté des Études Supérieures

Ce mémoire intitulé  
La gouvernamentalité chinoise : l'avènement d'une rationalité politique socialiste-  
néolibérale et l'instauration d'une forme de « gouvernance autoritaire » dans l'exercice  
du gouvernement en Chine contemporaine

Présenté par  
Charles Gagnon

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Mariella Pandolfi  
président-rapporteur

Bernard Bernier  
directeur de recherche

Fred Bild  
membre du jury

## Résumé

Depuis maintenant près de trois décennies, la République Populaire de Chine s'est engagée dans un processus de réformes économiques permettant la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Dans le cadre de ce mémoire, il sera question d'étudier les répercussions de ces réformes sur l'exercice du gouvernement par un recours à la perspective d'analyse critique développée par le philosophe français Michel Foucault. À travers une *dynastie* du présent politique chinois, les conditions historiques, économiques, politiques et culturelles seront étudiées à travers deux grands thèmes : les réformes économiques et le processus de consolidation de la capacité bureaucratique du Parti-État. Ces deux thèmes permettront ainsi de soulever les conditions d'émergence d'une nouvelle rationalité politique hybride, d'un art « socialiste-néolibéral » de gouvernement : la *gouvernementalité* chinoise. Par la suite, nous tenterons d'expliquer l'intégration de la notion de *gouvernance* dans le discours officiel chinois comme un des marqueurs du passage vers une ce nouvel art de gouvernement. Pour caractériser ce passage, nous emploierons la notion de *gouvernance autoritaire*. La gouvernementalisation de ce concept sera explicitée à travers l'analyse de trois relations de pouvoir distinctes, soit les rapports entre le Parti-État et la sphère militaire, la sphère judiciaire et la sphère sociale. En fait, les effets de cette forme sinisée de la gouvernance sont tels qu'ils s'observent non seulement sur la population mais sur la vie chinoise en elle-même.

**Mots clés :** Chine, Foucault, réformes économiques, néolibéralisme, Parti-État, gouvernementalité, gouvernance.

**Abstract**

For almost now three decades, the Popular Republic of China engaged herself into an economic reforms process creating a transition from a planned economy to a market economy. In this research, we will strive to study the consequences of these reforms on the exercise of government by using the critical analytical perspective developed by the french philosopher Michel Foucault. Searching for the construction of a *dynastique* of the Chinese political present, we will study the historical, economical, political and cultural conditions related to it by focusing on two main themes: the economic reforms and the process of consolidation of the bureaucratic capacity of the Party-State. These two themes will help us to understand the conditions explaining the rising of an hybrid political rationality, a “socialist-neoliberal” art of government: the Chinese *governmentality*. Then, we will try to explain the inclusion of the notion of governance in the Chinese official discourse as one of the markers of a path toward this new art of government. In order to characterize this path, we will use the term *authoritarian governance*. The governmentalization of this concept shall be explained with the analyse of three different types of power relations: the relations between the Party-State and the military sphere, the judiciary sphere and the social sphere. In fact, the effects of this Chinese version of the governance are so profound that they can be observed not only on the population but also on the Chinese life in itself.

**Key words:** China, Foucault, economic reforms, neoliberalism, Party-State, *gouvernementality*, *gouvernance*.

<b>Liste des sigles et abréviations.....</b>	<b>P. 3</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>P. 5</b>
<b>2. Cadre théorique et méthodologique.....</b>	<b>P. 14</b>
2.1. <i>Introduction.....</i>	P. 14
2.2. <i>Réflexion sémantique : économie planifiée/économie de marché, secteur étatique/secteur non-étatique.....</i>	P. 14
2.3. <i>Autour d'une réflexion sur le régime autoritaire.....</i>	P. 17
2.4. <i>La perspective foucaldienne et la notion de gouvernement.....</i>	P. 22
2.5. <i>Définition du concept de gouvernementalité.....</i>	P. 26
2.6. <i>La conception onusienne de la gouvernance : un objectif « synchrétique ».....</i>	P. 29
2.7. <i>Le discours selon Michel Foucault.....</i>	P. 37
2.8. <i>Le « sujet » foucaldien : la lutte sociale emblématique du XX<sup>e</sup> siècle.....</i>	P. 40
2.9. <i>Conclusion.....</i>	P. 44
<b>3. La spécificité historique du processus de réformes économiques et de l'instauration, 1979-1998 : vers une analyse généalogique du présent politique chinois.....</b>	<b>P. 47</b>
3.1. <i>Introduction.....</i>	P. 47
3.2. <i>La première phase de la transition chinoise, 1979-1993 : la réhabilitation du marché grâce au pragmatisme dengiste.....</i>	P. 49
3.2.1. <i>1978-1983 : L'enclenchement du processus des réformes.....</i>	P. 49
3.2.2. <i>L'« âge d'or » des réformes (1984-1988).....</i>	P. 61
3.2.3. <i>Le péréclement et la consolidation des réformes, 1989-1993.....</i>	P. 65
3.3. <i>La seconde phase de la transition économique chinoise à partir de 1994.....</i>	P. 69
3.3.1. <i>La prédominance des entreprises non-étatiques.....</i>	P. 69
3.3.2. <i>Définir les orientations du système de marché chinois : un processus évolutif.....</i>	P. 70
3.3.3. <i>La deuxième phase des réformes, 1994-1998 : changements majeurs en cinq temps.....</i>	P. 72
3.4. <i>Conclusion.....</i>	P. 77
<b>4. La première phase du processus de gouvernementalisation en Chine.....</b>	<b>P. 83</b>
4.1. <i>Introduction.....</i>	P. 83
4.2. <i>L'organisation du PCC : un survol de ses plus hautes instances.....</i>	P. 84
4.3. <i>Les stratégies d'affrontement des factions.....</i>	P. 90
4.4. <i>L'adhésion au PCC : la stratégie ultime d'assujettissement des sujets d'action déterminants.....</i>	P. 98
4.5. <i>Caractériser les promoteurs de la gouvernementalisation chinoise contemporaine.....</i>	P. 109
4.6. <i>Conclusion.....</i>	P. 113
<b>5. L'instauration d'une gouvernementalité chinoise agencée au développement d'une économie socialiste de marché.....</b>	<b>P. 120</b>
5.1. <i>Introduction.....</i>	P. 120
5.2. <i>Le du régime de véridiction d'une version « sinisée » de la gouvernance.....</i>	P.121

5.3. Analyse de la « gouvernance autoritaire » portée sur les institutions politiques formelles.....	P. 126
5.4. La « gouvernance autoritaire » comme tactique déterminante de l'autonomie des organisations sociales chinoises.....	P. 136
5.5. La gestion de la population urbaine.....	P. 142
5.6. Autour d'une application totalisante et individualisante de l'art socialiste néolibéral de gouvernement : le programme de contrôle des naissances.....	P. 148
5.7. Conclusion.....	P. 156
<b>Conclusion.....</b>	<b>P. 160</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>P. 172</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>P. 177</b>
<b>Divisions administratives et disputes territoriales de la République Populaire de Chine</b>	
<b>Structure organisationnelle du Parti Communiste Chinois</b>	

### Liste des sigles et abréviations

ABC	<i>Agricultural Bank of Commerce</i>
APEC	<i>Asian-Pacific Economic Cooperation</i>
APL	<i>Armée Populaire de Libération</i>
BM	<i>Banque Mondiale</i>
BOC	<i>Bank of China</i>
BP	<i>Bureau Politique</i>
BPC	<i>Banque Populaire de Chine</i>
CC	<i>Comité Central</i>
CCAM	<i>Commission Centrale des Affaires Militaires</i>
CNP	<i>Congrès National du Parti</i>
CP	<i>Comité Permanent [du Bureau Politique]</i>
ECP	<i>École Centrale du Parti</i>
ECV	<i>Entreprise de Communes et de Villages</i>
ENA	<i>École Nationale de l'Administration</i>
FMI	<i>Fonds Monétaire International</i>
GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i>
ICBC	<i>Industrial and Commercial Bank of China</i>
LJCC	<i>Ligue des Jeunes Communistes Chinois</i>
OMC	<i>Organisation Mondiale du Commerce</i>
ONG	<i>Organisme Non Gouvernemental</i>
ONU	<i>Organisation des Nations Unies</i>
MCA	<i>Ministère des Affaires Civiles</i>
PCBC	<i>People's Construction Bank of China</i>



PCC	<i>Parti Communiste Chinois</i>
PIB	<i>Produit Intérieur Brut</i>
RAS	<i>Région Administrative Spéciale</i>
RPC	<i>République Populaire de Chine</i>
SOE	<i>State Owned Enterprise</i>
SRPP	<i>Système de Représentants Permanents du Parti</i>
URSS	<i>Union des Républiques Socialistes Soviétiques</i>
ZES	<i>Zone Économique Spéciale</i>

*« Il y a des moments dans la vie où la question de savoir si on peut penser autrement qu'on ne pense et percevoir autrement qu'on ne voit est indispensable pour continuer à regarder ou à réfléchir. »*

FOUCAULT, Michel, 1984 : *Histoire de la sexualité 2. L'usage des plaisirs*, Paris, Gallimard, p. 14.

### **Introduction : construire une réflexion sur la refonte de l'exercice du gouvernement en Chine**

Le vingtième siècle s'est vu le témoin de deux transformations majeures des systèmes économiques partout autour du globe. La première fut la transition d'un système capitaliste d'économie de marché vers un système socialiste d'économie planifiée.

Dès son accession au pouvoir en 1949, le Parti Communiste Chinois (PCC) choisit de mettre en place, avec Mao Zedong pour « chef d'orchestre », un ensemble de mécanismes de mobilisation du peuple, et ce tant au niveau de la main-d'œuvre que de la logistique des ressources. Cette mobilisation visait, d'une part, la mise en marche d'un projet collectiviste de création d'une société socialiste (et ce par l'emploi d'une stratégie « volontariste »), et d'autre part la protection du pays contre toutes formes de dominations étrangères, le Japon en tête de liste.

Cette stratégie volontariste s'est traduite, dans l'économie politique de la société chinoise, par la mise en place, entre 1953 et 1957, d'un premier « Plan Quinquennal<sup>1</sup> ». Ce plan, défini, à l'instar de sa durée, en cinq objectifs principaux, visait à faire en sorte que l'« (...) agriculture was to function as the accumulation base for the development of industry, and within the industrial sector the accumulation rate of heavy industry was emphasized. »<sup>2</sup> Un tel objectif était envisageable en URSS, dans la mesure où il y avait effectivement un surplus de production en agriculture pouvant être réinvesti dans le développement de l'industrie; or un tel surplus n'était pas observable en Chine à cette époque. Un constat s'impose alors aux dirigeants chinois : les stratégies de développement économique soviétique sont en fait incompatibles avec les réalités qui

---

<sup>1</sup> Ce plan fut inspiré par des mesures économiques mises de l'avant dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques par Joseph Staline – notamment lors de la « revolution from above » – et développé à partir de modèles économiques construits par Feldman et Preobrazhensky.

<sup>2</sup> BRODSGAARD, Kjeld Erik, 1983: « Paradigmatic Change: Readjustment and Reform in the Chinese Economy, 1953-1981 », dans *Modern China* 9.1, Jan., p.43-44.

composent l'économie chinoise.<sup>3</sup> Ainsi, en 1956, le plan quinquennal est mis de côté pour tenter de palier au problème d'une lente progression de la production agricole visant à soutenir l'accélération du développement de l'industrie lourde.

Après un an de considérations plus « libérales » des politiques en matières d'orientations économiques, la volonté du gouvernement central de définir lui-même ses modèles en termes de développement économique vers l'accession à une société socialiste sera des plus marquées par les mesures que sous-tendent la mise en place du « Grand Bond en Avant » entre 1958 et 1960.<sup>4</sup>

L'objectif premier visé par les réformes englobées dans le « Grand bond en Avant » était l'atteinte le plus rapidement possible du stade ultime du socialisme, « (...) en avance sur tous les autres pays de la terre. Si les soviétiques prétendaient l'atteindre en dix ou vingt ans, Mao répondait que les Chinois pourraient y arriver en un an ou deux. »<sup>5</sup> Pour arriver à de telles fins, la population chinoise entière devait être mobilisée dans cet effort incroyable d'intensification de la production : le paysan va notamment être appelé à jouer un rôle de premier plan dans ce dessein. Un des – nombreux – aspects marquant les initiatives visant le développement économique à la période du « Grand Bond » est certainement l'emphasis sur l'expérimentation scientifique à la sauce soviétique :

En 1958, le Parti couvrit la Chine de milliers de nouveaux collèges, universités et instituts de recherche, tandis que les vrais savants étaient emprisonnés ou condamnés aux travaux manuels. À leur place, des milliers de paysans sans qualification se livrèrent à la « recherche scientifique ». Des miracles de toutes sortes furent annoncés, mais le Grand Bond en avant signifiait surtout augmenter considérablement la production de grain et d'acier.<sup>6</sup>

Pour conforter la validité et l'efficacité des mesures prises lors du Grand Bond, les résultats statistiques peu concluants ont été falsifiés, et la population entière fut encouragée à profiter d'une opulence factice. Avec le recul des années, cette période

---

<sup>3</sup> BRODSGAARD, Kjeld Erik, 1983: « Paradigmatic Change: Readjustment and Reform in the Chinese Economy, 1953-1981 », dans *Modern China*, *Op.cit.*, p.45.

<sup>4</sup> En fait, l'initiative chinoise en termes de développement économique ne présente pas, après mûres analyses, une coupure aussi significative que le défendait le PCC avec le modèle soviétique: « Undoubtedly, the GLF introduced significant changes into management and organization in both industry and agriculture, but as far as the basic pattern of the Soviet model goes it appears that the GLF actually represented an intensification of the Soviet strategy rather than a break. Thus the GLF did not confront the agriculture problem by way of channelling significantly higher investments into the agricultural sector in order to increase agricultural production. » dans BRODSGAARD, Kjeld Erik, 1983: « Paradigmatic Change: Readjustment and Reform in the Chinese Economy, 1953-1981 », dans *Modern China*, *Op.cit.*, p.49.

<sup>5</sup> BECKER, Jasper, 1998: *La grande famine de Mao*. Paris, Editions Dagorno, p.93.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p.97.

tumultueuse est plutôt considérée comme un échec (ayant généré des coûts économiques et sociaux considérables), voire un désastre : « The resulting decline in output and the famine that followed is estimated to have cost the Chinese ten years of positive growth. »<sup>7</sup> À la fin du « Grand bond », la faction réformiste du PCC, incluant Chen Yun, revient à la tête du « Five man Central Committee Finance and Economy Group » qui aura alors la charge de définir l'orientation des politiques financières et économiques pour l'ensemble du pays.

Entre 1961 et 1965, cette faction réformiste soulève le débat du rôle que veut prendre les profits et les prix dans l'économie chinoise, deux facteurs potentiels de disparité. Les mesures proposées par ce comité ont d'ailleurs une certaine parenté avec les réformes économiques proposées par Deng Xiaoping à la mort de Mao. Mais nous n'en sommes pas là encore : 1965, Mao Zedong, se voyant progressivement éclipsé de l'avant-scène politique<sup>8</sup>, lance la « Révolution culturelle » dont l'intensité des activités sera plus marquée entre 1966 et 1969, quoique les effets se feront fortement sentir jusqu'à sa mort en 1976. Cette révolution visait, pour l'essentiel, la réalisation à grande échelle d'une « culture prolétarienne » chinoise. Les « Gardes rouges » avaient alors le mandat d'agir à titre de représentants de l'ordre prolétaire pour dénoncer les pratiques favorisant les valeurs bourgeoises, traditionnelles, monarchiques, révisionnistes et capitalistes considérées comme des entraves à l'accession de la Chine au stade ultime de communisme. Sur le plan économique, la Révolution culturelle constitue, dans son ensemble, une période de grande instabilité s'observant entre autres à travers le rôle du travailleur au sein de la révolution :

The absenteeism due to the workers' participation in the Cultural Revolution; the almost complete disruption of the railway system due to the local authorities trying to prevent Red Guard units from outside entering their city, those same authorities sending their own Red Guard units to Peking to get rid of them, the rebel workers seizing trains to send their own delegates to Peking for support, and outright vandalism; (...) <sup>9</sup>

Il va sans dire que le passage du peuple chinois à travers le Grand Bond et la Révolution Culturelle aura provoqué des conséquences socioéconomiques désastreuses partout à travers le pays : à la fin de la révolution culturelle, soixante pourcent de la population

<sup>7</sup> DERNBERGER, Robert F., 1999: « The People's Republic of China at 50: the Economy » dans *The China quarterly*, no.159 (sept.), p.608.

<sup>8</sup> Particulièrement en ce qui a trait à son pouvoir décisionnel au sein du parti.

<sup>9</sup> DERNBERGER, Robert F., 1972: « Radical Ideology and Economic Development in China: The Cultural Revolution and Its Impact on the Economy », dans *Asian Survey*, vol.12, no. 12 (déc.), p.1058.

devait survivre à l'aide de moins un dollars américain par jour, soit la limite internationalement reconnue définissant la pauvreté.<sup>10</sup>

Le « Grand Timonier » avait maintenu un pouvoir suprême, relativement peu remis en question durant quatre décennies. Depuis 1949, le développement économique en Chine a été influencé quasi-uniquement, et ce de manière constante, par les préjugés personnels de Mao Zedong et sa vision idiosyncrasique de la manière la plus efficiente de promouvoir le développement du potentiel chinois.<sup>11</sup>

L'héritage maoïste a ainsi facilité une approche favorisant un accroissement des réformes malgré une digression manifeste avec la logique des systèmes de type soviétiques. D'un point de vue socio-historique, ce même héritage est certes complexe, mais nous soulignerons ici deux éléments-clés qui ont favorisé le déroulement des réformes post-1978 telles qu'elles ont eu lieu dans l'histoire.<sup>12</sup> Un premier élément de cet héritage provient de la méthode de gouvernance de Mao proprement dite. En effet, la présence marquée des positions personnelles de ce dernier dans la définition des orientations des différents projets de société de la Chine a permis plusieurs divergences, voire contradictions avec le système de pensée marxiste-léniniste. De telles digressions ont permis à Deng Xiaoping, à son tour, de doter les futurs projets d'orientations qui semblaient peu conséquents en suivant le système de pensée communiste. Un second élément décisif faisant partie de l'héritage maoïste aura été la décentralisation du pouvoir au profit des autorités locales, ce qui aura permis, à l'ère des réformes, une prise en charge efficiente à petite échelle des projets économiques de tout envergures.

La seconde transition majeure des systèmes économiques du monde au vingtième siècle est un passage d'un système de planification centralisée vers un système de marché. Cette transition, débutée depuis deux décennies, est toujours en cours. Elle suit en fait le virage néo-libéral qui est apparu en Occident à la fin des années 1970.

Le modèle d'implantation du marché soutenu par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International favorise la libre circulation des ressources et l'usage des prix du marché non altérés (essentiellement par l'intervention étatique), incluant les salaires,

---

<sup>10</sup> HUGHES, Christopher R, 2006: « Chinese Nationalism in the Global Era », Londres, Routledge, p.11.

<sup>11</sup> NOLAN, Peter et Robert F. Ash, 1995: « China's Economy on the Eve of Reform », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc), p.980.

<sup>12</sup> En fait, il s'agit ici de dire que, bien que l'héritage maoïste ait provoqué une influence considérable sur les événements socio-économiques survenus en Chine après 1976, il n'en demeure pas moins que le déroulement des réformes a pris une orientation parmi plusieurs orientations possibles.

dans le processus d'allocation des ressources. Selon une telle approche, la production d'un pays se voit maximisée lorsque la propriété de ses ressources est largement détenue par le secteur privé et que le pays oriente sa production en fonction de ses avantages comparatifs. Ainsi, la politique publique ne doit pas altérer l'avantage comparatif du pays. L'ingérence politique dans le marché, la propriété étatique et la gestion des différents secteurs de l'économie et toutes formes stratégiques de politique en matière d'industrie sont donc incompatibles avec ce modèle. Selon Leong H. Liew, les réformes économiques implantées en Chine ont créé une économie de marché dont les assises se distinguent considérablement de ce modèle.<sup>13</sup>

Le modèle chinois semble d'ailleurs avoir porté fruit. En effet, depuis plusieurs années maintenant, le développement de l'économie chinoise ne cesse d'étonner le reste du monde, et ce en raison d'un taux de croissance jamais vu auparavant :

An international comparison shows that the time needed for doubling per capita GDP (Gross Domestic Product) is 58 years in England during the period of 1780–1838, 47 years in the United States during 1839–1886, 34 years in Japan during 1885–1919, and 11 years in Korea during 1966–1977. China has set a new record—per capita GDP in China doubled within only 9 years between 1978 and 1987, and doubled again in another 9 years between 1987 and 1996.<sup>14</sup>

En 1978, 60 % de la population totale chinoise vivait en deçà du standard international de pauvreté défini par la Banque Mondiale alors qu'en 1996, le nombre de Chinois vivant en-dessous du niveau absolu de pauvreté est tombé à moins de 6% de la population.<sup>15</sup>

Les politiques mises de l'avant pour procéder aux réformes économiques ont reflété la volonté du Parti Communiste Chinois (du moins observable depuis 1992), de prévenir notamment l'émergence de différences de revenus trop significatives et le désordre social pouvant potentiellement s'y rattacher. À ce titre, il est intéressant de souligner le propos de Deng Xiaoping dans son article *La construction d'un socialisme avec caractéristiques chinoises* :

If we take the capitalist road, we can enable less than 1 per cent of the people of China to become prosperous, but we definitely cannot resolve the problem of how to make 90 odd per cent of the Chinese people prosperous. Therefore, we have to persist with socialism. According to the socialist principle of distribution according to labour, there will not be a large gap between the

---

<sup>13</sup> LIEW, Leong H, 2005: « China's Engagement with Neo-liberalism: Path Dependency, Geography and Party Self-Reinvention », dans *The Journal of Development Studies*, vol.41, no.2, p.331.

<sup>14</sup> CAI, Fang et Meiyang Wang, 2002: « How fast and how far can China's GDP grow? », dans *China & World Economy*, no.5, p.9.

<sup>15</sup> LIEW, Leong H, 2005: « China's Engagement with Neo-liberalism: Path Dependency, Geography and Party Self-Reinvention », dans *The Journal of Development Studies*, *Op.cit.*, p.331.

rich and the poor. After another 20, 30 years, after developing our forces of production, there will not be a two-class differentiation.<sup>16</sup>

Un des objectifs généraux de ce mémoire sera, tout comme a tenté de le faire Thierry Sanjuan, de chercher « à comprendre la complexité de l'actuelle transition chinoise et dessiner la silhouette d'un pays qui est déjà l'un des pôles majeurs de l'espace mondial de ce nouveau siècle. »<sup>17</sup>

Aujourd'hui, en dépit du fait qu'au cours des années 1980, le principe de réforme politique primordial était la séparation du Parti Communiste Chinois et du gouvernement, le Parti contrôle toutes les organisations gouvernementales. Sans aucun doute, le pouvoir absolu du Parti s'est accru au cours des dernières années; or, cet accroissement du pouvoir est accompagné d'un phénomène étonnant, soit l'amélioration marquée de la place de la Chine dans l'index de corruption de l'organisation non gouvernementale (ONG) *Transparency International*. En effet, selon He Baogang, il semble paradoxal qu'un accroissement du pouvoir absolu du PCC puisse être accompagné d'une diminution du niveau de corruption.<sup>18</sup>

Dans le but de chercher à comprendre ce paradoxe, l'objectif premier de ce mémoire sera de montrer l'instauration en Chine d'une nouvelle rationalité politique qui, par le biais d'une analyse du présent politique avec les outils conceptuels de Michel Foucault, passe par une nouvelle *gouvernementalité*. Par ce nouvel art chinois de gouvernement, un enchevêtrement des doctrines socialistes et néolibérales se matérialise à travers une forme de *gouvernance autoritaire*. À l'instar du philosophe français, nous tenterons de faire jouer différents champs de savoir tels que l'économie, la science politique, la philosophie et la sociologie et l'anthropologie pour discuter d'un problème du présent, de le confronter à une analyse généalogique pour mieux saisir ses enjeux et décrire son déploiement avec une complexité accrue.

### Structure de l'analyse

Le chapitre 1, portant sur le cadre théorique et méthodologique, sera construit pour définir les éléments conceptuels et théoriques nécessaires pour conduire cette réflexion

---

<sup>16</sup> LIEW, Leong H, 2005: « China's Engagement with Neo-liberalism: Path Dependency, Geography and Party Self-Reinvention », dans *The Journal of Development Studies*, *Op.cit.*, p.335.

<sup>17</sup> SANJUAN, Thierry, 2007 : « Comprendre la Chine contemporaine par les mots des sciences sociales », dans *Hérodote*, no. 125, 2<sup>e</sup> trimestre, p. 8.

<sup>18</sup> HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy: A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, p. 192. (268 p.)

sur la gouvernamentalité chinoise et la *gouvernance autoritaire*. Au cours de ce chapitre seront soulevées les singularités de l'*économie planifiée*, de l'*économie de marché*, du *secteur étatique* et *non étatique*. Suivra une réflexion théorique sur le *régime autoritaire*. En fait, cette première partie de l'analyse visera deux objectifs majeurs : d'un côté, définir un certain nombre d'outils conceptuels définis par Michel Foucault, nommément sa réflexion sur le *gouvernement*, la *gouvernamentalité*, sur le *discours* et le *sujet*. De l'autre, le chapitre tâchera d'ouvrir une discussion sur différentes conceptions et définition sur la gouvernance, notamment celle conçue par le Parti Communiste Chinois. Au cours du chapitre 2, il sera question d'orienter l'étude du processus des réformes économiques entre 1979 et 1998 vers une analyse *généalogique*. Cette étude tentera de déterminer les conditions historiques et économiques permettant de comprendre ce qui nécessite une redéfinition de l'exercice du gouvernement comme l'a défendu et continue de le faire aujourd'hui le Parti-État chinois. Chacune des deux grandes phases du processus des réformes économiques (la première étant définie entre 1979 et 1993, la seconde entre 1994 et 1998) et leurs composantes seront d'abord présentées, ensuite analysées de par leur potentiel d'incidence sur la refonte de l'exercice contemporain du gouvernement en Chine.

Dans le chapitre 3, l'analyse généalogique sera poursuivie, cette fois-ci en se concentrant sur les conditions politiques et culturelles qui ont orienté la redéfinition d'une nouvelle rationalité politique chinoise. La continuation d'une telle analyse passera dès lors par l'étude de la première phase de gouvernementalisation chinoise, c'est-à-dire le développement de la capacité bureaucratique du Parti-État Chinois. Par le biais d'un survol de la structure organisationnelle du Parti, de l'étude de ses affrontements factionnels, du processus d'adhésion des membres du PCC et la caractérisation des principaux membres de l'élite politique chinoise, il sera possible de mieux saisir les efforts politiques visant à asseoir la construction d'un nouvel art socialiste néolibéral de l'exercice du gouvernement.

Avec la réorientation vers l'économie de marché en 1992 et avec le développement économique qui s'en suivit, des aspects importants du gouvernement seront réorganisées dans le contexte de l'arrivée de ces temps nouveaux (*xin xingshi*).<sup>19</sup> Bien que le concept

---

<sup>19</sup> SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, no.29, p. 570.



de *gouvernementalité* défini par Michel Foucault ait été pensé pour être appliqué aux sociétés modernes occidentales, certains chercheurs tels que Gary Sigley ont malgré tout cherché à savoir de quelles manières ce concept peut s'actualiser dans des contextes non-libéraux, et plus particulièrement à travers l'étude de la Chine.

La transition chinoise du « plan » vers le « marché » fut en fait accompagnée de changements significatifs dans la manière dont la pratique et les objets du gouvernement sont à la fois compris, calculés et normés.

Toujours selon Gary Sigley, ce même processus de transition provoqua également l'émergence d'une forme socialiste-néolibérale hybride de rationalité politique, soit une forme de gouvernement autoritaire (dans le sens politique et technocratique du terme) cherchant à gouverner certains sujets (et non la totalité) à travers leur propre autonomie.<sup>20</sup>

D'ailleurs, au cours du 16<sup>e</sup> Congrès du Parti, un des enjeux majeurs fut d'améliorer et de réformer le « gouvernement » du Parti et ses règles de gouvernance.<sup>21</sup> D'une part, un despotisme s'observe dans le rapport entre l'État et une certaine tranche de la population, soit celle où les sujets ciblés sont considérés comme des objets passifs pour l'intervention étatique. D'autre part, il y a, pour une autre tranche de la population, une promotion de l'amélioration des sujets en favorisant l'émergence d'une conscience de leurs propres conduites, et ce par le biais de mesures coercitives et autoritaires.<sup>22</sup>

Ainsi, au chapitre 4, cette recherche tentera d'illustrer la matérialisation de cette nouvelle rationalité politique socialiste-néolibérale, cette nouvelle gouvernementalité chinoise, à travers une forme singulière de gouvernement que nous avons nommée une *gouvernance autoritaire*. Le chapitre analysera, dans un premier temps, le rapport entre le Parti-État et la sphère militaire, en particulier l'interaction entre le gouvernement chinois et l'Armée Populaire de Libération. Dans un deuxième temps, la relation entre le PCC et la sphère juridique sera abordée, notamment à travers les mesures du Parti visant à imposer une frontière institutionnelle entre le Parti Communiste Chinois et l'État, et le développement des organes juridico-légaux disciplinaires. Le rapport entre le Parti-État et la sphère sociale sera analysé, dans un troisième temps, par le biais de l'intégration des

<sup>20</sup> SIGLEY, Gary, 2006: « Chinese governmentalities: government, governance and the socialist market economy », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p.489.

<sup>21</sup> HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy: A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 192.

<sup>22</sup> SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p. 560-561.

organisations sociales appelées à prendre le relais de certaines responsabilités étatiques. Dans un quatrième temps, l'étude de la rationalité organisationnelle rattachée à la *communauté* sera exposée pour illustrer une des formes prédominantes de gestion de la population urbaine. Enfin, dans un cinquième et dernier temps, le thème du Programme de contrôle des naissances sera approfondi pour exposer le moteur central de l'application de la nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale. Ces 5 thèmes seront analysés de telle sorte qu'il soit possible d'entrevoir quelles sont les tactiques observables dans l'exercice du gouvernement par le Parti-État chinois permettant de manifester l'emphase du PCC sur la notion de *gouvernance* dans ses pratiques visant à « conduire la conduite » d'une certaine tranche de la population. L'étude cherchera à soulever quels sont les éléments propres à l'exercice du gouvernement autoritaire. La notion de *gouvernance autoritaire* cherche à montrer, d'un même élan, l'influence mutuelle des deux approches d'exercice du gouvernement, de mettre l'emphase sur leur enchevêtrement et sur les effets de l'autoritarisme sur la gouvernance, et inversement. Enfin, en guise de conclusion, la synthèse du cadre conceptuel, de l'analyse généalogique du processus des réformes économiques, de la première phase de gouvernementalisation chinoise et de l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité socialiste néolibérale passant par l'application d'une forme de *gouvernance autoritaire* permettra d'ouvrir la discussion afin d'observer les affinités et dissemblances entre *gouvernementalité* et *gouvernance* pour enfin soulever les implication historiques, économiques, politiques et culturelles rattachées à la poursuite du développement de la nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale chinoise.

## **2. Cadre théorique et méthodologique : Foucault en Chine, la Chine en Foucault, une expérience-limite de la rationalité occidentale**

### ***2.1. Introduction : mise à l'épreuve des outils conceptuels foucaultiens***

L'utilisation de concepts développés dans les sciences sociales occidentales pour l'analyse de sociétés en dehors de l'Occident a été remise en question. Cependant, c'est ce qu'a tenté Thierry Sanjuan dans le cas de la Chine à partir de notions venant d'universitaires français. Ce mémoire poursuit dans cette voie en faisant appel à des concepts développés en Occident afin de comprendre la complexité que recèle la Chine contemporaine.<sup>23</sup>

Alors, dans un premier temps, il sera question de circonscrire le sens donné à quatre composantes-clé de l'analyse du processus des réformes économiques en Chine tel que présenté dans le chapitre 1 : de présenter les définitions de l'économie planifiée, de l'économie de marché, du secteur étatique et non-étatique. Dans un deuxième temps, une réflexion autour du régime autoritaire sera proposée. Un survol de l'historicité entreprise par Michel Foucault sur la notion de gouvernement dans le contexte des sociétés occidentales modernes sera présenté dans un troisième temps. Cette réflexion conceptuelle visant à (re)définir le gouvernement et son exercice permettra, dans un quatrième temps, de poursuivre sur la notion foucauldienne de *gouvernementalité*. Par la suite, dans un cinquième temps, un passage sera effectué entre la gouvernementalité de Foucault et la notion de gouvernance et les différentes acceptions que ce terme, reflet de notre contemporanéité, recèle. Pour mieux délimiter certaines perspectives d'analyses sur la gouvernementalité et la gouvernance, la notion de discours, toujours pensée selon Michel Foucault, sera abordée. La sélection des outils conceptuels foucaultiens sera complétée, dans un dernier temps, par l'exercice de définition de la notion de sujet et de subjectivité.

### ***2.2. Réflexion sémantique : économie planifiée/économie de marché, secteur étatique/secteur non-étatique***

Il est important pour l'analyse du passage de l'économie chinoise du Plan au Marché de donner une définition claire de l'*économie planifiée* et de l'*économie de marché*. Il sera

---

<sup>23</sup> SANJUAN, Thierry, 2007 : « Comprendre la Chine contemporaine par les mots des sciences sociales », dans *Hérodote*, no. 125, 2<sup>e</sup> trimestre, p. 9.

également question de faire la distinction entre le *secteur étatique* d'une économie et le *secteur non-étatique*.

Certains économistes affirment qu'à travers les différents sens rattachés à l'« économie de marché », la « la propriété privée » est primaire. D'autres soutiennent plutôt que le sens rattaché à l'« économie de marché » ne contient pas l'élément de la propriété des moyens de production. Dans ce cas, Jianjie Lu affirme qu'une économie de marché peut se définir comme une économie à l'intérieur de laquelle se trouve des entreprises indépendantes qui basent leurs activités sur les relations de marché et dont la régulation de ces mêmes activités s'effectue par le biais des mécanismes du marché.<sup>24</sup>

Lorsqu'il est question d'échanges commerciaux par l'entremise d'un marché, les économistes entendent souvent des échanges volontaires basés sur une entente mutuelle sur les quantités et les prix s'y rattachant. Les prix du marché sont déterminés par l'offre et la demande, l'offre étant une quantité fournie grâce à l'engagement d'un producteur pour un produit donné, et la demande étant la quantité que le consommateur désire acheter d'un produit donné à un prix donné.

D'un autre côté, il y a l'échange planifié, qui lui réfère aux transactions où la participation est non volontaire et obligatoire. Il y présence effective d'échange planifié lorsqu'une quantité achetée ou vendue se voit sous l'emprise d'une contrainte ou d'une coercition par le biais de quotas de ventes et d'achats à respecter entre le gouvernement et les entreprises : « In the former instance the government imposes a minimum quantity of goods that must be delivered at the planned price; in the latter case, it imposes a maximum quantity that can be purchased at the planned price. »<sup>25</sup> Bien qu'il existe des distinctions importantes, nous l'avons vu, entre l'économie de marché et l'économie planifiée, en observant l'opérationnalisation de ces deux types de transactions en Chine post-réformes, force est de constater qu'elles présentent des interrelations importantes l'une avec l'autre. Autrement dit, le champ d'action des transactions dans l'économie de marché n'est pas complètement imperméable aux effets provoqués par les transactions opérées dans l'économie planifiée et inversement. Notons qu'il existe aussi dans les économies capitalistes occidentales des secteurs dont l'offre est contrôlée.

---

<sup>24</sup> LU, Jianjie, 1995: « Philosophical considerations of a socialist market economy », dans *Social Sciences in China: A Quarterly Review*, no. 16, vol. 3, p. 15.

<sup>25</sup> SICULAR, Terry, 1995: "Redefining State, Plan and Market: China's Reforms in Agricultural Commerce", dans *The China Quarterly*, no. 177, déc. p.1030.

Bien que l'économie de marché et l'économie planifiée présentent des modes de structuration et de fonctionnement distinct, il n'est pas question ici de souligner un caractère antithétique voire contradictoire de la première sur la seconde et inversement. A contrario, l'analyse des dynamiques inhérentes à l'économie politique de la Chine en matière d'agriculture nous présente une possible complémentarité entre la planification étatique et la libéralisation de l'économie.<sup>26</sup> Cette complémentarité possible dans l'application de rationalités économiques distinctes au sein d'une même économie permet d'ailleurs d'envisager un enchevêtrement de rationalités différentes au sein d'une même sphère politique.<sup>27</sup>

Passons maintenant à la définition des *secteurs étatiques* et *non étatiques*. Les agences faisant partie du dit *secteur étatique* sont en fait des entités commerciales officiellement désignées par l'État pour *conduire* les échanges, les achats et les ventes opérées par les agences non désignées officiellement par le gouvernement, soit le *secteur non étatique*.<sup>28</sup> Plus explicitement, le secteur étatique se charge de définir les orientations générales que souhaite donner le gouvernement aux politiques commerciales nationales. Ce sont ces mêmes agences qui sont à l'origine de la définition des divers quotas d'allocations, des ratios de ventes, de la gestion des équipements et installations reliés à l'entreposage des marchandises. Les agences étatiques s'occupent également de la bonne conduite des opérations sur le marché extérieur. Elles cherchent aussi à stabiliser ce même marché lors

---

<sup>26</sup> En voici un exemple proposé par Terry Sicular:

Why is the government able to enforce plans for grain but not for cotton? It is partly because farmers have reasons to produce grain regardless of planned prices and quotas. They produce grain beyond the quota because they need additional grain for use as food and animal feed, and because beyond-quota grain can be sold on the market at higher prices. Both the government and the farmers know that even in years when the harvest is poor, the quantity of grain produced will exceed the quota by a large margin. Thus even if planned prices for grain are low, quotas are fulfilled. In contrast, the state monopsony and prohibitions on textile production by non-designated agents means that the main reason for growing cotton is for sale to the state. Consequently, farmers have little incentive to produce unless the planned procurement price is high enough to make cotton production relatively profitable. Ironically, then, the liberalization of commerce for grain appears to have helped promote plan fulfilment, while lack of liberalization for cotton has had the opposite effect. SICULAR, Terry, 1995: "Redefining State, Plan and Market: China's Reforms in Agricultural Commerce", dans *The China Quarterly*, *Op.cit.* p.1043-1044.

<sup>27</sup> Cette affirmation prendra son ampleur au cours du chapitre 2 portant sur l'analyse généalogique du présent politique explicitant sur le processus économique, et plus particulièrement au cours du chapitre 4 portant précisément sur l'analyse d'un art hybride de gouvernement socialiste-néolibéral.

<sup>28</sup> Il serait trop simpliste de donner le qualificatif *privé* à cette branche de l'économie, considérant le fait qu'en observant plus attentivement la variété de « style » de propriété d'entreprises en Chine, une telle désignation ne permet pas de rendre compte de toute la complexité comprise dans cette composante de l'économie que constitue le secteur « non-étatique ».

des périodes de perturbations<sup>29</sup>, à fournir les ressources nécessaires pour lutter contre la pauvreté ou aider les victimes de désastres (naturels ou autres). Les activités de ces agences sont généralement soutenues par une vaste bureaucratie, par un capital substantiel prélevé à même les réserves de l'État, par des installations facilitant le transport et par des réseaux commerciaux bien définis. Bien que ces mêmes agences étatiques soient concernées par des enjeux de profits et de déficits, leurs « comportements » sont en majeure partie dictés par les politiques gouvernementales, contrairement aux entreprises cherchant à générer des profits par des activités commerciales sur les marchés.<sup>30</sup>

Les agences non désignées par l'État, de même que les entreprises d'États, partagent certaines de ces caractéristiques, quoique, lors de la conduite de leurs activités commerciales, ces deux entités cherchent plus explicitement à générer des profits. Historiquement, les entités commerciales avaient pour mission première d'acheter et de vendre aux agences désignées par l'État.<sup>31</sup>

### 2.2.1. Conclusions partielles

En somme, si l'économie planifiée et l'économie de marché présentent des composantes distinctes l'une de l'autre au même titre que la constitution du secteur étatique par rapport au secteur non étatique (aussi appelé secteur public/ non-public ou privé), le développement du premier ne signifie pas systématiquement l'affaiblissement voire la disparition du second. Tel que présenté dans le chapitre 2, le processus des réformes économiques en Chine amorcé en 1978 présente de nombreux exemples de complémentarité et d'enchevêtrement de l'économie de marché et de l'économie planifiée, du secteur étatique et non-étatique.

### **2.3. Autour d'une réflexion sur le régime autoritaire**

Par souci de rigueur, il est nécessaire de proposer une acception précise à la notion d'autoritarisme, si souvent employée pour qualifier le gouvernement chinois. Pour ce faire, les écrits de Juan J. Linz seront sollicités. L'auteur s'emploie d'emblée à utiliser la

---

<sup>29</sup> À ce titre, nous n'avons qu'à penser à la grande crise financière survenue au cours de l'année 1997 à la suite de l'effondrement du baht thaïlandais. STIGLITZ, Joseph E. 2002: *La grande désillusion*, Paris, Fayard, p.153.

<sup>30</sup> SICULAR, Terry, 1995: "Redefining State, Plan and Market: China's Reforms in Agricultural Commerce", dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p.1029.

<sup>31</sup> À l'ère des réformes, les entreprises étatiques non-commerciales et les agences officielles ont pu alors conduire des échanges commerciaux indépendants. Nous y reviendrons lorsqu'il sera question des réformes économiques proprement dites.

notion de *régime* pour parler du caractère *autoritaire* d'un gouvernement. Dans une multitude d'analyse, soutient Juan J. Linz, le totalitarisme se matérialise dans le rapport État/société par le biais d'une relation de *système*. En effet, le *système totalitaire* met l'emphase sur l'idée que le projet totalitaire subordonne la société à l'État. Par ailleurs, le concept de régime employé pour analyser l'autoritarisme est on ne peut plus éclairant quant au fait que cette forme de pouvoir n'efface pas totalement la division société/État de l'esprit de ses dirigeants.<sup>32</sup>

Dans un ouvrage antérieur à celui de *Régimes totalitaires et autoritaires*, l'auteur avait fait l'exercice d'une définition des régimes autoritaires, soit ces régimes qui ne peuvent être définis ni comme des systèmes démocratiques, ni comme des systèmes totalitaires, mais comme :

« [...] des systèmes politiques au pluralisme limité, politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice mais pourvus de mentalités spécifiques, sans mobilisation politique extensive ou intensive – excepté à certaines étapes de leur développement – et dans lesquels un *leader* ou, occasionnellement, un petit groupe exerce le pouvoir à l'intérieur de limites formellement mal définies mais, en fait, plutôt prévisibles ». <sup>33</sup>

En ce qui a trait à la limitation du pluralisme, certains régimes autoritaires vont jusqu'à permettre l'institutionnalisation de la participation politique, voire même à favoriser l'apparition d'un nombre restreint d'institutions et de groupes autonomes. <sup>34</sup> Pour illustrer, selon Bruce J. Dickson, l'État peut créer des organisations de masse le reliant à la société, et ces mêmes organisations sont souvent sous le contrôle étatique en matière de sélection du personnel et de définition de budgets. <sup>35</sup>

Les acteurs politiques qui accèdent aux sphères du pouvoir bénéficient d'un certain assentiment provenant de divers groupes ou représentants d'institutions. Cette base de soutien potentielle n'est pas le facteur d'influence dans la recherche de légitimité des dirigeants politiques ; ils sont plutôt redevables au processus continu de cooptation soumis aux mécanismes permettant à différents secteurs et institutions de jouer un rôle politique. <sup>36</sup> D'ailleurs, Linz souligne que, dans certains de ces régimes, un parti officiel,

---

<sup>32</sup> LINZ, Juan J., 2006 : « Régimes totalitaires et autoritaires », Paris, Éditions Armand Colin, p.159.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p.157.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p.159.

<sup>35</sup> DICKSON, Bruce J., 2006: « Cooptation and Corporatism in China: The Logic of Party Adaptation », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield, p. 134.

<sup>36</sup> Il sera d'ailleurs question d'analyser, au cours du chapitre 3, le processus de cooptation des entrepreneurs au sein du PCC et les objectifs sous-jacents à cette stratégie.

unique ou encore prédominant, constitue une composante de premier ordre d'un pluralisme limité. En théorie, poursuit le politologue, ces partis officiels revendiquent le même monopole du pouvoir politique que les partis totalitaires et assument, en principe du moins, les mêmes fonctions.<sup>37</sup>

### 2.3.1. La construction de « mentalités » des régimes autoritaires

Dans le but de clarifier la frontière partagée des concepts de totalitarisme et d'autoritarisme, Linz se réfère au sociologue allemand Theodor Geiger et à sa notion de *mentalité* se rattachant aux régimes autoritaires, notion distincte donc de l'*idéologie* des systèmes totalitaires :

Pour Geiger, les idéologies sont des systèmes de pensée plus ou moins élaborés et organisés, souvent sous forme écrite, par des intellectuels et pseudo-intellectuels ou du moins avec leur aide. Les mentalités sont des manières de penser et de sentir, plus émotionnelles que rationnelles, qui déterminent des façons non codifiées de réagir aux situations qui se présentent. [...] Contrairement à l'idéologie, elle [la mentalité]<sup>38</sup> est sans forme et fluctuante. [...] Les idéologies disposent d'une importante dimension utopique alors que les mentalités sont plus proches du présent ou du passé.<sup>39</sup>

Cette dernière affirmation de Linz sous-entend l'idée que les mentalités sont moins clairement définies que les idéologies, moins susceptibles donc d'être intégrées dans un dispositif éducatif et moins susceptible également d'entrer en collision avec la religion ou la science. Ce caractère plus abstrait, plus mouvant des mentalités (comparativement aux idéologies) les rend aussi plus ambiguës à examiner. Et les difficultés d'analyses inhérentes aux mentalités incluses dans l'étude des régimes autoritaires ne s'arrêtent pas là :

Celui qui étudie un régime autoritaire a beaucoup de mal à identifier des références explicites à des idées guidant le régime au niveau de la théorie juridique, des décisions judiciaires concernant des cas non politiques ou de la critique artistique et des controverses dans les programmes d'éducation.<sup>40</sup>

Ainsi une zone d'imprécision importante persiste dans la différenciation de l'idéologie et de la mentalité. Or, toujours selon Juan J. Linz, cette zone grise constitue un centre autour duquel gravitent ces deux pôles. Les mentalités, grâce à leur caractère équivoque, permettent notamment de rendre perméables les clivages au sein de la classe dirigeante et ainsi permettre aux dirigeants politiques d'obtenir l'assentiment de regroupements

---

<sup>37</sup> LINZ, Juan J., 2006 : « Régimes totalitaires et autoritaires », *Op.cit.*, p.160.

<sup>38</sup> Je précise.

<sup>39</sup> LINZ, Juan J., 2006 : « Régimes totalitaires et autoritaires », *Op.cit.*, p.161.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p.162.



sociaux hétéroclites.<sup>41</sup> D'un autre côté, la carence des régimes autoritaires en idéologie oblige les dirigeants politiques à trouver d'autres stratégies afin de consolider « [...] leur capacité de mobilisation reposant sur la création d'une identification psychologique et émotionnelle des masses au pouvoir. »<sup>42</sup> Cette absence d'idéologie articulée, d'objectifs inscrits à long terme, de modèle inspirant pour la construction d'une société idéale rend plus laborieux l'inspiration des masses par les groupes sociaux au pouvoir, et ce même pour ceux ayant de l'estime pour les idées, le sens ultime de l'action et les valeurs.<sup>43</sup>

Toujours selon Linz, il serait possible d'affirmer que :

[...] dans les systèmes totalitaires, les processus politiques effectifs sont plus profondément affectés par le contenu idéologique abstrait, tandis que dans les régimes autoritaires, les gouvernants pourraient coller davantage aux réalités sociales et politiques dans la mesure où leurs mentalités n'ont pas à être aussi explicites que des idéologies.<sup>44</sup>

La nature mouvante de la mentalité, sa filiation avec l'idéologie et son association avec l'autoritarisme, cette dernière étant une rationalité politique dont la définition constitue, à fortiori, une interstice entre le totalitarisme et la démocratie, toutes ces caractéristiques rendent son analyse systématique et critique très complexe et difficile, d'où le nombre restreint d'études à ce sujet. Dans sa définition initiale de l'autoritarisme, Juan J. Linz affirmait que cette forme de régime ne recourt pas à une mobilisation politique tangible tout en reconnaissant cependant qu'une telle mobilisation peut avoir été observée au cours de certaines phases de son développement. Or, ce type de mobilisation politique faible et limitée serait demeuré une caractéristique empirique vers laquelle ces régimes orientent leurs conduites.<sup>45</sup> En fait, cette volonté des dirigeants politiques des régimes autoritaires d'accroître la mobilisation et la participation populaire est devenue, soutient Linz, de plus en plus difficile à concrétiser sans envisager un changement majeur d'exercice de gouvernement vers une tendance soit totalitaire, soit démocratique plus accentuée.<sup>46</sup>

L'intégration d'un pluralisme limité au sein de certains régimes autoritaires a, soutient Linz, permis l'émergence de groupes ayant des pratiques distincte de celles prescrites par le régime. Des mouvements de résistance ont notamment bénéficié de mesures

---

<sup>41</sup> LINZ, Juan J., 2006 : « Régimes totalitaires et autoritaires », *Op.cit.*, p.163.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p.164.

<sup>43</sup> *Idem.*

<sup>44</sup> *Ibid.*, p.161.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.165.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p.166.

appliquées par le régime au pouvoir, des mesures telles que l' « [...] autonomie laissée à certaines organisations sociales, les efforts limités de libéralisation comme d'encouragement d'une participation accrue aux organisations du régime, ainsi qu'une relative ouverture aux sociétés étrangères voisines [...] »<sup>47</sup>

En ce qui a trait au processus de libéralisation des régimes autoritaires, Juan J. Linz affirme qu'en dépit du fait que, dans certains cas, ce processus a pu être mené loin de la nature même d'un tel régime, il fut, dans plusieurs cas, interrompu en chemin, puisque sa poursuite implique, jusqu'à un certain point, un changement de nature du régime, d'une part, et le rétablissement d'un pluralisme des partis politiques, d'autre part.<sup>48</sup> D'ailleurs, le phénomène souligné ici aurait, soutient Linz, contribué tant à la persistance des régimes autoritaires qu'à leur aptitude à la répression. Enfin, l'auteur souligne avec justesse que cette présence d'un pluralisme limité dans lequel sont soigneusement conduites l'autorisation de processus de libéralisation et la tolérance envers certaines formes d'opposition permet de mieux préciser une distinction nette entre régimes autoritaires et systèmes totalitaires, et ce en dépit d'une absence de mécanismes institutionnels permettant une véritable participation politique et une communication efficace entre les mouvements d'opposition et l'ensemble de la population.<sup>49</sup>

### 2.3.2. Conclusions partielles

Cette réflexion sur l'autoritarisme proposée par Juan J. Linz permet notamment de situer le rapport État/société dans ses diverses illustrations dans l'Histoire. Elle propose également un certain ensemble de caractéristiques (la tolérance du pouvoir politique envers un pluralisme limité, envers une distance – déterminée – de certains groupes quant à l'application des préceptes définis par les dirigeants, une ouverture à certaines formes de libéralisation) qui permettent de désigner le régime autoritaire par une entité de sens distincte du totalitarisme et de la démocratie, et ce tout en mettant l'accent sur le déplacement sporadique du régime autoritaire vers l'une ou l'autre de ces formes de rationalité politique, selon l'enjeu du jour. Les éléments caractéristiques de la notion de

---

<sup>47</sup> LINZ, Juan J., 2006 : « Régimes totalitaires et autoritaires », *Op.cit.*, p.169.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p.171.

<sup>49</sup> *Idem.*

régime autoritaire seront confrontés à l'analyse du processus de gouvernementalisation chinoise, analyse qui sera conduite au cours du chapitre 3.<sup>50</sup>

#### **2.4. La perspective foucaldienne et la notion de gouvernement**

Dans la posture foucaldienne, un effort est déployé afin de comprendre de quelles manières s'actualisent les relations de pouvoir observables au sein des sociétés occidentales modernes. Selon Michel Foucault, le mode de relation propre au pouvoir n'est ni de l'ordre de la violence ni de celui du consentement mais bien de l'ordre du gouvernement. Grâce à Foucault, le terme gouvernement retrouve une acception plus étendue que celui qui aujourd'hui réfère, pour l'essentiel, à l'appareillage étatique vu comme un centre unique de contrôle du pouvoir politique (dans certaines analyses contemporaines, gouvernement et État sont parfois voire souvent considérés comme des synonymes) ; en effet, le terme gouvernement reprend son acception entendue au cours du 17<sup>e</sup> siècle :

Il ne se référait pas seulement à des structures politiques et à la gestion des États ; mais il désignait la manière de diriger la conduite d'individus ou de groupes ; gouvernement des enfants, des âmes, des communautés, des familles, des malades. Il ne recouvrait pas simplement des formes instituées et légitimes d'assujettissement politique ou économique ; mais des modes d'action plus ou moins réfléchis et calculés, mais tous destinés à agir sur les possibilités d'actions d'autres individus.<sup>51</sup>

En d'autres termes, pour Michel Foucault, le terme *gouvernement* réfère à la « conduite de la conduite ». Ainsi la notion de gouvernement telle que réfléchi par le philosophe transcende l'unique forme politique que constitue le « gouvernement de l'État » ; une telle affirmation, en opposition au propos du « Prince » de Machiavel, suggère une multiplicité de formes de gouvernement de même qu'une immanence de ces pratiques par rapport à l'État.<sup>52</sup> Pour employer des termes contemporains, Laura Zanotti définit pour sa part le gouvernement comme une « activité de gestion » visant à ordonner les

---

<sup>50</sup> La présence de formes de libéralisation au sein des régimes autoritaires et l'espace vacant persistant dans le contenu idée véhiculé par la mentalité autoritaire nous permet d'ailleurs de penser l'amalgame de l'autoritarisme à d'autres formes de gouvernement se rapprochant de celles observables au sein des organisations politiques démocratiques. Parmi celles-ci, il y a la *gouvernance*. Nous reviendrons sur ce rapprochement en tout début du chapitre 4.

<sup>51</sup> FOUCAULT, Michel, 2001 : « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et Écrits II*, Paris, Gallimard, p.1056.

<sup>52</sup> FOUCAULT, Michel, 1978 : « La gouvernementalité », dans *Dits et Écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, p. 640.

choses gouvernées pour faire en sorte que les résultats soient maximisés dans des champs spécifiques d'application.<sup>53</sup>

Dans le but de pouvoir gouverner par l'emploi d'un contrôle, il est alors nécessaire de développer des instruments visant à parfaire un savoir sur l'objet/sujet gouverné. La « Raison d'État » désigne l'élaboration d'une forme distincte de rationalité qui est intrinsèque à l'État et qui ne peut pas être un dérivé des lois divines ou des principes de sagesse et de prudence ; l'État, tout comme la nature, possède ses propres principes, bien qu'ils soient d'un ordre différent de ceux de la nature.<sup>54</sup> Ainsi, la gestion d'une multiplicité d'aspects de la vie de la population, le développement d'un savoir « capillaire » de même que le caractère régulateur – de manière croissante – de la loi constituent des composantes-clé du gouvernement moderne.<sup>55</sup> En résumé, le gouvernement selon Foucault se distingue des formes prémodernes de gouverne (soit ici la souveraineté) de quatre manières. Premièrement, le but ultime du gouvernement n'est pas la préservation de la principauté, mais bien la promotion de la santé, de la richesse et du bonheur de la population ou le « bien commun ». Deuxièmement, son champ d'application n'est pas le territoire, mais la vie de la population, qui est maintenant constituée comme un nouveau champ de savoir et un domaine d'intervention politique. Troisièmement, le gouvernement mise sur la prolifération de savoirs spécialisés visant à régulariser et optimiser les aspects de la vie auparavant demeurés non régulés (la religion, les coutumes, la santé publique, la sexualité). Quatrièmement, le gouvernement est exercé par le biais du savoir, de l'évaluation et du contrôle de ses sujets.<sup>56</sup>

Alors que Michel Foucault dirige ses critiques sur la raison politique en général, ses analyses portent plus particulièrement sur ses manifestations pré-modernes et modernes, pour se concentrer sur la rationalité du gouvernement de l'État moderne. Le philosophe affirme que la tâche de gouverner la population et le territoire d'un État n'est pas seulement accomplie par l'État; elle peut être dispersée à travers la population et être remplie par une variété d'agences publiques et privées. À cet égard, Barry Hindess souligne le contenu de l'ouvrage de Nikolas Rose et Peter Miller intitulé « Political Power Beyond the State : Problematics of Government » :

---

<sup>53</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, vol.30, no.4, p.463.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p.464.

<sup>55</sup> *Idem.*

<sup>56</sup> *Ibid.*, p.465.

The suggestion here – that the state is neither the only, nor always the most consequential, center of political power at work within the state's population and territory – offers a new perspective on the traditional liberal concern that the state may be governing too much, and it thereby opens the way for a powerful and innovative account of liberalism as a rationality of government.<sup>57</sup>

Dans « La Politique », Aristote emploie le terme *gouvernement* essentiellement afin de marquer l'autorité suprême que détiennent les États, ce qui suggère que le gouvernement devrait être conçu comme émanant d'un centre unique de contrôle.<sup>58</sup> Or, parmi d'autres usages du terme *gouvernement*, il y a aussi celui référant à la gouverne qu'un individu exerce sur lui-même. Parmi ces différentes manières de concevoir ce que signifie le *gouvernement*, Foucault souligne qu'elles partagent néanmoins une considération sur la manière dont la conduite des individus ou des groupes peut être dirigée. Dans ce sens, gouverner signifie structurer le champ d'action possible de soi-même ou des autres. Ainsi, le gouvernement agit souvent non seulement directement dans le but de déterminer le comportement des individus, mais il tente également d'influencer ces comportements de façon indirecte, en agissant sur la manière par laquelle les individus régulent eux-mêmes leurs propres comportements et celui des autres. Le gouvernement, dans ce sens, est une forme particulière du pouvoir.<sup>59</sup>

Toujours selon la perspective foucauldienne d'un art moderne de gouvernement, la population va, d'une part, demeurer – souvent – ignorante, du moins informée partiellement des actions la concernant posées par le gouvernement, et d'autre part le travail visant à gouverner l'État n'est pas seulement confiné à l'action directe de l'État lui-même. Le gouvernement de l'État peut être alors perçu comme une activité omniprésente et hétérogène conduite à des degrés différentiels à l'intérieur du territoire d'un État concerné.<sup>60</sup>

La science européenne de la police<sup>61</sup> du 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècle définissait en fait le gouvernement de l'État de la même manière : ses ambitions étaient de faire la promotion

<sup>57</sup> HINDESS, Barry, 2005: « Politics as Government: Michel Foucault's Analysis of Political Reason », dans *Alternatives*, vol. 30, no. 4, p.390-391.

<sup>58</sup> D'ailleurs les analyses politiques contemporaines emploient également ce même sens.

<sup>59</sup> HINDESS, Barry, 2005: « Politics as Government: Michel Foucault's Analysis of Political Reason », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.392.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p.393.

<sup>61</sup> La notion de police telle que l'entend ici Michel Foucault fait référence à la continuité « descendante » (de l'État vers l'individu, contrairement à une continuité « ascendante », de l'individu vers l'État) persistant dans le changement de perspective de l'art de gouverner, soit le passage de la doctrine du *Prince* de Machiavel ou de la théorie juridique du souverain vers une multiplicité de pratiques de gouvernement définies en réaction à ces premiers arts de gouverner : « Inversement, vous avez une continuité descendante

du bonheur de la société en déployant des agences étatiques et non-étatiques afin de contrôler toutes les formes de comportements sous des types de régulation appropriées. Tel que décrit par Michel Foucault, ce qui distingue plus particulièrement le libéralisme des versions précédentes de l'art du gouvernement n'est pas l'idée, également soutenue par la science de la police, que les agences étatiques jouent un rôle important dans la vie de la population. Cette distinction s'observe plutôt par la considération voulant que l'État gouverne peut-être un peu trop et qu'il existe peut-être des cas au cours desquels l'intervention de l'État peut être inutile voire dommageable. Cette même distinction s'opère également par l'emploi du terme *gouvernement* dans un sens plus restrictif par le libéralisme : en effet, le terme est alors confiné au travail de l'État et de certaines de ses agences.

Cet usage libéral implique alors une redéfinition majeure du terme : alors que le gouvernement fut considéré auparavant comme un art omniprésent de régulation opéré par une multiplicité d'agences à travers la population, ce terme en vient à être identifié de manière plus étroite au travail de l'État et de ses agences : « Government is no longer regarded as a field of activity that constitutes and maintains the social order from within, but rather as acting on this order from without. »<sup>62</sup> Le sens rattaché à la notion de *gouvernement*, dans les plupart des acceptions tant académiques que populaires du terme, s'est donc réifié tout en se contractant pour être confiné à ne désigner que l'institution étatique.

Ainsi, le libéralisme ne cherche pas tant à réduire la taille et la portée du gouvernement dans son sens le plus large, il cherche plutôt à changer ses formes d'application. Le libéralisme devrait plutôt être vu selon Foucault comme un ensemble de tactiques de gouvernement qui s'opère par un passage du travail du gouvernement des agences étatiques vers les agences non-étatiques. Les libéraux se définissent souvent eux-mêmes comme souhaitant adhérer à une doctrine normative qui considère le maintien de la

---

en ce sens que, quand un État est bien gouverné, les pères de familles savent bien gouverner leur famille, leurs richesses, leurs biens, leur propriété, et les individus, aussi, se dirigent comme il faut. Cette ligne descendante, qui fait retentir jusque sur la conduite des individus ou la gestion des familles le bon gouvernement de l'État, c'est ce qu'on commence à appeler à cette époque-là [le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle] précisément la « police ». » Dans FOUCAULT, Michel, 1978 : « La gouvernementalité », dans *Dits et Écrits II, 1976-1988*, *Op.cit.*, p. 641.

<sup>62</sup> HINDESS, Barry, 2005: « Politics as Government: Michel Foucault's Analysis of Political Reason », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.394.

liberté comme une fin en soi et cherche ainsi à définir les limites touchant les moyens et les fins du gouvernement.

#### 2.4.1. Conclusions partielles

Cette réflexion portée à l'endroit de la conception du gouvernement était nécessaire afin de bien saisir les raisons qui poussent Foucault à développer une historicité de la notion de gouvernement visant à comprendre les différentes formes qu'a revêtues ce terme au cours des derniers siècles. Ce regard scrutant le terme gouvernement permet d'autant plus d'apprécier la distance que Foucault prend dans l'usage du terme pour définir un nouvel angle d'analyse qui construit une compréhension plus complexe des éléments en jeu dans les relations de pouvoir qui constituent le gouvernement pris dans une signification extensive.

#### **2.5. Définition du concept de gouvernementalité**

La notion de gouvernementalité fut développée par Foucault dans le but de trouver un outil conceptuel pour chercher à – mieux – comprendre les changements de relations entre savoir, pouvoir et subjectivité dans le contexte des premières sociétés occidentales modernes.<sup>63</sup>

C'est au cours d'une pause de publication de six ans, soit la période débutant par la sortie de *La volonté de savoir* et se terminant par la parution de *L'usage des plaisirs* et *Le souci de soi*, que le concept de gouvernementalité voit le jour. Ce terme définit un ensemble de pratiques qui se construisent au travers et au-delà de la gouverne étatique en autorisant des rapports de pouvoir à la fois entre les individus et sur les individus eux-mêmes.<sup>64</sup> Il est certes important de spécifier qu'il n'est en aucun cas un simple synonyme des notions foucaaldiennes de « pouvoir » et de « biopouvoir ». En fait, la notion de gouvernementalité constitue un profond changement dans le corpus même de la pensée de Foucault. L'avènement de ce concept répond d'ailleurs à trois exigences inhérentes à sa pensée : 1. se détacher à la fois des théories qui prônent la destruction de l'État et de toute volonté d'élaborer une théorie de l'État ; 2. la gouvernance hors-État que constitue la gouvernementalité construit une réalité sociale qui agit directement sur les mentalités, et ce tant au niveau des communautés que des individus ; 3. si le biopouvoir est

---

<sup>63</sup> SIGLEY, Gary, 2006: « Chinese governmentality: government, governance and the socialist market economy », dans *Economy and Society*, vol. 35, no.4, nov, p.490.

<sup>64</sup> BEAULIEU, Alain, 2004 : « Gouvernementalité », dans LECLERC, Stéfan et al, 2004 : *Abécédaire de Michel Foucault*, Paris, Les Éditions Sils Maria- Les Éditions Vrin (co-édition), p. 54.

inévitables, la gouvernementalité ouvre une brèche à la possibilité de résistance<sup>65</sup> : une « bonne gouvernementalité » (opposée à une mauvaise, cette dernière structurant les champs d'actions individuels de manière impersonnelle) est un art de se gouverner soi-même par le biais d'exercices tant physiques que spirituels cherchant à perfectionner une éthique du soi à travers des formes diverses d'existences. À cet effet, les techniques de soi doivent être en mesure de se perfectionner sans relâche en fonction des changements opérés dans la gouvernementalité oppressive, elle qui tâche constamment de faire gagner ses stratégies en finesse et en subtilité et ainsi les rendre – toujours – plus tolérables.<sup>66</sup>

Ainsi, le concept de gouvernementalité

(...) rend compte de ces exercices omniprésents du pouvoir et de cette gouvernance extra-étatique qui produit une réalité sociale en deçà [sic] des discours juridico-institutionnels en agissant de manière directe sur les mentalités, bien que de façon muette en demeurant à l'abri des lois écrites qui pourraient nuire à certaines de ces pratiques. En ce sens, la gouvernementalité correspond littéralement à une forme de « gouvernement des mentalités ».<sup>67</sup>

Elle comprend donc l'ensemble formé par les institutions, les procédures, les analyses, les réflexions, les calculs et les tactiques permettant d'exercer une forme spécifique de pouvoir ayant pour visée la population, l'économie politique comme type de savoir et les dispositifs de sécurité comme type d'instrument technique.<sup>68</sup> De plus, la gouvernementalité fait référence à un type de pouvoir grandement répandu en Occident qu'on nomme « gouvernement » et qui prédomine sur divers types de pouvoir<sup>69</sup>. L'apparition de ce type de pouvoir que constitue le gouvernement « (...) a amené, d'une part, le développement de toute une série d'appareils spécifiques de gouvernement et, d'autre part, le développement de toute une série de savoirs. »<sup>70</sup> Selon Judith Revel, cette nouvelle rationalité politique, cette nouvelle forme de gouvernementalité de la raison

---

<sup>65</sup> BEAULIEU, Alain, 2004 : « Gouvernementalité », dans LECLERC, Stéfan et al, 2004 : *Abécédaire de Michel Foucault*, *Op.cit.*, p. 54.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>68</sup> FOUCAULT, Michel, 1978 : « La gouvernementalité », dans *Dits et Écrits II, 1976-1988*, *Op.cit.*, p. 655.

<sup>69</sup> La prédominance du type de pouvoir que constitue le gouvernement ne signifie donc pas la disparition de toutes les composantes des autres types de pouvoirs que sont par exemple la souveraineté et la discipline, apparus plus tôt dans l'histoire. En fait, le gouvernement a su incorporer un certain nombre de leurs composantes afin de perfectionner l'efficacité de ses relations de pouvoir. Bernard Bernier présente un exemple de ces formes d'incorporation dans un article portant sur l'analyse des contextes historiques de l'apparition du nationalisme en Occident. Dans cet article, Bernier montre qu'en dépit du fait que la révolution française a cherché à mettre un terme à la domination d'un souverain sur la sphère politique d'un pays, le cadre territorial et la relative homogénéité culturelle définis par la monarchie seront incorporés comme assises à la légitimité politique de l'État. BERNIER, Bernard, 1983 : « L'apparition du nationalisme en Occident, Les contextes historiques », dans *Anthropologie et sociétés*, 7.2, p. 126.

<sup>70</sup> FOUCAULT, Michel, 1978 : « La gouvernementalité », dans *Dits et Écrits II, 1976-1988*, *Op.cit.*, p. 655.



d'État, s'érige sur deux grands ensembles de savoirs et de technologie politiques : une technologie politico-militaire et une « police ». Au croisement de ses deux technologies se trouve l'enrichissement par le commerce intra/inter-étatique, permettant l'accroissement de la population (qui permet ensuite l'augmentation de la main-d'œuvre, de la production et de l'exportation, soit de l'ensemble des activités économiques, mais aussi des effectifs de l'armée). L'association population/richesse constitue d'ailleurs, souligne Judith Revel, l'objet privilégié de la nouvelle rationalité politique gouvernementale : cette association constitue la pierre angulaire sur laquelle s'est fondé le savoir que constitue l' « économie politique ». <sup>71</sup>

La gouvernementalité, cette gouverne des mentalités, est en effet à la fois intérieure et extérieure à l'État : ce sont les tactiques de gouvernement employées qui permettent, à chaque instant, de (re)définir ce qui relève de l'État et ce qui n'en relève pas, ce qui est public de ce qui est privé. L'État, dans l'analyse de ses composantes et de ses limites, ne peut donc se comprendre, dans la perspective foucaldienne, qu'à partir des tactiques générales de la gouvernementalité. <sup>72</sup> Ainsi, le philosophe soutient que les relations de pouvoir contemporaines ont été progressivement gouvernementalisées, « (...) c'est-à-dire élaborées, rationalisées et centralisées dans la forme ou sous la caution des institutions étatiques. » <sup>73</sup>

L'analyse de la gouvernementalité moderne proposée par Michel Foucault a le mérite de poser le problème de la « population » dans une dimension politique, soit de la considérer non pas comme simple somme des sujets d'un territoire, l'ensemble des « sujets de droit » ou même la catégorie totalisante que constitue l' « espèce humaine », mais bien comme un objet construit par la gestion politique globale de la vie des individus ». <sup>74</sup>

### 2.5.1. Conclusions partielles

L'outil conceptuel que constitue la gouvernementalité est des plus utiles pour englober tous les objectifs, acteurs et processus en jeu dans les discours et pratiques des organisations impliquées dans la conduite du gouvernement, et dans le cas qui nous intéresse, celui de la Chine contemporaine. De plus, il sera intéressant de constater

---

<sup>71</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, Paris, Éditions ellipses, p. 39-40.

<sup>72</sup> FOUCAULT, Michel, 1978 : « La gouvernementalité », dans *Dits et Écrits II, 1976-1988*, *Op.cit.*, p. 656.

<sup>73</sup> FOUCAULT, Michel, 2001 : « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et Écrits II*, Paris, Gallimard, p.1060.

<sup>74</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p. 40.

certaines affinités du terme gouvernementalité avec un concept certes en vogue auprès de nombres d'instances officielles (tant les organisations internationales, les États que les Organismes Non Gouvernementaux (ONG) que des associations ou des comités citoyens, pour ne nommer que ceux-là) : la *gouvernance*.

## **2.6. La conception onusienne de la gouvernance : un objectif « synchrétique »**

Après la Guerre Froide, l'arène internationale est gouvernementalisée à travers l'extension et la globalisation des techniques de gouvernement (au sens large) émergeant du contexte de formation des États-Nations en Europe. Ces technologies de visibilité, de codification et de simplification jouent un rôle central croissant dans la normalisation de l'arène internationale en cherchant à maintenir un ordre dans le contexte de la prolifération des menaces imprévisibles.<sup>75</sup>

### **2.6.1 La communauté internationale érigée en « système d'État »**

La portée de la vie sociale et économique sujette au pouvoir public s'est donc considérablement accrue. Cette prolifération des formes de régulations ne s'est pas limitée uniquement à l'État, mais comprend maintenant des instances internationales de régulation.<sup>76</sup>

Ainsi, selon Barry Hindess, l'État ne serait plus la forme suprême de communauté; maintenant ce serait plutôt le « système d'État » :

Where contractarian political theory tends to present the state as constituted internally, by real or imaginary agreements between its members, this governmental perspective suggests that the sovereignty of a state is in part a function of its recognition as a state by other members of the system.<sup>77</sup>

Les réformes néolibérales de la fin du 20<sup>e</sup> siècle ont apporté de profonds changements à l'exercice du gouvernement conduit par l'État. À ce titre Manuel Castells rappelle que l'application de ces réformes a été initiée au Royaume-Uni (sous l'administration Thatcher dès 1979) et aux États-Unis (sous l'administration Reagan au début des années 1980). Ces deux gouvernements ont donc initié la vague de déréglementation et de libéralisation des finances et des investissements<sup>78</sup>, imposant une nouvelle ligne de conduite au monde entier, et ce par le biais notamment du puissant appui d'instances

<sup>75</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.467.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p.466.

<sup>77</sup> HINDESS, Barry, 2005: « Politics as Government: Michel Foucault's Analysis of Political Reason », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.407.

<sup>78</sup> La Grande-Bretagne a également initié le mouvement de privatisation des entreprises publiques.

internationales telles que le Fonds Monétaire Internationale (FMI), la Banque Mondiale (BM) et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Ces dernières sont à l'origine de recommandations, d'exigences « d'une étonnante similarité en dépit de la situation spécifique de chaque pays, [et qui] ont en fait été élaborées à la chaîne par des économistes néoclassiques orthodoxes, généralement issus de l'université de Chicago, de Harvard ou du MIT<sup>79</sup>. »<sup>80</sup> Ces différents changements<sup>81</sup> s'inscrivent d'ailleurs dans la poursuite de deux objectifs distincts : introduire, d'une part, les dispositions du marché, mais aussi accroître le pouvoir individuel<sup>82</sup> du gouvernement de soi, et développer, d'autre part, une responsabilisation à la fois individuelle et collective dans les différentes sphères de la vie sociale. Ces efforts se veulent ultimement une métamorphose de l'interventionnisme, provoquant du même coup la diminution voire la disparition de cette forme directe de pratique étatique. Ainsi, la gouverne s'opère maintenant indirectement à travers des programmes d'aide nationaux et internationaux visant à assister, conseiller et contraindre la conduite des États postcoloniaux, notamment à travers les institutions financières internationales et, bien entendu, l'instrument fondamental de la civilisation libérale, le marché (qui inclut les marchés internes des corporations multinationales).<sup>83</sup>

#### 2.6.2. Autour d'une gouvernance « bonne »

Les doctrines de la « bonne gouvernance » tirent leurs origines de cette critique néolibérale anglo-américaine de l'interventionnisme de l'État-providence. Par ailleurs, la gouvernance, à l'instar de la démocratie, a acquis différents sens et a été discutée dans divers contextes. À ce titre, Laura Zanotti cite R. A. W. Rhodes qui a identifié au moins six emplois différents du mot *gouvernance* : ce terme peut donc faire référence à l'État minimal, à la gouvernance corporative, à la nouvelle gestion publique, à la « bonne gouvernance », aux systèmes socio-cybernétiques et aux réseaux auto-organisés. La Banque Mondiale (BM) a, pour sa part, joué un rôle central dans l'élaboration de la notion de la « bonne gouvernance » en tant que rationalité politique préconisée par les

<sup>79</sup> Soit le « Massachusetts Institute of Technology ».

<sup>80</sup> CASTELLS, Manuel, 1998 : *La société en réseaux*, Paris, Fayard, p. 180.

<sup>81</sup> Les changements que proposent les réformes néolibérales vont comme suit : la privatisation et la restructuration des agences étatiques, la promotion de la compétition, des choix individuels et l'autonomie dans la santé, l'éducation, et autres sphères que les États occidentaux ont jadis considérées comme leurs propres sphères de politiques sociales. HINDESS, Barry, 2005: « Politics as Government: Michel Foucault's Analysis of Political Reason », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.409.

<sup>82</sup> Aussi connu en anglais sous le terme « empowerment ».

<sup>83</sup> HINDESS, Barry, 2005: « Politics as Government: Michel Foucault's Analysis of Political Reason », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.409.

organisations internationales au cours des années 1990. Selon la définition de la BM, la gouvernance est la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources sociales et économiques d'un pays dans une optique de développement. La bonne gouvernance, toujours selon la Banque Mondiale, réfère à l'efficacité des services publics, à l'État de droit par rapport à l'élaboration de contrats, au système judiciaire efficace, au respect des droits humains, à la liberté de presse et à la structure institutionnelle pluraliste. Les moyens préconisés pour atteindre de tels objectifs sont la privatisation des services publics, la réduction des employés surnuméraires du secteur public, la discipline budgétaire, la décentralisation administrative et la participation des organismes non gouvernementaux (ONG).<sup>84</sup>

Il faudra attendre l'année 1997 pour voir le débat sur la démocratisation se transformer en un débat sur la « bonne gouvernance » au sein des Nations Unies avec le secrétaire-général de l'époque, Kofi Annan. La bonne gouvernance est devenue également le maître mot des interventions des Nations Unies dans divers domaines, une clé permettant d'atteindre non seulement la démocratie mais aussi le développement et la paix.<sup>85</sup> Ainsi, pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le rôle de l'État n'est pas d'intervenir directement dans l'approvisionnement de services mais de remplir des fonctions régulatrices et de développer une « structure habilitante » pour les investisseurs privés et les fournisseurs de services.<sup>86</sup>

Kofi Annan, à titre de secrétaire-général de l'Organisation des Nations Unies de l'époque, souligna le caractère étendu de l'effort de bonne gouvernance :

Good governance is effective, participatory, transparent, accountable and equitable and promote the rule of law. Governance is led by the State, but transcends it by collaborating with the private sector and civil society. All three domains are critical for sustaining human development. The state creates a conducive political, economic and legal environment. The private sector generates jobs and income, and civil society facilitates political and social interaction and mobilizes groups to participate in economic, social and political activities.<sup>87</sup>

En plus d'être plurielle et étendue, la bonne gouvernance se veut universelle. En effet, les méthodes de gouvernement qu'elle propose sont considérées comme étant valides, donc applicables au-delà des frontières et dans toute situation. Selon l'ONU, ces techniques de

---

<sup>84</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.468.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p.469.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p.470.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p.471-472.

gestion publique peuvent s'avérer des applications utiles dans tous les pays, et ce sans considération pour les différences locales tout en offrant des solutions standardisées à une grande variété de problèmes différents.

En d'autres termes, la bonne gouvernance doit être imposée aux États réticents par le biais d'une pluralité d'instruments disciplinaires. Ainsi, la bonne gouvernance constitue non seulement une forme de rationalité politique employée afin de transformer les États en conflits de tout acabit en démocratie et de construire de « bonnes sociétés », mais elle sert aussi de concept-clé pour entreprendre des réformes au sein des Nations Unies.<sup>88</sup>

Éclipsant l'idéologie et les divisions politiques globales, l'agenda de la bonne gouvernance – sous la conduite de l'ONU – concentre plus particulièrement son attention sur les échecs internes des États du Sud. Selon Jude Howell, le terme « gouvernance », comme tous les concepts rattachés à la science politique, est contesté, et la juxtaposition du caractère mélioratif « bonne » souligne la nature essentiellement évaluative du concept. Pour les institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI), le terme « bonne gouvernance » réfère d'abord à l'institutionnalisation des processus permettant d'obtenir un gouvernement efficace, transparent et responsable.

Pour sa part Jude Howell définit la gouvernance comme la totalité des processus et arrangements, tant formels qu'informels, à travers lesquels le pouvoir et l'autorité publique sont distribués et régulés. Ainsi, l'étude de la gouvernance comprend l'analyse des institutions politiques formelles telles que le gouvernement, la sphère militaire et la sphère judiciaire aux niveaux national et local, de même que les processus informels tels que les relations patron-client et leurs réseaux. Cette analyse de la gouvernance embrasse non seulement l'étude des États mais aussi des arrangements et des processus à l'intérieur de la société politique et civile, la relation entre ces dernières et leurs liens (respectifs et mutuels) avec l'État.<sup>89</sup>

Mitchell Dean offre, pour sa part, une définition englobante de la notion de gouvernance :

---

<sup>88</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.472.

<sup>89</sup> HOWELL, Jude, 2003: « Governance Matters: Key Challenges and Emerging Tendencies », dans *Governance in China*, New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc, p.2. Cette définition servira d'ailleurs de balise pour circonscrire l'étude de la gouvernance en Chine contemporaine au cours du chapitre 4.

(...) any more or less calculated and rational activity, undertaken by a multiplicity of authorities and agencies, employing a variety of techniques and forms of knowledge, that seeks to shape conduct by working through our desires, aspirations, interests, and beliefs, for definite but shifting ends and with a diverse set of relatively unpredictable consequences, effects and outcomes.<sup>90</sup>

Les doctrines de la bonne gouvernance font la promotion de la visibilité, de la codification et de la simplification tant au niveau national qu'international. Elles préconisent des réformes institutionnelles susceptibles de générer la réorganisation d'une pluralité de pratiques administratives locales afin de rendre ces pratiques gouvernables par les administrations étatiques modernes. Ces mêmes doctrines font la promotion de modes de gouverne basés sur la collection de données capillaires et standardisées rattachées aux populations et aux gouvernements. Elles prescrivent la codification d'une pluralité de techniques visant à connaître des aspects de la vie de la population dans le but de l'améliorer et de l'optimiser. Les doctrines de la bonne gouvernance préconisent également la prolifération d'une vaste pan de régulations tant au niveau de l'État qu'au niveau international. Elles recommandent que les organisations internationales développent des techniques de performances afin d'évaluer, récompenser ou punir les comportements des gouvernements en fonction des domaines sous leur autorité. Par le biais de la création de bases de données, de standards et d'indices de performances, chaque gouvernement est alors placé à l'intérieur d'un mécanisme constant d'examen, de comparaison et de discipline. Selon Zanotti, chaque État devient, en reprenant la perspective foucaldienne, sujet à des « examens » et à des « observations cliniques » :

Through the « exam », each trainee's performance is recorded and ranked; and through clinical observation each patient is at the same time included within a field of standardized statistical data and treated as an individual that must be accompanied through a unique path to sanity.<sup>91</sup>

Autrement dit, la bonne gouvernance est un projet global d'ingénierie de l'État qui s'adresse, sans toutefois s'y limiter, aux institutions étatiques. Tout comme l'idée de la « gouvernementalisation du gouvernement » chère à Michel Foucault, la bonne gouvernance tend à multiplier les instruments permettant de connaître la population et de transformer les masses indistinctes en « sociétés civiles ». Elle fait la promotion de

---

<sup>90</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, Stanford (Californie), Stanford University Press, p. 22.

<sup>91</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.467.

mécanismes pluriels, capillaires et étendus permettant de connaître, ordonner et calculer les espaces indistincts non régulés.

De plus, à l'instar des patients des institutions cliniques sur lesquels Foucault a porté ses analyses au début de sa carrière, les performances individuelles des États « déséquilibrés » sont contrôlées et évaluées en comparaison avec une population donnée, dans une échelle définie entre la normalité et la déviance. Chaque « patient-État » déséquilibré est normalisé dans un processus qui se veut à la fois standardisant et individualisant :

It is standardizing because the final goal is the achievement of standards of behavior that are the same for all. It is individualizing because each state that does not conform to international criteria is given the means and tools for self-improvement.<sup>92</sup>

Ainsi, selon le rapport du secrétaire-général au Conseil Économique et Social et à l'Assemblée Générale des Nations Unies, les capacités déficitaires des États, la faiblesse des institutions politiques démocratiques et l'inefficacité et la mauvaise gestion des administrations publiques sont considérées comme les causes principales des problèmes des pays « en développement ».<sup>93</sup>

Par ailleurs, le secrétaire général souligne l'irréductibilité des politiques à la simple tentative d'optimiser les institutions en affirmant qu'il existe des éléments de la sphère politique qui échappent au processus de réformes administratives.<sup>94</sup>

### 2.6.3. *La bonne gouvernance ou la gouvernementalisation des instances internationales*

La bonne gouvernance permet ainsi de gouvernementaliser non seulement les États, mais aussi – et surtout – l'arène internationale (particulièrement dans la relation de cette dernière avec les États) :

By attempting to make the international arena a « calculated space », international organizations endeavor to assess the deeds of each government with regard to benchmarks that are internationally set, to compare its « performance » to others, to make decisions about rewards/punishments (such as the inclusion or exclusion from international structures or the allocation of international funds) based upon « measurable » and « objective » criteria.<sup>95</sup>

---

<sup>92</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.473.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p.475.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p.477.

<sup>95</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.480.

En somme, Laura Zanotti soutient que la gouvernance est présentée comme un effort apolitique, à saveur technique et universellement valide permettant à la démocratie de se délier du débat politique et d'être associée simplement à des procédures de bonne gestion. La bonne gouvernance est un concept étendu permettant de faire consensus autour de considérations qui autrement seraient vouées à demeurer controversées politiquement.<sup>96</sup> De plus, certains des thèmes actuels rattachés à la démocratisation et à la bonne gouvernance présentent plusieurs similarités avec des considérations comme la « mission civilisatrice » qui, selon Michael Adas, était enchâssée dans l'entreprise coloniale européenne. Alors qu'au 19<sup>e</sup> siècle l'*idée coloniale* était basée sur la supériorité technologique de l'Europe, la « bonne gouvernance » du 20<sup>e</sup> siècle serait basée, toujours selon Adas, sur la supériorité des formes occidentales de gouvernement et sur leur caractère adaptable à toutes sociétés.<sup>97</sup>

La perspective du gouvernement mettant l'emphasis sur l'État a été remise en question par certaines personnes influentes dans les disciplines de l'administration publique et des relations internationales, qui ont employé la notion de « gouvernance » afin de décrire les récents développements de formes de gouverne ne pouvant pas être considérées comme émanant d'une autorité suprême au sein des États occidentaux : il s'agirait en quelque sorte de « gouverner sans gouvernement »<sup>98</sup>:

They [influential figures in the disciplines of public administration and international relations] argue that the work of government within states is increasingly being conducted by public/private partnerships and by formal and informal networks involving state and nonstate agencies, while, in the international sphere, states and other actors are regulated by an expanding web of conventions, treaties, and international agencies, all of which operate without the backing of an overarching Hobbesian power.<sup>99</sup>

Alors que Foucault considère le gouvernement dans un sens plus large, la littérature autour de la notion de gouvernance débute par l'identification conventionnelle du gouvernement avec l'État pour ensuite dresser le développement récent de formes de gouvernes qui, tant au niveau domestique qu'international, ne sont pas conduites directement par les États eux-mêmes. En dépit de ces différences, les littératures de la « gouvernance » et de la « gouvernementalité » suggèrent toutes deux que nous sommes

---

<sup>96</sup> *Idem.*

<sup>97</sup> *Ibid.*, p.481.

<sup>98</sup> HINDESS, Barry, 2005: « Politics as Government: Michel Foucault's Analysis of Political Reason », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.405.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p.406.



gouvernés par des tactiques, des stratégies qui ne peuvent pas être clairement comprises par la perspective plaçant l'État au centre du processus de gouvernement explicité plus haut.

De nombreuses pratiques statistiques érigées en réseaux et connectant les gouvernants aux gouvernés sont des instruments fondamentaux pour l'organisation de la vie politique dans les démocraties modernes. De plus, les statistiques sont, d'une part, connectées à la gouvernance démocratique et fonctionnent, d'autre part, en tant qu'instruments permettant de gouverner des régions périphériques distantes. Ces techniques de « gouvernement à distance », soutient Zanotti, ont été implantées lors de la période coloniale, lorsque le besoin de gouverner un ensemble de phénomènes en périphérie à partir d'un centre distant engendra l'élaboration de moyens standardisés permettant de recueillir l'information et d'évaluer les performances des bureaucrates. D'ailleurs, Benedict Anderson souligne implicitement le caractère évaluatif de la pratique du recensement quant aux bureaucrates qui tendent (particulièrement à l'époque coloniale) à simplifier les identités culturelles multiples dans un souci de créer un ordre englobant où règne la clarté :

Imaginées par l'esprit confusément « classificateur » de l'État colonial, ces « identités » attendaient encore une réification que la pénétration administrative impériale allait bientôt rendre possible. On remarque en outre la passion de l'exhaustivité et de l'absence d'ambiguïté dont font preuve les recenseurs. D'où aussi leur étrange catégorie, dans chaque groupe racial, des « Autres » – qu'ils se refusent néanmoins absolument à confondre avec d'autres « Autres ». La fiction du recensement est que tout le monde doit y figurer, et que tout le monde a une place – et une seule – extrêmement claire. Les fractions sont exclues.<sup>100</sup>

#### 2.6.4. Conclusions partielles

Ainsi, les doctrines de la bonne gouvernance soutiennent la multiplication, tant au niveau national qu'international, des instruments permettant de connaître, d'évaluer et de conduire ce qui doit être gouverné (les techniques de vérification, la collecte de données standardisées, les indices de performances) tout en cherchant à réunir la démocratisation, le développement et la sécurité internationale dans un projet global. L'historicité de la gouvernance et la description des éléments constitutifs de ce terme trouvent leur pertinence et leur légitimité dans le cadre du présent mémoire à travers l'idée soutenant que, tel que mentionné dans l'étude d'une nouvelle gouvernamentalité chinoise au

---

<sup>100</sup> ANDERSON, Benedict, 2002: *L'imaginaire national: Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte & Syros, p. 169.

chapitre 4, l'emploi du concept de gouvernance et les modes de gouvernement qui s'y rattachent sont observables au sein des discours et pratiques singuliers du Parti Communiste Chinois. Afin de mieux pouvoir apprécier l'emploi de concepts tels que celui de gouvernance et, ultimement, reconnaître les spécificités d'une « gouvernamentalité chinoise », il est nécessaire de se pencher sur une définition claire de la notion de discours telle que pensée dans une perspective foucauldienne.

### **2.7. Le discours selon Michel Foucault**

Ce terme fait partie de l'un des principaux outils analytiques employé par le philosophe avant 1971 : après cette date, le *discours* sera retiré des « dits et des écrits » foucauldien au profit d'une analyse des pratiques et des stratégies.<sup>101</sup> La notion prend un sens certes plus large que celui préalablement défini par la linguistique structurale et la narratologie. En fait, Foucault cible la notion de discours comme unité de sens à « débusquer » de ses ensembles<sup>102</sup> cristallisés par l'analyse historique.<sup>103</sup> L'exercice sera tenté dès ses premières œuvres, particulièrement à travers cette nouvelle forme d'analyse historique qui prend pour objet un champ de faits discontinus : l'« *archéologie du savoir* ». Plus précisément, une archéologie

[...] n'est pas une « histoire » dans la mesure où, s'il s'agit bien de reconstituer un champ historique, Foucault fait en réalité jouer différentes dimensions (philosophique, historique, économique, scientifique, politique etc.) afin d'obtenir les conditions d'émergence des discours de savoir en général à une époque donnée.<sup>104</sup>

À travers cette approche, Foucault revendique une nouvelle relation d'analyse face au discours : « Il ne s'agit plus de traiter les discours comme des ensembles de signes [d'éléments signifiants renvoyant à des contenus ou à des représentations] mais comme des pratiques qui forment systématiquement les objets dont ils parlent. »<sup>105</sup>

Il est nécessaire de mentionner que si, au début de sa carrière, Foucault décrivait son analyse comme étant « archéologique », le début des années 1970 marque le début de son remplacement par la « généalogie ». Cette méthode généalogique cherche à désassujettir les savoirs historiques, soit de les rendre aptes à la résistance contre « l'ordre du

<sup>101</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p. 22.

<sup>102</sup> Ces ensembles que constituent l'auteur, l'œuvre et les influences diverses élaborées par l'histoire des idées, pour ne nommer que quelques exemples.

<sup>103</sup> DAVIDSON, Arnold I. et Frédéric Gros, 2004 : *Michel Foucault : anthologie*, Paris, Gallimard, p. 336.

<sup>104</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p.6-7.

<sup>105</sup> FOUCAULT, Michel, 1969 : *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, p.66-67.

discours » : elle ne cherche pas simplement à rendre compte de la trace d'événements singuliers mais aussi de poser la question des déterminations historiques de notre régime de discours inscrit dans notre actualité.<sup>106</sup>

Foucault considère ainsi le discours comme l'ensemble des choses qu'on peut dire et la manière employée pour le faire. Il constitue un ensemble d'énoncés pouvant appartenir à différents champs tout en obéissant à des règles communes de fonctionnement.<sup>107</sup> Le discours concerne aussi tout ce qui fait partie du non-dit. Ce groupe d'énoncés se matérialise par une propension à produire un « savoir » sur des objets en particulier, voire sur d'autres concepts. Cet ensemble d'énoncés que constitue « un » discours définit des règles sur ce qui peut être dit et sur ce qui peut être su de ces mêmes ensembles.<sup>108</sup> Le discours se définit non pas au niveau de l'expression du sujet qui sait et qui pense (autrement dit, au niveau de la parole), mais plutôt au niveau de ce qui est dit (soit au niveau du langage).<sup>109</sup> La production de discours est régie par des principes de contrôle, et parmi ces principes de contrôle, principe de limitation, il y a la discipline, l'auteur et le commentaire. En obéissant aux règles imposées par ces principes de contrôle, le discours produit peut donc s'inscrire dans un « régime de vérité »<sup>110</sup> et exercer des formes de « véridiction » afin « [...] de s'articuler sur un certain domaine de choses. »<sup>111</sup> Le discours et le rapport que des discours entretiennent entre eux doivent être considérés « (...) comme des pratiques discontinues, qui se croisent, qui se jouxtent, parfois, mais aussi bien s'ignorent ou s'excluent. »<sup>112</sup> En se penchant sur l'entité de sens que constitue le discours, Michel Foucault soulève trois objectifs critiques majeurs : « (...) remettre en question notre volonté de vérité ; restituer au discours son caractère d'événement ; lever enfin la souveraineté du signifiant ». <sup>113</sup> Le discours, « (...) ce n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on

---

<sup>106</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p.38.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>108</sup> CHILDERS, Joseph et Gary Hentzi (eds.), 1995: *The Columbia Dictionary of Modern Literary and Cultural Criticism*, New York, Columbia University Press, p.84.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p.84-85.

<sup>110</sup> FOUCAULT, Michel, 1971 : *L'Ordre du discours* : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970, Paris, Gallimard, p.37.

<sup>111</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p.65.

<sup>112</sup> FOUCAULT, Michel, 1971 : *L'Ordre du discours* : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970, *Op.cit.*, p.54-55.

<sup>113</sup> FOUCAULT, Michel, 1971 : *L'Ordre du discours* : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970, *Op.cit.*, p.53.

lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer. »<sup>114</sup> Le discours serait à la fois l'instrument et l'enjeu de luttes de pouvoir.

### 2.7.1. Conclusions partielles

Le discours a été défini à travers les propos de Foucault au moment où l'analyse « archéologique » prédominait dans son questionnement méthodologique. Or, dans le cadre de cette analyse, il sera également question de considérer l'analyse « généalogique » : bien que ce passage sous-entend, comme l'affirme Judith Revel, un « [...] abandon apparent du thème du thème de discours [...] »<sup>115</sup>, il n'en demeure pas moins qu'au moment où cette transition méthodologique a lieu, la notion de discours ne disparaît pas complètement du propos foucauldien. Le passage d'une archéologie à une « dynastique du savoir » signifie pour Foucault qu'il ne s'agit pas seulement de faire la description de différents régimes de discursivité et de leur éventuelles transgressions, mais d'ouvrir l'analyse sur une considération « [...] du rapport qui existe entre ces grands types de discours et les conditions historiques, les conditions économiques, les conditions politiques de leur apparition. »<sup>116</sup> La notion de discours envisagée dans l'analyse de Michel Foucault constituera un outil conceptuel pertinent pour tenter de mieux soulever les luttes de pouvoir que sous-tendent les pratiques discursives du Parti Communiste Chinois, notamment dans l'introduction du concept de gouvernance dans la conception de l'exercice du gouvernement.

Il est nécessaire ici de prendre un dernier temps d'arrêt avant de plonger dans l'analyse des transformations des formes de gouvernements en Chine contemporaine pour mieux saisir un dernier aspect central dans la pensée de Michel Foucault, aspect qui permettra de lier les concepts de gouvernement, gouvernementalité, gouvernance et discours dans une perspective générale d'analyse : il s'agira de définir la notion de sujet.

## **2.8. Le « sujet » foucauldien : la lutte sociale emblématique du XX<sup>e</sup> siècle**

---

<sup>114</sup> *Ibid.*, p.12.

<sup>115</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p.23.

<sup>116</sup> *Idem.*

Le sujet est sans contredit une des pierres angulaires du travail intellectuel de Michel Foucault, puisqu'il traversera les « trois grandes phases »<sup>117</sup> de sa carrière.

Ce qui constitue le thème de recherche général du philosophe français, ce n'est pas le pouvoir, mais bien le sujet : les modes d'objectivation qui transforment les êtres humains en sujets.<sup>118</sup> La notion de sujet chez Foucault est d'emblée alimentée par une critique radicale du sujet tel qu'entendu de Descartes jusqu'à Sartre, soit le sujet comme « [...] conscience solipsiste et a-historique, auto-constituée et absolument libre. »<sup>119</sup> Le projet de Foucault sera alors d'en venir à une analyse qui puisse tenir compte de la constitution du sujet inséré dans la trame historique. Cette volonté d'historiciser le sujet s'inscrit d'ailleurs dans la perspective d'une analyse *généalogique* de la constitution du savoir. Dès lors, le sujet sera pensé, dans l'analyse critique de Foucault, comme un objet inscrit *dans l'histoire* et fabriqué *par l'histoire*, soit sur la base de déterminations qui lui sont extérieures.<sup>120</sup>

Parmi les similarités observables à travers les différentes formes de résistances à l'endroit des relations de pouvoir, il y a celles partageant la volonté de remettre en question le statut de l'individu :

[...] d'un côté, elles [ces luttes qui mettent en question le statut de l'individu] affirment le droit à la différence et soulignent tout ce qui peut rendre les individus véritablement individuels. De l'autre, elles s'attaquent à tout ce qui peut isoler l'individu, le couper des autres, scinder la vie communautaire, contraindre l'individu à se replier sur lui-même et l'attacher à son identité propre. Ces luttes ne sont pas exactement pour ou contre l'« individu », mais elles s'opposent à ce qu'on pourrait appeler le « gouvernement par l'individuation ».<sup>121</sup>

---

<sup>117</sup> Le travail intellectuel de Michel Foucault peut être divisé en trois grandes phases : la première se définissant par un attrait pour la folie, la clinique et les différents enjeux du langage s'y rattachant; une seconde phase peut se circonscrire autour de la question des dits « régimes de pouvoirs et de vérités »; enfin une troisième phase pourrait être synthétisée autour de la notion du « gouvernement de soi et des autres ». Dans un même esprit, Judith Revel affirme que Foucault a défini trois domaines possibles de *généalogie* : une ontologie historique de nous-mêmes dans nos rapports à la vérité nous permettant de nous construire comme sujets de connaissance; dans nos rapports entretenus avec un champ de pouvoir, permettant de nous constituer comme des sujets qui déterminent les champs d'action possibles des autres; et notre rapport à la morale, ce rapport nous permettant de nous définir en tant que sujets éthiques. D'ailleurs, concernant ces trois domaines « généalogiques », Michel Foucault affirme : « Tous les trois étaient présents, même d'une manière un peu confuse, dans *l'Histoire de la Folie*. J'ai étudié l'axe de la vérité dans *Naissance de la Clinique* et dans *L'Archéologie du Savoir*. J'ai développé l'axe du pouvoir dans *Surveiller et Punir* et l'axe moral dans *l'Histoire de la Sexualité*. » Dans REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p. 38.

<sup>118</sup> FOUCAULT, Michel, 2001 : « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et Écrits II*, Paris, Gallimard, p.1042.

<sup>119</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p.62.

<sup>120</sup> *Idem.*

<sup>121</sup> FOUCAULT, Michel, 2001 : « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et Écrits II*, *Op.cit.*, p.1044-1045.

En d'autres termes, résume Foucault, le principal objectif de ces luttes n'est pas tant de s'attaquer à une institution<sup>122</sup> de pouvoir de manière exclusive mais de se pencher sur une technique particulière, une forme de pouvoir. Cette forme de pouvoir transforme les individus en sujets. Le sens du terme sujet ici est double : « [...] sujet soumis à l'autre par le contrôle et la dépendance, et sujet attaché à sa propre identité par la conscience ou la connaissance de soi. Dans les deux cas, ce mot suggère une forme de pouvoir qui subjugué et assujettit. »<sup>123</sup>

Si d'autres formes de luttes sociales ont prévalu au cours des siècles précédents (les luttes contre les formes de domination ethnique ou sociale au 18<sup>e</sup> siècle, la lutte contre l'exploitation économique au 19<sup>e</sup> siècle), Foucault affirme qu'à son époque, ce sont les luttes contre les formes d'assujettissement – contre la « subjectivation » ou la soumission de la subjectivité – qui prédominent de plus en plus, bien que les autres luttes n'aient pas encore disparu, loin de là. La raison pour laquelle ce type de lutte prédomine dans notre société s'explique par l'émergence d'une nouvelle forme de pouvoir politique se développant de manière continue depuis le 16<sup>e</sup> siècle : il s'agit de l'État. Bien que ce dernier soit perçu, plus souvent qu'autrement, comme un type de pouvoir politique ignorant les individus au profit des intérêts de la communauté (plus souvent ceux d'une classe ou d'un groupe de citoyens en particulier)<sup>124</sup>, il n'en demeure pas moins que l'État constitue, et ce à une échelle inégalée auparavant, « [...] une combinaison si complexe de techniques d'individuation et de procédures totalisatrices. »<sup>125</sup>

Ainsi, Michel Foucault ne considère pas l'« État moderne » comme une entité ayant été développée sans considération pour l'existence de l'individu parmi les éléments qu'il « gouverne » ; au contraire, l'État, cette structure très élaborée, intègre l'individu, mais non sans condition : il faut que l'individualité soit assignée à une forme nouvelle soumise à un ensemble de mécanismes spécifiques.<sup>126</sup>

La multiplication des objectifs et des agents du pouvoir « pastoral » permettra de centrer le développement du savoir sur l'homme autour de deux pôles : l'un, globalisant et quantitatif, concernant la population ; l'autre analytique, concerne l'individu.<sup>127</sup>

---

<sup>122</sup> [...] ou encore à un groupe, à une classe, à une élite.

<sup>123</sup> FOUCAULT, Michel, 2001 : « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et Écrits II*, *Op.cit.*, p.1046.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p.1047.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p.1048.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p.1049.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p.1050.

Ce pôle qui élabore des modalités de gouverne ayant des applications sur la vie de la population constitutif d'un développement du savoir sur l'homme, Foucault le définit comme le *biopouvoir* :

Biopower has as its goal to « reinforce, control, monitor, optimize, and organize the forces under it : a power bent on generating forces, making them grow, and ordering them, rather than one dedicated to impeding them, making them submit or destroying them. » Biopower « exerts a positive influence on life... endeavours to administer, optimize, and multiply it, subjecting it to precise controls and comprehensive regulations. »<sup>128</sup>

La population se voit alors « subjectivée » à des besoins et aspirations spécifiques : à l'accomplissement souhaité par les visées du gouvernement et le bien commun. L'ingénierie sociale émerge en tant que fonction de l'État qui vise à transformer la société par le soutien de son perfectionnement.

Une relation de pouvoir s'articule donc sur deux éléments qui lui sont indispensables : que l'« autre » (celui sur lequel la relation de pouvoir s'exerce) soit bien connu et maintenu jusqu'au bout comme sujet d'action ; et que s'ouvre, devant la relation de pouvoir, tout un champ de réponses, réactions, effets, inventions possibles.<sup>129</sup> Ainsi, deux types d'analyses concernant la *subjectivation* sont conduits par Foucault : la considération pour les *modes de subjectivation* et les *processus de subjectivation* :

[...] d'une part, les modes d'objectivation qui transforment les êtres humains en sujets – ce qui signifie qu'il n'y a de sujets qu'objectivés, et que les modes de subjectivation sont en ce sens des pratiques d'objectivation ; de l'autre, la manière dont le rapport à soi à travers un certain nombre de techniques permet de se constituer comme sujet de sa propre existence.<sup>130</sup>

Foucault poursuit sa définition du pouvoir en affirmant que ce dernier ne s'exerce, dans le contexte des sociétés occidentales modernes, que sur des « sujets libres », soit des sujets individuels ou collectifs qui ont devant eux un champ de possibilités où plusieurs conduites sont envisageables. Donc, en tant que sujets libres, diverses réactions et modes de comportement peuvent prendre place. L'exercice du pouvoir ne cherche donc pas à faire disparaître la liberté puisqu'elle est considérée comme une condition d'existence du pouvoir ; l'exercice du pouvoir cherche plutôt à déterminer la liberté de façon entière. Dans une perspective d'analyse des formes de gouvernementalité observables dans la Chine contemporaine, il sera donc question d'élargir la portée de cette condition

<sup>128</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.465.

<sup>129</sup> FOUCAULT, Michel, 2001: « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et Écrits II*, *Op.cit.*, p.1055.

<sup>130</sup> REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p.61.

d'existence du pouvoir. Autrement dit, il sera ici question d'accepter l'affirmation de base soutenant que l'exercice du pouvoir qui cherche à déterminer de manière totale la liberté des sujets soumis peut, très certainement, s'appliquer au contexte de la Chine contemporaine.<sup>131</sup>

La considération autour de la subjectivation dans le contexte de la Chine contemporaine présente quelques singularités. Le sujet qui s'autodétermine constitue autant un produit, une cible et un mécanisme du gouvernement que le sujet d'un pouvoir souverain. C'est donc pour cette raison que Gary Sigley inscrit son analyse dans la même perspective que celle de Barbara Cruikshank en choisissant de référer au sujet qui s'autodétermine non simplement par le mot citoyen mais par le sujet-citoyen.<sup>132</sup>

L'élément d'analyse que constitue le sujet dans une perspective foucauldienne sera plus amplement exploité lors du chapitre 3 alors qu'il sera question d'élaborer sur la question de l'adhésion du Parti Communiste Chinois à la gouvernamentalité néolibérale par le biais d'une configuration de la « subjectivité » des cadres des plus hautes sphères du Parti.

#### 2.8.1. Conclusions partielles

La perspective d'analyse défendue par Foucault cherchant à considérer le sujet comme un objet inscrit dans l'histoire et donc notamment forgé par des déterminations qui lui sont extérieures illustre un penchant marxiste de l'analyse critique du philosophe. Ainsi, l'avènement de l'État comme forme d'organisation politique dominante et de l'économie politique employée comme forme de savoir visant à soutenir le pouvoir étatique va provoquer la considération de l'individu en sujet. La subjectivation de l'individu au sein des États modernes souligne non seulement l'assujettissement des individus à des mécanismes spécifiques développés par les relations de pouvoir en place, mais aussi une relation du sujet à l'endroit de sa propre personne par le biais de sa conscience. Dans les deux dynamiques la notion de liberté se déploie à travers des cadres construits par l'État. Pour assujettir l'individu, les processus de subjectivation en jeu ont été développés par des modes d'objectivation.

---

<sup>131</sup> Nous verrons plus en détail au cours du chapitre 4 les raisons qui justifient une telle extension des conditions d'existence du pouvoir des sociétés occidentales modernes au contexte chinois.

<sup>132</sup> SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p. 560.



## **2.9. Conclusion : se «déprendre» de sa propre culture comme point d'entrée critique à travers les spécificités historiques de la Chine contemporaine**

En somme, la réflexion sémantique sur l'économie planifiée, l'économie de marché, le secteur étatique et le secteur non-étatique, l'analyse de Michel Foucault portant sur les notions de gouvernement, de gouvernementalité, de gouvernance, de discours et de sujet, constituent des assises conceptuelles complexes permettant, par la même occasion, de chercher à comprendre les fondements et transformations de l'exercice du gouvernement en Chine contemporaine dans une perspective – elle aussi – des plus complexes.

L'effort visant à définir l'économie planifiée, l'économie de marché, le secteur étatique et non-étatique permet de mettre en relief l'idée que le processus des réformes économiques en Chine amorcé en 1978 présente de nombreux exemples de complémentarité et d'enchevêtrement, exemples qui seront, entre autres, présentés au cours du chapitre 2. La notion de *régime autoritaire* sera employée au cours du chapitre 3 afin de mettre à l'épreuve les éléments constitutifs de cette forme d'organisation politique, définie dans ce cas-ci par le propos de Juan J. Linz, devant la conduite du processus de gouvernementalisation par le Parti Communiste Chinois. Une fois que les caractéristiques rattachées à la présence d'un régime autoritaire dans l'exercice du gouvernement en Chine auront été soulevées, la poursuite de l'analyse de l'instauration d'une nouvelle gouvernementalité, au cours du chapitre 4, permettra de déconstruire de façon plus précise l'application des formes de *gouvernance autoritaire* dans différents domaines, différents contextes, tout en étant en mesure de distinguer les composantes rattachées à l'autoritarisme de celles associées à la gouvernance.

L'historicité du terme gouvernement aura permis la remise en question de certaines unités d'analyses cristallisées par des régimes de vérité. Michel Foucault orchestre cette remise en question pour définir une nouvelle perspective de compréhension des éléments en jeu dans les relations de pouvoir que constitue le gouvernement pris dans un sens plus large. La gouvernementalité, terme résultant du « work in progress » foucauldien, est des plus utiles pour englober tous les objectifs, acteurs et processus impliqués dans les discours et pratiques des organisations actives dans la conduite du gouvernement chinois. Il sera question d'ailleurs d'approfondir les spécificités d'une forme de gouvernementalité « chinoise », dans une dynamique de consolidation et de transformation du Parti Communiste Chinois, d'une part (dans le chapitre 3), et par l'explication et l'illustration d'un art « socialiste-néolibéral » de gouverner, d'autre part

(dans le chapitre 4). En ce qui a trait à la notion de gouvernance, il sera digne d'intérêt d'observer les similitudes et dissemblances entre la matérialisation des pratiques s'y rattachant telles que conduites par le PCC et ce que nécessite comme objectifs et processus la gouvernance telle que l'entendent les organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce.

L'emploi du concept de discours, quant à lui, imposera un effort analytique visant à mettre en lumière les réseaux complexes d'association, d'opposition, de transposition et de rejet que les entités discursives propres au gouvernement chinois soutiennent dans leur matérialisation en tant que production du savoir « officiel ». La notion de subjectivité, et de manière plus directe, la notion de sujet seront utiles, d'une part, pour tenter d'approfondir quelles sont les stratégies employées par le Parti Communiste Chinois, et plus particulièrement dans le cadre de l'analyse du programme de planification des naissances, permettant d'inscrire les Chinois dans des modes et processus de subjectivation en tant que population, d'un côté, et en tant qu'individu de l'autre. Nous tenterons aussi de caractériser ces formes de subjectivation. Elles seront employées, d'autre part, pour soulever les manifestations de la population et des individus chinois qui illustrent cette conduite autorégulée que permet le contrôle d'une « liberté déterminée ».

Enfin, les connections entre les différentes sociétés du monde que crée la globalisation permettent un rapprochement entre les théories critiques occidentales et les objets d'étude portant sur l'Autre. Pour illustrer, citons la remise en question des pratiques dites « propres » aux économies capitalistes et socialistes par Deng Xiaoping. Pour atteindre un dynamisme permettant au socialisme de supplanter le capitalisme dans le développement des forces productives, une discussion autour du développement des sciences et des technologies était alors acceptée au sein du Parti. Deng Xiaoping souligna que les scientifiques et les techniciens ne devaient pas associer exclusivement les inventions des sciences modernes aux avatars des productions capitalistes, de même que la liberté de pensée de certains domaines de leur travail ne devait pas être confondue avec la libération bourgeoise.<sup>133</sup> Dans un même ordre d'idée, il serait souhaitable d'envisager l'étude des sociétés non occidentales par le biais d'un cadre analytique

---

<sup>133</sup> HUGHES, Christopher R, 2006: « Chinese Nationalism in the Global Era », *Op.cit.*, p.30.

occidental sans inéluctablement inscrire une telle démarche dans un esprit universaliste, eurocentriste, hégémonique et occidentalisant.

L'objection culturaliste soutient que l'histoire et la culture chinoises sont trop différentes de celles de l'Occident pour conduire une analyse du pouvoir tel que l'a faite Foucault pour les États occidentaux modernes. Or, comme l'affirment Susan Greenhalgh et Edwin A. Winckler, il est possible de réfléchir sur la question du pouvoir par le biais d'une perspective d'analyse foucaldienne en tenant compte, comme point d'entrée à l'étude de la spécificité historique du pouvoir sur la population en Chine, d'un fait politique : le pouvoir en Chine est plus concentré dans l'État qu'il ne l'est en Occident. Ainsi est-il possible de répondre à l'objection culturaliste : « (...) although China's modern political trajectory takes a distinctively Chinese form, far from being outside modern power relations, since around 1980 and especially the early 1990s, China has become ever more enmeshed in them. »<sup>134</sup> Il s'agit, en fin de compte, d'inscrire cette analyse dans un projet heuristique estimé par Michel Foucault lui-même de son vivant : en voyageant en Asie, plus précisément au Japon, le philosophe affirmait son intérêt pour les limites de la rationalité occidentale. Le présent mémoire s'inscrit donc dans ce même esprit : tenter de se « déprendre » de la culture occidentale pour accroître la portée critique d'une perspective d'analyse portant sur l'Autre, et plus particulièrement dans ce cas-ci, la Chine contemporaine.

---

<sup>134</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, Stanford (Californie), *Op.cit.*, p. 31-32.

### **3. La spécificité historique du processus de réformes économiques et de l'instauration, 1979-1998 : vers une analyse généalogique du présent politique chinois**

#### ***3.1. Introduction : ponctuer les réformes dans l'histoire contemporaine chinoise***

L'objectif de ce chapitre est de construire une analyse « généalogique » de l'actualité politique chinoise selon l'approche critique de Michel Foucault. Tout comme une « dynastie du savoir » le propose, cette présentation tentera, autant que faire se peut, de transcender la simple description d'événements; l'analyse cherchera aussi à questionner les rapports entre ces pratiques discursives légitimant l'exercice contemporain du gouvernement par le Parti Communiste Chinois et les conditions historiques, économiques et politiques s'y rattachant.

Pour circonscrire cette analyse généalogique, l'analyse sera axée sur le processus des réformes économiques et l'instauration de la politique néo-libérale, événements survenus, pour l'essentiel, dans la période située entre 1979 et 1998. Pour ponctuer cette analyse, il sera surtout question d'employer le cadre temporel défini par Qian Yingyi dans un article intitulé « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives ». À travers la présentation des composantes du processus des réformes, nous tenterons de voir de quelles manières ces mesures provoquant des transformations profondes sur l'économie vont, d'un même élan, ouvrir de nouvelles perspectives sur la conception de l'exercice du gouvernement conduit par le Parti-État chinois.

Selon Qian Yingyi, l'étude des réformes économiques peut être divisée en deux grandes phases. Une première phase, de 1979 à 1993, se divise en trois périodes d'une durée moyenne de cinq ans : *l'enclenchement des réformes*, le « *moment fort* » des réformes, et *le retrait et renouvellement des réformes*. Une deuxième phase se situe entre 1994 et 1998. En fait, dès la fin de l'année 1993, le paysage économique de la Chine s'est transformé énormément : le niveau de vie de la population en général a augmenté d'une manière significative, le secteur étatique ne constitue alors plus une portion dominante de l'économie, et la plupart des révolutionnaires ne font plus partie de la scène politique.

#### **3.1.1. Les grandes lignes des réformes proposées par le PCC sous Deng Xiaoping**

Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir du « petit timonier », Deng Xiaoping (1978-1995), et sa conviction dans le rôle prééminent de l'économie pour voir l'application de

réformes majeures visant l'essor tout entier de la société chinoise. La philosophie très « économiste » de Deng et de ses partisans, vision vivement condamnée à l'époque maoïste, a subi des critiques virulentes lors de la période plénière du 11<sup>e</sup> comité central du Parti Communiste Chinois. Prudence et gradualisme ont été deux mots d'ordre retenus pour modeler le contenu des réformes économiques envisagées. En fait, si un consensus certain se dégagait de la définition des objectifs économiques, il en était tout autrement des stratégies et tactiques employées pour s'assurer de leur atteinte. Dans l'ensemble, les réformes amorcées à la fin des années 1970 visaient les objectifs suivants :

Premised on the fundamental need for political stability, policy pronouncements extended no further than advocacy of a greater (but supplementary) role for the market mechanism, less emphasis on egalitarianism, the pursuit of proportionate and balanced growth, the decentralization of economic decision-making, and the closer integration of China in the world economy.<sup>135</sup>

Le slogan employé par Deng pour expliquer le fonctionnement des réformes, « traverser la rivière grâce aux pierres se trouvant déjà au fond de l'eau », souligne un aspect des plus importants dans la stratégie adoptée. Pour traverser la rivière de cette manière, il faut accepter la contrainte de suivre le trajet défini par l'emplacement préalable des pierres. En suivant cette prémisse, il est donc impossible de faire « apparaître » des pierres là où elles seraient souhaitées : « (...) you must take them (les pierres) as they are and the institutions which form the political foundation of reform are, themselves, the outcome of past reforms. »<sup>136</sup> Dès l'arrivée de Deng Xiaoping au poste de secrétaire général, la Chine mettra en marche trois grandes transitions d'envergure : « (...) de la planification centralisée vers l'économie de marché, de l'agriculture vers l'industrie, de la prédominance écrasante des campagnes vers une urbanisation accélérée. »<sup>137</sup> Le sens donné à l'idéologie socialiste est, quant à lui, peu explicité par les discours de Deng Xiaoping. Toutefois, tel que l'affirme Christopher R. Hughes, « l'État-providence » est alors rejeté pour faire place à une reconnaissance publique de même qu'une récompense matérielle pour les entreprises et individus apportant des contributions remarquables par rapport au principe « le rôle de chacun dans son travail », une certaine tranche de la

<sup>135</sup> NOLAN, Peter et Robert F. Ash, 1995: « China's Economy on the Eve of Reform », dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p.986.

<sup>136</sup> GOLDSTEIN, Steven M., 1995: « China in Transition: The Political Foundations of incremental Reform », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc), p. 1111.

<sup>137</sup> GIPOULOUX, François, 2005 : *La Chine du 21<sup>e</sup> siècle : une nouvelle superpuissance?* Paris, Éditions Armand Colin, p.5-6.

population et certaines localités pouvant atteindre un certain degré de prospérité économique avant les autres. Ainsi, pour le petit timonier, la signification de l'idéologie socialiste se voit réduite au seul moyen d'immuniser une élite professionnalisée en pleine expansion contre l'infiltration de l'idéologie bourgeoise que risque le développement des relations avec le monde capitaliste.<sup>138</sup>

### ***3.2. La première phase de la transition chinoise, 1979-1993 : la réhabilitation du marché grâce au pragmatisme dengiste***

#### ***3.2.1. 1978-1983 : L'enclenchement du processus des réformes***

La troisième plénière du onzième congrès du Parti Communiste, tenue en décembre 1978, est reconnue comme l'événement majeur marquant le début de l'ère des réformes. L'accomplissement principal de ce congrès fut le changement de préoccupation de la lutte des classes vers le développement économique. Peu de temps avant la tenue de ce congrès, un débat idéologique d'une vive intensité avait eu cours au milieu de l'année 1978 entre les tenants de la version maoïste orthodoxe du marxisme-léninisme et les tenants du pragmatisme. Hua Guofeng, le successeur choisi de Mao Zedong, insista sur le fait que, « peu importe les décisions prises par le président Mao, nous les acceptons tous, peu importe les instructions données par le président Mao, nous les suivrons tous ».<sup>139</sup> Devant de tels dogmes, Deng Xiaoping répliqua par le slogan affirmant que « la pratique ne peut être que le seul juge de la vérité », slogan qui ne sert en fait qu'à reprendre des propos tenus depuis 1962 : « It doesn't matter whether a cat is white or black so long as it catches mice. »<sup>140</sup> En fin de compte, le pragmatisme prévalut, cet événement fut d'ailleurs connu en Chine sous le nom de la « première vague de l'émancipation de l'esprit. » Selon Chun Lin, en étant capable de supprimer la controverse idéologique, Deng a su gérer les débats et dissensions politiques internes au Parti et ainsi paver la voie vers une conception dominante de la croissance économique, ce qui, aux yeux de

---

<sup>138</sup> HUGHES, Christopher R, 2006: "Chinese Nationalism in the Global Era", *Op.cit.*, p.15. Ce traitement différentiel dans l'implication des entreprises et des individus au sein de la nouvelle économie dépassera largement la sphère économique chinoise pour s'étendre à la conduite même de l'exercice du gouvernement dans une pluralité de champs d'application. Nous reviendrons sur l'observation d'un tel traitement au cours du chapitre 4.

<sup>139</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield, p. 231.

<sup>140</sup> *Idem.*

certaines chercheurs chinois, constitue l'accomplissement du « Petit Timonier » le plus important.<sup>141</sup>

Suite à ce débat, donc, une révision de certains éléments constitutifs de l'idéologie communiste chinoise était possible, ouvrant la voie à l'initiation des réformes. Lors de cette première phase des réformes, un consensus au niveau idéologique existait au sein du Parti sur l'idée voulant que la planification constitue la portion principale de l'économie alors que le marché ne soit qu'une portion supplémentaire. En fait, ce fut un changement énorme, en comparaison à l'idéologie de Mao exigeant rien de moins que l'abolition des marchés. D'un autre côté, ce changement de perspective à l'endroit du marché (et par conséquent de l'économie planifiée) ne fut pas une surprise pour les politiciens et la population en général : plusieurs, pour ne pas dire la plupart, reconnurent – plus tard – les erreurs socioéconomiques désastreuses du Grand Bond en Avant et de la Révolution Culturelle, particulièrement en constatant les performances économiques des « quatre tigres asiatiques », soit Taïwan, Singapour, Hong Kong et la Corée du Sud. À cet égard, Deng affirmera plus tard : « Without the lessons from the Cultural Revolution, there would have been no new policies [since 1979]... The Cultural Revolution has become our wealth. »<sup>142</sup>

Entre 1979 et 1983, cinq réformes majeures furent poursuivies: la réforme agricole, l'ouverture de l'économie, la décentralisation fiscale, la réforme des entreprises d'État et le soutien aux entreprises-brigades collectives.

### *3.2.1.1. La réforme agraire : la décollectivisation de l'agriculture et le système de responsabilité des maisonnées*

L'agriculture fut collectivisée en 1955-1956 et les communes populaires virent le jour en 1958. Sous le système des communes, et plus particulièrement dès 1962, l'équipe de production (un regroupement approximatif de cinquante maisonnées) fut considérée comme l'unité de base de la production et de la distribution. La commune détenait alors une autorité reconnue dans l'allocation des quotas pour chaque aliment produit. Le changement le plus significatif de la réforme agricole est certainement le système de responsabilité de maisonnée, système ayant fait son apparition d'une manière quasi-spontanée au sein des régions agricoles les plus pauvres. Cette pratique fut recensée pour

<sup>141</sup> CHUN, Lin, 2006: *The Transformation of Chinese Socialism*, Durham, Duke University Press, p. 272.

<sup>142</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 231.

la première fois en décembre 1978 dans la brigade de production de Xiaogang du comté de Fengyang dans la province de Anhui, « (...) where twenty peasants representing twenty households put their fingerprints on a contract to divide the commune's land among the household. »<sup>143</sup> Cette initiative fut accompagnée d'un engagement des maisonnées à remplir les quotas de production de céréales réservés à l'État. Grâce à ce système, les maisonnées devinrent une forme résiduelle de demandeurs possédant presque la totalité des droits de contrôle sur la production, excepté le droit de disposer de la terre. Cette pratique fut rapidement appliquée dans d'autres régions de la province de Anhui avec un soutien considérable du gouverneur provincial, Wan Li, à une époque où l'approbation du gouvernement central n'était pas requise systématiquement. En fait, il faudra attendre 1982 avant de constater un effort du PCC pour promouvoir activement le système de responsabilité par maisonnée : « By the end of 1982, 80 percent of households had adopted the household responsibility system nationwide, and by 1984, almost all of them had done so. »<sup>144</sup>

### 3.2.1.1.1. Impacts des réformes agricoles sur la structure familiale

Dès le début des réformes agricoles, la famille ré-émergea donc à titre d'unité de premier ordre dans la production agricole. L'abolition des restrictions sur la propriété privée et la quasi privatisation des entreprises collectives et des installations rurales permirent aux familles rurales la pratique d'activités économiques non agricoles. Par ailleurs, encore aujourd'hui, l'État réclame des droits de propriétés fonciers « résiduels »<sup>145</sup>, s'approprie le droit d'interférer sur les marchés en tant qu'acheteur prioritaire des produits de la ferme et se permet d'intervenir pour réguler des changements excessifs de prix. La politique des « portes ouvertes » et la possibilité pour les firmes étrangères de faire des investissements directs et de former des « joint ventures »<sup>146</sup> constituèrent également des

---

<sup>143</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 232.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 232..

<sup>145</sup> "Residual ownership rights". DERNBERGER, Robert F., 1999: "the People's Republic of China at 50: the Economy." dans *The China quarterly*, *Op.cit.*, p.609.

<sup>146</sup> Une entreprise qualifiée de *joint venture* peut être traduite par le terme « entreprise à capitaux étrangers ». En juillet 1979, le gouvernement chinois permet l'établissement d'entreprises à capitaux mixtes, c'est-à-dire « [...] dans lesquelles la participation étrangère au capital doit être d'au moins 25% et où les profits sont répartis au prorata du capital investi. [...] Dès 1986, une loi a autorisé la constitution de sociétés à capital 100% étranger. La politique du gouvernement a consisté à attirer les capitaux étrangers tout en les canalisant vers certains secteurs. » SANJUAN, Thierry (dir.), 2006: *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Paris, Armand Colin, p. 91.



facteurs cruciaux. Au départ, la plupart des investissements en capitaux provinrent de Hong Kong et des populations chinoises outre-mer, ces fonds cherchant à générer des firmes de taille moyenne et petite situées dans les villes et villages, soit des firmes implantées, plus souvent qu'autrement, dans les systèmes de parenté locaux.

Parmi d'autres efforts institutionnels visant à favoriser « l'esprit d'entreprise » des familles rurales chinoises, on retrouve : « Increased security of rights to land and other productive assets and increased freedom for families to control their own economic affairs exist, but with continuing restrictions and interference from rural officials. »<sup>147</sup>

Bien que des stratégies de mobilité rurale incluant une diversification des activités économiques, la dispersion des membres de la famille et l'accumulation de capitaux furent encouragées, l'aptitude des familles rurales pour le contrôle de la taille de la famille demeura grandement limitée par les politiques officielles portant sur le contrôle des naissances<sup>148</sup>.

Avant 1978, les échanges commerciaux du secteur agricole furent dominés essentiellement par le commerce d'État : le coton, les céréales, les huiles végétales furent en effet sous l'emprise de « l'approvisionnement unifié » (*tongyi shougou*) et définis par divers plans permettant de maintenir un monopole sur les échanges domestiques.<sup>149</sup> En fait, c'est après l'année 1977 que les politiques commerciales changèrent alors que le gouvernement fit la promotion de la politique des « multiples réseaux » :

Beginning in 1981 individuals were permitted to establish small-scale businesses to conduct trade in animal products, vegetables, minor crops, and light manufactures such as textiles and clothing. In 1982 the government eased state agencies, enterprises and collectives to trade in grain both locally and long-distance once local grain quotas had been met.<sup>150</sup>

### 3.2.1.1.2. La réhabilitation du système de marchés périodiques

À ce titre, il est important de mentionner qu'à cette époque, le système de marchés périodiques, qui depuis longtemps constitua un réseau de première importance pour le commerce rural, fut réhabilité au sein des pratiques économiques. La planification gouvernementale pour l'approvisionnement et la vente continua d'être pratiquée tout en

<sup>147</sup>KING WHYTE, Martin, 1995: « the Social Roots of China's Economic Development », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc.), p. 1015.

<sup>148</sup> Les mesures du programme de contrôle des naissances appliquées aux populations rurales seront élaborées plus en détails au cours du chapitre 3.

<sup>149</sup> SICULAR, Terry, 1995: Redefining State, Plan and Market: China's Reforms in Agricultural Commerce", dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p.1021.

<sup>150</sup> *Ibid*, p.1022.

étant réduite de manière progressive. Au début des années 1980, plusieurs produits furent exclus de la liste des articles sujets aux quotas de livraison et aux ratios de ventes. Alors que les céréales, les huiles végétales et le coton demeurèrent sous l'emprise de la planification, une réduction des quotas fut tout de même opérée. C'est d'ailleurs grâce à cette réduction dans la planification de même qu'à la croissance rapide de la concurrence dans la production agricole que les capacités d'échanges sur le marché purent être consolidées.<sup>151</sup> Les agences commerciales jouèrent un rôle déterminant dans les échanges sur le marché. Afin de coordonner la bonne marche des approvisionnements « négociés », l'État détermina l'achat de la production agricole selon des prix définis par son administration afin de suivre les tendances en termes de surplus et de demande. En principe, les prix d'approvisionnements négociés furent définis au-dessus des prix du marché, et les ventes à l'État suivant ces mêmes prix devaient être volontaires.<sup>152</sup> Ainsi, au début des années 1980, les fermiers souhaitant vendre leur production excédant les quotas qui leur étaient alloués eurent plusieurs choix s'offrant à eux :

First, they could sell certain crops to the state at the above-quota bonus price (for grain and oilseeds this price was 50 per cent higher than the quota price; for cotton it was 30 percent higher). Secondly, they could sell to the state at negotiated prices. Thirdly, they could sell to new market entrants at market prices.<sup>153</sup>

### 3.2.1.1.3. L'élimination de l'approvisionnement planifié et l'expansion des rôles du marché

Dès 1984, les réformes commerciales liées à la production agricole prirent un tournant majeur alors que le gouvernement annonça une stratégie visant l'élimination de l'approvisionnement planifié et l'expansion des rôles du marché. C'est à partir de 1985 que les fermiers eurent la possibilité de vendre une variété de céréales (autres que le blé et le riz, fournis à l'État sous forme de contrat) soit au gouvernement central à un prix négocié, soit par le biais du marché. Ils purent également vendre, soit au prix négocié, soit au prix du marché, tout le blé et le riz excédant la production nécessaire pour remplir les quotas étatiques. Les échanges commerciaux sur les marchés libres de céréales furent même permis durant la saison préalablement réservée à l'approvisionnement étatique.<sup>154</sup> De plus, pour la première fois depuis des décennies, le gouvernement central permit la

---

<sup>151</sup> SICULAR, Terry, 1995: Redefining State, Plan and Market: China's Reforms in Agricultural Commerce", dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p.1022.

<sup>152</sup> *Idem.*

<sup>153</sup> *Idem.*

<sup>154</sup> *Ibid.*, p.1023.

vente de coton sur le marché. La chute de la production de coton et de céréales, survenue au cours des années 1986-1987, a fait en sorte que, dès lors, l'État chinois exigea que les contrats d'approvisionnements en coton et en céréales ne soient plus volontaires : « In ensuing years it reinstated its monopsony on rice and cotton, and prohibited grain trade on free markets unless local (county) quotas had been met. Mandatory production targets, which had been abolished in 1985, were revived so as to ensure contract fulfilment. »<sup>155</sup>

Malgré ces quelques difficultés, les efforts visant à reformer le commerce rural ne furent pas entièrement arrêtés. Pour illustrer, à la fin des années 1980, le gouvernement mit un terme aux prix de contrats d'approvisionnements en céréales, huiles végétales et coton et annonça l'élimination des quotas obligatoires de livraison de céréales à prix négociés.<sup>156</sup>

La progression des réformes commerciales en matière d'agriculture accéléra une fois de plus, au début des années 1990, alors que l'État procéda à la libéralisation des marchés de céréales :

In 1991 the central government allowed regional experiments in grain market reform. The content of these reforms varied among localities, but generally followed one of two forms: elimination of rationing while maintaining mandatory contract deliveries (although sometimes at reduced levels), or elimination of both rationing and mandatory contract deliveries. Experimental areas also eased restrictions on grain trade in free markets.<sup>157</sup>

Au cours de l'application des réformes, le comité central en charge de la supervision reconnut la nécessité d'accompagner la dérèglementation des marchés de céréales et de coton par un changement du rôle et des fonctions rattachés aux agences commerciales étatiques et aux entreprises. Les magasins chargés de fournir les rations de céréales furent « détachés » de leurs contrats étatiques pour être tenus directement responsables de leurs propres gains et pertes.<sup>158</sup>

Enfin, un des apports institutionnels les plus significatifs développés par les réformes commerciales agricoles fut la réhabilitation des foires agricoles et des marchés périodiques :

Between 1980 and 1993 the number of periodic market places in rural China increased from 38,000 to 67,000. (...) China's periodic market system has, moreover, expanded beyond its traditional scope. New markets are emerging at locations that historically were not market places, and the number of specialized and wholesale markets has grown. For some products an

---

<sup>155</sup> SICULAR, Terry, 1995: Redefining State, Plan and Market: China's Reforms in Agricultural Commerce", dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p.1023.

<sup>156</sup> *Ibid.*, p. 1023.

<sup>157</sup> *Ibid.*, p.1024.

<sup>158</sup> *Ibid.*, p.1025.

interlinked, three-tiered system of local periodic markets, regional wholesale markets, and national wholesale markets and commodity exchanges is emerging.<sup>159</sup>

À l'instar de Martin King Whyte, nous sommes enclins à penser que l'importance rattachée à la famille constitue un des facteurs déterminants, même s'il est difficile de dire jusqu'à quel point les récents succès économiques chinois sont attribuables aux structures sociales présentes dans la famille chinoise. En ce qui le concerne, Whyte soutient que, sans être le facteur prédominant, le système familial chinois constitue un des aspects-clés contribuant à la compréhension des récents succès économiques en Chine. Or si les valeurs familiales confucéennes à elles seules ne peuvent expliquer entièrement – et ce dans toute sa complexité – le succès économique chinois, les exclure constitue la perspective la moins convaincante.<sup>160</sup> La réforme agricole est reconnue comme la première réforme réussie en Chine.

### 3.2.1.2. *Extérioriser les pratiques économiques*

Depuis 1949, l'économie chinoise était inaccessible pour tous les pays occidentaux. De surcroît, au moment où le conflit avec le bloc soviétique eut lieu au début des années 1960, l'économie chinoise fut fermée au bloc de l'Est, et à partir de 1978, elle fut reconnue comme étant l'une des économies les plus fermées du monde. C'est en 1979 que le gouvernement décida d'accroître son commerce extérieur et son accès aux investissements étrangers. Plus précisément, deux provinces en particulier, celle de Guandong et de Fujian, furent autorisées à bénéficier de l'ouverture économique avant toutes les autres provinces, et ce en raison de leur location permettant une ouverture au commerce maritime. En juillet 1979, le gouvernement central fit en sorte que ces deux provinces puissent poursuivre le processus des réformes à une cadence plus rapide que toutes les autres régions du pays, permettant ainsi à ces provinces privilégiées d'adopter des politiques spéciales (*teshu zhengce*) et d'appliquer des mesures économiques plus flexibles (*linghuo cuoshi*) : « For example, the two provinces were allowed to retain all

<sup>159</sup> SICULAR, Terry, 1995: Redefining State, Plan and Market: China's Reforms in Agricultural Commerce", dans *The China Quarterly*, *Op.cit*, p.1027.

<sup>160</sup> KING WHYTE, Martin, 1995: "the Social Roods of China's Economic Development", dans *The China Quarterly*, *Op.cit*, p. 1019.

foreign exchange income after remitting to the center 30 percent from the increased amount of exports (Zhou 1984). »<sup>161</sup>

### 3.2.1.2.1. La création des Zones Économiques Spéciales (ZES)

Pour matérialiser l'ouverture de la Chine aux investissements étrangers, le gouvernement désigna quatre « zones économiques spéciales »<sup>162</sup> : ces zones se trouvent dans la province du Guangdong (Shenzhen, Zhuhai, Shantou) et dans la province du Fujian (Xiamen).<sup>163</sup> Il en fut de même pour l'île de Hainan : seconde île d'importance après Taïwan, Hainan sera élevé, sous les efforts soutenus de Zhao Ziyang, au statut de province et sera elle aussi désignée comme une ZES : « It was expected that the policies adopted in Hainan would be even more open and flexible than those in the existing SEZs, making it a test bed for the world's most effective methods. »<sup>164</sup> D'emblée, les zones économiques spéciales furent instaurées pour créer un incitatif d'accueil pour

(...) la diaspora chinoise, une richissime nation de 57 millions d'individus dont le revenu moyen est similaire à celui d'un citoyen occidental. Ils (les Chinois vivant à l'étranger) répondirent avec enthousiasme à l'appel de la mère patrie car même s'ils ont acquis une autre nationalité, ils restent aussi citoyens chinois, dans le cas des Taïwanais « trompés par des dirigeants indignes », la Chine étant en matière de citoyenneté adepte du « droit du sang » et non du « droit du sol ». <sup>165</sup>

Non seulement ces régions bénéficièrent de taux de taxation plus bas, mais – et ce point est plus important encore – elles bénéficiaient d'un environnement institutionnel et politique particulier tout en se voyant dotées d'un contrôle accru sur leur propre développement économique. Alors que le reste de la Chine se voyait encore dominé par la planification centralisée et la propriété publique, les Zones Économiques Spéciales furent autorisées à devenir des économies de marché dominées par la propriété privée. Par ailleurs, les ZES étaient considérées au départ comme un projet des plus controversés et l'application de ces nouveaux statuts économiques a entraîné de vives oppositions rattachées aux principes idéologiques, et ce tant au sein du Parti que de la population chinoise.<sup>166</sup> D'un autre côté, les ZES ne rencontrèrent pas d'opposition provenant

---

<sup>161</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 233.

<sup>162</sup> Une telle mesure est justifiée par la politique de Deng Xiaoping «Un pays, deux systèmes».

<sup>163</sup> GIPOULOUX, François, 2005 : *La Chine du 21<sup>e</sup> siècle : une nouvelle superpuissance?* *Op.cit.*, p.12.

<sup>164</sup> HUGHES, Christopher R, 2006: "Chinese Nationalism in the Global Era", *Op.cit.*, p.47.

<sup>165</sup> WILMOT, A., 1997: *La Chine économique en l'an 2000*, Paris, l'Harmattan, p.50.

<sup>166</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 233.

d'intérêts particuliers, puisque ces zones furent définies en-dehors du champ de la planification centrale et leurs activités n'entrèrent pas en conflit avec l'allocation et la production planifiée.

Parmi les formes de privatisations observables en ville, il y a eu la vente de firmes étatiques aux compagnies étrangères. De plus, les nouvelles firmes privées étaient souvent gérées par des collectifs d'individus ou des partenaires plutôt que par des entités familiales. La présence de millions d'émigrés membres de communautés organisées à l'extérieur de la Chine a permis un apport important en ressources (financières, technologiques, de « capitaux sociaux », etc.) pour le développement post-1978 ; toutefois, certains auteurs tels que Nicholas Lardy soutiennent que ces ressources ont été moins importantes en termes de sources de capitaux nets qu'en termes d'accès aux technologies de pointe et de marchés outre-mer.<sup>167</sup>

Les politiques économiques de Deng Xiaoping permirent donc d'ouvrir l'économie chinoise aux échanges commerciaux avec l'étranger et de bénéficier de ses investissements. En ce qui a trait au secteur urbano-industriel, les marchés de la plupart des produits industriels ont remplacé les allocations planifiées rattachées à ces mêmes produits : les entreprises étatiques se voient alors obligées de s'implanter dans les marchés en y achetant leurs matières premières et en y vendant leurs produits. De plus, des entreprises non étatiques, tant domestiques qu'étrangères, purent être créées pour concurrencer les entreprises d'État sur ces mêmes marchés.<sup>168</sup>

### *3.2.1.3. Décentraliser la fiscalité : consolider les revenus du centre, permettre un champs d'autonomie à la périphérie*

En dépit du fait que certaines formes de décentralisation fiscale furent appliquées avant même le début des réformes, le système fiscal pouvait tout de même être essentiellement qualifié de centralisé, en ce sens où la Commission de la planification centralisée détenait l'autorité pour définir les revenus locaux et les plans d'investissements sur une base annuelle. Le développement d'une économie de marché, dans laquelle opèrent des entreprises non étatiques, eut pour conséquence directe de rendre inaccessible à l'État central une part importante des transactions et profits. Pour assurer l'accès du pouvoir central à cette masse de revenu de base, il fallut réviser le système de taxation :

<sup>167</sup> KING WHYTE, Martin, 1995: "the Social Roods of China's Economic Development", dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p. 1017.

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 1017-1018.

(...) the tax system had to be revised to provide for higher direct taxes on individuals, uniform taxes on enterprises no matter what their ownership form, and the introduction of a value added tax on all economic activity. In addition, to ensure that the central government received its share of the taxes collected, certain taxes were to be collected directly at their source by agents of the central government.<sup>169</sup>

Ce système fut connu sous le nom de « principe des revenu et dépenses unifiés » (*tongshou tongczhi*), c'est-à-dire que tous les revenus et dépenses gouvernementales devaient passer par le gouvernement central. En 1980, une réforme fiscale majeure concernant la relation gouvernement central/administration provinciale fut amorcée, connue sous le nom de « système fiscal contractant » et aussi sous l'expression « manger de cuisines séparées » (*fenzao chifan*) : « Under this fiscal contracting system, budgetary revenue income was first divided between central fixed revenue, all of which was remitted to the center, and local revenue, which was shared. The contractual sharing rates varied from province to province. »<sup>170</sup>

Ce nouveau système fiscal fut élaboré pour soutenir les mesures des gouvernements locaux en matière de collecte des revenus et de développement économique local. Il permit d'accroître le lien entre les dépenses et les revenus tout en donnant aux administrations sous-jacentes au gouvernement central, à tous les échelons, l'autorité et les ressources nécessaires pour développer l'économie locale : les revenus retenus au niveau local permettaient le déploiement de mesures visant à soutenir la prospérité économique. La décentralisation fiscale aura ainsi permis de multiplier les niveaux de pouvoirs tout en provoquant des effets économiques et politiques prolongés sur d'autres composantes des réformes.<sup>171</sup>

3.2.1.3.1. Caractériser les différents sujets économiques : les entreprises industrielles  
L'industrie chinoise comprend plusieurs types de firmes : les « entreprises communes » (*joint ventures*), les entreprises d'État, les « coopératives urbaines » (*urban collectives*), les entreprises de villages et de communes (*township and village enterprises*, autrement dit, une forme d'entreprise collective) et les producteurs privés, chacun de ces types de propriété possédant des capacités techniques et des contraintes institutionnelles qui lui

<sup>169</sup> DERNBERGER, Robert F., 1999: "the People's Republic of China at 50: the Economy." dans *The China quarterly*, *Op.cit*, p.610.

<sup>170</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit*, p. 233.

<sup>171</sup> *Ibid*, p. 233-234.

sont propres.<sup>172</sup> Parmi ces types de firmes, il existe donc une hiérarchie distincte quant aux potentialités, à la qualité des produits de même qu'au coût de la main-d'œuvre de chacune d'elles : dans tous les cas, les meilleurs rendements sont observés dans les « joint ventures » et les entreprises d'États. La compétition entre ces différentes firmes s'inscrit à l'intérieur d'un canevas, d'un « cycle de produits », dans lequel les firmes à bas salaires augmentent leurs ventes et leurs profits en imitant la qualité des produits introduits à un niveau plus haut de la hiérarchie ; les firmes dominantes s'efforcent à leur tour de maintenir leurs avantages en rehaussant la qualité et la variété de leurs produits.<sup>173</sup>

La compétition se voit intensifiée à l'intérieur d'un marché de produits industriels. Les premiers efforts chinois de réformes économiques ont permis à l'industrie rurale, auparavant confinée à la fabrication de matériaux locaux et au service des acheteurs locaux, de s'étendre à d'autres marchés, formule convoitée par le secteur industriel depuis longtemps.

L'expérience des réformes partielles créa un sentiment en faveur de l'émergence du marché même chez les tenants de la planification centralisée. À cet égard, Susan Shirk affirme que les entrepreneurs industriels de grande échelle sont passés de conservateurs mous soutenus par l'État à réformateurs actifs défiant le gouvernement central. La pensée des représentants de l'État et des dirigeants politiques a suivi des changements graduels similaires.<sup>174</sup>

#### 3.2.1.4. *Le processus de subjectivation des entreprises étatiques*

En fait, l'expérience des réformes des entreprises étatiques commença avant même l'enclenchement des réformes agricoles. En octobre 1978, sous la direction du secrétaire provincial du parti Zhao Ziyang, la province du Sichuan sélectionna six entreprises afin d'entreprendre une expérimentation ayant pour visée d'accroître l'autonomie de l'entreprise, incluant le droit de produire et de vendre des produits sur le marché après avoir rempli les quotas exigés par l'économie planifiée. Ces provinces reçurent également l'autorité de nommer leurs propres administrateurs occupant des postes de

---

<sup>172</sup> RAWSKI, Thomas G., 1995: « Implications of China's Reform Experience », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc), p. 1152.

<sup>173</sup> *Idem.*

<sup>174</sup> *Ibid.*, p.1154. De tels changements dans la mentalité des entrepreneurs nécessiteront d'ailleurs une réaction du PCC afin de canaliser les potentialités de leurs activités, une réaction qui s'inscrira dans l'exercice même du gouvernement. Nous aborderons en quoi consiste cette réaction au cours du chapitre suivant.



moyenne importance sans l'approbation du gouvernement central. Des systèmes particuliers de rétention des profits permirent à ces provinces de retenir certains revenus après avoir rempli les demandes des quotas planifiés.<sup>175</sup> En juillet 1979, le gouvernement central présenta cinq documents soutenant l'expansion de l'expérience de Sichuan à l'échelle nationale, toujours cependant sur une base expérimentale. À partir de 1980, près de 60 % des entreprises étatiques (en termes de valeur rattachées à la production) ont participé à l'expérimentation et ont ainsi obtenu une autonomie limitée. Par ailleurs, ces entreprises furent contraintes de placer les profits retenus dans trois fonds séparés : « (...) welfare (e.g. housing), bonuses, and production development. Enterprises had control over the use of the funds within each category. »<sup>176</sup>

La possibilité donnée à des entreprises sélectionnées de conduire leurs propres activités sur le marché, de choisir eux-mêmes un certain nombre de cadres œuvrant au sein de leur direction et de voir accroître leur contrôle sur leurs propres sources de revenu, toutes ces mesures contribuent à faire en sorte que ces entités commerciales puissent se développer comme sujets de leur propre existence, dans la mesure où cette « conscience » s'accorde avec les modalités définies par le Parti-État. Si tel est le cas, ces entreprises pourront déployer tout un champ de réponses, réactions, effets et inventions dans la conduite de leurs propres activités économiques.

### 3.2.1.5. *L'accroissement des potentialités des communes et des entreprises-brigades*

En juillet 1979, à l'ordre du jour du conseil étatique se trouvaient les enjeux concernant les « Règlements sur certaines questions concernant le développement des entreprises conduites par les communes populaires et les brigades de production ». Ces communes et ces entreprises-brigades n'étaient désormais plus restreintes seulement aux industries orientées vers l'agriculture, telle la production d'engrais et d'outils agricoles, mais purent développer des activités commerciales au sein de la majorité des industries non reliées à l'agriculture, industries auxquelles seules les entreprises étatiques avaient accès auparavant. De plus, les communes et les entreprises-brigades ne furent plus restreintes uniquement à employer des ressources locales ni à vendre uniquement leurs produits sur les marchés locaux. Parmi les industries dont la croissance fut la plus

---

<sup>175</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 234.

<sup>176</sup> *Idem.*

importante, on retrouve celles de la transformation des aliments, du textile, du vêtement, des matériaux de construction et des mines de charbon.<sup>177</sup>

### *3.2.1.6. Conclusions partielles*

Si une des réformes devait être choisie en raison de son importance pour caractériser le déclenchement de la transition visant l'instauration d'une économie de marché, ce serait certainement la décollectivisation de l'agriculture soutenue par l'implantation du système de responsabilité des maisonnées. Ce système a eu non seulement des effets sur le processus de production agricole et son rendement, il a également provoqué un changement dans la manière qu'ont les paysans de se représenter au sein de la collectivité. De plus, l'augmentation de la mobilité de la population rurale, la possibilité de vendre les surplus de production (soit après avoir rempli les quotas étatiques) sur le marché, la réhabilitation des marchés périodiques, l'ensemble de ces mesures ont permis aux producteurs agricoles de s'impliquer dans les décisions touchant la gestion de leurs excédents de production, soit de jouer un rôle progressivement actif dans la définition de leur subjectivité en tant qu'acteur économique. Par la suite, l'ouverture au commerce extérieur et aux investissements étrangers, notamment par l'instauration des ZES, la décentralisation fiscale, l'augmentation de l'autorité décisionnelle des entreprises d'État, la possibilité pour les entreprises privées de s'inscrire dans certains domaines de production auparavant réservés aux entreprises étatiques, permettront à certains administrateurs locaux et aux entrepreneurs (oeuvrant au sein du secteur tant public que privé) d'accroître leur champ d'action en matière de pratique économique. Les entreprises privées développées à partir de ces capitaux étrangers auront entre autres pour incidence d'émuler les entreprises étatiques qui devront s'inscrire en compétition avec elles sur le marché. Ainsi, le retrait progressif des interventions directes de l'État dans l'économie permet aux acteurs chinois de s'impliquer de plus en plus dans la définition même de leur subjectivité économique.

### *3.2.2. L'«âge d'or» des réformes (1984-1988)*

Entre 1978 et 1984, la production de céréales per capita passa de 319 à près 400 kilogrammes et la production d'autres produits agricoles s'accrût encore plus en raison

---

<sup>177</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 234.

de leur valeur plus élevée comparativement à celle des céréales.<sup>178</sup> Par conséquent, le revenu rural réel per capita augmenta de plus de 50 % au cours de cette période de six ans. Encouragés par le succès retentissant des réformes agricoles, au cours du mois d'octobre 1994, la troisième assemblée du 12<sup>e</sup> congrès du PCC adopta une motion visant l'implantation de réformes du système économique au sein des régions urbaines. Ce document constitue un changement idéologique significatif, décrivant le plan comme composante principale et le marché comme composante supplémentaire à l'économie planifiée. Le plan et le marché sont alors placés sur un pied d'égalité. Zhao Ziyang, secondé par Deng Xiaoping, devint l'acteur principal au sein du Parti dans l'élaboration du processus des réformes : Zhao fit de la « libéralisation de marchés à double prix<sup>179</sup> » et le « système de responsabilité contractuelle »<sup>180</sup> (au sein des entreprises étatiques), ses deux programmes principaux de réformes au cours de cette période.

### 3.2.2.1. *Un système, deux prix*

En mai 1984, le gouvernement central autorisa officiellement un prix du marché aux côtés du prix du plan en ce qui concerne les biens industriels ; cependant, une restriction obligeait les niveaux des prix du marché à demeurer dans un ratio de 20 % du prix du plan. Une telle restriction fut abandonnée en février 1985, et le système à double prix fut instauré : « Under this system, the planned prices were maintained as before, together with the planned quotas for delivery. However, the above quota quantities produced by SOEs [State Owned Enterprises] were allowed to be sold on the market and the prices were freely determined by market supply and demand. »<sup>181</sup> Ainsi, chaque bien produit possédait deux prix distincts : un prix du plan, et un véritable prix du marché qui lui n'était pas sous l'emprise de la régulation gouvernementale.

### 3.2.2.2. *Réformer les pratiques des entreprises étatiques : déterminer leur autonomie dans le système de responsabilité contractuelle*

Le système de responsabilité contractuelle (*chengbao zhi*) permet d'allonger la durée des contrats définis entre l'État et les entreprises étatiques, cette durée pouvant aller jusqu'à 3 ans. Comparativement aux autres cycles des réformes concernant les entreprises, le

<sup>178</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 234.

<sup>179</sup> Soit une traduction du «dual-track market liberalization».

<sup>180</sup> Soit le « contract responsibility system».

<sup>181</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 235.

système de responsabilité contractuelle donnait plus de droits de regard (et par le fait même de contrôle) aux administrateurs sur les activités et décisions touchant leurs entreprises. Toutefois, l'objectif premier était en fait de permettre aux entreprises de retenir davantage de leurs propres profits de même que de définir plusieurs moyens pour diviser les liquidités entre les entreprises et le gouvernement. Selon Yingyi Qian, à la fin de 1987, environ 80 % des entreprises étatiques « moyennes » et « larges » ont adopté le système de responsabilité contractuelle, et à partir de 1989, ce fut le cas d'une majorité des SOE, l'adhésion au système se poursuivant de manière croissante jusqu'en 1993.<sup>182</sup>

### 3.2.2.3. *La spécialisation des institutions bancaires chinoises*

Avant le début des réformes, il n'existait qu'une seule banque, soit la Banque Populaire de Chine (BPC)<sup>183</sup>, jouant les rôles à la fois de banque centrale et de banque commerciale. En 1983, le conseil d'État donna à la BPC le mandat d'agir en tant que banque centrale, et donc de transférer toutes ses opérations commerciales à d'autres institutions financières. Plus précisément, les opérations commerciales ont été divisées entre quatre banques :

(...) the Agriculture Bank of China (ABC) for the rural sector; the Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) for the industrial sector, the People's Construction Bank of China (PCBC) for long-term investment, and the Bank of China (BOC) for foreign exchange business. Since 1984, the four specialized banks have been allowed to compete for deposits and loans in each other's previously monopolized markets, and enterprises are allowed to open accounts with more than one bank.<sup>184</sup>

Par ailleurs, malgré le droit des entreprises de détenir des comptes bancaires dans plus d'une banque, il n'en demeure pas moins, soutient Yingyi Qian, que ces quatre grandes banques demeurent hautement spécialisées dans leur champ d'opérations.

### 3.2.2.4. *Poursuivre dans la logique des ZES : « ouvrir » certaines villes côtières*

En 1984, le succès tangible des quatre Zones Économiques Spéciales et des provinces du Guandong et Fujian a convaincu le gouvernement central de permettre à quatorze autres villes côtières d'obtenir le statut de « villes côtière ouvertes », ce qui leur donna une autorité nouvelle similaire en fait à celles détenues par les ZES : « Two coastal open cities, Shanghai and Tianjin, obtained authority to approve foreign investment up to \$30

<sup>182</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 235-236.

<sup>183</sup> Soit la traduction française de « People's Bank of China » (PBOC).

<sup>184</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 236.

million ; Dalian up to \$10 million ; and the remaining eleven cities up to \$5 million. »<sup>185</sup> Chacune de ces villes « ouvertes » détenait également l'autorité de mettre sur pied des zones de développement à l'intérieur de leur propre région afin d'appliquer un nombre croissant de politiques libérales et ainsi attirer plus de capitaux étrangers (et certains développements technologiques s'y rattachant). De plus, en 1988, Hainan fut inclus dans le lot des ZES les plus importantes au moment où elle obtint officiellement un statut de province.<sup>186</sup>

### 3.2.2.5. *L'essor des activités économiques extra-étatiques*

Une des réalisations les plus significatives au cours de la période 1984-1988 est l'entrée rapide et l'expansion des entreprises non-étatiques et ce tant dans les régions urbaines que rurales. Il est intéressant ici de souligner qu'en Chine, les entreprises non-étatiques font référence à la fois aux firmes privées et aux firmes « collectives » (i.e. détenues par les gouvernements locaux) définies en dehors de la planification étatique.<sup>187</sup> Ces firmes reçurent des contraintes budgétaires plus importantes (comparativement aux entreprises étatiques) tout en étant dotées cependant d'une structure interne plus avantageuse. Elles pouvaient également bénéficier indirectement d'une multiplicité de réformes touchant le secteur étatique, telles que la décentralisation fiscale, la réforme financière, le système de prix à « double rail » et l'accroissement de l'autonomie des entreprises étatiques. Voici un exemple de cet avantage indirect tel que présenté par Qian :

(...) fiscal decentralization provides incentives for local governments to develop nonstate enterprises because taxes thus generated were not subject to sharing. The dual-track price reform also made all the previous black markets legal, which greatly helped the growth of nonstate enterprises.<sup>188</sup>

Toutefois, les transformations les plus significatives observées à cette période se trouvent dans les régions rurales. Dès 1984, le gouvernement encouragea les paysans à investir dans les entreprises en tout genre ou encore à faire l'achat d'actions tout en encourageant les communautés et les paysans à unir leurs fonds pour ainsi mettre sur pied différents types d'entreprises suivant le principe d'une participation volontaire et de bénéfices mutuels. En mars 1984, les entités commerciales connues sous le nom de communes et

<sup>185</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 236.

<sup>186</sup> *Idem.*

<sup>187</sup> *Idem.*

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 236-237.

d'entreprises-brigades furent renommées « Entreprises de Communes et de Villages » (ECV), ces entreprises étant considérées comme des entreprises collectives. Les entreprises rurales, quant à elles, ont finalement obtenu l'appui du gouvernement central. Une libéralisation tangible fut appliquée aux entreprises rurales et les contraintes administratives précédemment appliquées lors de l'inclusion et de l'expansion des entreprises rurales au sein des divers types d'industries furent abandonnées : « After the abolition of the commune system, township and village governments enthusiastically supported rural industrialization because they relied heavily on the development of rural industry as the way to generate their revenue. »<sup>189</sup> Il n'est pas étonnant alors d'entendre les propos de Deng Xiaoping de 1987 affirmant que le plus grand accomplissement imprévu fut le développement des entreprises rurales (à la fois les EVC et les entreprises privées).<sup>190</sup>

#### 3.2.2.6. *Conclusions partielles*

L'instauration d'un prix du marché aux côtés d'un prix du plan, celle du système de responsabilité contractuelle poursuivent cet objectif développé lors de l'enclenchement des réformes visant à créer des incitatifs aux entreprises chinoises, tant étatiques que privées, pour les pousser à inscrire à des degrés divers (selon leur « nature ») leurs pratiques économiques sur le marché. La spécialisation des banques, la création de nouvelles « villes côtières ouvertes » et le soutien étatique aux développements des initiatives économiques privées permettent une croissance fulgurant de la production en Chine. Or, le rythme effréné de ces développements ne se fera pas sans créer des phénomènes et situations on ne peut plus problématiques.

#### 3.2.3. *Le péréclement et la consolidation des réformes, 1989-1993*

Les difficultés ressenties par l'inflation et la corruption de 1988 de même que la réaction politique suivant l'incident de la place Tienanmen de 1989 mirent les réformes économiques sur la glace. Un programme d'austérité économique fut instauré en 1989 et 1990 pour ralentir le développement effréné de l'économie. En fait, au cours de cette période, les conservateurs au sein du PCC ont gagné un pouvoir à la fois politique,

---

<sup>189</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 237.

<sup>190</sup> *Idem.*

idéologique, et militaire pouvant potentiellement s'opposer sérieusement à la poursuite des réformes. Pour illustrer, en 1990, ces mêmes conservateurs ont discuté de la possibilité d'une recollectivisation de l'agriculture et ont tenté de recentraliser les investissements et les pouvoirs financiers des provinces.<sup>191</sup>

Ces efforts eurent peu d'effets. Le gouverneur de la province du Guandong et le maire de la ville de Shanghai refusèrent de laisser le gouvernement central accroître sa mainmise sur une plus grande somme de revenus et plusieurs autres gouverneurs appuyèrent ce refus par la suite. D'un autre côté, l'impasse politique du gouvernement central ne provoqua pas l'arrêt du processus de toutes les réformes. En raison des efforts précédents de décentralisation, certaines réformes ont en fait gagné en vitesse d'exécution. En fait, les réformes mises en branle dans les régions du Sud se poursuivirent et prirent une longueur d'avance dans leur application comparativement aux autres régions, et ce en dépit des initiatives (voire de l'inaction) du gouvernement central.

Insatisfait du ralentissement économique<sup>192</sup> de même que de l'arrêt des activités au sein du PCC, Deng Xiaoping entamera son fameux « tour du sud » en janvier et février 1992 : « Using regional support for further reforms, Deng's visit ripped the political balance within the central government. »<sup>193</sup> Les réformes au niveau national ont atteint un nouveau sommet en 1992.

### 3.2.3.1. *Le retrait du système à double prix*

En 1990, en raison d'une politique monétaire – trop – rigide, les prix du marché déclinèrent, ce qui eut entre autres pour incidence de diminuer l'écart de valeur entre le prix du marché et le prix planifié. Ce constat eut pour effet d'accélérer la libéralisation des prix. La province du Guandong fut l'une des premières à s'aventurer dans la libéralisation de ses prix (des céréales notamment), et les autres provinces emboîtèrent le

---

<sup>191</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 237.

<sup>192</sup> Les taux de croissance du PIB de 1989 et 1990 étaient respectivement chiffrés à 4,4% et 3,9%. QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 237.

<sup>193</sup> *Idem.*

pas par la suite. En 1993, les doubles prix furent, à toute fin pratique, abandonnés pour la majorité des produits industriels.<sup>194</sup>

### 3.2.3.2. *Développer l'attraction des capitaux étrangers*

Dès 1992, la plupart des villes situées le long de la rivière Yangtze ainsi que sur les frontières du pays (particulièrement sur la côte) ont bénéficié de privilèges particuliers, et Shanghai a quant à elle obtenu une autonomie encore plus grande. Ces statuts économiques particuliers ont permis d'élaborer des zones de développement dont l'objectif premier était d'attirer des capitaux à la fois étrangers et nationaux. Cet effort d'attraction de capitaux eut également pour incidence de provoquer un essor important du secteur de l'immobilier: « For example, many inland cities established numerous development zones inside their regions to enjoy some of the tax benefits and autonomy, and in many cases without approval from the central government. »<sup>195</sup>

### 3.2.3.3. *Accroître l'autonomie des entreprises d'État malgré la tourmente*

L'incident de la place Tienanmen n'a pas provoqué l'interruption du système de responsabilité contractuelle ; au contraire, le système fut relancé grâce au document intitulé « Réglementations sur la transformation des mécanismes de gestion des entreprises industrielles étatiques » publié en juillet 1992 et qui dotait les administrateurs d'entreprises de quatorze nouveaux droits de contrôle (couvrant le commerce extérieur, l'investissement, le travail, les salaires, pour ne nommer que ceux-là).<sup>196</sup>

### 3.2.3.4. *Une relance de l'économie soutenue par les entreprises rurales*

Certaines entreprises rurales ont grandement souffert du programme d'austérité économique de 1989-1990 alors qu'elles subissaient d'importantes restrictions d'accès au crédit. Par ailleurs, en raison du fait que les entreprises rurales étaient considérablement orientées vers l'économie de marché et donc sous l'emprise de sérieuses contraintes budgétaires, elles se devaient de s'adapter rapidement : le taux d'emploi au sein des entreprises rurales augmenta de 10% en 1992 et de 17% en 1993, et la production industrielle eut une augmentation encore plus grande, initiant ainsi un redressement économique.<sup>197</sup>

---

<sup>194</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: « *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 238.

<sup>195</sup> *Ibid.*, p. 238.

<sup>196</sup> *Idem.*

<sup>197</sup> *Ibid.*, p. 238-239.



Parmi les autres impacts des réformes agricoles sur la structure familiale chinoise, il y a l'adoucissement des restrictions des populations rurales en matière de migration vers les villes et l'embauche d'employés « non résidents ». Ces mesures ont transformé considérablement la mobilité sociale des familles rurales. Au début des années 1990, la population dite « flottante » contenait jusqu'à 100 millions de personnes. Au départ, la plupart de ces villageois venaient seuls en ville et pour une courte durée.<sup>198</sup> De plus, depuis quelques années maintenant, les grandes villes de Chine se sont vues dotées d'un nombre croissant d'hôtels, de magasins et autres entreprises qui sont financés et gérés par des villageois, de même qu'elles ont vu la réémergence des aires résidentielles basées sur la provenance d'origine rurale telles que le village de Zhejiang de Beijing, par exemple. Une part importante des migrations des dernières années a impliqué des mouvements à l'intérieur même des régions rurales alors que les villageois cherchent à être embauchés dans les régions et villages les plus prospères.<sup>199</sup>

### 3.2.3.5. *Conclusions partielles*

Dès 1988, les problèmes de corruption couplés à une hausse importante de l'inflation et à l'instabilité politique amorcée par les événements de Tiananmen au printemps 1989 ont incité l'élite politique chinoise à opter pour un programme d'austérité économique. Paradoxalement, bien que cette période des réformes aura certes été la moins propice à l'émancipation des mesures visant le développement de l'économie de marché (considérant la recrudescence d'un conservatisme observable aux lendemains de 1989), c'est à l'intérieur de cette tranche des réformes que se déroulera un événement qui donnera un second souffle aux efforts d'implantation du marché pour la première moitié des années 1990 : le « tour du sud » de Deng Xiaoping. Cette prise de position personnelle du secrétaire général du PCC se verra alors le moteur soutenant la poursuite de la libéralisation des prix et de l'instrumentalisation des villes côtières employées comme « cobayes » dans l'expérimentation de nouvelles mesures néolibérales visant l'attraction croissante des investissements étrangers. Cette période d'austérité économique aura également été un puissant incitatif d'adapter les entreprises d'État aux

---

<sup>198</sup> Cette mobilité permettant un passage de courte durée des populations rurales dans les villes présentera un lot considérable de difficultés pour la gestion des populations urbaines. Nous le verrons plus loin dans la présente analyse. KING WHYTE, Martin, 1995: « the Social Roods of China's Economic Development », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc.), p. 1014.

<sup>199</sup> KING WHYTE, Martin, 1995: « the Social Roods of China's Economic Development », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc.), p. 1015.

pratiques du marché en consolidant la souplesse de leurs activités. De plus, les entreprises rurales, plus particulièrement les entreprises de communes et de villages, ont su concevoir cette période de ralentissement économique comme un impératif à l'exploitation de leur champ d'action possible sur le marché.

### ***3.3. La seconde phase de la transition économique chinoise à partir de 1994***

#### ***3.3.1. La prédominance des entreprises non-étatiques***

Les changements structurels majeurs de l'économie chinoise sont l'implantation et l'expansion du secteur non-étatique, et ce en dépit du fait que les réformes les plus importantes se soient concentrées sur le secteur étatique. En effet, c'est le dynamisme du secteur non-étatique qui propulsa le processus des réformes vers une autre phase. À la fin de 1993, en raison de la croissance du secteur privé, et ce en ne fermant aucune entreprise d'État, le secteur étatique ne constituait plus la portion majeure de l'économie. En général, l'industrie étatique représentait, en 1992, 48,4% de la valeur de rendement. À l'extérieur du plan, soit le secteur dit « non-étatique », les firmes collectives dominaient avec 38,2% alors que le secteur privé comptait pour 6,8% et les « autres » (soit les investissements étrangers, les « joint ventures ») représentaient 6,6% de la valeur de production de l'industrie chinoise.<sup>200</sup>

En dépit du fait qu'une étude de la Banque Mondiale démontra une grande variation à l'intérieur de l'ensemble de la Chine rurale, l'industrie collective nationale, possédée et gérée par des villes et des ensembles sous-jacents, représentaient 92% de la valeur brute de la production industrielle à ce niveau, l'industrie privée représentant, quant à elle, un maigre 8%. Le secteur privé a définitivement subi les contrecoups de la Révolution Culturelle :

The formal legal structures needed to protect property and commercial relations in the private sector are clearly inadequate. Moreover, private enterprises are constrained in their access to capital and raw materials. To avoid these problems, they frequently register as collectives or pay a "management fee" to possess some of the rights of collectives. Rather than competing with the administratively managed economy at the local level, the private sector complements it.<sup>201</sup>

Les quinze premières années du processus des réformes ayant réussi à atteindre l'objectif d'améliorer le niveau de vie moyen des Chinois, les réformes reçurent un appui

<sup>200</sup> DERNBERGER, Robert F., 1999: « the People's Republic of China at 50: the Economy » dans *The China quarterly*, *Op.cit.*, p.610.

<sup>201</sup> GOLDSTEIN, Steven M., 1995: « China in Transition: The Political Foundations of incremental Reform », dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p. 1117.

considérable de la population. Par ailleurs, à la fin de 1993, le système économique dans son entièreté se situait encore à mi-chemin entre une économie planifiée et une économie de marché. Au cours de cette seconde phase, l'économie chinoise se devait de répondre à trois objectifs majeurs : « (...) first, to set the goal of transition to a market system ; second, to establish market-supporting institutions incorporating international best practices ; and third, to privatize and restructure state-owned enterprises. »<sup>202</sup>

### 3.3.2. Définir les orientations du système de marché chinois : un processus évolutif

L'établissement des buts visés par le système de marché fut défini comme un processus évolutif tel qu'observé par les quatre événements constitutifs qui eurent lieu respectivement en septembre 1992, en novembre 1993, en septembre 1997 et en mars 1999.

#### *3.3.2.1. La volonté de créer une « économie socialiste de marché »*

Au cours de son périple dans les régions du Sud, Deng Xiaoping souligna le point voulant que le plan et le marché soient tous deux des moyens économiques. Il critiqua également le débat (tout en cherchant par la même occasion d'y mettre fin) souhaitant trancher la question à savoir si les réformes, telles qu'orchestrées jusqu'alors, étaient socialistes ou capitalistes. Voici la réponse du petit timonier : « (...) "Carry out a reform so long as it is beneficial to the increase of social productivity, the country's overall strength, and the peoples' living standards" (Bureau 1994, 240) »<sup>203</sup> Suite à cette remarque, un changement idéologique sans précédent eut lieu lors du quatorzième congrès en septembre 1992 alors que le PCC adopta l'objectif de créer une économie socialiste de marché comme but ultime des réformes chinoises. Ce bouleversement sera plus tard considéré comme la seconde vague d'émancipation de l'esprit. L'implication pratique de l'adoption d'une « économie socialiste de marché » fut rattachée à la politique appelée « retenir le grand et relâcher le petit »<sup>204</sup> (*zhuada fangzixiao*). L'idée de « relâcher le petit » visait à privatiser les petites entreprises étatiques ou à les laisser aller à la faillite. « Retenir le grand » visait plutôt à permettre à 300 des 1000 grandes entreprises (et groupes d'entreprises) déjà prospères de s'établir sur le marché

<sup>202</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 239.

<sup>203</sup> *Ibid.*, p. 239.

<sup>204</sup> Soit une traduction libre de « grasping the large releasing the small ».

mondial.<sup>205</sup> Cet objectif aux allures de slogan s'avèrera, nous le verrons au cours des chapitres suivant, une véritable onde de choc en raison de ses implications politiques profondes. En effet, la concrétisation d'une économie socialiste de marché ne vise pas seulement une refonte des pratiques économiques chinoises ; ce type d'économie sera en fait instrumentalisé afin de soutenir un enjeu politique de plus grande envergure et dont l'exercice du gouvernement constituera sans doute l'illustration la plus manifeste.

### 3.3.2.2. Documenter l'initiation du projet de système de marché en Chine

Dès 1993, le Groupe de direction des finances et de l'économie du Parti Communiste avec à sa tête le secrétaire général du parti Jiang Zemin, travailla à la préparation d'une stratégie générale visant la transition vers un système de marché. Le produit final des rencontres entre ce comité et plusieurs économistes fut le document intitulé « Décisions sur les enjeux concernant l'établissement d'une structure économique socialiste de marché », adopté par la troisième assemblée du quatorzième congrès du Parti en novembre 1993 : « With the objective of a market system in mind, this landmark document made major advances in the areas of reform strategy, a rule based system, building market-supporting institutions, and property rights and ownership respectively. »<sup>206</sup> L'adoption de ce document constitue un point tournant dans la transition chinoise vers l'économie de marché.

### 3.3.2.3. Soutenir la légitimité politique de la propriété privée

En vertu de la décision prise en novembre 1993, la propriété étatique était encore considérée comme la principale composante de l'économie alors que la propriété privée était, quant à elle, une composante complémentaire. Au cours du quinzième congrès du Parti Communiste Chinois tenu en septembre 1997, un autre changement sans précédent eut lieu, cette fois dans le domaine de la propriété : la propriété d'État fut rétrogradée au rôle de « pilier » économique alors que la propriété privée fut élevée au statut d'« importante composante » de l'économie chinoise. C'est à ce moment que l'élite politique chinoise devint plus clémentaire envers l'idée de propriété privée. Cet autre

---

<sup>205</sup> LIEW, Leong H, 2005: « China's Engagement with Neo-liberalism: Path Dependency, Geography and Party Self-Reinvention », dans *The Journal of Development Studies*, *Op.cit.*, p.331.

<sup>206</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 240.

bouleversement sera plus tard considéré comme la troisième vague d'émancipation de l'esprit.<sup>207</sup>

#### 3.3.2.4. *Doter le soutien de la propriété privée d'une dimension légale*

Le mois de mars de l'année 1999 marque l'intégration de la propriété privée et de l'État de droit dans la Constitution chinoise. Un amendement à l'Article 11 de la Constitution place le commerce privé et le secteur public sur un pied d'égalité. En outre, l'Article 5 de la Constitution fut amendé pour inclure le principe de « gouverner le pays en accord avec la loi » (tel que publié dans le China Daily du 16 mars 1999).<sup>208</sup> Ces amendements constitutionnels démontrèrent l'engagement de la Chine à créer une économie de marché basée sur l'État de droit.<sup>209</sup>

### 3.3.3. La deuxième phase des réformes, 1994-1998 : changements majeurs en cinq temps

#### 3.3.3.1. *Soutenir le commerce intérieur en dévaluant le yuan*

Avant 1994, la libéralisation et le commerce extérieur issus des marchés suivaient l'approche du double prix. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994, les allocations planifiées touchant le commerce extérieur furent complètement abolies : dès lors, il ne resta plus que le prix du marché. En décembre 1996, la Chine alla plus loin encore dans son processus de transition en annonçant: « (...) current account convertibility of its currency. However, it did not move to capital account convertibility but still maintained capital control. »<sup>210</sup> Ce contrôle serré de la valeur de la devise permit au gouvernement chinois et à son économie d'éviter d'être gravement touchés par la crise financière asiatique de 1997. Le cheminement de la Chine vers l'économie de marché illustre ici sa singularité : bien qu'une déréglementation des activités économiques des entreprises privés soit observable, l'intervention directe au sein de l'économie n'est pas complètement abolie du champ d'action du Parti-État chinois : ce dernier se permet encore d'agir sur la fixation de la valeur de sa devise.

#### 3.3.3.2. *Favoriser la discipline budgétaire dans la fiscalité et la taxation*

---

<sup>207</sup> Au cours du chapitre 3, nous verrons comment la légitimité de l'idée de propriété privée sera consolidée par la cooptation des entrepreneurs privés au sein du PCC

<sup>208</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 240.

<sup>209</sup> Dans le dernier chapitre de ce mémoire, la conception chinoise de l'État de droit sera explicitée plus en détails.

<sup>210</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 241.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1994, la Chine mit sur pied des réformes fiscales et de taxation dans l'optique de se conformer aux pratiques en vogue au niveau international. Ces réformes introduisirent une distinction claire entre les taxes au niveau local et national tout en développant l'ouverture de bureaux pour chacun des deux niveaux, chacun de ces bureaux étant en charge de sa collecte respective des taxes. En 1995, la Loi sur le Budget devint effective. Cette loi empêcha le gouvernement central d'emprunter de la banque centrale ou à d'autres sources de financement affichant un déficit dans la balance des dépenses et profits ; toutefois, le gouvernement central put encore soutenir un financement déficitaire dans ses dépenses en capitaux même s'il devait financer le déficit par le biais de bons gouvernementaux. La Loi sur le Budget imposa également des restrictions plus rigoureuses aux gouvernements locaux. Les gouvernements locaux de tous les paliers se devaient alors de présenter un budget équilibré (tout comme avant 1994 d'ailleurs...), et plus encore, la nouvelle loi amena le gouvernement central à exercer un contrôle serré sur l'échéance des bons tout en restreignant les emprunts sur les marchés financiers (ce qui constitue un changement par rapport aux pratiques antérieures).<sup>211</sup>

### 3.3.3.3. *Centraliser le contrôle des politiques monétaires*

Au moment où le vice premier ministre Zhu Rongji devint le gouverneur de la banque centrale en 1993, cette dernière vit ses opérations se centraliser. Dès lors, les branches locales de la banque furent sous l'unique supervision de son siège central, les gouvernements locaux se voyant alors relevés de cette responsabilité. C'est en 1995 que la Chine adopta la Loi sur la Banque Centrale afin de donner à celle-ci le mandat de définir la politique monétaire de manière autonome par rapport aux gouvernements locaux. Ces réformes ont réduit de façon substantielle l'influence des gouvernements locaux sur la politique monétaire de même que sur les décisions en matière d'allocations du crédit. En 1998, la banque centrale substitua ses 30 branches provinciales pour neuf branches régionales transprovinciales à l'instar du système de la Réserve Fédérale états-unienne. Cette réforme permit, elle aussi, de minimiser l'influence des gouvernements locaux sur les politiques monétaires.<sup>212</sup>

---

<sup>211</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 241.

<sup>211</sup> *Idem.*

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 241-242.

#### 3.3.3.4. Discipliner les institutions financières étatiques

Les leçons tirées au lendemain de la crise financière asiatique soulignèrent l'importance de la réglementation et de la prudence. À ce titre, la Chine s'est inspirée du modèle états-unien de régulation des banques que constitue le *Glass-Steagall Act* : « [...] not only is commercial banking separated from investment banking but commercial banks cannot hold shares in companies. »<sup>213</sup> Trois agences gouvernementales vont alors superviser respectivement les banques commerciales, les firmes de sécurité et les compagnies d'assurance. Avant 1998, l'État s'était toujours engagé à secourir les institutions financières en difficultés, mais pour la première fois depuis 1998, un certain nombre de banques de haut niveau (telles que la *Hainan Development Bank*) de même que des compagnies d'investissements (telles que la *Guandong International Trust Investment Company*) ont dû cesser leurs activités ou déclarer faillite. De telles nouvelles envoyèrent un message clair concernant le changement d'approche du gouvernement central : en effet, ce dernier fut déterminé à vouloir discipliner les institutions financières étatiques. Selon Yingyi Qian, même si le gouvernement dut absorber quelques coûts à court terme par de telles pratiques, il gagna aussi en crédibilité à plus long terme.<sup>214</sup>

#### 3.3.3.5. Restructurer la bureaucratie gouvernementale

Au début de l'année 1998, d'importantes réformes ont eu cours au sein de la bureaucratie gouvernementale. La plupart des ministères de l'industrie, tels que ceux du textile et de la machinerie, furent abolis pour ensuite être remplacés par des bureaux correspondants de taille plus modeste, ces bureaux qui plus tard seront inclus à l'intérieur de la Commission étatique de l'économie et du commerce. De plus, le nombre total de ministères à l'intérieur du gouvernement central passa de 45 à 29<sup>215</sup>, et le nombre d'employés civils fut réduit de moitié, passant de 8 à 4 millions.<sup>216</sup>

#### 3.3.3.6. La privatisation graduelle du secteur étatique et ses impacts sur l'emploi

La privatisation des entreprises étatiques et, par le fait même, la mise à pied des ouvriers s'y rattachant commença à être pratiquée sur une plus grande échelle en 1995. Ces privatisations furent en fait initiées par les gouvernements locaux à titre expérimental

---

<sup>213</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 242.

<sup>214</sup> *Idem.*

<sup>215</sup> Un changement similaire s'est d'ailleurs produit en 1998 cette fois-ci au niveau local.

<sup>216</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 242.

dans quelques provinces, soit Shandong, Guandong et Sichuan. Plus tard, le gouvernement central fit la promotion de cette pratique par le biais du slogan « grasping the large and releasing the small » (*zhuada fang xiao*). La privatisation des petites entreprises industrielles étatiques fut une stratégie déterminante pour le processus de transition économique chinois, puisque, contrairement à l'Europe de l'Est et à l'Union Soviétique, les entreprises industrielles étatiques chinoises étaient dominées à la fois par des entreprises de taille moyenne et petite. En 1993, ces entreprises industrielles étatiques de moyenne et petite tailles représentaient 95% du nombre total d'entreprises industrielles étatiques de même que 57% des emplois et 43% de la production pour le secteur étatique industriel. La plupart de ces entreprises étaient d'ailleurs sous la supervision du gouvernement de leur ville et de leur comté respectif. Or, à la fin de 1996, plus de 70 % des petites entreprises étatiques ont été privatisées dans des provinces pionnières en la matière et près de la moitié dans les autres provinces. Enfin, 10 millions de travailleurs provenant des entreprises d'État et des communautés urbaines furent mis à pied à la fin de 1996, et 11,5 millions de plus en 1997.<sup>217</sup> En 2001, les entreprises étatiques représentaient 27,3 % du total des entreprises industrielles et produisaient 44,4% de la production industrielle totale.<sup>218</sup> Selon Chun Lin, entre 1998 et 2002, l'emploi dans le secteur étatique fut réduit de presque un tiers avec un total de 26,8 millions d'emplois perdus, alors que le taux d'emplois créés n'a jamais haussé la barre des 20%.<sup>219</sup>

### 3.3.3.7. La rétrocession de Hong Kong et de Macao

En juillet 1997 eu lieu la rétrocession de Hong Kong, ce qui permettra à la Chine de réintégrer cette ancienne colonie britannique sous la souveraineté de Beijing (dans un cadre politique, économique et législatif très spécifique cependant) de même que Macao en décembre 1999 qui elle était anciennement sous la domination portugaise.<sup>220</sup>

L'accord sino-britannique permettant à la Chine de retrouver sa souveraineté politique sur la ville de Hong Kong engage toutefois le gouvernement central à garantir au territoire, pour une durée de 50 ans (soit jusqu'en 2047), une complète autonomie

<sup>217</sup> QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 243.

<sup>218</sup> LIEW, Leong H, 2005: « China's Engagement with Neo-liberalism: Path Dependency, Geography and Party Self-Reinvention », dans *The Journal of Development Studies*, vol.41, no.2, p.331.

<sup>219</sup> CHUN, Lin, 2006: *The Transformation of Chinese Socialism*, *Op.cit.*, p. 84.

<sup>220</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics in China*, *Op.cit.*, p.142.



économique, juridique et institutionnelle.<sup>221</sup> Ce traitement singulier de Hong Kong par le gouvernement central chinois s'illustre notamment par le statut de « Région Administrative Spéciale » (RAS) conféré à la ville. En ce qui a trait à sa représentativité internationale, Hong-Kong garde son statut de membre à part entière d'organisations transnationales à vocation économique et financière comme la Coopération Économique pour l'Asie-Pacifique (mieux connue sous l'acronyme anglais APEC [Asian-Pacific Economic Cooperation]) et l'Organisation Mondiale du Commerce.<sup>222</sup>

Pour sa part, l'ancienne colonie portugaise que constitue la ville de Macao est également devenue une RAS d'ailleurs définie sur le modèle de Hong-Kong.<sup>223</sup> Cette ville vivant quasi exclusivement du tourisme, « (...) Macao a l'ambition de devenir le Las Vegas de cette partie du monde, en diversifiant son offre touristique, jusqu'à maintenant fortement axée sur les jeux d'argent. »<sup>224</sup> Les rétrocessions de Hong Kong et Macao ont certes un rapport multifactoriel avec l'ensemble de l'économie chinoise qui n'a été qu'à peine survolé ici, seulement il s'agit, dans le cadre de cette analyse, de mentionner l'avènement de ces deux rétrocession pour mieux mettre l'emphasis sur l'emprise du gouvernement central chinois sur la souveraineté territoriale comme assise fondamentale du pouvoir politique.

#### 3.3.4. Conclusions partielles

Le début de la deuxième phase des réformes est en fait un marqueur en mouvement : l'expansion du secteur privé se poursuit, l'économie chinoise est alors encore en transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Le « tour du sud » du « Petit Timonier » ouvrira sur l'affirmation de créer une « économie socialiste de marché ». Le marché verra alors son statut au sein de l'économie chinoise considérablement rehaussé. Afin de poursuivre l'instauration des composantes-clés nécessaires au développement du marché en Chine, le Parti-État procédera à un certain nombre de réformes majeures. L'abolition des allocations planifiées concernant le commerce extérieur et le resserrement du contrôle de la devise, la promotion de l'équilibre budgétaire et la refonte des différents niveaux de taxation, la création

---

<sup>221</sup> CABRILLAC, Bruno, 2003: *Économie de la Chine*, Paris, Presses Universitaires de France, p.121.

<sup>222</sup> *Idem.*

<sup>223</sup> *Ibid.*, p.13.

<sup>224</sup> *Ibid.*, p.122.

d'instances assurant la supervision du système financier<sup>225</sup>, la restructuration de l'appareil gouvernemental et la privatisation progressive des entreprises d'État constituent les réformes majeures opérées au cours de cette seconde période définie par Qian Yingyi. À ce stade de l'instauration de l'économie de marché, force est de constater que les réformes dépassent largement le champ de l'économie. La sphère politique chinoise se voit profondément remodelée par l'effort économique visant l'instauration d'un système de marché.

### **3.4 Conclusion : les réformes économiques et l'accession à l'OMC**

Ainsi, le processus des réformes économiques présente une grande variété, d'une part, dans leur vitesse d'application d'une localité/province/région à une autre, et, d'autre part, dans les objectifs visés. Selon Chun Lin, bien les réformes ont été orienté, en cours de route, à l'instauration d'une économie de marché, un tel processus n'a pas cherché, et ce dès ses débuts, à faire disparaître le socialisme de l'économie chinoise. À ce titre, Chun se réfère à l'acception chinoise du terme réforme : « The very term « reform » (*gaige*) indicated the objectives of correcting, improving, revitalizing – hence realizing rather than reversing – the socialist cause. »<sup>226</sup>

L'enclenchement des réformes (1979-1984) fut l'occasion pour le PCC de chercher à corriger certains excès commis au cours de la période maoïste.<sup>227</sup> Le changement majeur d'orientation de l'époque aura certainement été de conduire le passage d'une préoccupation axée sur la lutte des classes vers un accent soutenu sur le développement économique. De plus, l'emphase sur la justification idéologique de la conduite du gouvernement sera, dans une certaine mesure, remise en perspective par l'implantation d'une vision pragmatique de la vérité dans les pratiques économiques soutenue par Deng. Le début des réformes aura surtout été marqué par la décollectivisation de l'agriculture. Parmi les mesures appliquées au cours de cette période, il y a une volonté d'ouverture économique (concentrée dans certaines régions où des « projets pilotes » ont été tenus), une décentralisation fiscale, une réforme des entreprises étatiques et un soutien aux communes et aux entreprises brigades permettant aux entreprises étatiques, collectives et

---

<sup>225</sup> Et plus particulièrement les banques commerciales, les firmes de sécurité et les compagnies d'assurance.

<sup>226</sup> CHUN, Lin, 2006 : *The Transformation of Chinese Socialism*, *Op.cit.*, p. 270.

<sup>227</sup> CABRILLAC, Bruno, 2003 : *Économie de la Chine*, *Op.cit.*, p.39.

privées de bénéficier d'une plus grande autonomie dans leurs activités tout en dotant le gouvernement central de mécanismes de contrôle des transactions et profits.

La période allant de 1984 à 1988 constitue, telle que présentée dans ce chapitre, un moment fort du processus des réformes économiques. Un tel essor est certainement soutenu par les réussites obtenues lors de la première phase et par les conclusions tirées des expériences menées dans certaines régions et entreprises de la Chine. Au cours de cette phase, le gouvernement central a mis de l'avant un ensemble de mesures « libérales » : l'approche des prix à « double rail », l'implantation du système de responsabilité contractuelle pour les entreprises étatiques, la réforme financière (permettant la résurrection de quatre types de banques aux objectifs distincts), l'extension de l'ouverture économique et l'inclusion et expansion des entreprises non-étatiques.

En raison des problèmes d'inflation observés par le développement effréné de l'économie, des nombreux cas de corruption répertoriés en 1988 de même que le désordre social alimenté par les événements de Tienanmen de 1989 (et la réaction politique qui s'y rattache), le gouvernement central a alors cherché à ralentir le processus des réformes en instaurant un programme d'austérité économique. Bien que le pouvoir politique des conservateurs se verra alors consolidé, la décentralisation des instances décisionnelles du Parti-État soutenue par une « tournée au sud » du « Petit timonier », permettra, à des vitesses d'exécution différentielles (selon les régions), la poursuite des réformes : abandon progressif des prix du Plan, poursuite de l'extension de l'ouverture économique (privilèges et autonomie accrus pour certaines villes côtières, dont Shanghai), réforme des entreprises étatiques et redressement économique soutenu par l'essor des entreprises rurales.

Une deuxième grande phase de transition économique se poursuit dès 1994. Cette phase sera marquée par une volonté du gouvernement central de définir les objectifs visés par l'instauration d'un système de marché en Chine. Le Parti-État sera alors l'instigateur de plusieurs propositions visant l'élaboration ces objectifs : l'orientation des réformes vers une « économie socialiste de marché », l'importance rehaussée de la propriété privée à la fois dans la représentation et la structure de l'économie chinoise et l'intégration de la propriété privée et de la « primauté » de l'État de droit comme principe de gouvernement (pris dans un sens large) dans la Constitution chinoise. Au cours de la période allant de 1994 à 1998, des réformes macroéconomiques majeures seront mises de l'avant :

abolition des allocations planifiées touchant le commerce extérieur, mise au diapason du système fiscal et de taxation avec les pratiques standardisées soutenues par les instances internationales, promotion de l'autonomie en matière de politique monétaire, contrôle soutenu visant la bonne marche du système financier et restructuration de l'appareil gouvernemental. La privatisation et la restructuration des entreprises d'État (provoquant notamment un nombre impressionnant de mises à pied difficile à résorber) permettront au secteur privé d'accroître ses potentialités pour ainsi donner une assise forte à l'économie de marché en Chine. Enfin, la rétrocession de Hong Kong et de Macao permettra au gouvernement central d'accroître, sous certaines conditions, sa souveraineté sur le territoire « chinois ». Un des caractères marquants des réformes économiques chinoises dans son ensemble est certainement son rythme à la fois lent et progressif. À ce titre, Bruno Cabrillac résume bien l'évolution du modèle officiel assigné à l'économie chinoise :

À « l'économie planifiée complétée par des mécanismes de marché » succède à partir de 1984 « l'économie planifiée des marchandises », puis en 1987 « la régulation du marché par l'État et des entreprises par le marché », en 1989 « la combinaison organique du Plan et du marché » et enfin, lors du deuxième voyage dans le sud de Deng Xiaoping en 1992, « l'économie socialiste de marché ».<sup>228</sup>

Pour permettre une compréhension plus complète du contexte politique et économique de la Chine contemporaine et poursuivre, par la même occasion, la réflexion sur les transformations opérées sur l'exercice du gouvernement du Parti-État chinois contemporain, il est nécessaire de dire quelques mots sur l'accession de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Il aura fallu 15 ans de négociations intenses pour que la Chine soit admise à l'OMC le 11 décembre 2001. Bien que la Chine ait été un des pays ayant contribué, en 1948, à la fondation de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce<sup>229</sup>, elle a tout de même décidé de quitter cette organisation commerciale internationale quelques années plus tard, alors qu'elle concentrait ses efforts à la fois politiques et économiques à l'appui de l'Union soviétique. Le gouvernement chinois a donc cherché à intégrer l'OMC, fondée elle en 1995, dans le but de faire partie de la dernière grande organisation

---

<sup>228</sup> CABRILLAC, Bruno, 2003: *Économie de la Chine*, *Op.cit.*, p. 41.

<sup>229</sup> Communément appelé le GATT en anglais (General Agreement on Tariffs and Trade).

internationale dont elle n'était pas encore membre.<sup>230</sup> Selon Joseph Fewsmith, plusieurs chercheurs soutiennent que la décision de la Chine de s'engager dans le processus d'accession à l'Organisation Mondiale du Commerce est intimement liée à l'accroissement de la crise du secteur étatique, à l'endettement qui détourne un part considérable des capitaux d'investissements (qui autrement auraient été destinés aux secteurs les plus productifs de l'économie) et à la menace du système financier dans son ensemble.<sup>231</sup>

Cette intégration sera certes des plus progressives : bien que pour la plupart des produits manufacturés, la réduction des droits de douanes et le démantèlement des barrières non tarifaires ait été rapide, le processus aura été plus lent pour les secteurs agricoles et tertiaires. L'objectif pour l'ouverture totale de l'économie de la Chine fut fixé à 2006.<sup>232</sup>

L'adhésion de la Chine à l'OMC a permis notamment d'éliminer les entreprises étatiques non rentables, de mettre un terme aux intérêts bureaucratiques à l'origine d'un certain paternalisme économique, de provoquer l'érosion du protectionnisme local et de chercher à poser des contraintes aux monopoles industriels.<sup>233</sup>

Alors que des chercheurs pensent que l'accession de la Chine à l'OMC constitue une pression externe importante obligeant le gouvernement central chinois à transformer ses pratiques en matière de gouvernance, Jeremy Paltiel n'en pense rien. Selon ce chercheur, l'engagement du Parti Communiste Chinois envers l'« État de droit » et l'« économie socialiste de marché » a précédé l'accession à l'OMC basée sur une forme de rationalité provenant du régime international de libre-échange.<sup>234</sup> En d'autres termes, l'accession de la Chine à l'OMC ne constitue pas la source de nouvelles normes ni une contrainte majeure ; elle agit plutôt à titre de standard d'universalité en légitimant l'équité procédurale, la transparence et la responsabilité sur la base des engagements soutenus par les dirigeants chinois.<sup>235</sup>

<sup>230</sup> GIPOULOUX, François: *La Chine du 21e siècle : une nouvelle superpuissance*, Paris, Armand Colin, p.175.

<sup>231</sup> FEWSMITH, Joseph, 2001: « The Political and Social Implications of China's Accession to the WTO », dans *The China Quarterly*, No.167 (sept), p.574.

<sup>232</sup> GIPOULOUX, François: *La Chine du 21e siècle : une nouvelle superpuissance*, *Op.cit.*, p.176.

<sup>233</sup> FEWSMITH, Joseph, 2001: « The Political and Social Implications of China's Accession to the WTO », dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p.574.

<sup>234</sup> PALTIEL, Jeremy, 2002: « China and the WTO: Joining the Competition – Playing to Win », dans *Issues & Studies*, vol. 38, no.2, p. 225.

<sup>235</sup> *Ibid.*, p. 226-227.

En somme, les impacts de l'intégration de la Chine au sein de l'OMC constituent une problématique des plus complexes dont les effets constituent un avantage pour certains secteurs de l'économie et un désavantage pour d'autres.<sup>236</sup> Par cette adhésion, la Chine se distance d'un mode de gestion étatique directe de l'économie pour se tourner vers la considération d'outils macroéconomiques.<sup>237</sup> Selon Jeremy Paltiel, tant et aussi longtemps que l'accession de l'OMC ne sera pas identifiée à des intérêts hostiles à la survie du Parti-État, il y aura un espace possible pour de nouvelles institutions et de nouveaux principes à intégrer au sein de la société chinoise.<sup>238</sup>

Une des caractéristiques permettant de distinguer la trajectoire du changement préconisé par la Chine pour passer d'une économie planifiée à une économie de marché est le fait que, contrairement aux régimes démocratiques de l'Asie de l'Est et aux États constitués lors de la chute de l'empire soviétique, la privatisation des avoirs de l'État vient à peine de commencer. La conduite d'une telle privatisation en Chine aura, dans les années à venir, d'imposantes conséquences politiques pour le régime communiste. Pour effectuer cette privatisation des avoirs étatiques, la Chine, grâce à la taille monstre de son économie (et du poids de cette dernière au sein de l'économie mondiale), pourra certainement résister aux pressions internationales. Ainsi, Walder affirme que la transformation future des formes de propriété du secteur étatique – encore de taille imposante – constitue plus une épreuve d'ordre politique que de l'ordre économique.<sup>239</sup>

Ainsi le projet d'instaurer une économie socialiste en Chine s'est développé considérablement au cours de la période dite de « réforme et d'ouverture ». Bien que les changements provoqués par la mise sur pied de ce projet soient énormes sur le plan de l'économie, ils seront encore plus importants selon nous en ce qui concerne leurs implications dans la sphère politique chinoise. En effet, pour permettre de réaliser cette économie socialiste de marché, ce sont non seulement les pratiques économiques qui doivent être repensées, mais aussi l'exercice même du gouvernement conduit par le Parti Communiste Chinois. Dans une perspective d'analyse étendue, l'objectif général du

---

<sup>236</sup> FEWSMITH, Joseph, 2001: « The Political and Social Implications of China's Accession to the WTO », dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p.589.

<sup>237</sup> *Ibid.*, p.575.

<sup>238</sup> PALTIEL, Jeremy, 2002: « China and the WTO: Joining the Competition – Playing to Win », dans *Issues & Studies*, *Op.cit.*, p. 234.

<sup>239</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, p.29.

prochain chapitre sera donc de poursuivre l'analyse généalogique du présent politique en cherchant à comprendre, à travers l'étude des composantes et dynamiques internes au PCC, ce qui permet d'opérer un changement dans la conception de l'exercice du gouvernement en Chine contemporaine.

#### **4. La première phase du processus de gouvernementalisation en Chine**

##### ***4.1. Introduction : étendre l'analyse généalogique à l'analyse des conditions politiques du présent chinois***

L'objectif principal de ce chapitre sera de définir les tactiques et stratégies observables dans la sphère politique contemporaine (soit depuis le début des réformes post-1978) afin d'élaborer, de rationaliser et centraliser les relations de pouvoir sous la caution des instances du Parti-État chinois. Considérant sa spécificité historique notamment en ce qui concerne la monopolisation du pouvoir politique, il sera d'emblée question de se pencher sur ce que Susan Greenhalgh et Edwin A. Winckler ont appelé la première phase du processus de gouvernementalisation en Chine : la construction de la capacité bureaucratique de l'État.<sup>240</sup> Cette approche constitue un premier regard sur la gouvernementalité chinoise<sup>241</sup> (soit la portion inscrite à l'intérieur de l'État). La conduite de cette portion de la gouvernementalité chinoise est donc l'objet d'un monopole préservé avec une poigne de fer par le régime autoritaire du Parti Communiste Chinois. À la suite des événements de Tiananmen de 1989, plusieurs chercheurs en sciences sociales ont prédit le déclin du PCC dans un délai de 3 ans (soit au moment de la chute – réelle – de l'Union Soviétique). En 1991, alors que la prédiction n'a pas eu lieu, ce délai est alors passé à 9 ans. La suite est connue : non seulement le PCC a-t-il survécu, mais il a su étendre son pouvoir en établissant des branches au sein des bâtiments résidentiels nouvellement établis et des usines privées.<sup>242</sup> Dans une perspective d'analyse plus large, cette étude de la première phase du processus de gouvernementalisation chinoise s'inscrit dans l'analyse généalogique du présent politique amorcée au chapitre précédent : ce troisième chapitre soulignera donc surtout les conditions politiques et historiques de l'exercice du gouvernement en Chine contemporaine.

Selon Kjeld Erik Brodsgaard et Zheng Yongnian, le Parti Communiste Chinois demeure au centre du pouvoir politique et ne sera pas mis de côté dans un futur proche. Ainsi, il est nécessaire de réinsérer le PCC dans l'étude des problématiques sociales et politiques

<sup>240</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 23.

<sup>241</sup> La gouvernementalité contemporaine chinoise sera approfondie plus longuement dans le cadre du chapitre 4.

<sup>242</sup> HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy: A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 192.



chinois.<sup>243</sup> L'étude de la gouvernementalisation contemporaine chinoise sera analysée en quatre thèmes : la structure organisationnelle du PCC et le survol de ses plus hautes instances; les stratégies d'affrontement des regroupements factionnels; l'adhésion au PCC comme mécanisme ultime d'assujettissement des sujets d'action déterminants et la caractérisation des promoteurs de la gouvernementalisation chinoise contemporaine.

#### ***4.2 L'organisation du PCC : un survol de ses plus hautes instances***

D'entrée de jeu, il est nécessaire de passer en revue les différentes caractéristiques inhérentes aux instances du Parti Communiste Chinois les plus dominantes dans le processus de gouvernementalisation des relations de pouvoir contemporaines en Chine.

##### ***4.2.1. Le Congrès du Parti et le Comité Central***

En théorie, au sommet de la pyramide du Parti se trouve le Congrès National du Parti (CNP) et son Comité Central (CC), lequel prend en charge les fonctions du Congrès lorsque ce dernier n'est pas en session. Or, dans les faits, le pouvoir se trouve au sein du Bureau Politique (BP), son Comité Permanent<sup>244</sup> (CP), et, dans une moindre mesure, au sein du secrétariat. Le Congrès doit être organisé tous les cinq ans et, à titre de mesure institutionnelle post-Mao, cela est effectivement le cas.<sup>245</sup>

##### ***4.2.1.1. Le Système de Représentants Permanents du Parti (SRPP)***

Le Système des Représentants Permanents du Parti (SRPP) constitue un ensemble de positions permanentes pour la période du Congrès du Parti. Ils sont permanents, en ce sens où les représentants du Parti exercent leurs droits et pouvoirs quotidiens. Les représentants du Parti sont munis de cinq droits de base : le droit à l'élection; le droit de discuter des politiques majeures; le droit d'évaluer les dirigeants du Parti; le droit d'agir à titre de surveillant et enfin le droit de proposer une motion.<sup>246</sup>

Comme le nombre de délégués participant au Congrès est très élevé (2048 délégués lors du 15<sup>e</sup> Congrès du Parti se tenant du 12 au 18 septembre 1997) et que l'événement en soi est de courte durée, il est plutôt rare que les enjeux de la plus haute importance soient débattus à cette occasion. D'un autre côté, la fonction symbolique du Congrès est extrêmement importante en termes de promotion de l'unité et du partage du pouvoir au

<sup>243</sup> BRODSGAARD, Kjeld Erik et Zheng Yongnian, 2006: « Introduction: whither the Chinese Communist Party », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 2.

<sup>244</sup> À défaut de trouver une meilleure traduction pour l'expression : « Standing Committee ».

<sup>245</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.85-86.

<sup>246</sup> HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy: A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 201.

sein du Parti tout en servant de jalon à la ponctuation de l'histoire du PCC : « Importantly, the Congress formally elects, although in reality it approves candidates to the CC that are proposed by the ongoing Politburo and senior leadership. »<sup>247</sup>

Au moment où le Congrès du Parti n'est pas en période de session, le CC devient, en théorie, l'organe politique à la tête du PCC. Bien que les réunions du Comité Central n'aient pas lieu sur une base plus fréquente que le Congrès du Parti<sup>248</sup>, le nombre important de membres qui y siègent suggère encore que cette instance ne peut être de premier ordre dans le processus décisionnel du Parti. Il est vrai que de vifs débats peuvent avoir lieu au cours des sessions plénières du CC, mais il n'en demeure pas moins que ces sessions ont pour but premier d'approuver les brouillons des documents produits par le Parti.<sup>249</sup>

#### 4.2.2. Le Bureau Politique et son Comité Permanent

Le Bureau Politique (BP) et son Comité Permanent (CP) sont les organes les plus importants du PCC : ils siègent au cœur du processus décisionnel. Les statuts définissant chacun de ces organes ne donnent que très peu d'indications sur les pouvoirs du BP et de son CP, affirmant simplement que ces organes sont élus par le Comité Central, que le Bureau Politique a la tâche de convoquer les sessions plénières du CC et qu'au moment où le CC n'est pas en session, le BP et son CP en exercent les fonctions et pouvoirs. Il n'existe que peu d'information sur les opérations du Bureau Politique proprement dites, excepté le fait que ses réunions sont fréquentes et que la discussion à ces moments serait sans contrainte.<sup>250</sup> L'augmentation de la taille du BP à travers le temps (11 membres en 1949 et 23 en 1997) signifie qu'en 1956, le Comité Permanent du Bureau Politique fut mis sur pied à titre de « cabinet interne ». Ce comité fonctionne donc depuis 1956 et constitue la plus haute autorité collective du Parti.<sup>251</sup>

#### 4.2.3. La Commission Centrale des Affaires Militaires

De tout temps, une certaine autonomie militaire a persisté en Chine. Depuis sa fondation en 1982, la Commission Centrale des Affaires Militaires (CCAM) a su atteindre un statut relativement indépendant face au pouvoir étatique. La CCAM constitue le véhicule

<sup>247</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.86.

<sup>248</sup> Le CC se réunit une fois l'an pour des sessions plénières.

<sup>249</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.86.

<sup>250</sup> *Ibid.*, p.89-90.

<sup>251</sup> *Ibid.*, p.90.

principal à travers lequel le Parti assoit son contrôle sur le système militaire, et plus particulièrement sur la gestion de l'Armée Populaire de Libération<sup>252</sup>. Il existe également une commission d'État, mais sa composition est identique à la CCAM et sans réelle importance. En fait, la commission d'État que constitue la CCAM a été formée afin de donner l'impression que le système militaire était subordonné à l'État plutôt qu'au Parti : « In particular, this was done with respect to possible reunification with Taiwan ; the military was thus portrayed as one of the Chinese state rather than the CCP. »<sup>253</sup>

Dans l'échelle hiérarchique du Parti, la CCAM est subalterne au Bureau Politique; dans la réalité, la gestion des activités de la Commission Centrale des Affaires Militaires est hors de la portée de ce dernier :

This has been a long tradition that can be traced back to the practice of Mao who deliberately separated the party/state system and the military system under the formula 'zhengzhiju yizheng, junwei yijun', namely, the Poliburo's realm is state affairs and the CMC's is military affairs.<sup>254</sup>

Deng Xiaoping a d'ailleurs tâché de consolider cette tradition. En 1982, de sa propre initiative, la Constitution de la République Populaire de Chine stipula que la CCAM exerce l'ultime pouvoir de commander les forces armées du pays.<sup>255</sup>

#### 4.2.4. Des principes organisationnels aux modes d'action calculés

Le principe organisationnel à la base du Parti est en fait le centralisme démocratique, exigeant que les individus soient subordonnés à l'organisation et que la minorité soit subordonnée au comité central. Ce principe en vient alors à créer une structure hiérarchique organisationnelle ayant la forme d'une pyramide. À la base se trouve un réseau regroupant quelques 3,51 millions d'« organisations primaires du Parti » basées dans les unités de travail, les quartiers d'habitation ou dans les villages et aux endroits où l'on retrouve trois membres du Parti et plus. Un deuxième principe de grande importance se trouve dans l'idée d'une direction collective : celui-ci fut élaboré afin de contrer la tendance au règne d'une seule personne, tendance on ne peut plus présente dans une structure « hiérarchiquement » structurée comme le PCC. En fait, les statuts du Parti interdisent toutes les formes de culte de la personnalité. Les comités du Parti, et ce peu

<sup>252</sup> JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, p.64.

<sup>253</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.92-93.

<sup>254</sup> JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.64.

<sup>255</sup> *Ibid.*, p.64-65.

importe le niveau désigné, sont appelés à combiner la direction collective et la responsabilité individuelle sous une division du travail.<sup>256</sup> Un troisième principe concerne la protection des droits des minorités au sein du Parti : ce principe cherche à permettre à chacun des membres de défendre des points de vue différents de ceux soutenus par l'organisation et d'en faire part lors des réunions du Parti afin d'en discuter. Dans le cas de profondes mésententes, les individus peuvent présenter leurs points de vue aux instances supérieures (ce qui comprend le Comité Central). Par ailleurs, ni les normes du Parti ni ses disciplines internes ne fonctionnent en accord à de telles règles : les réseaux personnels et les factions définissent, de manière significative, la conduite du PCC. De plus, il existe une tendance continue à la gouverne par des personnes plutôt qu'une gouverne par des institutions.<sup>257</sup> La notion de principe employée par Tony Saich pour désigner ce qui définit la manière dont l'organisation des instances supérieures du PCC fonctionne rappelle des éléments de la définition de Juan J. Linz d'un régime autoritaire, notamment l'idée que ce type de système politique est dirigé par un groupe restreint où les limites de l'exercice du pouvoir sont mal définies quoique plutôt prévisibles.

#### 4.2.5. Circonscrire l'élite politique actuelle chinoise

L'élite politique chinoise comprend tous les cadres possédant le rang de magistrat de comté ou de chef de division en montant :

In 1998, there were roughly 500,000 people who held such positions: 900 in the central party apparatus, 2,500 with the rank of minister or provincial governor, another 39,000 down to the level of prefecture or bureau chief, and the remaining 466,000 down to the county and division chief level. Virtually, all of these people – over 95 percent – are members of the Communist Party.<sup>258</sup>

Le Parti Communiste Chinois constitue le plus grand parti politique au monde avec ses 66 millions de membres dont 45 millions d'entre eux n'ont pas de postes assignés.<sup>259</sup> Les membres du Parti représentent seulement 8 % de la population adulte totale et seulement

---

<sup>256</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.80.

<sup>257</sup> *Ibid.*, p.81.

<sup>258</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 20.

<sup>259</sup> HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy: A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, p. 192.

25% de ces membres sont des cadres au sein du Parti (soit 15 millions sur 66).<sup>260</sup> Cette faible participation politique au sein de la Chine permet d'appuyer l'idée que le processus de gouvernementalisation conduit par le PCC s'inscrit dans un régime autoritaire. Toutefois, selon Andrew Walder, les membres du PCC peuvent tous être considérés comme faisant partie de l'« élite » de la société chinoise par le fait qu'ils entretiennent une relation particulière avec la hiérarchie du Parti et qu'ils forment le bassin dans lequel les futurs cadres de l'État et – éventuellement – l'élite politique seront sélectionnés. Or, la grande majorité des membres du Parti ont des occupations « ordinaires » n'impliquant pas d'autorité réelle.<sup>261</sup>

Ainsi, l'élite politique comptant 500 000 personnes ne peut gouverner le pays sans obtenir l'assujettissement des 40 millions de cadres de l'État, et plus particulièrement encore des 38 % d'entre eux membres du Parti. De plus, la bureaucratie de l'État ne peut être dirigée sans une coopération active et une allégeance des 45 millions de membres du Parti qui œuvrent en-dehors de la bureaucratie étatique.<sup>262</sup>

#### 4.2.6. Le système Nomenklatura

Fondamentalement, le système de Nomenklatura est un système de sélection qui donne aux comités territoriaux de chacun des niveaux administratifs du Parti un pouvoir monopolistique afin de choisir les représentants officiels pour les postes sous leur juridiction. Ces juridictions sont, quant à elles, déterminées par le gouvernement central, et plus précisément encore par le Bureau Politique. Chacun des comités inclus dans le Comité Central du Parti possède une liste de positions sur lesquelles il détient l'autorité finale quant au processus de sélection.<sup>263</sup> La persistance de ce système peut être vue comme une « survivance » de la période totalitaire ; or, le système de Nomenklatura, de même que l'ensemble de l'appareil bureaucratique du Parti-État chinois, subira les effets des réformes économiques post-1978. De plus, ce « droit de veto » du CC reflète, encore une fois, une caractéristique du régime autoritaire soulevée par Linz.

---

<sup>260</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.20.

<sup>261</sup> *Idem.*

<sup>262</sup> *Ibid.*, p.21.

<sup>263</sup> BURNS, John P, 2006: « The Chinese Communist Party's nomenklatura system as a leadership selection mechanism », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, p. 34.

#### 4.2.6.1. *Un processus de sélection des cadres décentralisé*

L'autorité permettant de prendre les décisions inhérentes à la sélection des leaders chinois, bien que relativement centralisée, a été décentralisée vers les bureaux régionaux supra-provinciaux du Parti (particulièrement au cours des années 1952-1954) et aux comités provinciaux et préfectoraux du PCC depuis 1984.<sup>264</sup> Cette décentralisation du système de Nomenklatura rendait l'approbation première du gouvernement central nécessaire seulement pour les assignations aux niveaux ministériel et provincial (moins de cent nouvelles assignations furent définies en 1984). Dans certains cas, le nombre de postes requérant l'approbation du gouvernement central a diminué de façon drastique.<sup>265</sup> Pour illustrer la lourdeur de l'appareil bureaucratique au cours des années 1980, le propos de Dali L. Yang est des plus choquants : « [...] the city of Beijing had to seek the permission of the Communist Party's Political Bureau just to increase the price of a box of matches from two cents to three cents. »<sup>266</sup>

#### 4.2.7. *Conclusions partielles*

Le Parti Communiste Chinois constitue, pour reprendre le propos de Linz sur la définition du régime autoritaire, une composante de premier ordre de l'existence d'un pluralisme limité et revendique le même monopole du pouvoir politique que les partis totalitaires<sup>267</sup> en assumant certaines fonctions similaires.<sup>268</sup> En dépit des principes d'unité et de leadership collectif qui guident les relations de pouvoir au sein du PCC, ce sont en fait les réseaux personnels et les regroupements factionnels, des formes particulières d'individuation, qui conduisent le processus de gouvernementalisation au sein des plus hautes instances du Parti, et en particulier au sein du Bureau Politique et de son Comité Permanent. Or, considérant le fait que les interactions entre les différents réseaux personnels et les factions ne sont pas entièrement constitués de modes d'action

<sup>264</sup> BURNS, John P, 2006: « The Chinese Communist Party's nomenklatura system as a leadership selection mechanism », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 34.

<sup>265</sup> Pour illustrer, dans le cas de la Banque Populaire de Chine, cette diminution fut de l'ordre de 87%. BURNS, John P, 2006: « The Chinese Communist Party's nomenklatura system as a leadership selection mechanism », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 35.

<sup>266</sup> DALI, L. Yang, 2001: « Rationalizing the Chinese state: The political economy of government reform », dans CHAO, Chen-min et Bruce J. Dickson: *Remaking the Chinese State: Strategies, Society and Security*, New York, Routledge, p. 20.

<sup>267</sup> D'ailleurs, l'instauration du pouvoir politique par le PCC sous Mao Zedong fut développée par le maintien d'un système totalitaire.

<sup>268</sup> Ces fonctions seront soulevées à travers l'analyse des formes de *gouvernance autoritaire* incluses dans l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale présentée au prochain chapitre.

entièrement déterminés et déterminables, la subordination du système militaire par rapport à l'État et une décentralisation du pouvoir politique (à l'instar du système Nomenklatura) sont nécessaires pour permettre un contrôle efficient sur ce processus de gouvernementalisation.

Les modes d'action à l'intérieur de la structure organisationnelle du Parti Communiste Chinois sont également liées aux interactions de l'élite politique chinoise. Ces relations provoquent des mécanismes émergents de partage du pouvoir. Il est donc nécessaire de poursuivre la présente réflexion sur la gouvernementalisation contemporaine chinoise en tâchant de décrire les stratégies employées par les réseaux politiques informels, les factions, pour mieux comprendre les motifs d'affrontements pour la conduite des relations de pouvoir au sein du PCC.

#### ***4.3. Les stratégies d'affrontement des factions***

L'insistance sur les pratiques factionnelles au sein du PCC permet de souligner la dimension informelle (« mal définie » selon Juan J. Linz) qui contribue à la définition des limites de l'exercice du pouvoir du Parti.

##### ***4.3.1. La « Bande de Shanghai » et les leaders de « tuanpai »***

Une faction très importante au sein du PCC porte le nom de « Bande de Shanghai ». L'identification des membres de ce groupe peut se faire à partir de trois critères principaux : ils ont fait progresser leur carrière à travers une association politique avec Jiang Zemin ou Zeng Qinghong à Shanghai; une majorité, sans être la totalité, sont nés à Shanghai, Jiangsu ou Zhejiang; les membres apparemment plus proches de Zhu Rongji que de Jiang Zemin ou Zeng Qinghong sont exclus. Entre 1989 et 2002, alors que Jiang Zemin agissait à titre de Secrétaire Général du PCC, presque aucun représentant officiel (députés secrétaires du Parti ou maires et vice-maires) de haut niveau provenant de régions diverses ne fut transféré vers le comité ou le gouvernement du Parti de Shanghai. Jiang et Zeng ont contrôlé fermement les choix des leaders de Shanghai et ont continuellement promu les membres de la bande de Shanghai au sein du gouvernement central.<sup>269</sup>

---

<sup>269</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTNER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield, p. 109.

Les leaders qui obtiennent de hautes fonctions au sein de la Ligue des Jeunes Communistes Chinois (LJCC) représentent un groupe important au sein du Comité Central (12% voire plus si les carrières mixtes sont incluses), les membres de la LJCC ont longtemps été perçus comme les successeurs naturels de la direction du Parti. Plusieurs d'entre eux ont établi des contacts politiques spécifiques avec Hu Jintao : on les surnomme les leaders *tuanpai* en raison du fait qu'ils considèrent Hu comme un modèle à suivre. La plupart de ces membres de la Ligue des jeunes ayant déjà entretenu des liens politiques étroits avec Hu Jintao ont été promus pour faire partie des élites provinciales des provinces intérieures. Les membres *tuanpai* constituent vraisemblablement l'un des réseaux politiques informels les plus solides au sein du Comité Central. Si des luttes intestines devaient éclater entre les leaders les plus hauts placés, les *tuanpai* seraient certainement des alliés politiques de Hu.<sup>270</sup>

Bien que ces deux factions soient très influentes au sein du Parti, ni les membres de la bande de Shanghai ni les leaders *tuanpai* n'ont pu obtenir un contrôle complet du Comité Central ou du Bureau Politique. Dans le cas de sessions de votes, chacune des factions doit marchander avec l'autre, voire avec d'autres groupes factionnels. Parmi les liens factionnels les plus importants au sein du Politburo de 2002, on retrouve donc la « bande de Shanghai », « les représentants *tuanpai* », le « parti des lignes princières », la « clique de Qinghua », la « faction du pétrole », pour ne nommer que ceux-là.<sup>271</sup>

#### 4.3.1.1. La dépendance réciproque des factions

La coexistence de différents réseaux politiques suggère une certaine dispersion de l'influence et de la balance du pouvoir. L'augmentation du nombre de canaux régionaux et professionnels à travers lesquels les nouveaux dirigeants font avancer leur carrière crée différents types de diversification des influences politiques. Cette interdépendance entre les différentes factions suggère que les compromis politiques peuvent et doivent survenir fréquemment : « More PB members are affiliated with Jiang and Zeng than with Hu, but the power distribution may not be as disparate as it seems, because princeling backgrounds and the Shanghai gang are unpopular among many other Chinese leaders. »<sup>272</sup>

<sup>270</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 108.

<sup>271</sup> *Ibid.*, p. 109.

<sup>272</sup> *Ibid.*, p. 111.



Dans chacun des 5 organes de leadership politiques les plus importants au sein de la République Populaire de Chine contemporaine, les deux positions les plus importantes sont remplies par un dirigeant de chacune des deux coalitions les plus influentes, soit par les représentants *tuanpai* et la *bande de Shanghai*. Un tel arrangement n'est en aucun cas, soutiennent Cheng Li et Lynn White, de l'ordre de la coïncidence ; il reflète plutôt le désir au sein de l'« establishment » politique chinois de maintenir une balance du pouvoir entre les intérêts opposés. Alors que la Ligue des Jeunes et de la bande de Shanghai sont sans contredit les deux factions politiques les plus puissantes dans la Chine d'aujourd'hui, le nombre de sièges occupés par chacune d'elles au Bureau Politique et au Comité Central demeure limité. Chacune d'elles se doit alors de s'engager activement dans la consolidation de coalitions afin d'accroître leur influence respective.<sup>273</sup>

Même de manière informelle, les politiciens peuvent soutenir leur propre carrière en établissant des liens avec plus d'une faction latente ou actuelle, plutôt que de le faire avec un seul groupe. Les nouveaux leaders ont souvent été rattachés à différentes unités géographiques et bureaucratiques. Leurs liens, lorsque consolidés avec succès, ont pu transcender les divisions des réseaux politiques importants. Cette façon particulière de « marchandage » rend les factions interdépendantes les unes des autres : elle crée des impératifs poussant à créer des coalitions.<sup>274</sup>

#### 4.3.2. L'établissement de liens clients-patrons

Le pouvoir personnel et les relations impliquant des individus puissants constituent des éléments décisifs du système politique chinois et de sa société. Bien qu'une telle composante tende à s'effacer alors que les réformes sont de plus en plus inscrites dans le cadre institutionnel, la plupart des Chinois reconnaissent très rapidement que le meilleur moyen de survivre et de se développer au sein du Parti se trouve dans l'entretien de relations personnelles (*guanxi*) avec un dirigeant politique puissant. Ainsi, le leadership politique chinois recèle plusieurs réseaux de relations personnelles et se voit dominé par des liens patrons-clients. Ce système de liens tend à faciliter la formation de factions au

---

<sup>273</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006 : « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party : Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 111.

<sup>274</sup> *Ibid.*, p. 105.

sein du leadership.<sup>275</sup> La base de ces factions réside dans une confiance réciproque et une loyauté construite sur plusieurs décennies. Ce processus de formation de factions est également relié à des intérêts régionaux et institutionnels, quoique la nature des liens personnels rend difficile l'identification de ces mêmes intérêts : « The venom with which an individual is denounced is often difficult to understand unless one knows that person's history and relationships »<sup>276</sup> Il est donc primordial de comprendre la nature informelle du corps politique chinois afin de mieux saisir la nature du processus d'élaboration de politiques.

#### *4.3.2.1 Le poids politique des factions et l'affaiblissement du système Nomenklatura*

Le système Nomenklatura fournit une structure pour les systèmes de relations réciproques (des réseaux) permettant aux membres et à leurs parentés (et leurs amis) d'obtenir des traitements de faveur. En ce sens, le système de Nomenklatura a fourni une structure permettant aux factions au sein du Parti de s'étendre à l'ensemble de l'appareil politique chinois. En raison d'une asymétrie dans l'accès à l'information et du caractère incomplet du système juridico-légal, l'accessibilité des ressources que permet le système Nomenklatura pour les membres et leurs réseaux peut avantager ces derniers dans plusieurs aspects de leur vie : de la candidature à des emplois jusqu'aux requêtes d'avancement et de mise à pied.<sup>277</sup> Selon John P. Burns, le favoritisme, le népotisme et une tolérance (voire une promotion dans certains cas) des pratiques de corruption ont fait en sorte que le système Nomenklatura chinois a vu, à plusieurs reprises, l'efficacité de sa procédure affaiblie. D'autant plus que les leaders les plus influents cherchent à contourner le système afin d'imposer des dirigeants politiques qui ne sont pas soutenus par le processus de sélection de l'organisation.<sup>278</sup>

La réponse des dirigeants politiques à la manifestation estudiantine de 1989 montre de quelle manière ce système de relations de pouvoirs individuels construits sur plusieurs décennies demeure de loin encore plus important que l'État de droit et les fonctions formelles attribuées officiellement à des personnes. Il y a plus : les événements de la

---

<sup>275</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.83.

<sup>276</sup> *Idem.*

<sup>277</sup> BURNS, John P, 2006: « The Chinese Communist Party's nomenklatura system as a leadership selection mechanism », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 37.

<sup>278</sup> *Ibid*, p. 46.

place Tienanmen soulignent de quelle manière, dans le cas d'une absence de mécanismes institutionnels permettant d'accommoder les dissensions graves, le système nécessitait désespérément une figure à l'instar de Mao jouant le rôle d'arbitre final dans les désaccords politiques. De manière croissante, Deng Xiaoping a glissé dans le même mécanisme de gouverne personnalisée « à la Mao ».<sup>279</sup>

Jiang Zemin a également suivi l'exemple de ses prédécesseurs. D'abord, en mai et juin 1989, des rumeurs provenant de Deng circulaient à l'intérieur du Parti affirmant que Jiang allait être considéré comme le « noyau » de la troisième génération du leadership. Cette affirmation devint le credo à réciter pour tous les dirigeants du Parti. Par ailleurs, Jiang Zemin a lui aussi tenté d'assurer son influence au-delà de 2002 lorsqu'il cessa d'agir à titre de secrétaire général du Parti. De plus, des critiques furent régulièrement émises à l'endroit de Jiang pour sa propension à favoriser les leaders de Shanghai avec lesquels il entretient des liens factionnels étroits.

À partir de 1985, dans le but d'inciter les aînés siégeant dans les hautes sphères du Parti à prendre leur retraite, un nombre important de fils et de garçons de ces retraités ont pu obtenir des positions officielles de niveau intermédiaire au sein du PCC en guise de compensation<sup>280</sup>

L'analyse des carrières des nouveaux leaders chinois soulève le même paradoxe soutenu par John P. Burns. Les canaux formels permettant le développement des carrières ont affecté la sélection des élites, tout comme le népotisme et les réseaux politiques informels (par exemple les liens scolaires, les liens de sang, les affiliations régionales et les liens patrons-clients). Les nouveaux « poids-lourds » au sein de l'élite politique chinoise ont tous fait avancer leur carrière politique par le biais des connections personnelles (les *guanxi*). Cela est d'ailleurs vrai pour Hu Jintao, Wen Jiabao, Zeng Qinghong et Wu Bangguo. Par ailleurs, ces derniers ont tous démontré un intérêt plus prononcé que leurs prédécesseurs à chercher une légitimité à travers des normes institutionnelles.<sup>281</sup>

---

<sup>279</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.84.

<sup>280</sup> BURNS, John P, 2006: « The Chinese Communist Party's nomenklatura system as a leadership selection mechanism », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 49.

<sup>281</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 105.

#### 4.3.3. Au-delà des factions : la lutte de pouvoir sur la définition du rôle du Parti

##### 4.3.3.1. La réforme pragmatique

À la tête du Parti, les opinions sur le rôle du Parti au sein du système politique s'orientent vers deux pôles principaux : la réforme pragmatique et l'orthodoxie traditionnelle.<sup>282</sup>

Zhao Ziyang proposa une explication éclairante de la vision pragmatique au cours du 13<sup>e</sup> Congrès du Parti en 1987. Le terme pragmatique est employé afin de mettre l'accent sur l'idée voulant que les réformes proposées sont d'abord définies afin d'accroître l'efficacité économique. Les propositions des pragmatistes en appelèrent à une redistribution du pouvoir à la fois horizontalement aux organes étatiques de même niveau et verticalement aux organes du Parti et de l'État situés plus bas dans l'échelle administrative. Le Parti avait dominé, et continue de le faire, le domaine exécutif, législatif et judiciaire à un point tel que l'idée de penser que ces domaines sont indépendants du Parti relève de la fiction. L'intention des pragmatistes était que le PCC puisse exercer son leadership politique sans s'impliquer directement dans la routine de travail du gouvernement :

In particular, Zhao proposed that the dual holding of both government and party posts would be stopped, party administrative departments that carried out the same functions as those in the state sector were to be abolished as was the system of party committees ruling over academic and economic organizations.<sup>283</sup>

Plus important encore, le système de groupes-noyaux du Parti au sein du gouvernement et dans d'autres de ses organisations externes se devait d'être aboli. Après le 13<sup>e</sup> Congrès du Parti, ces réformes ont commencé à être appliquées à travers l'ensemble du système politique, bien que l'atmosphère de dissension qui suivit les sévices de l'été 1989 ont mené à un retournement de situation. Zhao lui-même reconnut qu'il existait un pluralisme politique limité sous le leadership du PCC. Se distançant de la vision moniste commune de la pensée du PCC et de l'idée d'une application uniforme des politiques, Zhao reconnut que « les visions spécifiques et les intérêts des masses peuvent différer les uns des autres et que, considérant que les conditions varient d'une localité à une autre, nous ne devons pas chercher à obtenir l'unanimité dans tout. »<sup>284</sup> De manière similaire, le groupe des pragmatistes accepta l'idée voulant que les experts et les intellectuels puissent

---

<sup>282</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.100-101.

<sup>283</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>284</sup> *Idem.*

obtenir un niveau plus élevé de liberté comme condition préalable pour leur contribution à l'élaboration de politique. Ces propos menèrent à une plus grande tolérance de la « dissension » mais aussi à la protection des droits du peuple par le biais d'un système juridique. Or, la reconnaissance d'un pluralisme limité n'était pas affirmée dans l'intention de mener à l'accommodement des factions au sein du Parti, contrairement à ce que souhaitaient certains intellectuels pro-réformes. Cette même reconnaissance était plutôt considérée comme étant le seul moyen de maintenir le leadership du Parti lors d'épisodes de grands changements.<sup>285</sup>

Les réformes visant le développement d'une économie de marché requièrent que de nouveaux groupes au sein de la société aient la chance de participer au processus double de formulation et d'application des réformes. Au sein d'un environnement aussi changeant, les pragmatistes réalisèrent que le Parti devait se trouver un nouveau rôle et concevoir de nouvelles institutions agissant à titre de médiateurs entre le Parti et les sections officiellement sanctionnées de la société. Les réformateurs pragmatistes ne considéraient pas de telles mesures comme un affaiblissement du contrôle du Parti, loin de là. De telles réformes furent plutôt conçues afin de consolider le leadership du PCC.<sup>286</sup> Ainsi, la montée en puissance des pragmatistes au sein du PCC constitue une condition très importante permettant la reconsidération de l'exercice du gouvernement dans cette période de grands changements provoqués par le début du processus des réformes. Par ailleurs, aux visées pragmatiques de certains membres du Parti s'oppose l'orthodoxie léniniste

#### 4.3.3.2. *Les tenants de l'orthodoxie léniniste*

Alors que ni Hu Yaobang vers la fin de 1986 ni Zhao Ziyang au milieu de 1989 voyaient les protestations des étudiants comme une menace importante, les traditionalistes au sein du Parti considéraient ces manifestations comme une épreuve sérieuse aux principes fondamentaux du règne du Parti. C'est d'ailleurs cette vision de la menace des organisations autonomes qui domina la pensée de la majorité du leadership supérieur en ce moment qui poussa ce dernier à appliquer des mesures drastiques à l'encontre des organisations indépendantes, et ce qu'elles soient une organisation ouvertement politique

---

<sup>285</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.102.

<sup>286</sup> *Idem.*

telle que le Parti Démocratique de Chine ou un mouvement basé sur la foi tel que le Falungong ou d'autres mouvements religieux d'avant-garde.<sup>287</sup>

La vision orthodoxe s'oppose aux réformes politiques d'envergure et au risque d'une trop grande perte de contrôle du Parti en raison des conséquences de la libéralisation dans le contexte social chinois. Les tenants d'une telle vision résistent aux efforts visant à assouplir l'emprise du Parti sur l'État et la société et cherchent continuellement à vouloir institutionnaliser la domination du PCC. Ils sont aussi particulièrement concernés par les mesures visant à assouplir le contrôle du Parti dans les milieux de travail. Avec la décentralisation des pouvoirs décisionnels limités vers les unités de travail, les tenants de la vision orthodoxe jugent importants que le Parti puisse préserver un rôle important au sein des entreprises afin d'empêcher les unités de travail de ne trop se distancer des politiques du Parti central. Ainsi, il y a une emphase sur le besoin du Parti de consolider les niveaux de base et la considération voulant que le travail politique et idéologique continue d'être soutenu sérieusement.<sup>288</sup> Au cours des années 1990, cette vision orthodoxe fut prédominante, et ce à un point tel qu'un nombre important de réformes définies au cours du 13<sup>e</sup> Congrès du Parti ont été abandonnées ou ralenties. Lors du 15<sup>e</sup> Congrès du Parti, non seulement Jiang Zemin rejeta l'idée d'un système politique à la manière occidentale mais aussi des propos de Zhao Ziyang sur l'acceptation du pluralisme au sein du Parti :

Instead he proposed « multi-party cooperation and consultation under party leadership » and increased control over the press and media. Such reforms as were proposed were in terms of strengthening the legal system, consolidating the programme of village elections, and continuation of the civil service reforms (a cornerstone of the 14<sup>th</sup> Party Congress proposals).<sup>289</sup>

#### 4.3.4. Conclusions partielles

La surdépendance du leadership chinois sur les relations personnelles rend le système politique instable. En dépit d'une apparence d'organisation impressionnante de durabilité, le PCC est en fait vulnérable à un déclin très rapide. Au moment où des disputes ont lieu entre les dirigeants des différentes factions et réseaux de liens patrons-clients, ces disputes ont des répercussions à la grandeur du système politique menant à des sanctions de personnels qui se voient accusés d'avoir supporté la « mauvaise

---

<sup>287</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p. 102

<sup>288</sup> *Ibid.*, p.103.

<sup>289</sup> *Idem.*

ligne ».<sup>290</sup> De plus, de manière paradoxale soutient Burns, le népotisme et le favoritisme observables dans le recrutement des cadres est devenu généralement répandu à une période où les critères impliquant l'éducation et l'expertise technique sont devenus plus importants que les antécédents de classe et l'expérience révolutionnaire.<sup>291</sup> La force des différentes formes de luttes intestines (par l'entremise des factions et des réseaux personnels) soulignent à nouveau l'adéquation entre la définition du régime autoritaire suggérée par Linz et le processus de gouvernementalisation conduit par le PCC. La défense des préceptes léninistes par l'aile « conservatrice » du Parti Communiste ne remet pas en question la nécessité de redéfinir le rôle du Parti dans l'exercice du gouvernement; toutefois, cette tranche du PCC lutte pour la préservation des principes fondateurs du Parti, particulièrement dans le cas où des réformes viennent contredire la légitimité de ces principes. La dualité entre pragmatistes et léninistes-orthodoxes sera reflétée, nous le verrons clairement au cours du chapitre suivant, à travers le caractère hybride du nouvel art chinois de gouvernement observable dans la Chine d'aujourd'hui. Afin de consolider ce processus devant les menaces d'instabilité causées par les tensions intestines entre les factions et autres réseaux d'allégeance, le PCC doit miser sur des stratégies d'assujettissement d'une tranche de la population, soit celle appelée à jouer un rôle actif dans l'organisation, d'une part, et des cadres membres de l'élite politique, d'autre part. Ces stratégies et tactiques sont d'autant plus importantes qu'elles sauront contribuer à favoriser à la fois la discipline et la ligne du Parti au sein des membres du Parti Communistes Chinois.

#### ***4.4. L'adhésion au PCC : la stratégie ultime d'assujettissement des sujets d'action déterminants***

Le statut de membre du Parti Communiste Chinois constitue, sans aucun doute, une stratégie d'assujettissement de premier ordre afin de soumettre le sujet-citoyen chinois au contrôle et à la dépendance du Parti. Alors que le nombre des membres du Parti est peu élevé, le PCC s'est toujours enorgueilli de son exclusivité, avec une proportion de membres représentant moins de 5% de la population totale. Ses statuts ne donnent pas d'éclaircissements sur une telle exclusivité et contiennent des règles détaillées sur

<sup>290</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.84.

<sup>291</sup> BURNS, John P, 2006: « The Chinese Communist Party's nomenklatura system as a leadership selection mechanism », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 46.

l'encadrement de l'adhésion des membres et les tâches et comportements qui leur incombent. Les critères actuels d'adhésion des membres ont changé au fil du temps, ce qui reflète des changements dans l'idéologie et les politiques de recrutement. Contrairement à nombre des statuts antérieurs, ceux définis en 1982 reconnaissent que l'expérience de classe n'est désormais plus un facteur significatif en Chine et fournissent une définition extrêmement vaste des critères d'éligibilité.

Un secrétaire du Parti oeuvrant au niveau d'une commune suggère trois exigences nécessaires pour être admis au sein du Parti : être proactif dans la quête de devenir riche, suivre les politiques du Parti (i.e. obéir à la discipline du Parti et à la loi), et être jeune et posséder une bonne formation académique.<sup>292</sup> Ce propos constitue clairement un mode de subjectivation déterminé par le Parti-État quant aux préoccupations que doivent avoir les membres pour être à même de se considérer comme tel. Ce commentaire illustre du même coup une forme d'objectivation à travers laquelle le PCC souhaite que ses membres se constituent comme sujet de leur propre existence. En d'autres termes, ce propos illustre l'implication du membre dans le processus de subjectivation passant par un rapport à soi.

Concrètement, les critères d'adhésion des membres peuvent être définis comme suit :

Any Chinese worker, member of the armed forces, intellectual or any other revolutionary who has reached the age of 18 and who accepts the party's programme and statutes and is willing to join and work actively in one of the party's organizations, carry out the party's decisions and pay membership dues regularly. To become a probationary member an applicant must be supported by existing members, accepted by a party branch after "rigorous examination", and approved by the next highest level of party organization.<sup>293</sup>

La période d'approbation dure environ un an, période durant laquelle le progrès du candidat est estimé et l'éducation prise en charge. Si tout va bien, l'adhésion complète d'un membre sera accordée par l'assemblée générale de l'adhésion des membres du Parti et approuvée par un niveau plus élevé.<sup>294</sup> Le statut de membre du Parti Communiste Chinois (et le statut virtuel de « non-membre » qui s'y rattache) permet de montrer la considération clairement affirmée du Parti-État pour la division État-société. Cette constatation vient d'ailleurs appuyer la thèse voulant que l'exercice du gouvernement

---

<sup>292</sup> HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy : A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 197.

<sup>293</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.93.

<sup>294</sup> *Idem.*



conduit par le PCC s'inscrive dans un *régime autoritaire* et non dans un *système totalitaire*.

#### 4.4.1. Le niveau de scolarité : une forme de revitalisation du PCC

Les mécanismes de mobilité permettent d'observer les processus qui modifient les caractéristiques des membres du Parti et des cadres de l'État. En examinant ces changements, il faut, soutient Andrew G. Walder, garder en tête deux possibilités :

(...) whether the elite has been able to maintain a broad popular base among party members and incorporate groups excluded in the past, and whether the changing characteristics of party members and cadres may turn them into agents of political change rather than conservative, backward-looking opponents of political evolution.<sup>295</sup>

En observant trois phases distinctes de l'histoire contemporaine de la Chine (1949-1977 : l'ère maoïste, 1978-1986 : l'ère des réformes, 1987-1996, l'ère post-Tienanmen), Walder observe que les hommes et les cadres ont, dans les trois périodes, toujours été plus enclins à joindre le Parti que les autres catégories à l'étude. Les cadres « ordinaires » de l'État n'ayant pas encore joint le Parti ont été ciblés comme des membres potentiels. Dans le passage à travers les trois périodes mentionnées, un des changements marquants est certainement le déclin de l'impact d'avoir un père membre du Parti<sup>296</sup> : l'emphase, au cours de la période maoïste, sur les certificats politiques hérités de la famille ont presque disparu, ouvrant ainsi plus largement l'adhésion au Parti à ceux dont les parents ne sont pas membres. Une autre tendance étonnante également est l'augmentation du taux de diplomation de niveau collégial comme indice d'adhésion au Parti. Après 1988, le fait d'avoir suivi une éducation de niveau collégial rend l'éventualité de joindre le Parti jusqu'à 6 fois plus probable, soit de loin l'indicateur simple le plus important pour prédire une éventuelle adhésion au PCC. De plus, l'indice du niveau d'éducation collégiale est de loin plus significatif que celui relié à l'éducation de niveau secondaire. Cet accent prononcé sur le recrutement des personnes ayant fait des hautes études – et la réponse favorable (et ce de manière croissante) de ces dernières face au recrutement – n'impliquent pas toutefois une négligence à l'endroit des autres groupes de la société. Bien qu'ils soient recrutés maintenant à des taux bien plus bas que les personnes ayant fait des hautes études, les paysans et les ouvriers, qui représentent encore aujourd'hui la

<sup>295</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.21.

<sup>296</sup> *Ibid.*, p.22.

vaste majorité de la population, constituent la grande majorité des membres du Parti au niveau national.<sup>297</sup>

Depuis le début des années 1990, alors qu'une pluralité de partis communistes s'effondraient autour du globe et que les économies s'y rattachant plongeaient dans une récession prolongée, le Parti Communiste Chinois a su étendre sa base au sein des membres plus jeunes et mieux éduqués de la génération post-Tienanmen.<sup>298</sup>

#### 4.4.2. De nouvelles tendances observables dans la formation des sujets-citoyens membres du PCC

L'institutionnalisation des critères technocratiques de même que les critères d'âge pour le leadership du PCC au cours des réformes montrent clairement l'effort visant à trouver un équilibre dans la proportion de dirigeants de « sang neuf » et d'« aînés » au sein de l'organisation. Sous la direction de Deng Xiaoping, aux débuts des années 1980, le Parti a commencé à recruter de nouveaux membres provenant d'horizons sociaux et occupationnels plus diversifiés.<sup>299</sup> Au cours de la période révolutionnaire, le PCC fut dirigé surtout par d'anciens paysans et d'autres où l'éducation acquise la plus importante aura été l'expérience de la guerre. Maintenant, les échelons les plus élevés du Parti-État sont dirigés par des ingénieurs. Ce « renversement technocratique » a eu lieu surtout au cours des Congrès du Parti de 1992 et 1997. Les 9 membres du Comité Permanent nouvellement formés sont tous des ingénieurs. Ils ont également tous passé la majeure partie de leur carrière en tant que fonctionnaires du Parti.<sup>300</sup>

Trois nouvelles tendances peuvent être observées par des données récentes concernant l'éducation et l'expérience professionnelle des dirigeants chinois. Premièrement, la fraction de dirigeants politiques possédant une éducation de niveau collégial a maintenant atteint des sommets inégalés. Deuxièmement, bien que les 9 membres du Comité Permanent soient tous des ingénieurs, le pourcentage général de technocrates ingénieurs au sein du Comité Central a commencé à décliner. Des économistes et des avocats, dont certains possèdent une expérience dans le domaine humanitaire et des sciences sociales, sont maintenant présents au Comité Central. Troisièmement, un

---

<sup>297</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.23-24.

<sup>298</sup> *Ibid.*, p.24.

<sup>299</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 84-85.

<sup>300</sup> *Ibid.*, p. 85.

nombre plus important de leaders ont étudié à l'étranger. De manière générale, le niveau de scolarité a augmenté au sein du PCC :

In the whole Congress, the portion of delegates with junior college degrees or better also rose: 71 percent in 1992, to 84 percent in 1997, 92 percent in 2002. This was the trend throughout the party too, because among all 66, 3 million CCP members by the Sixteenth CC, 15, 4 million had obtained at least junior college degrees. This is 23 percent of the whole party. Two decades earlier, in 1982, the college-educated portion CCP members was only 4 percent.<sup>301</sup>

Par ailleurs, il serait inexact d'affirmer que la plupart des leaders politiques chinois ont obtenu une expérience au collège seulement par le biais des écoles du Parti (et encore moins par l'École Centrale); une part importante d'entre eux a étudié dans les universités d'élites de Chine.<sup>302</sup>

#### *4.4.2.1. De l'importance de l'éducation collégiale comme critère d'ascension politique*

Au cours de l'ère post-Mao, les standards politiques ont décliné alors que les standards en matière d'éducation ont augmenté à un point tel que l'adhésion au Parti et l'éducation collégiale ont échangé leur place respective : l'éducation collégiale est devenue l'indice singulier le plus important dans l'étude du recrutement des cadres au sein du PCC. Inversement, un intérêt de grande importance est porté par la génération post-Tienanmen possédant une éducation collégiale à l'égard de l'adhésion au Parti : l'éducation de niveau collégial triple les chances d'obtenir un poste de cadre.<sup>303</sup>

#### *4.4.2.2. Les études à l'étranger: une croissance marquée par des conditions incitatives*

Une autre tendance importante dans le domaine de l'expérience académique des membres du Comité Central s'observe dans l'émergence d'une quantité croissante d'étudiants ayant séjourné à l'étranger. En considérant les politiques attrayantes, l'essor de l'économie, voire d'autres facteurs, le pourcentage de ces « retours » s'est accru et continue de s'accroître. Bien que plusieurs des membres de ce groupe d'élites émergentes ne sont retournés en Chine que tout récemment, certains d'entre eux ont d'importants postes de direction. Toutefois, en dépit du fait que le nombre de « retournés » membres du Comité Central s'est accru en 2002 comparativement à 1997,

---

<sup>301</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 96.

<sup>302</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>303</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.25.

leur taux de présence en général demeure modeste, soit 6% de tous les membres du Comité Central.<sup>304</sup>

#### 4.4.3. L'adhésion des entrepreneurs au PCC : des sujets d'action de première importance au temps des réformes

L'accession à une plus grande mobilité sociale pour les Chinois oeuvrant dans le domaine des affaires constitue un changement historique majeur. La société chinoise traditionnelle sous-estimait les marchands (maintenant appelés des entrepreneurs).<sup>305</sup>

Lors du Congrès National du Parti en 2002, pour la première fois dans l'histoire, les entrepreneurs privés furent considérés comme un groupe distinct. 17 d'entre eux sont devenus membres du présidium du Congrès, et certains d'entre eux furent élus au Comité Central. Plusieurs de ces entrepreneurs admis au sein du Parti ont reçu leur éducation en ingénierie, alors que d'autres ont gradué en économie.<sup>306</sup>

Néanmoins, le pourcentage d'entrepreneurs (et plus spécifiquement ceux œuvrant dans le domaine privé) présents dans le leadership politique chinois demeure peu élevé. Un récent sondage officiel conduit en 2004 par le Département du Front Uni du Comité Central du PCC soutient que 34% des propriétaires d'entreprises privées étaient membres du Parti Communiste Chinois :

This study also shows that the percentage of CCP members among private entrepreneurs increased significantly during the last decade – from 13 percent in 1993, to 17 percent in 1995, 17 percent in 1997, 20 percent in 1999, and 29, 9 percent in 2002. This 2004 study shows that more than half (52 percent) of the private entrepreneurs with the CCP memberships have at least junior college educations.<sup>307</sup>

Les réformes économiques post-1978 ont soulevé un débat au sein du PCC entre ceux cherchant à protéger les traditions du Parti tout en tentant de préserver leur propre position et ceux approuvant les manœuvres du Parti favorisant son adaptation et facilitant ainsi les changements économiques.<sup>308</sup>

---

<sup>304</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 102.

<sup>305</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>306</sup> *Idem.*

<sup>307</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>308</sup> Cette lutte s'inscrit d'ailleurs dans l'opposition entre pragmatistes et léninistes orthodoxes. DICKSON, Bruce J, 2006: Cooptation and Corporatism in China: The Logic of Party Adaptation, dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 120.

#### 4.4.3.1. La cooptation des entrepreneurs : une stratégie controversée

La création d'une économie de marché a permis d'élaborer de nouvelles opportunités dans la poursuite d'objectifs personnels qui n'exigent pas l'adhésion systématique au parti. En effet, le fait d'être membre du PCC serait maintenant considéré par certains comme néfaste à l'atteinte de réalisations individuelles. Les nouvelles entreprises privées et collectives financées par des investissements étrangers s'implantent si rapidement sur le marché que le Parti n'a pas même le temps de créer des organisations officielles à l'intérieur de la plupart d'entre elles ; pire, la plupart n'ont pas un seul employé membre du Parti.<sup>309</sup>

Certains vétérans membres du PCC se trouvèrent irrités par la présence d'entrepreneurs nouvellement prospères au sein du Parti, ces premiers ayant l'impression que leurs contributions à la révolution se voyait trahie par les nouveaux engagements du Parti envers la croissance économique.<sup>310</sup> Craignant que des influences bourgeoises puissent se répandre en son sein, le PCC cessa le recrutement des entrepreneurs privés au titre de membres après l'adoption de la loi martiale de 1989 : les entrepreneurs déjà membres ne purent dès lors plus tenir des positions officielles.<sup>311</sup> En septembre 1995, le département de l'organisation affirma que le Parti n'admettrait pas d'entrepreneurs privés au sein de ses membres, sous le prétexte – marxiste – qu'ils ne sont que des capitalistes exploitant la force de travail.

En dépit de la constance d'une telle méfiance dans la définition des politiques centrales concernant le recrutement des entrepreneurs privés au cours des années 1990, les comités locaux du Parti arrivèrent tout de même à contourner les restrictions :

Some local party committees classified private enterprises as collective or joint stock enterprises, thereby allowing them to recruit their leaders while remaining in technical compliance with the central ban. The head of the organization department in an unspecified city in Shandong defended the practice of recruiting entrepreneurs, who had proven their innovativeness, administrative skills, and ability to produce wealth, which he claimed were the main criteria for party membership.<sup>312</sup>

---

<sup>309</sup> DICKSON, Bruce J, 2006: Cooptation and Corporatism in China: The Logic of Party Adaptation, dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 136.

<sup>310</sup> *Ibid.* p. 126. Un sondage pan-national mené en 1995 montrait que 17,1% des entrepreneurs privés étaient membres du PCC alors qu'en 2004, 30 % des entrepreneurs sont des « capitalistes rouges ». *Idem.*

<sup>311</sup> *Idem.*

<sup>312</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 126-127.

En fin de compte, c'est le secrétaire général du PCC, Jiang Zemin, qui recommanda, au cours d'un discours lors du Jour du Parti le 1<sup>er</sup> juillet 2001, de lever l'interdiction du recrutement des entrepreneurs et des autres élites au sein du Parti Communiste Chinois.<sup>313</sup> Paradoxalement, la cooptation des entrepreneurs privés au sein du PCC fut chose plus courante au moment où cette pratique fut officiellement interdite qu'au moment où elle fit partie intégrante de la politique officielle.<sup>314</sup>

#### 4.4.4. L'assujettissement des cadres par la « capacitation »: le rôle de l'École Centrale du PCC

Si l'adhésion en tant que membre permet la soumission et le contrôle d'une portion de la population chinoise, le rôle de l'École Centrale du Parti<sup>315</sup> (ECP) permet de déterminer la subjectivité des sujets-citoyens. Cette école est donc employée par le PCC afin de soumettre leur individualité à un ensemble de mécanismes spécifiques, à un ensemble de disciplines contribuant à l'assujettissement des cadres chinois au mode de subjectivation déterminé par le Parti-État. L'école cherche également à impliquer les cadres dans un rapport à soi. L'ECP joue le rôle singulier de fournir une plate-forme où les futurs leaders chinois aspirant faire carrière au sein du Parti peuvent se rencontrer tout en étant familiarisés avec les tenants importants de son idéologie. Par le biais de telles interactions, des réseaux personnels sont construits et les leaders qui se démarquent du lot peuvent être identifiés.<sup>316</sup>

La politique de « réformes et ouvertures » appliquée en 1978 constitue un événement marquant de la contemporanéité chinoise : ce changement d'orientation politique va aussi affecter le développement de l'ECP. En effet, les cadres ont dès lors besoin d'une toute nouvelle structure de connaissances, considérablement différente de celle proposée dans le passé.<sup>317</sup> En 1988, le leadership chinois sous la direction de Zhao Ziyang a proposé l'établissement de l'École Nationale de l'Administration<sup>318</sup> (ENA).<sup>319</sup> Alors que l'ECP

---

<sup>313</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 127.

<sup>314</sup> *Idem.*

<sup>315</sup> Soit une traduction libre de l'expression anglaise « Central Party School » (CPS).

<sup>316</sup> WIBOWO, Ignatius et Lye Liang Fook, 2006: « China's Central Party School: a unique institution adapting to changes », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, p. 139.

<sup>317</sup> *Idem.*

<sup>318</sup> Soit une traduction libre de l'expression anglaise « National School of Administration » (NSA)

met principalement l'emphase sur une formation dite idéologique et « théorique » (i.e. marxiste), l'ENA se concentre surtout sur le développement d'aptitudes administratives et managériales.<sup>320</sup>

#### 4.4.4.1. La réforme de « standardisation » : un tournant majeur de l'ECP

Au cours des réformes économiques amorcées en 1978, l'École Centrale du Parti va, elle aussi, être l'objet d'importantes réformes concernant les visées de l'École et sa structure. Il faudra toutefois attendre 1982 alors que Deng Xiaoping nommera un de ses fervents supporteurs, Wang Zhen, un chef militaire et membre du Bureau Politique, à la présidence de l'ECP en avril. Au moment où Wang débuta ses nouvelles fonctions, le Comité Central n'a pas cherché à freiner les politiques mises en place par les réformistes et donna son approbation à la politique de « standardisation » (*zhengguihua*). Cette politique fut définie comme une réforme « générale et systémique » de l'école visant à préserver la tradition du Parti tout en cherchant à permettre son adaptation face aux nouvelles situations.<sup>321</sup>

Suite à l'introduction de la politique de standardisation, la sélection des étudiants admis à l'école du Parti se faisait non plus seulement par nomination mais par soumission à un examen d'entrée.<sup>322</sup> À partir de 1983, des chercheurs étrangers furent invités à titre de conférenciers au sein des différentes écoles du Parti. Ces chercheurs étrangers de l'époque provenaient non seulement de pays socialistes<sup>323</sup>, mais aussi de pays capitalistes<sup>324</sup>. De plus, des délégations provenant des écoles du Parti ont obtenu l'autorisation de voyager à l'étranger.<sup>325</sup>

#### 4.4.4.2. La poursuite d'un objectif double d'adaptation

---

<sup>319</sup> WIBOWO, Ignatius et Lye Liang Fook, 2006: « China's Central Party School: a unique institution adapting to changes », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 141.

<sup>320</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>321</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>322</sup> *Idem.*

<sup>323</sup> Soit des pays tels que la Yougoslavie, la Corée du Nord, l'Allemagne de l'Est et la Hongrie.

<sup>324</sup> Des pays tels que l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis et le Japon.

<sup>325</sup> WIBOWO, Ignatius et Lye Liang Fook, 2006: « China's Central Party School: a unique institution adapting to changes », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 146.

Lorsque Hu Jintao fut nommé président de l'École Centrale du Parti en septembre 1993, il tenta de réorienter les objectifs de l'ECP pour permettre une meilleure adéquation entre l'école et les orientations du Parti-État, notamment en référence à la volonté de Deng Xiaoping de voir la Chine adopter une « économie socialiste de marché ». Pour illustrer cette réorientation de l'ECP, la formation des cadres fut redéfinie pour faire en sorte qu'une emphase équivalente sur le marxisme, le léninisme, le maoïsme et l'application de ces théories au contexte contemporain soit respectée. Pour se permettre de demeurer « à la page » des sujets et enjeux de l'heure, l'École Centrale du Parti a, à la même période, mis sur pied le Centre de Recherche sur la Théorie de la Construction d'un Socialisme avec Caractéristiques Chinoises. L'Institut des Études Internationales Stratégiques a également vu le jour afin d'ouvrir les horizons des candidats de l'ECP.<sup>326</sup> La formation proposée par l'ECP visent ainsi à former des cadres de « hautes qualité » également aptes à prendre en main le perfectionnement de leur propre formation.

#### 4.4.4.3. *L'actualisation de la mission heuristique de l'ECP*

En scrutant l'histoire de l'École Centrale du Parti, force est de constater que, de nos jours, l'endoctrinement idéologique n'occupe plus une place aussi prépondérante qu'auparavant : l'application pratique de la théorie aux conditions réelles de vie tient aussi une place de grande importance. L'intention derrière cet équilibre est de créer un groupe de cadres formés par l'idéologie tout en étant familiers avec les derniers développements dans de nombreux champs tels que la politique, l'économie, la science et la technologie.<sup>327</sup> Alors que les plus hauts dirigeants politiques du PCC ne peuvent pas briser les liens étroits entre cadres provenant de la même université<sup>328</sup>, il n'en demeure pas moins que ces mêmes dirigeants exigent de leurs cadres subordonnés qu'ils soient aptes à voir au-delà de ces formes de loyautés plus étroites et ainsi développer une vision et une mission commune envers la Chine.<sup>329</sup>

---

<sup>326</sup> WIBOWO, Ignatius et Lye Liang Fook, 2006: « China's Central Party School: a unique institution adapting to changes », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 148.

<sup>327</sup> *Ibid.*, p. 151.

<sup>328</sup> D'ailleurs, Li Cheng a montré dans un article cité par Wibowo et Fook que plusieurs gradués de l'Université de Qinghua ont su faire en sorte d'occuper plusieurs postes importants tant au niveau national que régional.

<sup>329</sup> WIBOWO, Ignatius et Lye Liang Fook, 2006: « China's Central Party School: a unique institution adapting to changes », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 151-152.



Selon Ignatius Wibowo et Lye Liang Fook, l'étude du marxisme, du léninisme et de la pensée de Mao Zedong aident les cadres chinois à comprendre le passé, alors que la théorie de Deng Xiaoping leur permet d'apprécier les différents développements actuels. Considérant le fait que la contemporanéité chinoise présente des caractéristiques multidimensionnelles, les hauts dirigeants semblent déterminés à doter les cadres chinois de connaissances tous azimuts allant de la philosophie, la technologie, le droit, la politique, l'économie et les politiques internationales jusqu'à la globalisation. Les plus hauts leaders chinois estiment que les cadres doivent non seulement posséder une compréhension plus profonde des conditions inhérentes à la Chine, mais la mission heuristique de l'ECP met aussi l'accent sur l'apprentissage provenant des meilleures sources, et ce incluant l'Occident<sup>330</sup> :

From the perspective of the top leadership, it is important for senior-level cadres to be well-versed in key branches of knowledge that are gaining currency in the West. This is to imbue in them an open mind in looking at best practices from the West that can be adapted to Chinese conditions to make China strong.<sup>331</sup>

#### 4.4.5. Conclusions partielles

Le PCC, comme d'autres partis communistes, continue d'être constitué d'élites, recrutant moins de 5% de la population totale, une pratique qui devrait lui permettre de préserver une certaine discipline. Les motifs justifiant l'adhésion au Parti sont demeurés inchangés dans l'ensemble. En dépit du fait que la plupart des Chinois adhèrent au PCC pour y exploiter les avantages procurés par le statut de membre (soit pour influencer certaines politiques ou par simple gain personnel), il faut reconnaître, rappelle John P. Burns, que certains Chinois joignent le Parti par sens du devoir ou par amour pour la patrie (soit pour des raisons d'ordre affectif essentiellement).<sup>332</sup> La stratégie de cooptation des entrepreneurs en tant que membres fait en sorte qu'il soit avantageux pour ces derniers de revendiquer le statut de membre du PCC. De son côté, le Parti se donne l'accès à des ressources considérables pour garder une emprise solide sur le processus de gouvernementalisation.

---

<sup>330</sup> WIBOWO, Ignatius et Lye Liang Fook, 2006: « China's Central Party School: a unique institution adapting to changes », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 152-153.

<sup>331</sup> *Ibid.*, p. 153.

<sup>332</sup> BURNS, John P, 2006: « The Chinese Communist Party's nomenklatura system as a leadership selection mechanism », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 52.

La place de l'École Centrale du Parti dans le système politique chinois contemporain peut certes être vue comme faisant partie intégrante de la longue tradition chinoise.<sup>333</sup> Une caractéristique propre à l'ECP d'aujourd'hui se trouve dans le fait que l'école met un accent soutenu sur des sujets qui concernent l'Occident. Bien que les cadres consacrent une part considérable de leur formation à étudier le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao, la théorie de Deng Xiaoping et son application aux enjeux contemporains occupent dès lors une position dominante dans le contenu de la formation de l'école.<sup>334</sup> L'École Centrale du Parti constitue ainsi le mécanisme d'assujettissement des cadres oeuvrant au sein de l'élite politique. La formation offerte permet de construire un modèle de dirigeant chinois maîtrisant les préceptes du marxisme-léninisme tout en étant apte à développer l'emploi de ces préceptes dans les problématiques que pose la gouvernementalisation contemporaine. Cette coexistence d'objectifs distincts au sein de l'ECP souligne la prédominance de la mentalité sur l'idéologie : les clivages observables quant aux différentes conceptions du rôle du Parti (le pragmatisme versus l'orthodoxie léniniste, entre autres) de même que la présence de membres de provenances et de formations différentes au sein du Parti s'accorde avec le principe souligné par Linz voulant que la mentalité, contrairement à l'idéologie, permet aux dirigeants politiques d'obtenir l'assentiment de regroupements sociaux hétéroclites.

#### ***4.5. Caractériser les promoteurs de la gouvernementalisation chinoise contemporaine***

Le 16<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Chinois marque le premier transfert institutionnalisé des pouvoirs politiques dans la République Populaire de Chine.

Avec la retraite formelle de Jiang Zemin, une portion des pouvoirs fut héritée par des jeunes leaders, aucun général de l'armée n'a été promu à la tête du Parti et les nouveaux membres du Politburo ont, en partie du moins, été choisis de par leur mérite. D'un autre côté, Joseph Fewsmith ainsi que d'autres chercheurs ont affirmé qu'en assignant six de ses protégés sur les neuf membres du Comité Permanent du Bureau Politique, Jiang

---

<sup>333</sup> WIBOWO, Ignatius et Lye Liang Fook, 2006: « China's Central Party School: a unique institution adapting to changes », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 153.

<sup>334</sup> *Ibid*, p. 154.

semble sortir du congrès plus puissant que jamais. La transition du pouvoir, selon Fewsmith, doit à ce titre être considérée comme incomplète.<sup>335</sup>

#### 4.5.1. Autour du leadership de Hu Jintao

La montée de Hu Jintao au sein du PCC fut annoncée par une publicité qui l'a précédé le qualifiant de chef de la « quatrième génération de dirigeant politique » et avec un accent sur le besoin d'institutionnaliser le processus de succession.<sup>336</sup> Peu de temps après l'arrivée de Hu au poste de secrétaire général du PCC, plusieurs Chinois ont souhaité qu'il prenne pleinement possession de ses pouvoirs le plus tôt possible, puisqu'il personnifiait la quête du pays vers l'institutionnalisation politique.<sup>337</sup>

##### 4.5.1.1. Des sujets-citoyens de provenance et formation distinctes se succèdent à la tête du Parti

En plus de différences générationnelles, Jiang et Hu représentent deux circonscriptions géographiques et sociopolitiques distinctes. En effet, ils varient dans leur carrière personnelle et leurs associations politiques. Jiang s'est fait connaître en partant d'une base du Parti à Shanghai et à travers des antécédents princiers avantageux. Hu, de son côté, provient d'une famille non-officielle. Ses liens politiques ont surtout été créés à travers la Ligue des Jeunes Communistes Chinois. Il a passé la majeure partie de sa vie adulte dans les provinces intérieures pauvres. Alors que Jiang a régné sur un flot de ressources économiques à Shanghai et dans d'autres régions côtières au cours de la dernière décennie, Hu a milité durant des années pour les besoins des provinces intérieures. Contrairement à Jiang, qui lui a cultivé un réseau de liens patron-client basé largement sur ses connections à Shanghai, Hu a, du moins jusqu'ici, bénéficié d'une image publique d'un homme cherchant à éviter le favoritisme factionnel. Hu Jintao est connu pour ses aptitudes à construire des coalitions et des consensus, caractéristiques qui peuvent potentiellement devenir les caractéristiques collectives de la quatrième génération.<sup>338</sup>

Bien sûr, Hu Jintao est très compétent dans l'élaboration de « réseaux » politiques. Hu est entouré des protégés de Jiang sur le Comité Permanent, mais plusieurs de ces leaders

---

<sup>335</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 81.

<sup>336</sup> *Ibid.*, p. 82.

<sup>337</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>338</sup> *Idem.*

peuvent être vulnérables en raison du favoritisme politique grâce auquel ils ont obtenu leur siège. Plus important encore, avec l'essor d'un leadership plus collectif, les politiques des élites chinoises ont déjà passé d'un jeu à somme nulle à un mécanisme de négociation du pouvoir entre les factions compétitrices, les régions et les groupes sociaux.<sup>339</sup>

#### 4.5.1.2. *Le remaniement des administrateurs provinciaux : entre consolidation et équilibre*

Au cours de la dernière décennie, le leadership provincial est devenu un tremplin de premier ordre vers l'obtention des postes nationaux les plus importants :

Shanghai's rapid development during the past decade, for example, has been closely linked to the enormous power of Jiang Zemin and the « Shanghai gang », who rose to lead China in part because they taxed the city so effectively through the 1980s – but then became the foremost promoters of its halcyon growth in the 1990s.<sup>340</sup>

Les dirigeants des provinces intérieures ont – sans surprise – regretté le fossé économique croissant entre leurs provinces, plus pauvres, et celles situées sur les régions côtières. Ces leaders ont pu constater la surreprésentation de la population de l'Est au sein du gouvernement central. Les députés représentant les provinces intérieures participant au Congrès du Parti ont souvent tenté d'utiliser leur vote afin d'empêcher l'élection de nominés favorisés par les dirigeants à la tête du PCC, et plus particulièrement encore, les descendants de lignes princières ou les représentants officiels ayant amorcé leur carrière politique à Shanghai.<sup>341</sup>

La représentation militaire au sommet du Parti est demeurée à la fois constante et modeste. Le Bureau Politique de 2002 présente la représentation militaire la plus basse depuis l'arrivée du PCC au pouvoir en 1949. Les leaders des provinces maritimes (ou côtières) sont très fortement représentés au sein du Bureau Politique. La domination des régions côtières sur le Bureau Politique est encore plus évidente lorsqu'on considère que, sur les 31 provinces de la Chine, seulement 11 donnent sur la mer. En dépit de cette surreprésentation, l'adhésion complète en tant que membre du Comité Central est distribuée de façon égale avec une rigueur presque absolue à travers tous les leaders des

---

<sup>339</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 84.

<sup>340</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>341</sup> *Ibid.*, p. 92.

provinces.<sup>342</sup> Les membres du Comité Central sont généralement le gouverneur/maire et le secrétaire du Parti.<sup>343</sup>

À la suite de l'élection du Comité Central, la distribution égale des membres complets du CC entre les gouvernements provinciaux ne demeure pas statique. Les leaders à la tête des provinces sont souvent mutés entre les régions ou promus à l'administration centrale. Cette stratégie permet aux plus hauts dirigeants tels que Hu Jintao et Zeng Qinghong d'assigner leurs protégés aux postes provinciaux importants, potentiellement afin de préparer ces derniers à d'autres promotions dans le futur. Les hauts dirigeants du Parti peuvent manipuler les résultats juste avant ou après les élections, bien qu'ils doivent maintenant se plier à certaines règles : « Leaders from wealthy coastal provinces dominate the PB [Politburo, soit le Bureau Politique] and especially the powerful SC [Standing Committee, soit le Comité Permanent du Bureau Politique], but representatives from inland provinces have a majority on the CC – and they might win any issue for which they can make it vote. »<sup>344</sup>

#### *4.5.1.3. Circonscrire la base du pouvoir politique de Hu*

Alors que Hu Jintao a su consolider son pouvoir lors du Quatrième Plénium du 16<sup>e</sup> Comité Central en septembre 2004, le leadership provincial chinois a subi un remaniement majeur. Cette distribution géographique permet en fait de réaffirmer l'idée que les régions intérieures de la Chine les moins développées constituent la base du pouvoir de Hu. Les associés de Hu ont d'ailleurs été assignés au titre de chefs provinciaux plus tôt que leurs homologues des régions côtières, ce qui peut possiblement mener à une représentation des provinces intérieures plus grande au sein du prochain Politburo.<sup>345</sup>

#### *4.5.2. Conclusions partielles*

En dépit du fait que les politiciens membres du PCC ont souvent tenté de changer à leur propre avantage les règles concernant la succession, un nombre plus grand de préceptes ont été normalisés au cours de la dernière décennie. Ces préceptes incluent les limites de

<sup>342</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 93-94.

<sup>343</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>344</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>345</sup> *Idem.*

mandats, les âges de retraite et maintenant une représentation régionale plus équilibrée.<sup>346</sup>

Le principal défi de Hu Jintao consiste à maintenir une image publique de leader qui se fie au pouvoir institutionnel plutôt qu'aux réseaux de factions. Les leaders *Tuanpai* et la « Bande de Shanghai » vont devoir partager le pouvoir politique afin de maintenir des talents suffisamment diversifiés au sein du PCC. Les leaders *tuanpai* de Hu, et plus particulièrement ceux oeuvrant dans les provinces intérieures, ont généralement moins d'expertise dans le commerce extérieur, la finance, la technologie et l'urbanisme que leurs homologues de la côte (particulièrement ceux provenant de Beijing, Shanghai, Jiangsu et Guandong). D'un autre côté, Zeng Qinghong et ses associés, membres de la *Bande de Shanghai*, peuvent voir les succès de la côte comme largement dépendants du marché intérieur chinois.<sup>347</sup>

#### ***4.6. Conclusion: un régime autoritaire chinois progressivement « gouvernementalisé »***

La gouvernementalisation des relations de pouvoir de la Chine contemporaine, inscrite dans un contexte de conduite de réformes économiques profondes, a certes sollicité, et continuera longtemps de le faire, le perfectionnement du type de savoir que constitue l'économie politique. Cette gouvernementalisation chinoise, bien entendu, comporte de nombreuses particularités en étroite relation avec la taille de la population et des choix historiques qui furent tranchés pour définir les orientations de l'exercice du gouvernement. En abordant la structure organisationnelle du PCC, force a été de constater que les regroupements factionnels et à plus forte raison les réseaux personnels soumettent les principes d'unité et de leadership collectif aux effets de leurs interactions. En dépit de la supériorité du poids décisionnel du Bureau Politique et de son Comité Permanent sur le Congrès National du Parti et du Comité Central, il n'en demeure pas moins que ces deux dernières instances sont des instruments essentiels à la préservation de la cohésion générale du PCC, d'une part, et à la réaffirmation sporadique de la

---

<sup>346</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 112.

<sup>347</sup> *Ibid.*, p. 113.

légitimité du Bureau Politique et de son Comité Permanent sur l'ensemble du Parti, d'autre part. À ce titre, le CNP et le CC matérialisent la suprématie accordée à l'unité en dépit des diverses formes de division de l'influence politique.<sup>348</sup>

Il a également été question de montrer que les interactions entre les différents réseaux personnels et les factions ne sont pas constituées de modes d'action entièrement déterminés et déterminables ; la subordination du système militaire par rapport à l'État et une décentralisation du pouvoir politique (à l'instar du système Nomenklatura) sont nécessaires pour permettre un contrôle efficient et rendre impératif le partage du pouvoir entre les factions (plutôt que de permettre des luttes acharnées pour l'instauration d'un « monopole ». Ainsi, constate Andrew G. Walder, l'élite politique chinoise demeure unifiée et a réussi à préserver l'allégeance et le soutien des 15 millions de cadres ordinaires membres du Parti et des 45 millions additionnels de membres de base du PCC.<sup>349</sup>

L'étude du processus d'adhésion au statut de membre du PCC de même que la composition des différents groupes qui constituent l'ensemble de l'élite politique chinoise montrent des changements importants provoqués notamment par l'instauration du processus de réformes économiques. L'application des réformes montre d'abord qu'en dépit du faible taux nombre de membres du Parti par rapport à l'ensemble de la population chinoise, les critères d'adhésion se sont assouplis, notamment grâce au délaissement de l'expérience de classe comme facteur significatif d'adhésion. En fait, l'extension de la base du Parti aux personnes plus jeunes et mieux éduquées montre que le PCC cherche à former des sujets-citoyens mieux outillés pour actualiser leurs connaissances du monde contemporain tout en faisant en sorte qu'ils soient plus aptes à s'investir dans leur propre processus de subjectivation. En effet, un niveau de scolarité plus élevé permet d'élever le degré de conscience du sujet quant à sa propre subjectivité, soit, dans le cas à l'étude ici, la conscience du membre du PCC et de sa propre implication au sein de l'organisation. Alors qu'il est vrai d'affirmer que les membres du Parti possédant une éducation supérieure sont encore une petite minorité sur la totalité des membres, il est aussi vrai de dire que ce modeste groupe présente la croissance la

<sup>348</sup> Cette influence se traduisant entre autres à travers la provenance géographique, la formation académique, le type de profession étudié, le parcours politique, l'appui factionnel, pour ne nommer que ceux-là.

<sup>349</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.27.

plus fulgurante non seulement en termes de poids démographique, mais aussi en tant que groupe accédant à des positions de cadres et, par le fait même, à l'élite politique chinoise.<sup>350</sup>

De nouvelles tendances s'observent dans la formation des cadres membres de l'élite politique. Le nombre des cadres formés en sciences sociales et en Droit contraste certes fortement avec la présence jadis de militaires au sein du Comité Central : l'exercice du gouvernement ne peut qu'en être transformé. L'adhésion des entrepreneurs au Parti constitue aussi un tournant majeur dans la redéfinition de l'identité multiple de l'élite politique chinoise. Bien que le pourcentage des entrepreneurs membres du PCC demeure faible, il n'en demeure pas moins que ce pourcentage s'est vu marqué d'une augmentation considérable au cours des dernières années. L'idée de permettre aux nouveaux entrepreneurs d'être assujettis à la discipline du Parti pour ainsi devenir un sujet-citoyen tel que défini par le PCC constitue une stratégie de premier ordre pour appuyer la poursuite des réformes économiques tout en permettant au Parti de circonscrire son contrôle sur les ressources financières considérables détenues<sup>351</sup> par les entrepreneurs. Après tout, l'adhésion des entrepreneurs permet du même coup au PCC de construire un contrôle étatique du secteur financier, ce contrôle s'est d'ailleurs montré de la plus haute importance lors de la Crise asiatique de 1997. Tel qu'observé dans le cas du PCC, les élites cooptées peuvent ne pas soutenir les traditions du parti : après tout, les technocrates et entrepreneurs maintenant courtisés par le Parti étaient, il n'y a pas si longtemps, considérés comme des classes ennemies du régime. L'attention portée à la cooptation de nouvelles élites et la promotion des réformes économiques a également provoqué une détérioration des fondations traditionnelles du Parti, laissant ce dernier moins apte à mobiliser et à contrôler la société et ses propres membres dans une période de changements politiques, économiques et sociaux croissants.<sup>352</sup>

Afin d'être en mesure de déterminer le plus finement et le plus profondément la subjectivité des sujets-citoyens que constituent les cadres membres de l'élite politique du Parti, le PCC a su employer l'École Centrale du Parti comme instrument d'individuation.

---

<sup>350</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.27.

<sup>351</sup> Il ne faut pas oublier de prendre en considération les sources de revenus « potentielles » que les entrepreneurs peuvent générer.

<sup>352</sup> DICKSON, Bruce J., 2006: *Cooptation and Corporatism in China: The Logic of Party Adaptation*, dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 138.



L'ECP a su non seulement rehausser ses modalités d'inscription (en instaurant notamment un examen d'entrée) afin de favoriser le développement de cadres de « haute qualité », mais elle tâche sans relâche d'actualiser le contenu de ses formations par une prédominance du pragmatisme (héritée de la théorie de Deng Xiaoping) sur l'endoctrinement idéologique. De plus, toujours dans un souci d'appuyer l'unité interne du Parti (et plus particulièrement encore en ce qui concerne ses plus hautes instances), l'ECP tâche de développer une forme de loyauté qui cherche à transcender les réseaux personnels et autres sentiments d'appartenance (l'origine géographique ou le lieu de formation académique). Ainsi, une emphase soutenue vise à développer la « capacitation » des cadres – soit de les rendre aptes à s'impliquer dans le processus de subjectivation et dans la constitution de leur propre existence – sur leur propre formation. Sur le plan international, l'ECP contribue notamment à faire la promotion d'une mondialisation du savoir, notamment en favorisant des types de savoirs provenant de l'Occident, explorés pour mieux être adaptés aux différentes réalités et contextes chinois. Enfin, la mise en place des promoteurs de la gouvernementalisation chinoise à la suite du 16<sup>e</sup> Congrès National du PCC illustre de manière patente la valorisation du processus d'institutionnalisation du pouvoir politique par le Parti. L'arrivée de Hu Jintao à la tête du Parti montre également l'instauration d'un poids politique plus important pour les provinces intérieures, changement qui se concrétise justement par l'emphase des rapports politiques sur l'implication des institutions. Une plus grande représentativité des provinces intérieures au sein des organes politiques les plus influents du Parti vise non seulement à militer pour un équilibre des tensions entre les différentes régions de la Chine<sup>353</sup>, mais souligne également l'importance des provinces intérieures impliquées dans la poursuite du développement économique à titre de vastes cibles de marchés internes. La raison pour laquelle le PCC a été en mesure de rester au pouvoir durant plus d'un demi-siècle, et plus particulièrement au cours des deux dernières décennies de changements importants, tient à la faculté d'adaptabilité de ses élites. Vilfredo Pareto et Gaetano Mosca ont décrit la « circulation des élites » comme une clé de la continuité de

---

<sup>353</sup> Plus particulièrement en ce qui concerne les provinces intérieures et les régions côtières.

tout groupe dirigeant.<sup>354</sup> De plus, selon Cheng Li et Lynn White, une haute circulation des membres est devenue une norme pour le leadership du PCC au cours des réformes.<sup>355</sup> En somme, le processus de gouvernementalisation des relations de pouvoir en Chine orchestré par le PCC s'est vu l'objet des transformations suivantes telles que soulignées par He Baogang : la mise de l'avant d'une transition d'un Parti à base incroyablement paysanne à un autre qui s'est donné la tâche de représenter tous les secteurs de la société. De plus, le Parti est passé d'une position d'opposition à l'entrepreneuriat privé à celle d'appui à la privatisation. Le Parti, à l'origine révolutionnaire, s'est également métamorphosé en parti conservateur au pouvoir tel que proposé en 1991 par Tai Zi Dang. Cette transition de « nature » du Parti s'est opérée notamment par l'abandon d'objectifs communistes et l'adoption de visées nationalistes et patriotiques; la réhabilitation de la culture traditionnelle chinoise visant la discipline des masses et l'unité du peuple; l'abandon d'un radicalisme et d'un romantisme politique et l'emphase sur le gradualisme et le réalisme.<sup>356</sup>

Selon Yang Dali L., la dépendance mutuelle entre la bureaucratie et les entreprises d'État soulève en fait l'étroite interrelation entre les réformes du gouvernement et celles de l'économie. Alors que les réformes administratives lancées au début des années 1980 se sont érodées rapidement, la croissance et l'expansion constante du marché jusqu'à aujourd'hui a fait naître un environnement propice à la restructuration de l'État au cours des années 1990. À ce titre un fonctionnaire de la province du Liaoning soutient le rôle prépondérant de l'instauration de l'économie de marché dans la transformation du Parti-État chinois : « [...] it was the market that liberated the government [...] ».<sup>357</sup>

Comment le Parti Communiste Chinois a-t-il pu provoquer des changements d'une telle ampleur malgré les orientations strictes que sous-tend l'adhésion du Parti à l'idéologie marxiste-léniniste ? En fait, selon He Baogang, l'idéologie communiste du PCC s'est éteinte : elle s'est « sécularisée », provoquant du même coup le passage d'un parti orienté

---

<sup>354</sup> LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 84.

<sup>355</sup> *Ibid.*, p. 84-85.

<sup>356</sup> HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy: A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 204.

<sup>357</sup> DALI, L. Yang, 2001: « Rationalizing the Chinese state: The political economy of government reform », dans CHAO, Chen-min et Bruce J. Dickson: *Remaking the Chinese State: Strategies, Society and Security*, *Op.cit.*, p. 41.

par des principes vers un parti utilitariste.<sup>358</sup> Le caractère utilitariste qu'évoque He à l'endroit du Parti trouve d'ailleurs une illustration convaincante dans le fonctionnement des plus hautes sphères du PCC, notamment à travers le fait que le Bureau Politique et son Comité Permanent constituent l'organe politique le plus puissant, et ce malgré le fait que le Congrès National du Parti et le Comité Central soient, en principe, considérés comme étant à la tête de la pyramide du Parti.

Il fut également question, au cours de ce chapitre, d'illustrer plusieurs caractéristiques du régime autoritaire telles que définies par Juan J. Linz à travers les composantes du processus de gouvernementalisation conduit par le PCC. Par une volonté d'asseoir la stabilité de son pouvoir politique, le post-totalitarisme doit s'obliger, selon Juan J. Linz, à ne se soustraire que de manière sélective et graduelle à son héritage totalitaire ; dans le cas contraire, une vive réaction révolutionnaire cherchant à imposer des changements radicaux sur la société peuvent menacer l'ordre établi.<sup>359</sup> Les leçons tirées de la Chute de l'Union Soviétique ont été l'objet d'études par les dirigeants du PCC. Leurs réponses auront été d'introduire l'application de réformes à la base de la société tout en consolidant la capacité du Parti et des institutions étatiques à des échelons plus élevés. Le résultat a été de créer un système politique caractérisé par une « résilience autoritaire ».<sup>360</sup> En dépit d'un tel choix, les dirigeants du PCC ont su tout de même tenir compte à la fois des problèmes inscrits dans une pluralité de contextes locaux distincts et des tendances partagées par différents États-Nations et instances internationales en ce qui a trait à l'exercice du gouvernement afin d'adapter cette « résilience autoritaire » aux différents enjeux de la contemporanéité chinoise.

Considérant le fait que l'État, dans l'analyse foucauldienne de ses composantes et de ses limites, ne peut se comprendre qu'à partir des tactiques générales de la gouvernementalité, il sera question, au cours du chapitre 4, de comprendre l'instauration d'une nouvelle gouvernementalité chinoise pour définir « la conduite de la conduite » de la population chinoise par le Parti Communiste Chinois. Ainsi est-il plausible d'envisager que le régime politique chinois puisse générer des solutions créatives face aux problèmes

---

<sup>358</sup> HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy: A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 204.

<sup>359</sup> LINZ, Juan J., 2006 : « Régimes totalitaires et autoritaires », *Op.cit.*, p.273.

<sup>360</sup> BRODSGAARD, Kjeld Erik et Zheng Yongnian, 2006: « Introduction: whither the Chinese Communist Party », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 2.

politiques de gouvernement à l'instar de la réaction du régime de s'engager dans le processus de réformes économiques depuis maintenant plus de vingt ans.<sup>361</sup> À ce titre, l'ouverture de la gouvernementalisation – inscrite dans une *résilience autoritaire* – à l'instauration d'une gouvernamentalité adaptée à la contemporanéité chinoise constitue une solution créative de premier ordre.

---

<sup>361</sup> WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 28.

## **5. L'instauration d'une gouvernamentalité chinoise agencée au développement d'une économie socialiste de marché**

### ***5.1. Introduction : l'art socialiste-néolibéral du gouvernement chinois, une forme hybride de « gouvernance autoritaire »***

La consolidation de la capacité bureaucratique du Parti-État chinois ayant été approfondie, passons maintenant à l'étude de l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale comme solution créatrice, à la fois totalisante et individualisante, dans l'exercice du gouvernement en Chine contemporaine.

L'objectif général de ce dernier chapitre sera de tenter de comprendre la matérialité de la nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale conçue, à l'instar de Gary Sigley, comme redéfinition fondamentale de l'exercice du gouvernement en Chine.

Pour ce faire, cette perspective d'analyse foucauldienne cherchera, dans un premier temps, à comprendre le contexte d'émergence du régime de véridiction rattaché à l'inclusion d'une version « sinisée » de la *gouvernance* dans les discours et pratiques du Parti-État chinois. Sa mise en application sera ensuite approfondie dans l'esprit d'une étude de la gouvernance selon Jude Howell<sup>362</sup>. Dans un deuxième temps, l'étude du rapport de pouvoir entre le Parti-État et la sphère militaire et juridique servira à comprendre les tactiques employées par le Parti Communiste Chinois pour asseoir et consolider ce nouvel art chinois socialiste-néolibérale de gouvernement. L'emphase sur les organisations sociales illustrera, dans un troisième temps, les stratégies d'assujettissements du PCC afin de déterminer l'autonomie de ces nouveaux agents sociaux. Dans un quatrième temps, les rencontres entre les techniques de domination exercées sur les autres et celle du contrôle de soi, éléments caractéristiques de la notion de gouvernamentalité selon Michel Foucault, seront analysées à travers la logique organisationnelle rattachée à la notion de *communauté* et l'étude des politiques en matière de contrôle des naissances. Ce dernier thème est d'une importance capitale pour comprendre la forme spécifique de pouvoir appliquée à la visée spécifique d'une gouvernamentalité foucauldienne : la population. L'ensemble des thèmes abordés permettra, d'un même élan, de mettre en relief le caractère circulaire des relations de pouvoir en exposant notamment un jeu incessant de contrôle et de résistance.

---

<sup>362</sup> Cette approche a été approfondie au cours du cadre théorique et méthodologique.

## 5.2. Le régime de véridiction d'une version « sinisée » de la gouvernance

### 5.2.1. Une élite politique chinoise « proactive » face à la montée en puissance des réformes néolibérales

La période de « réformes et d'ouverture » a fait en sorte que les hauts dirigeants du PCC ont pu développer une compréhension et une sensibilité à l'endroit de ces réformes néolibérales. Malgré le choix du Parti-État d'afficher une *résilience autoritaire*, une pléthore de nouveaux termes et concepts gouvernementaux ont vu le jour au sein du discours chinois. À ce titre, la volonté des dirigeants chinois de voir la Chine participer à l'Organisation Mondiale du Commerce s'accompagne de conditions diverses. Par ailleurs, il a été mentionné au chapitre 2, par le biais du propos de Jeremy Paltiel, que le processus d'accession de la Chine à l'OMC n'a pas constitué une source de nouvelles normes ni une contrainte majeure à respecter. En effet, l'engagement du PCC envers l'instauration d'un État de droit et d'une économie de marché a *précédé* un tel processus. À ce titre, il faut reconnaître à l'élite politique chinoise, à travers le projet d'instauration d'une économie socialiste de marché, un caractère « proactif » face à l'essor des réformes néolibérales. Le standard d'universalité légitimant l'équité procédurale, la transparence et la responsabilité sur la base des engagements soutenus par les dirigeants chinois que sous-tend l'accession de la Chine à l'OMC<sup>363</sup> trouvent d'ailleurs écho dans l'introduction du concept de gouvernance dans le discours du PCC à l'endroit de l'exercice du gouvernement en Chine contemporaine. Tel que souligné par le propos de Jeremy Paltiel, l'adhésion du PCC aux principes de la « bonne gouvernance » (du moins à un certain nombre de ces principes) est observable avant même l'apparition du concept de gouvernance dans les pratiques discursives du Parti. Autrement dit, la notion de gouvernance telle qu'entendue par le PCC constitue, sans aucun doute, une version « sinisée » de la gouvernance telle que définie et défendue par les instances internationales telles que la Banque Mondiale.

#### *5.2.1.1. L'appropriation de la notion de gouvernance par le PCC et les effets sur ses pratiques discursives portant sur l'exercice du gouvernement*

Avec l'émergence de l'« économie socialiste de marché », il y a maintenant un projet clair enclenché visant à décrire le rôle du gouvernement dans ce nouveau contexte, soit un processus officiellement dénommé « changement de fonction du gouvernement »

---

<sup>363</sup> PALTIEL, Jeremy, 2002: « China and the WTO: Joining the Competition – Playing to Win », dans *Issues & Studies*, *Op.cit.*, p. 226-227.

(*zhengfu zhineng zhuanbian*).<sup>364</sup> Ce changement s'observe d'abord à travers le discours du PCC: « (...) the shift in vocabulary and conceptualization within Chinese discourse from a notion of « government » (*zhengfu*) as a task of « planning » (*jihua*) and « administration » (*xingzheng*) to one that involves « management » (*guanli*) and « governance » (*zhili*). »<sup>365</sup>

Afin de consolider les pouvoirs de l'État, une emphase est mise sur les attributs physiques, mentaux et moraux du citoyen-sujet, d'une part, et sur la population chinoise entière, d'autre part, lesquels sont nécessaires pour assurer non seulement le renouveau et la survie de la nation, mais aussi pour définir les discours, pratiques, instruments et techniques afin de soutenir ce projet de développement social. Cette considération constitue une nouvelle dimension dans le savoir chinois sur ce qui définit le pouvoir étatique. D'ailleurs cette nouvelle dimension illustre bien l'idée soutenue par Michel Foucault qui affirme que ce sont les tactiques de gouvernement employées qui permettent, à chaque instant, de (re)définir ce qui relève de l'État de ce qui n'en relève pas, de ce qui est public de ce qui est privé. Ainsi, pour le PCC, le perfectionnement des attributs physiques, mentaux et moraux du citoyen-sujet constitue, dans la perspective de l'essor d'une économie socialiste de marché en Chine, une fonction relevant de sa responsabilité. Ainsi, l'emphase du Parti-État sur le développement social passant notamment par la construction de « subjectivités supérieures » permet au PCC de faire une promotion indirecte du développement économique : bien que la croissance du PIB chinois ait été ralentie, l'accent sur le développement social visant à équilibrer ce dernier avec le développement économique constitue tout de même une emphase marquée sur l'essor de l'économie.<sup>366</sup>

L'agenda du PCC visant à construire des subjectivités supérieures chez les sujets-citoyens s'inscrit dans la rationalité gouvernementale de la Chine contemporaine et s'articule en deux composantes : d'une part, en termes de l'amélioration de la puissance

<sup>364</sup> SIGLEY, Gary, 2006: « Chinese governmentalities: government, governance and the socialist market economy », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p.496.

<sup>365</sup> *Idem.*

<sup>366</sup> Au cours du Congrès Populaire national tenu sous la présidence de Wen Jiabao en mars 2004, la Chine a mis fin à la poursuite aveugle de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) tout en faisant la promotion du concept scientifique de développement, concept qui prend en considération le développement social et la protection de l'environnement. La croissance du PIB chinois a alors été ralentie à 7% en 2004 afin de tendre vers un meilleur équilibre entre la croissance économique et le développement social. HEIMER, Maria, 2006: « The cadre responsibility system and the changing needs of the party », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, p. 123.

nationale générale (*zonghe guoli*), et, d'autre part, dans le développement complet de l'individu (*ren de quanmian fazhan*). Ces deux composantes constituent des cas exemplaires de la manière à laquelle la population est à la fois *totalisée* et *individualisée*.<sup>367</sup>

Au milieu des années 1990, certains économistes chinois commencèrent à démontrer un intérêt soutenu pour le type de gouvernance nommé « corporatiste », alors que les politologues commencèrent à considérer les potentialités de l'application de la « bonne gouvernance » dans le contexte chinois.

### 5.2.2. Gouverner par vertu : une stratégie qui singularise la gouvernance en Chine

L'intérêt de l'élite politique chinoise porté à la notion de *gouvernance*, élément-clé dans la matérialisation du « changement de fonction du gouvernement », vient appuyer une des conditions fondamentales à l'instauration d'une l'économie socialiste de marché : ce projet vise non seulement à construire une économie « gouvernée par la loi », mais aussi une économie « éthique » (*daode jinji*).<sup>368</sup> Afin de doter l'économie socialiste de marché de ce caractère « éthique », les dirigeants chinois ont notamment choisi d'opter pour une stratégie permettant de réhabiliter une notion profondément enracinée dans la tradition éthique ancienne chinoise : la *vertu*.

L'origine de l'idée *gouverner par vertu* peut remonter jusqu'à Zhou Gong de la Dynastie Zhou de l'Ouest et à Confucius. Comme Mencius (372-289) l'a affirmé, la bienveillance seule est insuffisante pour gouverner; les lois en elles-mêmes ne peuvent se supporter elles-mêmes dans la pratique. Pour cette raison, la propriété doit être insérée dans la loi (*li ru yu fa*) et l'idée de gouverner par vertu doit être instaurée. La tradition chinoise de « gouverner par vertu » inclut les aspects suivants : (a) les représentants officiels sont responsables; (b) il faut agir pour le bien du peuple (*yi min wei beng*)<sup>369</sup>; (c) faire preuve d'impartialité; (d) prendre de sages décisions; (e) assigner des hommes capables; (f) et mettre l'éducation en premier, le châtement en second.<sup>370</sup> Pour bien comprendre l'utilisation des termes « gouverner par vertu » par le PCC, il faut s'arrêter sur la

<sup>367</sup> SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p. 565.

<sup>368</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, p. 86.

<sup>369</sup> L'auteur a traduit cette expression par: « only for the people ».

<sup>370</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 86.



signification donnée (inscrite dans la contemporanéité) par les leaders chinois à cette expression. Ainsi, un certain nombre de chercheurs chinois soutiennent que le discours de Jiang se rallie à la culture et à l'éthique traditionnelles chinoises. Selon une source officielle du PCC consultée par Zou Keyuan, l'idée de « gouverner par vertu » contient les aspects suivants : (a) la croyance en un idéal communiste et socialiste; (b) servir le peuple; (c) le collectivisme; (d) le patriotisme; (e) l'amour de la science; (f) l'amour du travail; (g) un héroïsme révolutionnaire; (h) un humanisme révolutionnaire; (i) de nouveaux type d'éthique publique sociale, d'éthique professionnelle et de vertus familiales.<sup>371</sup> À l'époque où Jiang Zemin était le secrétaire-général du Parti, celui-ci soutenait d'ailleurs que *gouverner par la loi* et *gouverner par vertu* sont des idées complémentaires inscrites dans la *gouvernance* du pays.<sup>372</sup>

Selon l'élite politique chinoise, une emphase exclusive sur la loi, permettant notamment la protection des droits des suspects, peut mener à laisser des crimes impunis, à créer une hausse des coûts des différents litiges et à jeter un discrédit sur l'efficacité du système judiciaire.<sup>373</sup> Par ailleurs, rappelle Zou, cela indique qu'en pratique le PCC emploie l'idée de *gouverner par vertu* afin de demander à l'élite politique, à l'ensemble des membres du Parti et à la population chinoise de suivre certains types d'éthique définis à travers des formes « supérieures » de subjectivités.

Une affinité entre la notion de *bonne gouvernance* et de *gouverner par vertu* s'observe à travers la forte dimension éthique présente dans chacune des deux idées. L'alliage des caractéristiques de la *gouvernance* (et particulièrement de la *bonne gouvernance*) à celles de l'idée de *gouverner par vertu* permet d'actualiser l'héritage politique ancestral chinois par les techniques globalisées promues dans l'arène internationale et observables dans une pluralité d'États.

#### 5.2.2.1. Distinctions entre la conception chinoise de « gouvernement » et de « gouvernance »

Yu Keping, Directeur du Centre d'Innovations Gouvernementales Chinoises, soutient que la notion de « gouvernement » et de « gouvernance » doivent être distinguées. La différence la plus notable entre « gouvernement » et « gouvernance » se trouve dans la manière dont s'opère le pouvoir :

<sup>371</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 87.

<sup>372</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>373</sup> *Idem.*

Power of government operates always from top-down to bottom-up primarily through orders, statutes, bureaucracy and coercion while power of governance operates mutually, interacting both from top-down to bottom-up and from bottom-up to top-down, primarily through collaboration, coordination, negotiation, social networking, neighbourhood, identity or consensus.<sup>374</sup>

La notion de « gouvernement » (*zhengfu*) réfère à l'appareillage du Parti-État alors que la « gouvernance » (*zhili*) réfère à la relation entre le gouvernement, les sociétés commerciales et les communautés.

### 5.2.3. Conclusions partielles

À travers les réformes, le PCC s'est notamment inspiré de la notion de gouvernance et de quelques-unes de ses acceptions, l'a adaptée à la gouvernementalisation chinoise et l'a introduite dans ses pratiques discursives. La notion de *gouvernance* sert de marqueur de changement dans le processus, conduit par le PCC, visant à transformer la « fonction du gouvernement » (*zhengfu zhineng zhuanbian*). En cherchant à inscrire ses pratiques dans le régime de vérité que constitue le discours de la « gouvernance », le Parti-État en vient, entre autres, à s'approprier un rôle<sup>375</sup> dans la définition des attributs moraux, physiques et mentaux des sujets-citoyens appelés à participer au développement d'une économie socialiste de marché. Ce projet d'instaurer une nouvelle forme d'économie en Chine, contrairement aux tendances observées en Occident, ne signifie donc en rien un retrait de l'État ; au contraire, cette nouvelle forme d'économie nécessite une nouvelle forme de rationalité politique où le rôle de l'État s'inscrit de façon marquée dans une gouvernementalité hybride de tendances socialistes et néolibérales.

Ainsi, dans l'étude de l'exercice du gouvernement où « gouvernance » et « autoritarisme » s'entrechoquent, il s'agira de montrer que la relation entre ces deux termes s'inscrit, inévitablement, dans une relation de pouvoir. La gouvernance, soumise à son inclusion dans une forme de gouverne autoritaire provoque l'apparition de formes de gouvernement pouvant être qualifiées de *gouvernance autoritaire* : une volonté de gouverner certains sujets (et non la totalité) à travers leur propre autonomie d'un côté, et de l'autre un exercice du gouvernement autoritaire dans le sens technocratique et politique du terme.

<sup>374</sup> SIGLEY, Gary, 2006: « Chinese governmentality: government, governance and the socialist market economy », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p.503.

<sup>375</sup> Autrement dit, voici une illustration de l'exercice du PCC visant à circonscrire ce qui relève de la sphère publique de ce qui relève de la sphère privée de la conduite du gouvernement.

Il sera dès lors question de montrer, à l'instar de Jude Howell et de sa conception de l'étude de la gouvernance, quelles sont les stratégies employées par le Parti Communiste Chinois afin d'appliquer cette forme de *gouvernance autoritaire* à travers son interaction avec des institutions politiques formelles telles que la sphère militaire et la sphère judiciaire.

### ***5.3. Analyse de la « gouvernance autoritaire » portée sur les institutions politiques formelles***

#### ***5.3.1. Le Parti Communiste Chinois et l'Armée Populaire de Libération : le début d'une forme de « gouvernance autoritaire » marquée par la fin d'une relation symbiotique***

L'interaction entre le Parti-État chinois et la sphère militaire sera des plus pertinentes pour cette analyse, considérant que la technologie politico-militaire constitue une des composantes des grands ensembles de technologie politique définis par Michel Foucault sur lesquels s'érige la nouvelle gouvernamentalité de la *raison d'État*.

##### ***5.3.1.1. L'instauration d'une relation de partage d'intérêts***

La mentalité autoritaire du PCC prend forme d'emblée dans le caractère étroit de la relation entretenue entre le Parti et l'Armée Populaire de Libération (APL). La période totalitaire du règne de Mao a permis à l'APL de consolider une relation privilégiée avec le pouvoir politique communiste. Depuis le début des réformes économiques et de la volonté du Parti Communiste Chinois d'instaurer une économie socialiste de marché, des changements au sein des relations civils-militaires sont le reflet de l'effort du Parti d'établir un cadre de gouvernement<sup>376</sup> basé sur des principes rationnels-légaux dans un but ultime de générer une forme de gouvernance plus prévisible.<sup>377</sup> Durant une longue période, la nature des relations « Parti-État/armée » a été qualifiée de symbiotique : le déclin de l'un enclenchait systématiquement la chute de l'autre. L'interaction PCC/APL se concentre maintenant de plus en plus sur le partage d'intérêts.<sup>378</sup> Or, rappelle Ji You, dans la structure diversifiée des arrangements du pouvoir, l'APL constitue encore une organisation dont le poids politique est considérable.<sup>379</sup>

<sup>376</sup> Le terme est pris ici dans son sens le plus large incluant l'exercice même du gouvernement, quelle que soit la forme. Ce terme ne fait donc pas uniquement référence à l'appareil étatique.

<sup>377</sup> Ji, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.59.

<sup>378</sup> De plus, ces intérêts communs sont suppléés par un objectif national partagé visant à rendre la Chine stable sur le plan social, prospère sur le plan économique et puissante sur le plan militaire. *Ibid.*, p.60.

<sup>379</sup> Ji, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 60.

La relation symbiotique entre le PCC et l'APL est en fait issue d'un héritage historique: « Revolutions and wars highlighted the need for the Party and army to be bound together. This relationship logically produced powerful leaders controlling both the Party and military. »<sup>380</sup> La modernisation militaire post-mao a fait la promotion du professionnalisme au sein de l'APL. Une nouvelle tendance de dépolitisation et de désidéologisation s'est progressivement installée dans la population au sein de laquelle les conscrits sont sélectionnés. Des technocrates ont commencé à s'intégrer à l'APL tout en faisant concurrence de manière implicite aux commissaires politiques pour gagner en influence. Le professionnalisme devient alors, de manière graduelle, une valeur de premier ordre au sein des forces armées et tend à empêcher l'émergence d'ambitions non-militaires auprès des soldats. La promotion d'un processus institutionnalisé de suprématie civile sur le militaire par le Parti Communiste Chinois présente une parenté certaine avec les conceptions de la gouvernance telles qu'entendues par l'ONU, la BM et le FMI. Cette parenté s'observe d'emblée par l'importance qu'accordent ces instances internationales à la présence d'une structure institutionnelle pluraliste au sein des États-Nations. D'autant plus que les notions de professionnalisme, telle que véhiculée au sein de l'armée chinoise, et celle de transparence, telle qu'inclue dans le discours de la « bonne gouvernance » des instances internationales, constituent des valeurs affines.

Au cours du 15<sup>e</sup> Congrès National du Parti, aucun dirigeant militaire ne fut assigné au Comité Permanent, une tendance qui laisse entendre que les dirigeants civils souhaitent consolider leur contrôle politique. Ce changement s'inscrit d'ailleurs dans la même tendance du déclin graduel de la représentation militaire au sein des plus hautes instances du Parti : « When Deng and Mao were alive this was not such a great problem but for Jiang this has been more difficult given his total lack of military background ». <sup>381</sup> En revanche, les militaires se voient plutôt assujettis à un clientélisme avec la classe politique.<sup>382</sup>

---

<sup>380</sup> JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.61.

<sup>381</sup> SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, *Op.cit.*, p.90.

<sup>382</sup> JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.62.

### 5.3.1.2. Baliser l'intervention de l'APL par l'institutionnalisation

Avec la mort de Mao et Deng, le contrôle serré du Parti, de l'État et de l'Armée par un seul homme n'existe plus. Des dirigeants civils plus « faibles » ouvrent alors la voie à une intrusion de la sphère militaire dans les affaires intérieures. De par une influence historique et un statut spécial propre à l'APL, son intervention dans les politiques intérieures au Parti est implicite. Or, à l'ère post-Mao, l'APL a été plus prudente dans l'usage de son influence politique que par le passé, dépendamment de la nature des enjeux.<sup>383</sup> À présent, les nouveaux dirigeants politiques doivent se tourner vers les institutions de contrôle déjà existantes afin de soutenir leur propre pouvoir politique.<sup>384</sup> Le PCC fait ainsi en sorte que le statut politique spécial de l'APL au sein de la société soit maintenu et que sa voix soit bien respectée concernant les enjeux politiques les plus importants.<sup>385</sup>

### 5.3.1.3. Le contrôle du Parti détermine une tolérance à l'endroit de l'autonomie militaire

La combinaison du pouvoir institutionnel et de l'autorité personnelle met en relief la culture politique de la Chine, qui permet, ultimement, de lier l'autorité institutionnelle au pouvoir personnel. Un dirigeant prépondérant doit toutefois posséder un large nombre de partisans afin d'être en mesure de s'accaparer personnellement du pouvoir institutionnel. Cette perméabilité du processus d'institutionnalisation de la suprématie du civil sur le militaire quant à l'influence d'un pouvoir personnalisé va dans le même sens que le caractère approximatif de la définition des limites du pouvoir politique des dirigeants du régime autoritaire tel que soutenu par Juan J. Linz.

### 5.3.1.4. L'autonomie décisionnelle de la Commission Centrale des Affaires Militaires...

La Commission Centrale des Affaires Militaires (CCAM) applique un système de leadership dit « d'un homme ». Sous un tel système, le président de la CCAM possède l'autorité ultime de prendre des décisions-clés<sup>386</sup>. Tous les autres membres de la CCAM assument un rôle de conseiller lors d'une situation critique telle que les événements de

---

<sup>383</sup> JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.62.

<sup>384</sup> *Ibid.*, p.63-64.

<sup>385</sup> *Ibid.*, p.64.

<sup>386</sup> Ce système de responsabilités du commandement accorde à la présidence civile de la CCAM un pouvoir personnel incontesté concernant la nomination des hauts gradés, le contrôle du déploiement des troupes, des attaques nucléaires et des allocations de budget.

Tienanmen de 1989. De plus, la formule *zhengzhiju yizheng, junwei yijun*<sup>387</sup> de Mao a permis de créer une barrière institutionnelle afin d'éviter que les membres civils du Bureau Politique n'interviennent dans les affaires militaires. De nos jours, il n'existe plus de soldats professionnels possédant l'expérience de la révolution : ceux-ci n'ont donc aucune connexion personnelle avec les hauts dirigeants civils. En fait, une telle affirmation fait en sorte que tous les réseaux personnels pouvant soutenir des comportements interventionnistes sont coupés tant du côté militaire que civil.<sup>388</sup> Cette volonté du Parti-État de limiter à la fois le Bureau Politique et la Commission Centrale des Affaires Militaires à leur champ d'action respectifs peut être interprétée comme une promotion de la transparence et d'une culture institutionnelle plurielle, soit une initiative qui s'apparente à l'agenda de la « bonne gouvernance » défini par l'arène internationale.

#### 5.3.1.5. ... déterminée par le champ décisionnel du Bureau Politique

Le principe du leadership collectif du Bureau Politique<sup>389</sup>, permet d'empêcher les coalitions en « arrière-scène » entre les dirigeants civils et militaires. En ce qui a trait aux enjeux de sécurité nationale impliquant à la fois les dirigeants civils et militaires, le Bureau Politique constitue le centre d'un processus décisionnel qui s'inspire considérablement des propositions soutenues par l'APL.<sup>390</sup> De cette façon, l'Armée Populaire de Libération, en tant que groupe d'intérêt, exerce son leadership sur les enjeux concernant la défense nationale tout en étant influente sur la politique étrangère et les processus décisionnels en matière de sécurité nationale.<sup>391</sup>

Au cours de l'ère Jiang Zemin, un certain nombre de caractéristiques distinctives sont devenues discernables dans les relations civils-militaires. Une première caractéristique se trouve dans une relation de concessions mutuelles. Concrètement, cette relation requière la participation du PCC, particulièrement de ses plus hauts dirigeants, fournissant suffisamment d'influence politique et de soutien financier à l'armée en échange du

---

<sup>387</sup> Qui signifie que le champ d'action du Bureau Politique s'inscrit dans les affaires politiques et celui de la CCAM dans les affaires militaires. JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.64.

<sup>388</sup> JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.66.

<sup>389</sup> Tel que présenté au chapitre précédent.

<sup>390</sup> JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.67.

<sup>391</sup> *Idem.*

support complet de cette dernière pour les orientations générales des politiques élaborées par le Parti. En d'autres termes, l'APL accepte de plein gré le « contrôle absolu » du Parti seulement si ce contrôle fournit également la protection de ses intérêts les plus importants.<sup>392</sup> Enfin, des lois codifiées ont été sanctionnées par une nouvelle culture au sein des relations civils-militaires en Chine : cette culture a suscité la création de tabous profondément ancrés dans l'esprit des civils et des militaires quant au non-respect du code de conduite.<sup>393</sup> Cette mesure juridique peut être vue, encore une fois, comme une forme de promotion de la « bonne gouvernance », forme qui s'inscrit notamment dans une entreprise visant à instaurer l'État de droit dans la gestion du PCC des relations civil/militaire.

#### 5.3.1.6. *Conclusions partielles*

La période des réformes économiques marque également le passage d'une relation symbiotique entre le Parti Communiste Chinois et l'Armée Populaire de Libération vers une relation clientéliste. Cette situation permet à l'APL, maintenant considéré comme un groupe d'intérêt de premier ordre pour le PCC, d'être consultée dans l'élaboration de toutes politiques majeures. La mentalité autoritaire est bien présente dans l'espace décisionnel et la proximité que le Parti-État entretient face à la sphère militaire chinoise. En revanche, le PCC a su développer des stratégies afin d'encadrer l'autonomie de l'armée.<sup>394</sup> Ces mesures visent, d'une part, à trouver un point d'équilibre entre un contrôle civil efficace et une autonomie militaire jugée suffisante, et partagent, d'autre part, une affinité avec l'agenda de la « bonne gouvernance ». Ainsi se voit appliquée une forme de *gouvernance autoritaire* qui s'inscrit dans l'objectif général du PCC d'instaurer une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale. Poursuivons cette analyse en soulevant la contextualisation de la *gouvernance autoritaire* dans le rapport entre le Parti-État et la sphère juridique chinoise.

---

<sup>392</sup> JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p.67.

<sup>393</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>394</sup> Soit des stratégies telles que la promotion d'une institutionnalisation des pouvoirs décisionnels et de la transparence par le professionnalisme, développement d'un appareillage légal permettant de légiférer les pratiques interventionnistes « directes » de l'APL.

### 5.3.2. La gouvernance autoritaire et la sphère judiciaire : autour d'une désinstrumentalisation progressive de la loi en Chine

Le rapport entretenu entre le PCC et la sphère juridique constitue une autre illustration d'un changement d'orientation du Parti dans la conception de la loi en Chine. À ce titre, au cours des années 1980, le Parti a tâché de « détacher » ses propres instances organisationnelles de celles de l'État.

Afin d'appuyer cet objectif, une Constitution de l'État fut élaborée à partir des principes généraux mêmes qui ont guidé l'élaboration de la Constitution du Parti. Cette entreprise tend à montrer l'intérêt du PCC à instaurer un État de droit en Chine, bien qu'une conception chinoise de cet État de droit puisse présenter de nombreuses singularités comparé, par exemple, avec celle des instances internationales comme l'ONU.<sup>395</sup>

Par ailleurs, la Constitution de l'État chinois ne mentionne pas jusqu'à quel point le PCC doit jouer un rôle en matière de changements constitutionnels<sup>396</sup> : en effet, le Parti dirige l'adoption de la Constitution de l'État et les changements sporadiques s'y rattachant.<sup>397</sup>

#### *5.3.2.1. L'instauration d'une Constitution distincte de l'État chinois*

La Constitution actuelle de l'État fut adoptée en 1982. L'objectif principal était alors d'incorporer de nouvelles mesures de réformes économiques et d'ouverture dans la Constitution dans le but de rendre ces politiques plus stables et durables tout en les dotant d'une forme juridique. Ces mesures mettaient l'emphasis sur l'élaboration d'une modernisation socialiste comme projet national fondamental. Certains articles visaient la protection de l'investissement étranger et la reconnaissance de l'individuation de

---

<sup>395</sup> Zou Keyuan a proposé, dans son article « The Party and the Law » une définition de la notion d'État de droit. En fait, ce terme comporte plusieurs définitions. À ce titre, Zou cite A.V.Dicey qui lui affirme que l'État de droit contient deux principes : « (...) supremacy or predominance of regular law (as opposed to the influence of arbitrary power) and equality before the law (or the equal subjection of all classes to the ordinary law of the land administered by the ordinary law courts). » La liste des principes rattachés à l'État de droit peut être facilement étendu pour contenir d'autres éléments tels que : (a) toutes les lois devraient être prospectives, ouvertes et claires; (b) les lois devraient être relativement stables; (c) l'élaboration de certaines lois devrait être guidée par des règles générales ouvertes, claires et stables; (d) l'indépendance du système judiciaire doit être garanti; (e) la Cour devrait avoir des pouvoirs critiques sur l'application d'autres principes; (f) la Cour devrait être facilement accessible; et (g) le pouvoir discrétionnaire des agences de prévention contre le crime ne devrait pas être autorisé pour corrompre la loi. Le *Black's Law Dictionary* donne une définition simple de l'État de droit : ce dernier est un principe légal, une application générale, sanctionné par des autorités reconnues et s'exprimant habituellement sous la forme d'une maxime ou d'une proposition logique. Le dictionnaire mentionne plus loin que l'État de droit, parfois représenté sous le nom de « suprématie de la loi », soutient que les décisions doivent être prises en tenant compte de l'application de principes ou lois connus sans aucune intervention discrétionnaire dans son application. ZOU, Keyuan, 2006 : « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 83-84.

<sup>396</sup> En effet, le Parti Communiste Chinois est souvent défini comme l'équivalent d'un Parti-État.

<sup>397</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 78.



l'économie comme étant complémentaire à l'économie nationale.<sup>398</sup> Par ailleurs, si un espace d'autonomie est défini à l'individuation des pratiques économiques, ces pratiques doivent toutefois s'inscrire dans les modes de subjectivation définis par l'État.

Bien que les amendements à la Constitution de l'État suivent souvent les mêmes orientations que les changements dans celle du Parti, la première ne suit pas la seconde dans tous les aspects possibles : « For example, the concept of « rule of law » was first endorsed by the state Constitution in 1999 and then by the Party Constitution in 2002, though it was put forward by the Party at its 15th National Congress in 1997. »<sup>399</sup>

#### 5.3.2.2. *L'intervention du PCC dans le système législatif chinois : maintenir un contrôle malgré la séparation*

Le Parti a conservé le principe de base voulant que toutes les lois adoptées par le Congrès Populaire National (CPN) ou son Comité Permanent doivent au préalable être approuvées par le Comité Central. Dans ce cas-ci, souligne Zou, le principe fondamental du choix de ce qui doit être approuvé ou non n'est pas clair : le Parti se permet alors un pouvoir discrétionnaire lui permettant d'intervenir au moment choisi.<sup>400</sup> Cette ambiguïté volontaire du PCC à l'endroit des limites de sa non-intervention dans le CPN dans le processus d'élaboration de lois constitue une autre illustration de la mentalité autoritaire du Parti-État chinois.

Dans un document intitulé « Certaines opinions sur la consolidation du leadership du Parti dans le travail législatif de l'État », publié en 1991, le contrôle du PCC sur la législation est défini par quatre formes organisationnelles dominantes :

(a) organizational penetration of the NPC leadership and control over key NPC appointments through the NPC Party Group system and the *nomenklatura* system; (b) control over meeting agendas; (c) organizational oversight of legal drafting; and (d) pre-approval of draft laws by the Politburo and Secretariat.<sup>401</sup>

Ainsi, selon le Parti Communiste Chinois, être lié à la loi signifie d'abord accepter le leadership du Parti, et particulièrement quand vient le temps d'élaborer des lois. D'ailleurs, il est pertinent ici de souligner que les représentants du Congrès Populaire National (CPN) sont à plus de 70% de membres du Parti. D'autant plus que les représentants du CPN non-membres se soumettent largement à la discipline imposée par

<sup>398</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 80.

<sup>399</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>400</sup> *Idem.*

<sup>401</sup> *Ibid.*, p. 82.

le PCC.<sup>402</sup> En outre, depuis quelques années, tout en essayant de se séparer du gouvernement, le Parti a resserré son contrôle sur le système législatif. La logique derrière ces pratiques vient de l'idée qu'en raison de la séparation du Parti de l'État, le PCC a besoin d'autres moyens pour maintenir son contrôle sur le gouvernement et pour réussir à mettre en application ses politiques. Il le fait maintenant à travers la procédure législative. À ce titre, Zou rappelle le fait que la présidence du Congrès Populaire National est tenue par le secrétaire-général du Parti.<sup>403</sup>

Tel que mentionné plus haut, l'Amendement de 1999 soutient la volonté de gouverner le pays par l'usage de la loi. Il semble que le PCC se soit engagé à diriger le pays par le développement d'une société inscrite dans l'« État de droit ». Au cours de la 4<sup>e</sup> Session du CPN, l'idée de « gouverner le pays en conformité avec la loi et de construire la Chine dans un pays légalisé » fut intégrée au « 9<sup>e</sup> Plan quinquennal pour le développement de l'économie nationale et le progrès social, et le Programme de cibles de 2010 ». Cette mesure est très importante, soutient Zou Keyuan, puisqu'elle incorpore l'expression « État de droit » dans la Constitution de l'État chinois, malgré le fait que cet État de droit, dans l'esprit des dirigeants du Parti, est très différent des définitions observables dans la littérature occidentale.<sup>404</sup>

#### 5.3.2.3. *Le recours toléré bien que limité du citoyen-sujet à la loi*

Une des caractéristiques étonnantes du système juridique chinois est que la Loi Administrative Procédurale donne le droit à des citoyens ordinaires d'accuser des membres ou des organisations du Parti devant la cour, circonscrivant ainsi, dans une certaine mesure, les intérêts du PCC ou de certains de ses membres. En d'autres termes, dans le but de faire la promotion de l'État de droit, le Parti instaure un certain degré de tolérance. Cette ouverture du PCC face à la contestation citoyenne par le biais d'un recours à la loi permet, d'une part, d'impliquer le sujet-citoyen dans l'évolution de la sphère juridique en Chine et, d'autre part, de manifester un souci d'équité devant la loi envers les sujets-citoyens chinois. Ces efforts cadrent bien avec la promotion d'une « bonne gouvernance » particulière valorisée notamment par l'ONU. Cependant, il est

---

<sup>402</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 82.

<sup>403</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>404</sup> *Ibid.*, p. 85.

important de mentionner que le PCC ne tolérera pas l'utilisation de la loi par des individus pour remettre en question son propre pouvoir.<sup>405</sup>

#### 5.3.2.4. *Le rôle du comité politico- légal*

Le comité politico-légal est en fait un organe spécialisé à l'intérieur du Parti. Sa tâche première consiste à étudier les principaux enjeux du travail politico-légal (*zheng fa gongzuo*) et de soumettre des propositions à l'organisation centrale du Parti :

The function of the Political-Legal Committee is to realize the Party's leadership over political-legal work by linking the Party center to the political-legal front line, carrying out the Party's related policy and coordinating the relationship between/among various political-legal organs.<sup>406</sup>

Selon Zou Keyuan, ce mécanisme est empreint de caractéristiques chinoises. Ce comité est impliqué de manière active dans la sphère judiciaire et donne habituellement des directives aux différentes cours concernées sur la manière de gérer les cas judiciaires.<sup>407</sup>

#### 5.3.2.5. *Le Comité d'inspection disciplinaire ou la réactualisation d'une tradition chinoise par le PCC*

Un second organe du Parti interfère dans la sphère judiciaire : le *Comité d'inspection disciplinaire*. Ce comité fut restauré en 1978 afin de consolider la discipline et le style du Parti (*dang ji, dang feng*). Au cours des campagnes récentes de lutte à la corruption, le Comité d'Inspection Disciplinaire a mis en place une procédure dont l'efficacité est maintenant reconnue, surnommée la « double restriction » (*shuanggui*). Cette approche est une pratique interne au PCC généralement appliquée aux représentants de haut niveau au sein du Parti accusés de corruption. Ces accusations sont reléguées au système judiciaire seulement après avoir été traités d'abord par le Comité d'Inspection Disciplinaire. Cette pratique provient en fait de la tradition ancienne chinoise<sup>408</sup> voulant qu'un meurtrier appartenant à une famille de sang royal ou agissant à titre de représentant officiel haut placé ayant été condamné à mort puisse se prévaloir d'un droit de demander grâce auprès de l'empereur. Pour des crimes de moindre gravité (que le meurtre), le châtiment pouvait être réduit en échange de l'abandon de son titre, de son rang. Le PCC semble avoir utilisé cet héritage ancien, puisque le Parti applique une telle règle à ses propres cadres, et ce au détriment du système judiciaire.<sup>409</sup>

<sup>405</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 83.

<sup>406</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>407</sup> *Idem.*

<sup>408</sup> Au même titre d'ailleurs que l'idée de *gouverner par vertu*.

<sup>409</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 91. Dans l'édition du 16 novembre 2003 du *People's Daily*, il est

### 5.3.2.6. *La subjectivation du personnel oeuvrant dans le système judiciaire : l'impartialité malgré le biais*

La loyauté au Parti est certainement le critère le plus important dans le recrutement du personnel oeuvrant au sein du système judiciaire. Cette emphase sur la loyauté explique, en partie du moins, la raison pour laquelle un nombre considérable d'anciens militaires à la retraite ont été recrutés : ils sont considérés parmi les membres les plus loyaux du Parti.<sup>410</sup> Cette « préséance » des militaires dans la sélection du personnel judiciaire constitue une illustration claire du souci manifesté par le PCC de bien servir les intérêts de l'Armée Populaire de Libération afin de consolider l'appui de la sphère militaire aux instances politiques. De surcroît, la plupart des cadres oeuvrant au sein de la cour sont des membres du PCC et sont, plus souvent qu'autrement, enclins à obéir aux décisions ou politiques du Parti lorsqu'ils ont à se prononcer sur un cas, et plus particulièrement dans les cas ayant des implications politiques. En fait, la difficulté majeure à laquelle doit faire face le système judiciaire en Chine se trouve dans le fait que la plupart des plus hauts représentants du système judiciaire reconnaissent la nécessité d'impartialité et d'indépendance de leur travail, bien qu'ils soient obligés légalement de protéger les intérêts politiques du Parti Communiste Chinois.<sup>411</sup> En fait, l'implication du PCC dans les actions de la cour judiciaire est soutenue par la Constitution Chinoise : « In light of this reasoning and the fact that the constitution mentions the principle of « party leadership » in its preamble, involvement of the CCP in the work of the courts is not deemed interference but rather constitutionally sanctioned leadership. »<sup>412</sup>

### 5.3.2.7. *Conclusions partielles*

Dans sa volonté de doter le système juridique chinois d'un fonctionnement autonome et impartial, le PCC propose des changements qui ne cadrent pas avec son monopole du pouvoir politique. Malgré le fait que des développements importants montrent que le

---

possible de lire que sur 168 000 cas de violation de la loi, 687 personnes ont reçu une sanction disciplinaire administrative et/ou provenant du PCC et 94 ont été sujettes à des accusations provenant du système judiciaire. Selon Keyuan Zou, cette même implication du CID nuit à l'indépendance du système judiciaire en permettant à certains membres du Parti, particulièrement dans les cas des hauts membres du PCC, d'échapper à la justice criminelle. ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 92.

<sup>410</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>411</sup> *Ibid.*, p. 92-93.

<sup>412</sup> NATHAN, Andrew J, 2006: « China's Constitutionalist Option », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield Publishers Inc, p.184.

Parti s'implique activement dans le développement d'un État de droit en Chine<sup>413</sup>, des irrégularités dans le traitement des cas judiciaires s'observent encore aujourd'hui. À cet égard, les activités du Comité d'Inspection Disciplinaire du Parti montrent un traitement différentiel des hauts dirigeants impliqués notamment dans des cas de corruption. En d'autres termes, comme le rappelle Zou Keyuan, il n'est pas approprié d'employer les standards d'une société dotée d'un système juridique mature pour évaluer la situation de l'État chinois.<sup>414</sup> Si les développements d'un système juridique autonome et impartial sont mis de l'avant par le Parti lui-même, il est donc juste d'affirmer que le PCC cherche progressivement à ne plus employer la loi comme simple instrument contribuant à la préservation du monopole du Parti sur le pouvoir politique. Ce processus, observé depuis plus de vingt ans, montre, à l'instar du processus de réformes économiques, que son cheminement ne sera pas empreint de « retours en arrière », bien qu'il soit plutôt question pour le moment d'un « Parti-État de droit ». Cette désinstrumentalisation progressive du système juridique constitue un autre exemple de l'application d'une forme de *gouvernance autoritaire* à travers l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale chinoise. Dans le but de poursuivre l'illustration de cette forme hybride de gouvernement dans une perspective d'étude de la gouvernance telle que l'entend Jude Howell, il s'agira ici d'aborder les processus et arrangements à l'intérieur de la société en jetant un regard critique foucaldien sur les nouveaux rôles attribués aux organisations sociales par le Parti-État chinois, leur permettant de prendre le relais d'un certain nombre de responsabilités préalablement considérées comme « étatiques ».

#### ***5.4. La « gouvernance autoritaire » comme tactique déterminante de l'autonomie des organisations sociales chinoises***

##### ***5.4.1. Les modes et processus de subjectivation des organisations sociales en Chine***

La mise en place du processus des réformes économiques fut également considérée par le PCC comme une période propice à repenser la portée des actions directes posées par le Parti-État, actions se traduisant dans un certain nombre de responsabilités et services à l'endroit de la population chinoise. S'inspirant des doctrines néolibérales, le PCC a choisi

---

<sup>413</sup> Tel que mentionné par Keyuan Zou, le PCC de l'ère Mao rejetait d'entrée de jeu le concept d'État de droit.

<sup>414</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 95-96.

de tendre vers une réduction de ces fonctions et services tout en ouvrant des espaces différentiels d'autonomie afin de permettre à un certain nombre d'organisations sociales d'en prendre le relais.<sup>415</sup> Il s'agira ici, d'un côté, de comprendre quels sont les modes de subjectivations employés par le PCC afin d'assujettir les organisations sociales à des formes d'autonomie déterminée, et, de l'autre, de soulever les processus de subjectivation par lesquels les organisations sociales emploient diverses stratégies de négociation, d'évasion et de complaisance factice afin d'être en mesure de se constituer comme sujet de leur propre existence.<sup>416</sup>

Les organisations sociales mises sur pied en Chine aujourd'hui se définissent à travers un vaste spectre quant à leur autonomie :

(...) from the China Family Planning Association, which was set up by the government Family Planning Commission to receive foreign donor funding, to a group such as Friends of Nature that operate as freely as one can in the field of environmental education.<sup>417</sup>

De cette pluralité de libertés déterminées émerge un constat : plus une organisation sociale cherche à se mouvoir en-dehors des modes de subjectivation définis par le Parti-État, plus elle verra son processus de subjectivation être l'objet d'interventions administratives étatiques directes. En fait, le degré d'autonomie d'une organisation sociale allouée par le PCC est directement corrélé à son niveau de « politisation ».<sup>418</sup>

Afin d'appuyer les modes de subjectivations (et d'en limiter les processus), les dirigeants du PCC ont opté pour le développement d'un cadre législatif rigoureux.<sup>419</sup>

L'élimination de la responsabilité des entreprises d'État de fournir la sécurité sociale aux employés exige par conséquent l'expansion du secteur des organisations sociales. À ce sujet, en 2004, le premier ministre Wen Jiabao affirmait que le gouvernement ne devait pas s'immiscer dans les affaires des entreprises, des ONG et des organisations intermédiaires.<sup>420</sup> Cette ouverture à l'extension du secteur des organisations sociales a

<sup>415</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield, p. 286.

<sup>416</sup> *Idem.*

<sup>417</sup> *Idem.*

<sup>418</sup> DICKSON, Bruce J., 2006: "Cooptation and Corporatism in China: The Logic of Party Adaptation", dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 135.

<sup>419</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu, 2006: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 287.

<sup>420</sup> *Ibid.*, p. 288.

également rappelé l'importance de raffermir les processus de régulation. Une telle réglementation illustre l'effort gouvernemental visant à encadrer la définition des subjectivités des organisations sociales d'une manière encore plus accentuée afin de mieux les intégrer dans les structures du Parti-État existantes. Plusieurs éléments du cadre législatif visant à déterminer le développement, la composition et les pratiques des organisations sociales permettent d'emblée de rendre compte de la singularité de ce mode de subjectivation conduit par le PCC. Les éléments constitutifs de cette réglementation manifestent une mentalité autoritaire, ce qui n'empêche en rien de constater des affinités avec les doctrines de la « bonne gouvernance ».

Présentons d'abord la singularité d'un tel mode de subjectivation. Premièrement, les organisations sociales chinoises, toutes catégories confondues, doivent trouver une unité de gestion professionnelle (*yewu zhuguan danwei*) qui agira à titre de commanditaire. Ce dernier est tenu de déterminer si l'organisation sociale vient satisfaire un besoin tangible, et ce sans créer d'« interférences » avec les objectifs et activités d'autres organisations. De plus, l'unité commanditaire (*guakao danwei*) se doit de s'assurer que les membres de l'organisation possèdent les aptitudes nécessaires pour remplir leurs fonctions au sein du groupe.<sup>421</sup> Pour reprendre une perspective d'analyse foucaldienne, nous dirons que l'unité commanditaire en vient, par un processus d'association « commanditaire/commandité », à faire partie des éléments constitutifs du mode de subjectivation défini par le Parti-État : elle est à la fois un organe inclus dans la subjectivité d'une organisation sociale donnée et un organe garant de l'assujettissement de l'organisation sociale aux modes de subjectivation prônés par le PCC.<sup>422</sup>

Deuxièmement, les organisations sociales « similaires » ne peuvent pas coexister à des paliers administratifs variés. Cette loi permet de réduire la représentation de la population

---

<sup>421</sup> Dans le cas où une organisation sociale se voit refusée sa demande de commandite, elle ne peut tenter de faire renverser la décision par des instances supérieures à l'organisme commanditaire. De plus, la réglementation demeure floue à savoir, lorsqu'un commanditaire refuse la demande d'accréditation d'une organisation sociale, si cette dernière est libre ou non de se tourner vers d'autres organismes. D'un autre côté, le rejet par un commanditaire doit, logiquement, rendre plus difficile l'obtention d'une accréditation auprès d'une autre unité. SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 289.

<sup>422</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 290.

à un petit nombre d'unités de gestion tout en étant aussi employée pour refuser l'accréditation de certains groupes.<sup>423</sup>

Troisièmement, les organisations sociales doivent s'enregistrer auprès du département des affaires civiles de leur propre comté. Une telle mesure empêche les groupes locaux de permettre l'adhésion de nouveaux membres provenant d'autres régions et, par le fait même, la possibilité pour une organisation locale de s'élever à des niveaux de représentation plus importants. A contrario, la réglementation empêche également les organisations sociales nationales d'établir quelconques « branches » régionales.<sup>424</sup>

Une seconde stratégie consiste en la réactivation de l'emploi des cellules du Parti à l'intérieur des organisations non gouvernementales (ONG) afin d'en assurer un meilleur contrôle. Selon la Constitution du Parti, une cellule du PCC doit être établie dans chacune des ONG possédant trois membres du PCC et plus. Dans le cas des organisations non gouvernementales ne possédant pas assez de membres du Parti, et où l'élaboration d'une cellule du Parti est difficile à envisager, les membres de l'ONG membres du Parti doivent se rallier à une cellule ou groupe du Parti en dehors de leur organisation commanditaire.<sup>425</sup> Bien que la réglementation officielle empêche le PCC et les représentants officiels oeuvrant au-delà du niveau de la division d'agir en tant que dirigeant officiel d'une organisation civile, il n'en demeure pas moins que d'anciens membres du PCC et des représentants de l'État continuent de remplir presque toutes les positions de direction au sein des organisations civiles les plus importantes.<sup>426</sup>

#### *5.4.1.1. Le processus de subjectivation des organisations sociales : des stratégies de négociation aux moyens détournés*

Une des stratégies de résistance permettant aux organisations sociales d'éviter le contrôle du PCC vise à s'enregistrer à titre d'organisation auxiliaire à l'intérieur d'une organisation sociale « dormante » : « An example of this is a very active family and

<sup>423</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 290.

<sup>424</sup> Tel fut le cas d'un certain nombre de groupes religieux comme le Falun gong de même que les groupes possédant un contenu plus politique tels que des groupes militants pour la souveraineté du Tibet. À ce titre, la réaction oppressive du PCC à l'endroit des manifestations tibétaines à l'orée des Jeux Olympiques tenus à Pékin en août 2008.

<sup>425</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 292.

<sup>426</sup> LIEW, Leong H, 2005: « China's Engagement with Neo-liberalism: Path Dependency, Geography and Party Self-Reinvention », dans *The Journal of Development Studies*, *Op.cit.*, p.345.



sexual advice center in Beijing that operates under the moribund China Association of Social Workers. »<sup>427</sup> Une autre tactique permettant aux organisations sociales d'échapper au contrôle du Parti-État consiste à s'enregistrer à titre d' « organisation secondaire » :

In this case, the organization only needs to secure approval from the agency that has accepted to bring it under its supervision. The organization merely deposits a file at the appropriate administrative level of civil affairs but this organ is not involved in monitoring or auditing the group and does not require its host agency to submit any reports. Institutions of higher learning are the most popular choice given their generally more open and liberal leaderships. Organizations range from the university's own research centers that can operate services to the public at large.<sup>428</sup>

Le recours à de telles tactiques, pour reprendre les propos de Michel Foucault, fait en sorte que les organisations sociales chinoises jouent *contre* leur propre culture *avec* leur propre culture. En exploitant les failles du système d'accréditation des organisations sociales en s'enregistrant soit comme « organisation secondaire » ou en se greffant à une organisation « caduque », certains regroupements sociaux arrivent à échapper à certains modes de subjectivation imposés par le contrôle autoritaire étatique chinois.

D'autres organisations sociales, moins préoccupées par l'emploi de telles stratégies, ne s'enregistrent tout simplement pas auprès des instances officielles ; elles organisent plutôt des groupes informels. Bien que de telles pratiques soient techniquement illégales, il existe plusieurs « clubs », « salons » et « forums » illicites au sein de la Chine urbaine. Dans un même esprit, on assiste à la renaissance de pratiques philanthropiques traditionnelles, dans certaines régions rurales gravitant autour des clans, de la parentèle et autres formes d'associations locales. Paradoxalement, si les modalités d'enregistrement exigées par le Parti-État deviennent plus élaborées et plus contraignantes, le nombre d'organisations sociales ne faisant pas partie du registre officiel tend également à s'accroître.

Enfin, puisque les réseaux sociaux en Chine se superposent aux structures formelles, certains groupes ont pu être en mesure de se servir de leurs connections afin de s'enregistrer directement auprès des départements des affaires civiles ou de se voir chapeautés par une organisation commanditaire qui n'a que peu d'affinités avec les

---

<sup>427</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 293.

<sup>428</sup> *Idem.*

activités de l'organisation accréditée.<sup>429</sup> Cette initiative constitue, à n'en point douter, une autre forme de résistance des organisations sociales contre leur implication passive dans la détermination de leur propre subjectivité. La prédominance des connexions (*guanxi*) en Chine dans les interactions sociales est une composante importante de la subjectivité des organisations sociales leur permettant de s'impliquer dans le processus de subjectivation et ainsi jouer un rôle actif dans la constitution de leur propre existence.

#### 5.4.2. Conclusions partielles

L'exemple des organisations sociales démontre, alors que l'espace social s'ouvre, que l'État continue de préserver une part considérable de son pouvoir organisationnel afin de dominer l'espace dans lequel s'inscrivent les organisations sociales émergentes et ainsi être à même de mieux réorganiser ces dernières. Le legs de certaines responsabilités étatiques aux organisations sociales s'inscrit pleinement dans la doctrine de la *bonne gouvernance* qui vise notamment la collaboration entre l'État et la société dans l'administration des services à la population. D'un autre côté, la mentalité autoritaire du PCC demeure prédominante à travers les stratégies employées afin de déterminer les subjectivités des organisations sociales en Chine par le biais de l'instauration de modes de subjectivation. En réaction à ces formes de contrôle, alors que certaines organisations sociales s'assujettissent – partiellement ou complètement – aux formes de constitution et d'activités dictées par le Parti-État, d'autres entrent dans un rapport de résistance en utilisant les interstices des modes de détermination étatiques afin de mieux participer aux processus de subjectivation de leur identité et de leurs actions.

L'étude des organisations sociales révèle les tensions internes d'une culture de parti léniniste traditionnelle sous la stratégie développementale actuelle. Ce constat de Tony Saich s'inscrit dans la perspective d'analyse développée dans ce mémoire, à savoir qu'une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale conduit l'exercice du gouvernement par le PCC à travers une pluralité de formes, dont celle d'une *gouvernance autoritaire*. Parmi les organisations sociales chinoises, l'instauration d'une gestion de la population par le biais du paradigme de la *communauté* constitue une illustration très forte d'un mode de subjectivation de l'urbanité chinoise.

---

<sup>429</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 294.

### 5.5. La gestion de la population urbaine à travers une logique de « communauté »

La présentation de cette application « totalisante et individualisante » de la *gouvernance autoritaire* permettra, d'un même élan, de constater le renouveau observable dans l'exercice du gouvernement conduit par le PCC depuis l'instauration du projet de construction d'une économie socialiste de marché en Chine contemporaine.

Selon des documents politiques du gouvernement central circulant au niveau national à la fin de l'an 2000, la « communauté » est désignée comme unité de base de l'organisation urbaine sociale, politique et administrative.<sup>430</sup>

#### 5.5.1. Contextualiser la notion de « communauté » dans la Chine urbaine

La rationalité rattachée à l'idée de *communauté* est appliquée et comprise de façon différente selon la pluralité de contextes nationaux et locaux dans lesquels cette logique fut intégrée. À ce titre, David Bray évoque la formation du « Communitarian Network »<sup>431</sup> aux États-Unis par Amitai Etzioni de même que l'importance accordée à la notion de la « communauté » dans la définition de la « Troisième voie »<sup>432</sup> du Parti travailliste britannique de Tony Blair.<sup>433</sup>

Selon le ministère des Affaires Civiles, l'acception officielle du terme « communauté » en Chine réfère aux deux niveaux les plus bas des divisions territoriales existantes au sein du système de gouvernance urbaine : le « Bureau de rue »<sup>434</sup> et le « Comité des Résidents ».<sup>435</sup> La *communauté* constitue donc le plus bas niveau d'intervention étatique possible, niveau auquel les individus sont inclus le plus concrètement dans la société.<sup>436</sup>

Cette volonté nouvelle du Parti-État chinois se contextualise, dans le cas de la population urbaine, d'une transformation démographique importante observable depuis le début des réformes :

<sup>430</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, vol.35, no.4 (nov.), p. 531.

<sup>431</sup> Le « Communitarian Network » visait à la fois à dénoncer une valorisation à l'excès de l'individualisme et à réagir face au constat du déclin de la moralité au sein de la société états-unienne.

<sup>432</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 532.

<sup>433</sup> *Ibid.*, p. 532.

<sup>434</sup> Soit la traduction du terme « Street Office ».

<sup>435</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 534.

<sup>436</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 195.

Analysis of the urban population undertaken by the MCA [Ministry of Civil Affairs] showed a marked reduction in the size of families with a trend toward two-generation families where both parent work and also an increase in one-parent families as a result of rising divorce rates.<sup>437</sup>

L'allègement simultané du contrôle des mouvements de populations résulta d'une arrivée massive au sein des villes de travailleurs migrants provenant des régions rurales, ce qui eut pour effet d'accroître les pressions sur les services de base de la population urbaine tout en soulevant de nouveaux enjeux dans la définition et l'application du programme de contrôle des naissances.<sup>438</sup> La gestion de la population par le biais de la rationalité de la *communauté* coïncide avec le déclin rapide des unités de travail dans la seconde moitié des années 1990 suite aux efforts du premier ministre Zhu Rongji de restructurer le secteur étatique.<sup>439</sup>

#### 5.5.2. Le modèle de Shenyang de la « construction de communauté »

Le passage des *Comités de résidents* à l'instauration de *communautés* fut observable dans la ville de Shenyang et constitue l'un des endroits où furent conduits, dans la seconde moitié des années 1990, des projets-pilotes organisationnels fondés sur la logique de la *communauté*. Si les Comités de résidents regroupaient en moyenne entre 100 et 700 maisonnées, il fut décidé que les communautés formées à Shenyang regrouperaient entre 1000 et 1500 maisonnées : cette augmentation considérable du regroupement social constitué par la communauté par rapport au comité de résidents est justifiée par le fait que, dans cette ville, la majorité de la population vit maintenant dans des immeubles à appartements contenant plusieurs étages.<sup>440</sup> Afin d'être en mesure d'en délimiter les limites spatiales, trois types de communautés furent développées par rapport aux différents types d'espaces sociaux observables au sein de la ville : « (...) (1) work unit type – based on a single work unit compound; (2) compound type – centred on a single residential compound (*xiaoqu*); and (3) block type – defined by an urban block bounded by major roads (...) »<sup>441</sup> Avec le passage d'une organisation de la base de la société des comités de résidents vers les communautés, David Bray affirme que les

<sup>437</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 534-535.

<sup>438</sup> *Ibid.*, p. 535.

<sup>439</sup> *Ibid.*, p. 536.

<sup>440</sup> *Ibid.*, p. 537.

<sup>441</sup> *Ibid.*, p. 538.

cadres attirés au nouveau mode social d'organisation sont, pour la plupart, plus jeunes, mieux éduqués et plus expérimentés que leurs prédécesseurs.

### 5.5.3. Fonctions et responsabilités de la « communauté »

Il est possible d'identifier cinq fonctions ou responsabilités majeures parmi toutes celles qui sont imposées aux communautés. Premièrement, la communauté doit fournir un certain nombre de services aux personnes qui en font partie. Cette tâche met l'accent sur les différents groupes – au sein d'une même communauté – qui requièrent des traitements particuliers : les personnes âgées, les malades, les handicapés, les citoyens-sujets à des difficultés financières, les sans-emploi et les travailleurs mis à pied. Les cadres responsables d'une communauté donnée doivent administrer l'obligation de l'État de fournir des indemnités de base à ceux qui n'ont pas d'autres moyens de subsistance.<sup>442</sup> Deuxièmement, la communauté doit prendre en charge la responsabilité de la gestion des soins de santé et des services sanitaires.

Troisièmement, la communauté est chargée d'organiser un vaste éventail de programmes culturels et éducatifs. Ce travail éducatif met principalement l'accent sur la diffusion des politiques du PCC référant notamment à l'« éducation socialiste » ou à l'« éducation d'un citoyen civilisé de qualité ».

Quatrièmement, la communauté joue un rôle prépondérant dans la coordination locale de la sécurité civile. À ce titre, les cadres des différentes communautés doivent travailler en étroite collaboration avec la police locale et les gardiens de sécurité des unités de travail du voisinage et des quartiers résidentiels.

Cinquièmement, la communauté se doit d'agir à titre d'agent de liaison avec les autres formes d'organisations sociales afin d'en faciliter la coordination. À ce sujet, il est important de souligner, rappelle Bray, que la communauté reçoit ses directives du « Bureau de rue » du district du gouvernement et de l'organisation locale du Parti. De plus, si la communauté possède un nombre suffisant de membres du PCC, elle doit établir sa propre branche du Parti : dans un tel cas, le directeur du comité de la communauté agira aussi en tant que secrétaire de la branche du Parti.<sup>443</sup> La communauté,

<sup>442</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 540.

<sup>443</sup> *Ibid.*, p. 540. Cette proximité entre la communauté et l'organisation du PCC n'est pas sans rappeler l'obligation, soulevée par Tony Saich, pour les ONG possédant 3 membres du PCC et plus d'ouvrir une cellule partisane en leur sein.

au même titre que le Comité de résidents, est officiellement désignée comme une « organisation de masse » : il en résulte ainsi que l'une des premières tâches des cadres de chacune des communautés est de mobiliser les masses afin de favoriser leur participation.<sup>444</sup> En dépit de l'héritage de la *communauté*, telle qu'entendue par le gouvernement, par rapport à la conception maoïste de la « mass line »<sup>445</sup>, il n'en demeure pas moins que le choix du Parti-État d'intégrer les sujets-citoyens urbains dans un mode d'organisation favorisant leur mobilisation à participer aux activités économiques, sociales et politiques peut être considéré comme une autre illustration de l'intégration des doctrines de la *bonne gouvernance* dans l'exercice du gouvernement conduit par le PCC. Alors que la communauté se voit progressivement saturée de lois, de codes de conduite, de processus et de standards, force est de constater que l'information adressée aux résidents d'une communauté va au-delà de la simple volonté de renseigner sur les services offerts par l'organisation; elle cherche aussi à instruire sur les structures, les processus, les procédures et les standards éthiques à travers lesquels la communauté doit s'opérationnaliser.<sup>446</sup>

#### 5.5.4. La communauté et l' « autogouvernance » en Chine

L'idée de l'*autogouvernance* est intimement reliée au paradigme de la *communauté*. Or, David Bray constate que, dans le cas des documents locaux de Shenyang, l'*autogouvernance* est utilisée dans un sens largement conventionnel et désigne simplement une arène organisationnelle se situant à l'extérieur des structures formelles du gouvernement. D'ailleurs, en dépit du haut niveau d'implication du gouvernement dans le développement et la promotion de la « construction de communautés », cette

---

<sup>444</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 541.

<sup>445</sup> Le concept de campagne de masse (une traduction du terme « mass line »), défini par Mao Zedong, s'inspire d'emblée de l'un des quatre concepts traditionnels chinois employé par Confucius pour définir la justification originelle de la légitimité politique : le « consentement populaire » ou « le peuple est la racine de l'État » (*min ben*). Voici une définition de la « mass line » proposée par Guo Baogang: (...) a term used by Mao meaning that all decisions must be « from the mass to the mass. » « To link oneself with the masses, » Mao wrote, « one must act in accordance with the needs and wishes of the masses. » All work done for the masses must start from their needs and not from the desire of any individual, however well-intentioned." His most famous quote, "The people, and the people alone, are the motive force in the making of world history," inspired millions of Chinese people to participate in his massive economic and political campaigns. GUO, Baogang, 2006: « Political Legitimacy in China's Transition: Toward a Market Economy », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield, p.156.

<sup>446</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 542.

forme sociale d'organisation est définie comme une organisation pouvant se « gouverner elle-même ». L'*autogouvernance* comprise dans les méthodes opérationnelles de la communauté n'implique donc pas une possible « autonomie absolue », mais plutôt une forme limitée d'*autogouvernance* à travers laquelle la *communauté* doit opérer la gestion de ses propres affaires à l'intérieur des paramètres établis par les autorités gouvernementales. La *communauté* a d'ailleurs la tâche de rehausser les standards moraux et éducationnels au sein de certaines tranches de la population (les travailleurs migrants, les « petits » criminels, les délinquants, les sans emplois). En prenant en charge ces responsabilités, la *communauté* a été mobilisée de manière croissante en tant qu'acteur au sein de campagnes nationales visant à accroître la « qualité » (*suzhi*) de la population.<sup>447</sup>

L'application de plusieurs schèmes de responsabilité morale montre que la *communauté* est loin de constituer un tout conséquent, puisqu'elle évoque une variété de pratiques discriminantes qui distinguent publiquement le moral de l'amoral, l'« apte » et le « inapte » ou, pour reprendre le discours officiel chinois, entre la population de haute « qualité » et celle de basse « qualité ». Les sujets-citoyens qui sont identifiés comme présentant une ou plusieurs carences en attributs moraux sont, par extension, jugés incapables de prendre part à l'autogouvernance. Ces sujets-citoyens deviennent, par conséquent, des objets de la gouvernance alors que la *communauté* déploie ses ressources collectives afin de les éduquer, les guider et, lorsque nécessaire, les surveiller et les contrôler. De moult façons, ces pratiques « discriminantes » consolident plutôt qu'affaiblissent le rôle de la *communauté* : non seulement parce qu'elles constituent des cibles pour l'intervention normative organisée, mais, plus important encore, parce que l'existence de sujets de basse « qualité » justifie la nécessité d'une gouvernance locale : « Self governance in this context does not imply any inherent equality amongst citizens in term of the right to govern, but rather turns on a moral division between those fit to govern and those fit only to be governed. »<sup>448</sup>

---

<sup>447</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 544.

<sup>448</sup> *Ibid.*, p. 545.

### 5.5.5. Conclusions partielles

Bien qu'il existe quelques ressemblances entre les formes de gouvernance développée à travers l'accent sur la *communauté* notamment au Royaume-Uni et aux États-Unis, le modèle chinois présente un certain nombre de caractéristiques singulières : la plus manifeste se trouve certainement dans son haut degré d'institutionnalisation. Cette intégration au sein de l'organisation du Parti-État chinois est telle qu'elle ressemble même, avance David Bray, à un nouveau palier local du gouvernement.<sup>449</sup>

En tant qu'« activistes locaux », les volontaires oeuvrant au sein des *communautés* sont transformés en modèles exemplaires pour ensuite servir à la formation du reste de la population dans l'art de gouverner le soi commun. En somme, la « construction de *communautés* » dans la Chine urbaine est forgée par une combinaison hybride : l'alliage de modes d'interventions gouvernementales directes à un système très élaboré de services volontaires et un engagement face à l'efficacité de la communauté dans son rôle d'agent du perfectionnement moral.<sup>450</sup> D'ailleurs, la conception d'« autogouvernance » rattachée à la *communauté* permet d'illustrer la singularité de la notion chinoise d'autonomie. Dans le contexte chinois, l'autonomie sert alors à désigner l'aptitude d'un sujet-citoyen à s'impliquer dans la détermination de sa propre existence, dans la mesure où cette « participation » concorde avec les modes de subjectivation déterminés par le Parti-État. Ainsi, un sujet-citoyen non-autonome est considéré, aux yeux du PCC, comme étant passif face à l'intervention étatique, face à son objectivation comme sujet. La combinaison de modes d'interventions étatiques directes et de modes d'organisations volontaires peut être envisagée, dans le cadre de cette analyse, comme une forme hybride de *gouvernance autoritaire* inscrite dans l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale en Chine contemporaine. Enfin, un dernier thème sera soulevé, celui des politiques de contrôle des naissances, pour illustrer, une fois de plus, le caractère « totalisant et individualisant » de la *gouvernance autoritaire*.

---

<sup>449</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 545-546.

<sup>450</sup> *Ibid.*, p. 546.



### ***5.6. Autour d'une application totalisante et individualisante de l'art socialiste néolibéral de gouvernement : le programme de contrôle des naissances***

Le nombre d'habitants a été, depuis fort longtemps, employé par les observateurs étrangers comme caractéristique de premier ordre des spécificités historico-culturelles de la Chine. Alors que la population totale chinoise se chiffrait à un peu moins de 542 millions en 1949<sup>451</sup>, ce nombre a plus que doublé en 2007 pour atteindre environ 1,33 milliard.<sup>452</sup>

Le nombre de paysans, en termes proportionnels, est passé de 70% à près de 50%, le nombre absolu ayant d'ailleurs augmenté. En 1978, on estimait à 298 millions le nombre de travailleurs agricoles. Ce nombre a augmenté en 1991, passant à 350 millions pour ensuite diminuer à 321 millions de travailleurs agricoles en 1999.<sup>453</sup> Parmi les stratégies préconisées par le PCC, le programme de planification de la population constitue l'une des formes de son champ d'action les plus importantes pour lutter contre les effets « indésirés » des réformes<sup>454</sup> sur la bonne marche d'une économie socialiste de marché.

#### ***5.6.1. Historiciser le « Programme de planification de la population »***

Depuis l'accession du PCC au contrôle du pouvoir politique, les politiques en matière de population ont eu, dans l'ordre chronologique d'apparition, trois dimensions-clés : la *localisation*, la *quantification* et la *qualification*.

La dimension de la localisation de la population fut particulièrement patente au cours de l'ère Mao, et ce bien qu'elle soit encore observable aujourd'hui. D'emblée, l'élaboration du programme de « planification des naissances » en 1956-1957 par Mao<sup>455</sup> instaura des efforts de localisation dans le contrôle de la population. Cette localisation, avant de s'inscrire dans les espaces « sociaux » tels que la ville et la campagne (le village), fut élaborée dans un espace « administratif », le Plan. Ainsi l'effort de localisation visait,

<sup>451</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 17.

<sup>452</sup> NATIONS UNIES, 2008: *World Population Policies 2007*, New York, United Nations Publications, p. 163.

<sup>453</sup> FEWSMITH, Joseph, 2003: « Elite Responses to Social Change and Globalization », dans HOWELL, Jude, *Governance in China*, New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc, p. 26.

<sup>454</sup> Notamment les « cercles de pauvreté » profondément enracinés au sein des provinces intérieures et des régions rurales.

<sup>455</sup> La création du programme de « planification des naissances » s'inscrit à la fin du premier « Plan quinquennal », conduit en 1953 et 1957. BRODSGAARD, Kjeld Erik, 1983: « Paradigmatic Change: Readjustment and Reform in the Chinese Economy, 1953-1981 », dans *Modern China*, *Op.cit.*, p.43-44.

d'abord et avant tout, à localiser les naissances dans une distinction catégorielle entre les enfants « planifiés » des enfants « non-planifiés ».<sup>456</sup>

Ces politiques cherchaient aussi à confiner la population rurale à l'intérieur des campagnes et ainsi empêcher leur entrée au sein des villes.<sup>457</sup> Les politiques post-Mao en matière de population ont d'ailleurs contribué à la persistance de cette division « rural-urbain » en élaborant des réglementations et des mécanismes de renforcement du contrôle des naissances propre à chacun des deux espaces.<sup>458</sup>

Entre les années 1970 et 2000 (approximativement), les politiques du PCC en matière de population ont mis une emphase quasi exclusive sur la diminution du taux de croissance. L'effort le plus emblématique de cette préoccupation est certainement l'instauration de la politique de l'« enfant unique » en 1979.<sup>459</sup> Pour ce faire, la Chine a exercé une intervention étatique directe sur la détermination non seulement du nombre d'enfants élevés par couple, mais aussi sur la période envisagée pour le mariage, le moment choisi par un couple pour commencer à fonder une famille et l'intervalle entre les grossesses.<sup>460</sup> Ainsi, pour qu'une telle intervention de l'État dans la détermination des choix reproductifs des sujets-citoyens soit envisageable, la collecte de données « personnelles » fut plus que nécessaire. S'inspirant des formes occidentales de sciences naturelles, notamment la cybernétique et l'écologie de la population<sup>461</sup> du « Club de Rome », au cours de la transition cruciale de 1979-1980, le problème de la population se définissait par une double crise : trop de Chinois, trop de Chinois « arriérés ».<sup>462</sup>

Au cours des dernières décennies, le système des naissances en Chine a créé un appareillage géant qui cherche à conduire une surveillance méticuleuse, une gestion et un contrôle sur pratiquement tous les aspects de la vie reproductive de 1,3 milliards de Chinois. Les « ingénieurs » démographiques chinois (scientifiques, administrateurs, planificateurs...) ont créé cet appareil institutionnel, juridique, politique et discursif en

<sup>456</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 277.

<sup>457</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>458</sup> *Idem.*

<sup>459</sup> *Ibid.*, p. 105.

<sup>460</sup> Cette approche multi-facette est patente à travers le contenu du slogan, employé au cours des années 1970, « later-longer-fewer » (*wan xi shao*, soit se marier plus tardivement, un plus grand intervalle entre les grossesses et moins d'enfants). *Ibid.*, p. 43.

<sup>461</sup> Soit une traduction libre de « population cybernetics » et « population ecology ».

<sup>462</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 43.

appliquant une sorte de système de pensée « macro vers le micro » rarement appliqué avec autant de rigueur dans le domaine des politiques sociales. En suivant des schèmes organisationnels standards au sein de la bureaucratie de la RPC, les concepteurs du programme de contrôle des naissances ont divisé le travail en systèmes fonctionnels verticaux (politique et législation, planification-statistique-finance, propagande et éducation, science et technologie, personnel, pour ne nommer que ceux-là), et des systèmes territoriaux horizontaux (centre, province, préfecture, comté, commune, village). Ils ont alors connecté systématiquement l'organisation du contrôle des naissances aux autres systèmes (le ministère de la santé, les ministères de l'économie, le système de sécurité publique, les organisations de masses).<sup>463</sup>

À ce titre, cette stratégie du PCC rappelle l'une des deux conditions indispensables, soulevées par Foucault, afin d'articuler une relation de pouvoir : que l'« autre » (celui sur lequel elle s'exerce) soit bien connu et maintenu jusqu'au bout comme sujet d'action. En fait, la constitution du Programme de planification des naissances vient satisfaire la seconde condition, car il permet d'ouvrir, devant la relation de pouvoir, tout un champ de réponses, réactions, effets, inventions possibles des sujets-citoyens à l'endroit de leurs pratiques reproductives. Ce développement d'une base de données sur les pratiques reproductives de la population permet également de souligner au passage l'affinité entre le Programme de planification de la population et les doctrines de la *bonne gouvernance* en se rappelant que ces mêmes doctrines, comme l'a affirmé Laura Zanotti, font la promotion de modes de gouvernes basés sur la collecte de données capillaires et standardisées rattachées aux populations et aux gouvernements : elles prescrivent la codification d'une pluralité de techniques visant à connaître des aspects de la vie de la population dans le but de l'améliorer et de l'optimiser.

Ainsi, au cours des années 1980 et 1990, les politiques en matière de population visaient, pour l'essentiel, à réduire le taux de natalité en tâchant d'éviter que les couples aient trois enfants ou plus : cette limite était en fait un compromis à l'objectif ultime aspirant à limiter la plupart des couples chinois à un enfant.<sup>464</sup> Au début des années 2000, le Parti-

---

<sup>463</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 293.

<sup>464</sup> *Ibid.*, p. 43.

État fit la promotion des « naissances en accord avec la loi », cherchant à instaurer une forme de contrôle plus indirecte en faisant appel aux désirs et intérêts individuels.<sup>465</sup>

### 5.6.2. Promouvoir des citoyens de « qualité », confronter les distorsions démographiques

En Chine, la « qualité » de la population est un terme polysémique dont la signification s'est considérablement amplifiée au fur et à mesure de son assimilation au sein de la culture populaire : « For the state birth planning system, quality refers in the first instance to the health of the child at birth. Yet even in official discourse, quality extends to the lifelong health of the mother and child and to the education and well-being of the younger generation. »<sup>466</sup>

Le gouvernement chinois soutient que le problème de la population, à la fois en termes de quantité et de qualité, peut potentiellement causer un impact sérieux sur le développement économique et social de la Chine.<sup>467</sup> Ainsi le but ultime du Programme de planification de la population était de transformer les masses arriérées de la Chine en une société moderne par le biais d'une normalisation scientifique.<sup>468</sup>

Selon Greenhalgh et Winckler, au cours des années 2000, l'élite politique chinoise s'est sentie particulièrement interpellée à prendre la responsabilité d'améliorer certains effets négatifs provoqués par les politiques antérieures du régime axées sur le contrôle de la quantité de population, des effets tels que des ratios de genres déséquilibrés, un vieillissement accéléré de la population et un besoin urgent d'assistance aux personnes âgées (particulièrement pour les couples sans enfants).<sup>469</sup>

### 5.6.3. L'application de mesures autoritaires visant à améliorer les sujets-citoyens de « basse qualité »

La persistance de la mentalité autoritaire est particulièrement manifeste à travers les mesures administratives employées dans le programme de planification de la population afin de soumettre une tranche ciblée de la population à un mode de subjectivation où les sujets-citoyens sont alors considérés comme des objets passifs face à l'intervention étatique. En effet, alors que les citoyens aptes à s'autodéterminer sont considérés comme

<sup>465</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 294.

<sup>466</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>467</sup> *Idem.*

<sup>468</sup> *Ibid.*, p. 214.

<sup>469</sup> *Ibid.*, p. 43.

le fondement même de la Chine moderne, de larges pans de la population sont également vus comme présentant des carences sévères en attributs caractéristiques d'un citoyen. La considération du PCC pour la *bonne gouvernance* peut aussi être observable à travers les stratégies qui visent à soutenir l'implication des sujets-citoyens chinois dans le processus de subjectivation les concernant : ces stratégies favorisent l'émergence d'une conscience de sa propre conduite.<sup>470</sup>

D'une part, il y a les sujets situés dans les régions rurales les plus développées où le gouvernement soutient qu'il est plus approprié de réaliser les objectifs de planification de la population en développant la volonté des familles d'obtenir des niveaux de vies plus élevés. Afin d'encadrer cette volonté, des stratégies telles que le *système de promotion de la civilité en 10 étoiles*<sup>471</sup>, définissant en dix points un code de conduite moral et éthique imposé par l'État, ont été mises sur pied :

The stars presented for family unity and for children's upbringing uphold the traditional Confucian values of community and family. The three stars for new lifestyle, culture and hygiene could have been taken from any of the social reformers who operated in the Chinese countryside during the first decades of the 20<sup>th</sup> century, be they cultural conservatives, liberals or socialists. The first three stars reflect different aspects of the Party line and thus echo the collective period under Mao, and finally the two stars for animal breeding and wealth draw on the attempts of the 1980s and 1990s to tie moral-political propaganda to the Party's new economic development goals.<sup>472</sup>

En fait, la bonne conduite des paysans conformément au système des 10 étoiles présente une efficacité plutôt faible. De deux choses, l'une : ou bien, selon Thorgersen, le paysan qui ne réussit pas à obtenir des notes parfaites à cette évaluation semble peu préoccupé, plus souvent qu'autrement, de l'amélioration éventuelle des prochaines évaluations de sa conduite, ou bien le respect de ce système peut servir de monnaie d'échange pour les paysans les plus démunis souhaitant ardemment obtenir un prêt bancaire du gouvernement.<sup>473</sup>

D'autre part, il y a ces sujets présents dans les régions les plus pauvres et les plus « reculées », ce qui inclut les régions habitées par les minorités ethniques, qui sont considérées comme incapables de mettre en pratique de manière responsable un degré jugé même limité d'autonomie en ce qui a trait aux comportements reproductifs: « While

<sup>470</sup> SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p. 560-561.

<sup>471</sup> Soit une traduction libre de « 10 Stars Civilisation System ».

<sup>472</sup> THORGERSEN, Stig, 2000: « Cultural Life and Cultural Control in Rural China: Where is the Party? », dans *The China Journal*, no. 44 (juil.), p. 139.

<sup>473</sup> *Ibid.*, p. 139.

urban woman have been subject to firm but « caring control », the peasant population, tagged “large in quantity and low in quality”, has been identified as the major cause of China’s population problems and targeted for coercive control. »<sup>474</sup>

#### 5.6.4. La subjectivation des enfants de « basse qualité »

Les pratiques reproductives des habitants jugées « irresponsables » sont en fait le consentement des couples à donner naissance à des enfants « non-planifiés » et « illégaux », puisque qu’ils ne sont pas supposés exister : ces enfants seront désignés comme de « basse qualité » par les instances étatiques. Plus souvent qu’autrement, ces qualificatifs désignent systématiquement le deuxième ou le troisième enfant d’une même famille. Ces enfants « illégitimés » sont condamnés à vivre dans les interstices du contrôle étatique visant à soutenir le développement des enfants « planifiés ». <sup>475</sup> Les initiatives et négligences du Parti-État chinois faisant en sorte de rendre la vie difficile aux enfants « non-planifiés » et à leurs parents sont certes nombreuses :

Higher-order unplanned children and their parents have been subject to punishments ranging from steep fines and confiscation of family property to deprivation of jobs and party memberships for parents to the imposition of extra school fees and withholding of textbooks from the “illegal” child. <sup>476</sup>

Cette classification provoque aussi des problèmes fondamentaux touchant la subjectivité, le sens du soi des individus. À ce titre, la presse chinoise recense un nombre considérable d’histoires individuelles où des enfants en bas âges non-planifiés tendent à se considérer non souhaités, sans importance comparativement à leurs frères et sœurs et un fardeau pour leurs parents qui doivent souvent endurer de lourdes procédures bureaucratiques afin d’intégrer ces enfants dans les registres officiels. <sup>477</sup>

Afin d’enrayer la prolifération des naissances non planifiées, le Programme de planification de la population a tâché d’exercer un contrôle direct sur les corps reproductifs. Dans les milieux urbains, une attention soutenue portée à ces enjeux a permis non seulement de détecter mais aussi de traiter les maladies courantes. <sup>478</sup> Dans la Chine rurale, bien que les femmes aient, elles aussi, bénéficié de certaines améliorations

---

<sup>474</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China’s Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 249.

<sup>475</sup> *Ibid.*, p. 276-277.

<sup>476</sup> *Ibid.*, p. 277.

<sup>477</sup> *Ibid.*, p. 279.

<sup>478</sup> *Ibid.*, p. 258.

dans le contrôle des corps reproductifs<sup>479</sup>, le programme de contrôle des naissances est la cause de nombreux problèmes physiques et de séquelles psychologiques.<sup>480</sup> Ces traumatismes sont, pour la plupart, reliés aux pratiques contraceptives inefficaces<sup>481</sup> et au nombre élevé d'avortements<sup>482</sup> (parfois pratiqués lors des derniers mois de la grossesse<sup>483</sup>). À ces épreuves, il faut rajouter l'anxiété subie par les Chinoises, après de plusieurs avortements, de poursuivre une vie sexuelle active. Au sein du monde rural, les femmes craignent également de ne pas donner naissance à un garçon, cette anxiété étant amplifiée par la pression de l'entourage. En raison des dangers politiques rattachés à l'idée de critiquer la politique des naissances, le sujet de l'avortement est entouré de ce que l'éthicienne médicale Nie Jing-bao a appelé une « peur sans nom ».<sup>484</sup>

Toujours selon Greenhalgh et Winckler, cette population « non planifiée », de « basse qualité », représentait, autour de l'an 2000, près de 11% de la population totale chinoise (135 millions sont nés entre 1979 et 1999).<sup>485</sup>

Depuis la mise au monde des premiers membres de la génération de la « Politique de l'enfant unique », ces naissances de « haute qualité » ont bénéficié d'un soutien sans précédent tant de la part de leur famille que du Parti-État.<sup>486</sup> En revanche, les jeunes de la

---

<sup>479</sup> Parmi ces avantages, il y a l'instauration d'examens gynécologiques obligatoires au début des années 1990. GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 258.

<sup>480</sup> *Ibid.*, p. 259.

<sup>481</sup> À ce titre, Greenhalgh et Winckler soulignent que, pendant plusieurs années, le Programme de contrôle des naissances a eu recours à des stérilets fait d'acier inoxydable pour faire la promotion de moyens contraceptifs chez les femmes. La faible qualité de ces stérilets fut considérée comme une cause importante de l'échec des campagnes de promotion de la contraception féminine. GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 259.

<sup>482</sup> À Shanghai, au début des années 1990, les jeunes femmes ont subi entre 2 et 5 avortements en moyenne. Dans certaines régions rurales de la Chine, certaines femmes ont eu jusqu'à 9 avortements avant de mettre un garçon au monde. GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 259.

<sup>483</sup> Un sondage conduit en 1997 et portant sur la santé reproductive chez les femmes présentait une proportion de 20% des avortements provoqués après le 4<sup>e</sup> mois de la grossesse. De plus, pour ajouter à la difficulté de l'épreuve, l'opération était faite sans le recours aux anesthésiants. GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 261.

<sup>484</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 261.

<sup>485</sup> Par ailleurs, depuis 2003, le Bureau de Sécurité Publique a affaibli cette tendance en requérant l'enregistrement de tous les enfants chinois, sans égards à leur statut de naissance. GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 280.

<sup>486</sup> *Idem.* Au sein des villes, les filles, ayant survécu aux filtres exercés sur les fœtus et la tendre enfance, peuvent aspirer à de meilleures conditions non seulement par rapport aux générations précédentes, mais aussi à un statut mieux considéré comparativement aux garçons de leur génération.

génération de la « politique de l'enfant unique » se voient l'objet d'une pression sans relâche à la performance, à la compétition, au dépassement : « The focus of intense societal and familial attention, today's single children face pressures to succeed that are almost too great to meet and owe a debt of love to their parents that is almost too vast to repay (Jing 2000a ; Iritani 2003). »<sup>487</sup> Les efforts parentaux et étatiques massifs afin d'alimenter les corps et les esprits de cette nouvelle génération ont été combinés à l'essor fulgurant d'une culture consumériste pour produire une génération de jeunes gens des plus privilégiée sur le plan matériel et éducationnel.

#### 5.6.5. Conclusions partielles

En prenant la population comme objet, les concepteurs du projet de contrôle des naissances ont édifié un édifice de savoir et un pouvoir bureaucratique d'État énorme qui cherche à prendre en charge la production et, dans une moindre mesure, la « qualité » de la vie chinoise elle-même.<sup>488</sup> D'un point de vue général, les formes de pédagogies développées par le Parti-État ont enseigné à certains sujets-citoyens ordinaires de respecter la politique de l'enfant unique tout en agissant en concordance avec le savoir de la science moderne. De tels efforts ont apporté des bénéfices pratiques, permettant aux sujets-citoyens de qualité de coopérer avec le savoir scientifique et l'amélioration de leur propre santé, tout en renforçant du même coup l'autorité experte du régime.<sup>489</sup> Par ailleurs, les sujets-citoyens qui persistent dans leurs pratiques reproductives en dehors des prescriptions administratives sont considérés comme inaptes à se conduire de manière « autonome »<sup>490</sup>. Ils sont dès lors jugés passifs face à l'intervention étatique. Des mesures coercitives touchent de nombreux aspects de la vie de ces sujets-citoyens de « basse qualité » (notamment l'accès aux soins de santé, au soutien financier, des mesures contraceptives sévères). Cette forme différentielle de gouverne sur la vie reproductive des sujets-citoyens illustre, de manière éclatante, la forme de *gouvernance autoritaire* observable avec l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale.

---

<sup>487</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 281.

<sup>488</sup> *Ibid.*, p. 286.

<sup>489</sup> *Ibid.*, p. 289.

<sup>490</sup> Il sera question dans la conclusion d'une réflexion sur la singularité chinoise rattachée à la notion d'autonomie.



### **5.7. Conclusion : la « gouvernance autoritaire » comme jonction du socialisme et du néolibéralisme**

En somme, la résilience autoritaire du Parti-État chinois ne signifie pas la remise en question complète des pratiques passées en matière de gouvernementalisation. Les dirigeants du PCC ont, dans l'optique non seulement d'une sauvegarde du Parti mais aussi d'un souci d'accroître l'efficacité des pratiques en matière de conduite du gouvernement, cherché à développer une compréhension des réformes néolibérales tout en cherchant à adapter ces tendances globalisées à la contemporanéité chinoise. Ainsi a-t-il été question de montrer une des solutions créatrice du Parti Communiste Chinois inscrite dans l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale : l'application d'une forme hybride de *gouvernance autoritaire*. Une perspective d'analyse foucauldienne fut appliquée à un certain ensemble d'éléments qui sont constitutifs, d'une part, du champ d'action du gouvernement chinois, et, d'autre part, de l'étude de la gouvernance selon Jude Howell.

D'abord l'application de la *gouvernance autoritaire* fut étudiée à travers la sphère militaire chinoise. Cette relation symbiotique historique entre le Parti et l'armée se fonde sur la pratique des concessions mutuelles, basée elle-même sur le partage d'intérêts permettant l'appui de la sphère militaire à la sphère étatique/civile tout en se protégeant de l'ingérence soutenue par le professionnalisme. De plus, des balises juridiques vont permettre, de délimiter, d'une part, l'autonomie du pouvoir décisionnel de l'Armée dans les différents enjeux, et, d'autre part, la suprématie de la sphère civile sur la sphère militaire. L'influence de l'APL dans le processus politique chinois s'exerce dès lors par le biais de tactiques indirectes et de canaux institutionnels, personnels ou juridiques.

En ce qui concerne l'implication d'une *gouvernance autoritaire* dans la sphère judiciaire, le PCC affirme être, comme tous les citoyens chinois, assujetti aux lois de l'État. Si c'est le cas, il ne peut alors pas superviser de manière légitime l'aspect législatif de l'État. Tel que stipulé dans la Constitution chinoise, l'État de droit signifie l'unité du leadership du Parti avec le gouvernement du peuple. Cette conception chinoise de l'État de droit présage des difficultés importantes à surmonter afin de voir à l'œuvre un système

juridique et judiciaire transparent et autonome en Chine, qualités soutenues par les doctrines de la bonne gouvernance de l'Organisation des Nations Unies.<sup>491</sup>

Bien que l'État chinois cherche à exercer un contrôle formel extensif dans la lignée d'une mentalité autoritaire de gouvernement, la capacité réelle d'exercer un tel contrôle sur les organisations sociales se voit limitée de façon croissante : « There is a significant gap between rhetoric and practice and between the expressed intent of the party-state authorities, a system that is itself deeply conflicted, and what can actually be enforced for any significant period of time throughout the entire country. »<sup>492</sup> La présente discussion sur les organisations sociales révèle que, en dépit d'une *gouvernance autoritaire*, ces organisations peuvent avoir un impact considérable dans le processus d'élaboration de politiques gouvernementales, plus considérable encore que de s'inscrire en autonomie opérationnelle complète vis-à-vis du Parti-État.<sup>493</sup>

L'importance rattachée à l'instauration de la logique de *communauté* pour opérer l'autonomisation croissante des sujets-citoyens urbains illustre, une fois de plus, l'application d'une *gouvernance autoritaire*. Ces individus, plus que tout autre, seront appelés à jouer un rôle majeur dans l'essor de l'économie socialiste de marché. L'autogouvernance des sujets-citoyens, poussée à se perfectionner à travers l'intériorisation de la rationalité et l'implication dans la *communauté*, cherche à inciter les individus jugés aptes à se gouverner eux-mêmes à prendre en charge la « conduite de la conduite » de leurs voisins incapables encore de se prévaloir de l'« autonomie » déterminée par le Parti-État. Grâce à cette implication conforme aux modes de subjectivation « supérieure », les instances du Parti-État chinois peuvent inscrire un agent supplémentaire dans l'exercice du gouvernement de la population.

Le Programme de planification de la population constitue un domaine-clé pour l'application de la *gouvernance autoritaire*. Des chercheurs et les représentants du gouvernement chinois reconnaissent qu'il existe une contradiction profonde dans cette juxtaposition de stratégies visant l'autoacceptation consciente et l'utilisation de mesures

---

<sup>491</sup> ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, *Op.cit.*, p. 95.

<sup>492</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 286.

<sup>493</sup> *Ibid.*, p. 297.

administratives draconiennes telle qu'observée à travers la politique de contrôle des naissances.

Le problème majeur soulevé par l'étude du programme de planification de la population se trouve dans les tensions entre autonomie et hétéronomie et la segmentation de la population en cibles différenciées.<sup>494</sup> Au cours des années 1990, la stratégie de planification de la population commença à prendre en considération le sujet économique et à considérer l'idée que gouverner à travers les désirs des sujets afin d'améliorer leurs niveaux de vie est plus efficace que la simple application de mesures administratives. Toutefois, ces mesures administratives sont là pour rester en place aussi longtemps que certaines portions de la population continueront d'être considérées comme incapables de se conformer de manière effective aux politiques gouvernementales.<sup>495</sup> En raison du fait que les sciences chinoises de la population ont été développées par l'État, la frontière entre science et politique est très mince.<sup>496</sup> Il en sera question dans la conclusion du présent mémoire. Le passage des biopolitiques léninistes vers des biopolitiques néolibérales signifie aussi un changement critique d'une sujétion individuelle vers une subjectivation individuelle.<sup>497</sup>

Ainsi, l'application d'une *gouvernance autoritaire* permet de doter la matérialisation de la nouvelle gouvernementalité socialiste-néolibérale d'une flexibilité nécessaire pour permettre l'alliage des deux formes de rationalité politique tout en amenuisant les contradictions profondes entre chacune d'elles. Cette version sinisée de la gouvernance – axée notamment sur la bonne gouvernance – est certes une représentation qui peut sembler très distante de celle véhiculée dans l'arène internationale. En dépit de ces différences, un régime de véridiction de la gouvernance fut instauré en Chine. Dans la conclusion de ce mémoire, il sera question, entre autres choses, d'expliquer les raisons justifiant la possible application du régime de véridiction<sup>498</sup> de la gouvernance au

---

<sup>494</sup> SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p. 573.

<sup>495</sup> *Ibid.*, p. 574.

<sup>496</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 290.

<sup>497</sup> *Idem.*

<sup>498</sup> Rappelons-nous que le terme « véridiction » désigne cette émergence de formes qui permettent à des discours, qualifiés de vrais en fonction d'un certain nombre de critères, de s'articuler sur un certain domaine de choses. REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, *Op.cit.*, p.65.

contexte chinois tout en soulevant ses différences fondamentales avec la gouvernance des instances internationales.

### **Conclusion-le nouvel art socialiste-néolibéral chinois de gouvernement inscrit dans une gouvernamentalité globale : la globalisation**

L'analyse du présent politique chinois montre, comme l'affirme Tony Saich, une complexité croissante dans la relation entre l'État et la société sous le processus des réformes économique, complexité défiant toutes formes de catégorisations simples. Le problème de définition est complexifié par le fait qu'un effort est déployé par les chercheurs afin d'analyser une cible en mouvance, l'État, et une société en transition. Non seulement faut-il tenir compte des dynamiques d'une telle interaction tout en observant les manières par lesquelles elles ont changé à travers le temps, mais aussi est-il nécessaire d'observer les changements à l'intérieur même du secteur étatique et de la société.<sup>499</sup>

À la manière de Michel Foucault qui cherchait à provoquer une mutation épistémologique de l'analyse historique du savoir vers une analyse archéologique qui met l'accent sur la discontinuité, la différence et l'écart, « (...) à dissocier la forme rassurante de l'identique », il est possible de penser l'analyse des formes d'objets non occidentaux, différents de ceux présents en Occident, afin de surmonter cette « peur de penser l'Autre dans le temps de notre propre pensée ».<sup>500</sup> Tout comme le propose Gary Sigley, l'application de la pensée foucauldienne aux différentes dimensions de la vie sociale de la Chine contemporaine n'est pas un effort intellectuel visant à occidentaliser les problématiques propres à la société chinoise ; il s'agit de confronter la perspective foucauldienne dans ses propres limites d'application et de constater les changements d'un tel exercice lorsqu'on l'utilise pour penser le présent politique chinois.

Après avoir fait l'approfondissement de la littérature utilisée dans ce mémoire, on peut dire que le cadre théorique défini essentiellement par la perspective foucauldienne présente des affinités avec le courant chinois de la « Nouvelle Gauche » (*xin zuopai*) qui propose une perspective critique de la rationalité politique néolibérale :

(...) « new » to distinguish them [les membres de la nouvelle gauche] from the « Old Left », those conservative ideologues who seek to uphold traditional understandings of Marxism in the face of reform, and « left » because they reject liberalism as it has been articulated in the Anglo-

---

<sup>499</sup> SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, *Op.cit.*, p. 296.

<sup>500</sup> FOUCAULT, Michel, 1969 : *L'archéologie du savoir*, *Op.cit.*, p.21.

American tradition and in China since the May Fourth Movement (referring to the liberal May Fourth tradition, not the radical May Fourth tradition).<sup>501</sup>

Selon Joseph Fewsmith, les critiques provenant des tenants de la « Nouvelle Gauche » soutiennent que le capitalisme est, de façon inhérente, incompatible avec la « vraie » démocratie et s'appuient sur une variété de critiques sociales formulées, entre autres, par Michel Foucault, Fredric Jameson, Edward Said pour affirmer que le capitalisme est une façade des relations sociales qui dominent la société.<sup>502</sup> Par ailleurs, une différence profonde sépare la perspective analytique du présent mémoire et la « Nouvelle Gauche » : cette différence tient dans les assises nationalistes fortes du courant chinois. En dépit de cette différence, il n'en demeure pas moins que la présence de ce courant de pensée en Chine vient appuyer le choix, pour ce mémoire, de la perspective foucauldienne. En amorçant le processus de réformes économiques, le gouvernement chinois, Deng Xiaoping à sa tête, décide de renoncer – du moins en partie – au dogme marxiste-léniniste privilégiant le théorique au pragmatique pour ainsi tendre vers un développement économique maximisé. Une telle orientation de l'économie permettait d'envisager la réintégration complète de la Chine dans la communauté internationale et ainsi de pouvoir espérer à long terme une entrée dans le club – des plus sélectifs – des grandes puissances :

Dans le domaine économique, tous les tabous devaient s'effacer progressivement devant les réalités et les réformes mises en place à partir de 1979 devaient démanteler le système socialiste traditionnel au profit d'un libéralisme hybride, caractérisé par son pragmatisme, qui ne suivrait aucun modèle particulier mais tirerait son inspiration à la fois des expériences réalisées dans d'autres pays et des contraintes proprement chinoises.<sup>503</sup>

La croissance des exportations fut le fer de lance du développement économique chinois et sa capacité d'attirer des investissements étrangers au cours des dernières années aura permis de soutenir ce développement. Selon Joseph Fewsmith, la globalisation constitue une des forces contribuant à consolider les pressions externes favorisant de profondes réformes politiques en Chine. Ces pressions sont justifiées par l'idée que la Chine doit adopter des pratiques gouvernementales plus efficaces et plus orientées vers l'usage de la réglementation afin d'être en mesure de compétitionner sur le plan international. Le

---

<sup>501</sup> FEWSMITH, Joseph, 2001: « The Political and Social Implications of China's Accession to the WTO », dans *The China Quarterly*, *Op.cit.*, p.584.

<sup>502</sup> *Ibid.*, p.584.

<sup>503</sup> VAIRON, Lionel, 2006: *Défis chinois: Introduction à une géopolitique de la Chine*, Paris, Ellipses, p.60-61.

processus double de croissance économique et de liens avec l'international forgés par la globalisation va accroître la pression sociale interne souhaitant l'application de réformes politiques. En effet, les représentants officiels qui ont été impliqués dans le processus de l'accession de la Chine à l'OMC semblent concevoir la globalisation à la fois comme un processus politique et économique.<sup>504</sup> Nous reviendrons, à la toute fin de cette conclusion, sur la considération de la globalisation comme force motrice des changements politiques en Chine en faisant encore appel à l'analyse foucaldienne.

Si les réformes économiques en Chine sont, plus souvent qu'autrement, considérées comme le point de départ d'une croissance s'étalant sur plusieurs décennies, il n'en demeure pas moins que ces mêmes transformations de l'économie chinoise ont généré des disparités importantes :

Dans un rapport intitulé « Partager un revenu en constante augmentation » (Sharing the Continuously Rising Income) et publié en 1997, la Banque Mondiale montre que le coefficient Gini de la Chine, qui était de 0,28 au début des années 1980, s'est élevé à 0,38 en 1990 pour dépasser la barre de 0,43 à la fin des années 1990. Le fossé entre les riches et les pauvres qu'illustrent ces données est devenu plus grand que celui des nations développées, que celui d'autres nations d'Asie de l'Est, de l'ancienne Union soviétique et des pays de l'Europe de l'Est.<sup>505</sup>

En réaffirmant « pour cent ans » la politique de réforme et d'ouverture, Deng Xiaoping rappelle alors que « la véritable nature du socialisme est de libérer les forces productives » et déclare qu' « une économie de marché n'implique pas nécessairement le capitalisme ». <sup>506</sup> Selon Lin Chun, cette volonté du « Petit Timonier » souligne l'effort de la Chine d'ouvrir un espace à l'extérieur du capitalisme global, « [...] from which a tortuous quest for socialist modernity can be critically appreciated. » <sup>507</sup>

Cette analyse généalogique de l'historique du processus de réformes économiques aura, entre autres, servi à montrer que l'instauration d'une économie de marché en Chine nécessite non seulement des transformations dans la conduite de l'économie, mais aussi une modification fondamentale des stratégies et tactiques employées par le Parti-État chinois dans l'exercice du gouvernement. Selon Thierry Sanjuan, en dépit du fait que les

---

<sup>504</sup> FEWSMITH, Joseph, 2003: « Elite Responses to Social Change and Globalization », dans HOWELL, Jude: *Governance in China*, *Op.cit.*, p. 35.

<sup>505</sup> DUTERME, Bernard, 2005 : *Le miracle chinois vu de l'intérieur : points de vue d'auteurs chinois*, Paris, Éditions Syllepse, p.113.

<sup>506</sup> DOMENACH, Jean-Luc, 2002: *Où va la Chine*, Paris, Fayard, p. 34.

<sup>507</sup> CHUN, Lin, 2006: *The Transformation of Chinese Socialism*, *Op.cit.*, p. 254.

types de propriétés se sont nettement diversifiés et que les réformes juridiques ont permis une *individuation* de l'acteur économique chinois,

(...) le politique reste déterminant dans la conduite du développement aux échelles tant nationale que locale : les grands groupes pétroliers chinois trouvent difficilement une autonomie par rapport au gouvernement central, et, à l'autre bout de la chaîne, l'entrepreneur privé ne peut ignorer les contraintes réglementaires du pouvoir local – et éventuellement l'appétit financier de ses cadres.<sup>508</sup>

Ce processus d'individuation de l'acteur économique, Lu Jianjie l'évoque également à travers l'importance de l'égoïsme, qualité nécessaire afin d'assurer une participation active des Chinois dans l'économie socialiste de marché. Dans la société socialiste, l'individualité signifie également l'indépendance des entreprises et l'indépendance des travailleurs. Ego désigne le sujet du marché. Il peut être un ego individuel ou l'ego d'une entreprise socialiste collective ou étatique avec des intérêts indépendants. L'« égoïsme » signifie que le sujet du marché cherche à satisfaire ses propres intérêts. Sous la conduite de l'égoïsme, le sujet économique du marché devient avant-gardiste, innovateur, économique, aventurier et apte à sortir des sentiers battus. En acquérant ces qualités, le sujet économique du marché pourra atteindre ses buts égoïstes et ainsi devenir un sujet véritable.<sup>509</sup> Cette réflexion sur l'égoïsme est certes des plus étonnantes pour le regard critique occidental. Cette curiosité s'alimente, d'une part, du constat d'un caractère particulièrement mélioratif rattaché à cette notion, contrairement à la nature essentiellement péjorative de son acception occidentale (française et anglaise à tout le moins). L'étonnement devant la conception chinoise de l'égoïsme est alimenté, d'autre part, par l'idée que la réflexion philosophique conduite par Lu Jianjie sur le sujet semble vouloir miser sur l'importance de construire un sujet individuel, donc distinct du sujet collectif, comme agent nécessaire au bon développement de l'économie socialiste de marché.

Ainsi, afin de développer le mode de subjectivation que constitue l'ego chinois dans l'économie socialiste de marché, une redéfinition profonde de l'exercice du gouvernement a été conduite par le Parti-État. Poursuivant son rôle d'avant-garde léniniste, le Parti Communiste Chinois a donc choisi de conduire l'établissement du

---

<sup>508</sup> SANJUAN, Thierry, 2007 : « Comprendre la Chine contemporaine par les mots des sciences sociales », dans *Hérodote*, *Op.cit.*, p. 8.

<sup>509</sup> LU, Jianjie, 1995: « Philosophical considerations of a socialist market economy », dans *Social Sciences in China: A Quarterly Review*, *Op.cit.*, p. 24.



néolibéralisme en Chine par la promotion des institutions visant la discipline de la société et l'instauration d'attitudes de responsabilisations personnelles.<sup>510</sup>

L'étude de la première phase de gouvernementalisation en Chine, c'est-à-dire la consolidation de la capacité bureaucratique de l'État, aura permis de rendre compte des conditions politiques permettant à l'élite politique chinoise de redéfinir l'exercice du gouvernement afin d'être à même de soutenir l'objectif initial, soit l'instauration d'une économie socialiste de marché. Cette consolidation de la capacité bureaucratique de l'État chinois est passée notamment par une concentration du pouvoir exécutif et législatif dans les mains des membres du Bureau Politique et de son comité Permanent (limitant ainsi le champ d'action possible du Congrès National du Parti et du Comité Central). Elle passe également par l'arrivée au pouvoir de cadres plus éduqués, particulièrement dans le domaine de l'ingénierie. L'arrivée d'un nombre considérable d'ingénieurs au sein de l'élite politique chinoise constitue en fait un des facteurs prépondérants dans l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité chinoise : l'introduction de la science et du scientisme dans la conception de l'exercice du gouvernement. Cette introduction de la science dans la sphère politique chinoise aura des répercussions immenses sur la conduite du peuple chinois, tel qu'observé notamment par l'étude des politiques de contrôle des naissances (chapitre 4).

Cette redéfinition s'est donc matérialisée dans la conception d'une nouvelle gouvernamentalité constituée par une hybridation des doctrines socialistes, héritées des spécificités historiques et culturelles de la Chine moderne, et des doctrines néolibérales. Il faut noter ici notamment l'emprunt des savoirs scientifiques et technologiques propagés par les organismes internationaux (BM, FMI, OMC, ONU), et encouragés par le phénomène de la globalisation.

La singularité du cas chinois en matière de gouvernamentalité tient dans la continuité du statut élevé de raisonnements technoscientifiques et administratifs au sein des représentants officiels et des chercheurs, depuis les années 1980, cette continuité étant doublée d'une croyance en une forte nécessité pour le Parti-État de demeurer la force première derrière la conduite du développement économique.<sup>511</sup>

---

<sup>510</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 313.

<sup>511</sup> SIGLEY, Gary, 2006: « Chinese governmentalities: government, governance and the socialist market economy », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p.494.

Considérant le fait que ces deux grands ensembles doctrinaux présentent de nombreuses oppositions, contradictions et incompatibilités, l'objectif principal de ce mémoire aura été de trouver une explication à la possible hybridation du socialisme et du néolibéralisme constituant un nouvel art chinois de gouvernement. Cette explication a mis à l'épreuve l'idée que le Parti-État chinois a, à travers un certain nombre de stratégies, opté pour l'application d'une forme « sinisée » de *gouvernance*. Cette application a été définie à travers divers thèmes tels que proposés par Jude Howell dans une étude de la gouvernance. Ainsi la gouvernance en Chine doit s'analyser à travers le rapport entre le Parti-État et la sphère militaire, la sphère juridique et la sphère sociale (notamment à travers les activités des organisations sociales). Enfin la contextualisation de la gouvernance en Chine a permis de montrer, à travers la logique de communauté comme forme de gestion de la population urbaine et les politiques en matière de contrôle des naissances, de quelles manières la gouvernance vient appuyer l'instauration du nouvel art socialiste-néolibéral de gouvernement en Chine contemporaine.

En ce qui a trait à la logique de communauté urbaine, David Bray souligne, à l'instar de Lu Jianjie<sup>512</sup>, que la notion de « soi » présente une forte dimension collective et est, ipso facto, moins individuelle.<sup>513</sup> La *communauté* constitue donc le plus bas niveau d'intervention étatique possible, niveau dans lequel les individus (dans le cas chinois, les individus sont préalablement inclus dans les maisonnées) sont incorporés dans la société.<sup>514</sup> Ce caractère fortement « collectif » du soi en Chine peut expliquer la raison pour laquelle le Parti-État chinois affirme souhaiter développer une *gouvernance de soi*, alors que la conception de la *gouvernance*, telle que définie par les instances internationales, semble dépourvue de connotations individuelles.

Le projet en matière de population du régime post-Mao chercha à reconstruire la légitimité du régime en le transformant en un pouvoir politique scientifique et modernisateur qui, s'inspirant des sciences et technologies occidentales, mènerait la nation vers la richesse, le pouvoir et une position globale tant attendue. La politique en

---

<sup>512</sup> Qui, par sa définition de l'égoïsme, cherche à créer une frontière entre le « collectif » et l'« individuel » permettant à ce dernier d'être pensé comme étant dépourvu de dimension collective.

<sup>513</sup> BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, *Op.cit.*, p. 544.

<sup>514</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 195.

matière de population constitua un domaine-clé pour la construction et l'expansion de cette nouvelle autorité scientifique enracinée dans la nature, la biologie et le corps.<sup>515</sup>

Depuis la fin des années 1970, alors que la « population » est développée à la fois comme objet de science et de gouvernement, les scientifiques et fonctionnaires chinois ont réalisé qu'elle possédait ses propres lois, ses propres régularités (les dynamiques de la structure des âges, la population potentiellement reproductive, etc.) devant être respectées pour permettre un contrôle étatique efficient.

Au cours des années 1980 et 1990, ces scientifiques et fonctionnaires, dans l'esprit léniniste, ont tâché d'administrer la planification des naissances sur le modèle d'une science naturelle, réduisant le peuple à des objets biologiques de contrôle tout en négligeant les contextes socioculturels à travers lesquels ces processus biologiques sont construits. Depuis la moitié des années 1990, les dirigeants du programme, de concert avec les dirigeants politiques en ont déduit qu'un contrôle efficace de la planification des naissances se devait d'être indirect et de traiter ses objets comme des sujets culturels plutôt que de simples corps biologiques.<sup>516</sup>

Alors que de plus en plus de forces sociales sont impliquées dans la politique des naissances, la société toute entière semble impliquée dans le projet de produire des enfants de « qualité ». Même en ce qui a trait au thème de la quantité où les normes ont été répressives, l'autorégulation constitue une pratique en expansion.<sup>517</sup> À ce titre, Greenhalgh et Winckler citent le propos d'un haut fonctionnaire de la planification des naissances qui, selon les auteurs, exagère à peine en affirmant : « All Chinese agree on the necessity of population control. It is no longer [just] a policy, it is a habit. »<sup>518</sup> L'essor des biopolitiques a créé des sites de pouvoirs reconfigurés (la femme reproductive, l'enfant de qualité), des types de corps (la femme contrôlée « contraceptivement », l'enfant géré obscessivement), et des types de « soi » néolibéral (de « qualité », consumériste, apte à s'auto-gouverner) prêt à participer au sein du marché globalisé et à s'engager dans un État graduellement néolibéralisant.<sup>519</sup>

---

<sup>515</sup> GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, *Op.cit.*, p. 213.

<sup>516</sup> *Ibid.*, p. 295.

<sup>517</sup> *Ibid.*, p. 297.

<sup>518</sup> *Ibid.*, p. 288.

<sup>519</sup> *Ibid.*, p. 321.

L'étude du discours sur la population en Chine révèle que les rationalités libérales de gouvernement n'exercent pas un monopole sur le biopolitique et que les discours biopolitiques chinois s'opèrent dans des environnements dépourvus des considérations libérales classiques telles que, entre autres, limiter la portée de l'État.<sup>520</sup>

La politisation d'une pluralité, pour ne pas dire la majorité des institutions formelles (la sphère militaire, la sphère juricio-légale) des processus et arrangements entre la société et l'État (notamment à travers le rôle des organisations sociales, par l'usage de la logique de la communauté) et l'instauration de biopolitiques visant tant le corps social (la population) que le corps biologique (l'individu) renforcent l'hégémonie de la sphère politique en Chine sur la vie en elle-même ce qui mène à ce que Giorgio Agamben a appelé la *vie nue* : « [...] l'introduction de la *zōē* dans la sphère de la *polis*, la politisation de la vie nue comme telle, constitue l'événement décisif de la modernité et marque une transformation radicale des catégories politico-philosophiques de la pensée classique. »<sup>521</sup>

En étudiant un certain nombre de réflexions entourant la notion de gouvernance en Chine, force a été de constater quelques recoupements possibles avec la notion foucauldienne de gouvernementalité. Ainsi, si Michel Foucault était encore de ce monde, sa curiosité intellectuelle aurait très certainement été piquée par la prolifération de l'emploi de la notion de « gouvernance » autant du côté des représentants des États occidentaux que des différentes formes de médias d'information. Il aurait été alors des plus captivants d'écouter le philosophe se pencher sur la conception de la gouvernance en lien avec sa conception de la gouvernementalité.

En fait, John Crowley a tenté un tel exercice. Les littératures de la « gouvernance » et de la « gouvernementalité » suggèrent toutes deux que nous sommes gouvernés par des tactiques, des stratégies qui ne peuvent pas être clairement comprises dans la perspective plaçant l'État au centre du processus de gouvernement explicité plus haut. Dans le contexte chinois, le principe léniniste privilégiant la monopolisation du pouvoir politique par l'État est remis en cause dans sa forme par l'attention du Parti Communiste portée au

---

<sup>520</sup> SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p. 572-573.

<sup>521</sup> AGAMBEN, Giorgio, 1995 : *Homo sacer : le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Éditions du Seuil, p. 12.

principe de « gouvernance » qui lui implique la participation des groupes sociaux définis à l'extérieur de l'organisation étatique dans la sphère politique chinoise.

En fait, au cours de l'analyse présentée dans ce mémoire, une distinction majeure a émergé entre la gouvernementalité foucaldienne et la notion de gouvernance tel que définie par ses plus grands défenseurs, les organismes internationaux. Cette différence repose sur le fait que la notion de gouvernance, contrairement à la gouvernementalité, n'est pas employée pour parler du « gouvernement de soi » : elle réfère sans cesse au gouvernement d'une entité sociale non-individuelle (telle qu'observée de manière indirecte par Lu Jianjie dans la conception chinoise de l'égoïsme et de manière directe par David Bray par la logique de communauté urbaine).

Selon John Crowley, un examen même sommaire des usages multiples du terme « gouvernance » révèle non seulement un effet mais aussi une intention de mettre un terme au privilège *politique* de l'État.<sup>522</sup> Contrairement à la notion de gouvernement, où le terme référant d'abord à un processus s'est vu, dans son passage à travers l'histoire, enchevêtré à « [...] l'institution conçue comme étant par excellence chargée de son accomplissement [...] »<sup>523</sup>, la notion de gouvernance n'est pas associée à aucune institution en particulier : seul persiste un processus de « conduite » dégagé de l'emprise de la souveraineté. Si la notion de gouvernance est, dès la naissance du terme, institutionnellement orpheline, elle doit s'inscrire, selon James N. Roseneau, dans un mécanisme de régulation<sup>524</sup> afin de préserver son efficacité. Pour sa part, Crowley, tout en critiquant certains usages de la gouvernance comme simple substitut à l'exercice du gouvernement, soutient la pertinence du terme comme vocabulaire scientifique par la possibilité de créer le champ conceptuel idéal-typique « gouvernement/gouvernance » qui a le mérite de marquer une frontière épistémologique entre les deux termes :

L'agenda de la « gouvernance », y compris dans ses versions les plus idéologiques, vise à une suspension du privilège souverain qui conduirait à prendre l'idéal-type pour un modèle pratiquement applicable : la version progressiste de ce « nouveau management public » serait le « *social investment state* » d'Anthony Giddens, qui n'est plus que l'animateur d'un vaste réseau de partenariats.<sup>525</sup> [...] À une logique combinant autorité, distance, majesté, hiérarchie

<sup>522</sup> CROWLEY, John, 2003: « Usages de la gouvernance et de la gouvernementalité », dans *Critique internationale*, no.21 (oct.), p. 52.

<sup>523</sup> *Ibid.*, p. 53. Cette affirmation s'inscrit dans la même pensée que celle de Michel Foucault lorsqu'il affirme réfléchir sur la notion de gouvernement à partir de la conception élargie du terme définie au 17<sup>e</sup> siècle en Europe.

<sup>524</sup> À ce titre, Crowley traduit la notion de Roseneau « systemic persistence » par « persistance systémique.

<sup>525</sup> CROWLEY, John, 2003: « Usages de la gouvernance et de la gouvernementalité », dans *Critique internationale*, *Op.cit.*, p. 56.

s'opposerait alors, toujours de manière idéale-typique, une logique combinant partenariat, proximité, animation, réseau.<sup>526</sup>

Par ailleurs, si John Crowley voit une pertinence dans l'usage de la « gouvernance » comme un idéal-type, l'autorité que s'arroe la souveraineté dans l'exercice du gouvernement étant remplacé alors par un « pilotage », cette emphase se distance des orientations intellectuelles choisies par Michel Foucault. En effet, le philosophe français a su montrer, à quelques reprises, notamment lors d'une discussion célèbre avec Noam Chomsky, un rejet nietzschéen de l'idéal, considérant notamment que la notion de « justice » sur laquelle repose l'essentiel de l'idéal-type, s'inscrit elle-même dans une relation de pouvoir. En d'autres termes, puisque notre conception contemporaine de la justice n'est pas encore « déprise » d'elle-même, l'analyse critique à son endroit doit se poursuivre sans considération préalable d'un idéal, et c'est la poursuite de cette réflexion, traduite plus tard en pratique de résistance, qui entraîne un cheminement vers une société où les limites de la liberté se déterminent dans un rapport éthique de soi envers soi

De là émerge la distinction majeure entre gouvernance et gouvernementalité : en dépit d'une « [...] réelle parenté théorique, qui est d'autant plus frappante qu'elles émergent de manière complètement indépendante [...] »<sup>527</sup>, la notion foucaldienne de gouvernementalité est dotée d'une dimension critique considérablement plus forte que la notion de *gouvernance*.

En conclusion de leur ouvrage « Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics », Susan Greenhalgh et Edwin A. Winckler posent la question à savoir quels sont les arrangements viables possibles dans les différentes relations entre le pouvoir étatique, les institutions sociales disciplinaires et l'auto-régulation individuelle ? À cette question, le présent mémoire a proposé, parmi les multiples stratégies employées par le PCC, de voir à travers différentes sphères de l'exercice du gouvernement une forme hybride de *gouvernance autoritaire*.

Aux premiers regards, l'expression « gouvernance autoritaire » semble plutôt tenir de l'oxymore. De quelle manière une doctrine ayant pour pierre angulaire la liberté individuelle peut-elle être qualifiée d'autoritaire sans se dénaturer ? Des études récentes, prenant pour point de départ la notion de *gouvernementalité* de Michel Foucault, ont

---

<sup>526</sup> CROWLEY, John, 2003: « Usages de la gouvernance et de la gouvernementalité », dans *Critique internationale*, *Op.cit.*, p. 57.

<sup>527</sup> *Ibid.*, p. 60.

soutenu qu'une telle dualité (c'est-à-dire la considération d'une population dont une portion est constituée de sujets aptes à se gouverner eux-mêmes et à exercer une influence sur le gouvernement des autres sujets, jugés inaptes à un tel exercice), inscrite dans la rationalité politique libérale, n'est pas nécessairement contradictoire. Ces études affirment plutôt que ce processus de compartimentation de la population est en fait un caractère constitutif de la rationalité politique libérale elle-même.<sup>528</sup>

De plus, le recours à une appellation telle que la *gouvernance autoritaire* permet, tout comme l'a souligné avec beaucoup de pertinence Laura Zanotti, de signaler le caractère apolitique de la notion de gouvernance : ce terme aura été défini par des composantes techniques ne relevant que des enjeux reliés à une gestion efficaces des problèmes rattachés à l'exercice du gouvernement. De plus, le caractère neutre de la gouvernance permet aux instances internationales de tendre vers des objectifs universalistes tout en évitant d'être étiquetées comme hégémoniques. Ainsi, dans le contexte historique, économique, politique et culturel chinois, la notion de gouvernance se voit teintée d'une « couleur » autoritaire.

Enfin, la compréhension du processus –des plus complexes – de l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité socialiste-néolibérale chinoise permet un regard critique renouvelé sur la conception même de la globalisation. Comme l'ont affirmé Wendy Larner et William Walters, l'analyse contenue dans ce mémoire se terminera sur l'ouverture d'une réflexion sur l'idée de considérer la globalisation comme étant une forme de gouvernamentalité en soi, une forme de rationalité gouvernementale. À ce titre, les auteurs affirment s'intéresser à ce qu'ils appellent la « gouvernamentalité globale ».<sup>529</sup> Ainsi, plus qu'un simple marqueur de temporalité, de contemporanéité, de spatialité, la gouvernamentalité globale peut être entendue comme un ensemble complexe de pratiques qui engendre des formes multiples de subjectivation :

Globalization assumes particular “macrosubjects” (industries, states, regions, firms networks) with particular attributes and capacities. These entities are exhorted to enter into the pursuit for international competitiveness through notions such as export orientation, self-management, good governance, and policy dialogue. They are encouraged to work on themselves to recreate themselves in very specific forms with particular capacities. Significantly, and in strong contrast

---

<sup>528</sup> SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p. 557.

<sup>529</sup> LARNER, Wendy et William Walters, 2004: « Globalization as Governmentality », dans *Alternatives*, no. 29 (nov-déc.), p. 495.

to earlier formulations, embeddedness in the global order is not imposed from above but is to be sought voluntarily.<sup>530</sup>

La globalisation conçue comme une forme de gouvernementalité est aussi pensée par Laura Zanotti. Selon cet auteur, au cours de l'ère post-Guerre Froide, la gouvernementalité, auparavant rattachée aux pratiques des affaires intérieures, émerge comme une modalité de régime international promue par les Nations Unies et autres organisations supra-nationales. Ce régime fut développé à travers un vaste éventail d'initiatives comprises dans la structure de la bonne gouvernance, cherchant à universaliser la gouvernementalité à la fois par le biais d'une modalité de gouverne d'État et de « conduite de la conduite » internationale.<sup>531</sup>

Parmi les pistes de réflexions posées par Larner et Walters, ces chercheurs suggèrent de poser le problème à savoir de quelles manières les différentes formes de gouvernementalités inscrites dans la gouvernementalité globale s'articulent à d'autres formes de « gouverne » telles que l'autoritarisme. L'analyse conduite dans ce mémoire a donc cherché à s'inscrire dans cette même perspective.

---

<sup>530</sup> LARNER, Wendy et William Walters, 2004: « Globalization as Governmentality », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p. 509.

<sup>531</sup> ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, *Op.cit.*, p.466.



## Bibliographie

- AGAMBEN, Giorgio, 1995 : *Homo sacer : le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Éditions du Seuil, 213 p.
- ANDERSON, Benedict, 2002: *L'imaginaire national: Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte & Syros, 212 p.
- BEAULIEU, Alain, 2004 : « Gouvernamentalité », dans LECLERC, Stéfan et al, 2004 : *Abécédaire de Michel Foucault*, Paris, Les Éditions Sils Maria- Les Éditions Vrin (co-édition), pp. 54-56.
- BECKER, Jasper, 1998: *La grande famine de Mao*. Paris, Editions Dagorno, 521 p.
- BERNIER, Bernard, 1983 : « L'apparition du nationalisme en Occident, Les contextes historiques », dans *Anthropologie et sociétés*, no. 7.2, pp. 111-129.
- BRAY, David, 2006: « Building 'Community': New Strategies of Governance in Urban China », dans *Economy and Society*, vol.35, no.4 (nov.), p. 530-549.
- BRODSGAARD, Kjeld Erik, 1983: Paradigmatic Change: Readjustment and Reform in the Chinese Economy, 1953-1981 », dans *Modern China* 9.1 (janv.), pp. 253-272.
- BRODSGAARD, Kjeld Erik et Zheng Yongnian, 2006: « Introduction: whither the Chinese Communist Party », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, pp. 1-14.
- BURNS, John P, 2006: « The Chinese Communist Party's nomenklatura system as a leadership selection mechanism », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, pp. 33-58.
- CABRILLAC, Bruno, 2003: *Économie de la Chine*, Paris, Presses Universitaires de France, 127 p.
- CAI, Fang et Meiyan Wang, 2002: « How fast and how far can China's GDP grow? », dans *China & World Economy*, no.5, pp. 9-15.
- CASTELLS, Manuel, 1998: *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 613 p.
- CHILDERS, Joseph et Gary Hentzi (eds.), 1995: *The Columbia Dictionary of Modern Literary and Cultural Criticism*, New York, Columbia University Press, 362 p.
- CHUN, Lin, 2006: *The Transformation of Chinese Socialism*, Durham, Duke University Press, 370 p.
- CROWLEY, John, 2003: « Usages de la gouvernance et de la gouvernamentalité », dans *Critique internationale*, no.21 (oct.), pp. 52-61.

- DALI, L. Yang, 2001: « Rationalizing the Chinese state: The political economy of government reform », dans CHAO, Chen-min et Bruce J. Dickson: *Remaking the Chinese State: Strategies, Society and Security*, New York, Routledge, pp. 19-45.
- DAVIDSON, Arnold I. et Frédéric Gros, 2004 : *Michel Foucault : anthologie*, Paris, Gallimard, 940 p.
- DERNBERGER, Robert F., 1972: « Radical Ideology and Economic Development in China: The Cultural Revolution and Its Impact on the Economy », dans *Asian Survey*, vol.12, no. 12 (déc.), pp. 1048-1065.
- DERNBERGER, Robert F., 1999: « The People's Republic of China at 50: the Economy. » dans *The China quarterly*, no.159 (sept.), pp. 606-615.
- DICKSON, Bruce J, 2006: « Cooptation and Corporatism in China: The Logic of Party Adaptation », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield Publishers Inc, pp. 517-540.
- DOMENACH, Jean-Luc, 2002: *Où va la Chine*, Paris, Fayard, 392 p.
- DUTERME, Bernard, 2005 : *Le miracle chinois vu de l'intérieur : points de vue d'auteurs chinois*, Paris, Éditions Syllepse, 183 p.
- FEWSMITH, Joseph, 2001: « The Political and Social Implications of China's Accession to the WTO », dans *The China Quarterly*, No.167 (sept.), pp. 573-591.
- FEWSMITH, Joseph, 2003: « Elite Responses to Social Change and Globalization », dans HOWELL, Jude: *Governance in China*, New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc, pp. 19-36.
- FOUCAULT, Michel, 1969 : *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 275 p.
- FOUCAULT, Michel, 1971 : *L'Ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 81 p.
- FOUCAULT, Michel, 1978 : « La gouvernementalité », dans *Dits et Écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, pp. 635-656.
- FOUCAULT, Michel, 2001: « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et Écrits II*, Paris, Gallimard, pp. 1041-1062.
- GIPOULOUX, François, 2005 : *La Chine du 21<sup>e</sup> siècle : une nouvelle superpuissance?* Paris, Éditions Armand Colin, 241 p.
- GOLDSTEIN, Steven M., 1995: « China in Transition: The Political Foundations of incremental Reform », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc.), pp. 1104-1131.

-GREENHALGH, Susan et Edwin A. Winckler, 2005: *Governing China's Population: From Leninist to Neoliberal Biopolitics*, Stanford (Californie), Stanford University Press, 394 p.

-GUO, Baogang, 2006: « Political Legitimacy in China's Transition: Toward a Market Economy », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield Publishers Inc, pp. 147-175.

-HE, Baogang, 2006: « Intra-party democracy: A revisionist perspective from below », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, pp. 192-209.

-HEIMER, Maria, 2006: « The cadre responsibility system and the changing needs of the party », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, pp. 122-138.

-HINDESS, Barry, 2005: « Politics as Government: Michel Foucault's Analysis of Political Reason », dans *Alternatives*, vol.30, no. 4, pp. 389-413.

-HOWELL, Jude, 2003: « Governance Matters: Key Challenges and Emerging Tendencies », dans *Governance in China*, New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc, pp. 1-18.

-HUGHES, Christopher R, 2006: « Chinese Nationalism in the Global Era », Londres, Routledge, 184 p.

-JI, You, 2006: « The People's Liberation Army as a key interest group in Chinese party politics », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, pp. 59-75.

-KING WHYTE, Martin, 1995: « the Social Roods of China's Economic Development », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc.), pp. 999-1019.

-LARNER, Wendy et William Walters, 2004: « Globalization as Governmentality », dans *Alternatives*, no. 29 (nov-déc.), pp. 495-514.

-LI, Cheng et Lynn White, 2006: « The Sixteenth Central Committee of the Chinese Communist Party: Emerging Patterns of Power Sharing », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield Publishers Inc, pp. 81-117.

-LIEW, Leong H, 2005: « China's Engagement with Neo-liberalism: Path Dependency, Geography and Party Self-Reinvention », dans *The Journal of Development Studies*, vol.41, no.2, pp. 331-352.

-LINZ, Juan J., 2006 : *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Éditions Armand Colin, 406 p.

-LU, Jianjie, 1995: « Philosophical considerations of a socialist market economy », dans *Social Sciences in China: A Quarterly Review*, no. 16, vol. 3, pp. 15-28.

- NATHAN, Andrew J, 2006: « China's Constitutionalist Option », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield Publishers Inc, pp. 177-190.

-NATIONS UNIES, 2008: *World Population Policies 2007*, New York, United Nations Publications, 481 p.

-NOLAN, Peter et Robert F. Ash, 1995: « China's Economy on the Eve of Reform », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, No. 144 (déc.), pp. 980-998.

-PALTIEL, Jeremy, 2002: « China and the WTO: Joining the Competition – Playing to Win », dans *Issues & Studies*, vol. 38, no.2, pp. 224-235.

-QIAN, Yingyi, 2006: « The Process of China's Market Transition, 1978-1998: The Evolutionary, Historical, and Comparative Perspectives », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield Publishers Inc, pp. 229-249.

-RAWSKI, Thomas G., 1995: « Implications of China's Reform Experience », dans *The China Quarterly-Special Issue: China's Transitional Economy*, no. 144 (déc.), p. 1150-1173.

-REVEL, Judith, 2002 : *Le vocabulaire de Foucault*, Paris, Éditions ellipses, 70 p.

-SAICH, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, New York, Palgrave, 349 p.

-SAICH, Tony, 2006: « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », dans DITTMER, Lowell et Guoli Liu: *China's Deep Reform: Domestic Politics in Transition*, Toronto, Rowman & Littlefield Publishers Inc, pp. 285-301.

-SANJUAN, Thierry (dir.), 2006: *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Paris, Armand Colin, 304 p.

-SANJUAN, Thierry, 2007 : « Comprendre la Chine contemporaine par les mots des sciences sociales », dans *Hérodote*, no. 125, 2<sup>e</sup> trimestre, pp. 7-10.

-SICULAR, Terry, 1995: « Redefining State, Plan and Market: China's Reforms in Agricultural Commerce », dans *The China Quarterly*, no. 177 (déc.), pp. 1020-1046.

-SIGLEY, Gary, 2004: « Liberal Despotism: Population Planning, Subjectivity and Government in Contemporary China », dans *Alternatives*, no.29, pp. 557-575.

- SIGLEY, Gary, 2006: « Chinese governmentalities: government, governance and the socialist market economy », dans *Economy and Society*, Vol. 35, No.4 (nov.), pp. 487-508.
- THORGERSEN, Stig, 2000: «Cultural Life and Cultural Control in Rural China: Where is the Party? », dans *The China Journal*, no. 44 (juil.), pp. 129-141.
- VAIRON, Lionel, 2006: *Défis chinois: Introduction à une géopolitique de la Chine*, Paris, Ellipses, 301 p.
- WALDER, Andrew G, 2006: « The party elite and China's trajectory of change », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, pp. 15-31.
- WIBOWO, Ignatius et Lye Liang Fook, 2006: « China's Central Party School: a unique institution adapting to changes », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, pp. 139-156.
- WILMOT, A., 1997: *La Chine économique en l'an 2000*, Paris, l'Harmattan, 224 p.
- ZANOTTI, Laura, 2005: « Governmentalizing the Post-Cold War International Regime: the UN Debate on Democratization and Good Governance », dans *Alternatives*, vol.30, no. 4, pp. 461-487.
- ZOU, Keyuan, 2006: « The Party and the law », dans BRODSGAARD, Kjeld Erik: *The Chinese Communist Party in Reform*, New York, Routledge, pp. 77-102.

## Annexe 1 : Divisions administratives et disputes territoriales de la République Populaire de Chine (RPC)

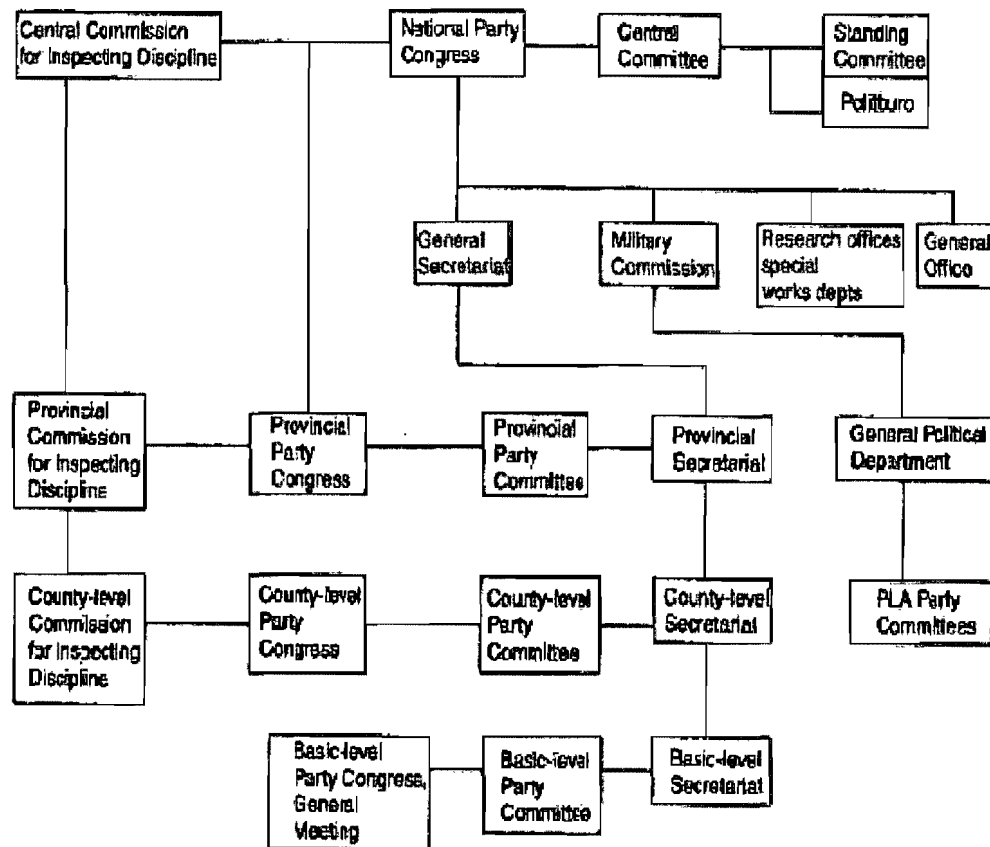


Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:RP\\_Chine\\_administrative.png](http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:RP_Chine_administrative.png) (2 décembre 2007)

## Annexe 2: Structure organisationnelle du Parti Communiste Chinois (PCC)

**FIGURE 4.1**

### Organization of the Chinese Communist Party



Saich, Tony, 2001: *Governance and Politics of China*, New York, Palgrave, p.81.